

46 | 2022

Les communistes et l'Europe : de l'eurocommunisme au rêve de Maison commune européenne

Frédéric Heurtebize et Céline Marangé (dir.)



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2414>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Frédéric Heurtebize et Céline Marangé (dir.), *Histoire Politique*, 46 | 2022, « Les communistes et l'Europe : de l'eurocommunisme au rêve de Maison commune européenne » [En ligne], mis en ligne le 01 février 2022, consulté le 17 mars 2022. URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2414>

Ce document a été généré automatiquement le 17 mars 2022.

Histoire Politique

SOMMAIRE

Dossier

Deux projets inachevés de réconciliation du continent européen

Frédéric Heurtebize et Céline Marangé

Europe et gauche européenne : les multiples défis des communistes italiens au moment du lancement de l'eurocommunisme (1969-1977)

Michele Di Donato

Détente, eurocommunisme et dépassement des blocs durant la décennie 1970 : les espoirs contrariés du Parti communiste français

Frédéric Heurtebize

Des communistes français à la découverte du Parlement européen (1973-1989) : les usages partisans d'une institution parlementaire

Nicolas Azam

Myth and Perceptions of Europe in the German Democratic Republic, 1975-1985: From Italian Eurocommunism to European Integration

Laura Fasanaro

Aux origines de la Maison commune européenne de Gorbatchev : influences et concepteurs (années 1970-1989)

Sophie Momzikoff

Sharing the Iberian Room in a "Common Home"? The Portuguese Communist Party and the Communist Party of Spain in a Changing Europe, 1985-1994

Carlos Sanz et Emanuele Treglia

Le parti communiste français et l'avenir de l'Europe pendant la Perestroïka

Céline Marangé

Europe as a Common Legacy: The European Integration Process and Italian Political Identities in the 1980s-1990s

Valentine Lomellini et Danilo Delle Fave

Varia

Les origines de la devise anarchiste « Ni Dieu ni maître » : une généalogie discutable

Romain Broussais

Dossier

Deux projets inachevés de réconciliation du continent européen

Two unfinished projects for the reconciliation of the European continent

Frédéric Heurtebize et Céline Marangé

- 1 Dans les années 1970, à la faveur de la détente, les partis communistes italien, français et espagnol entendent donner un second souffle au projet communiste en s'affranchissant de la tutelle idéologique de Moscou et du dogme du modèle unique. S'affirment ainsi des stratégies nationales vers un socialisme qui serait propre aux sociétés capitalistes et démocratiques d'Europe de l'Ouest. L'avènement du socialisme ne résulterait plus de la révolution et de la dictature du prolétariat, mais d'une évolution lente favorisée par des alliances avec des partis dits « bourgeois ». Cette « nouvelle voie » donne lieu, en France, à l'Union de la gauche avec les socialistes de François Mitterrand en 1972 et, en Italie, à la proposition de large coalition, le « compromis historique », avec la Démocratie chrétienne à partir de 1973. En Espagne, elle implique l'acceptation de la monarchie dans le contexte de la transition démocratique après la mort de Francisco Franco en novembre 1975, tandis que le parti portugais refuse ces types d'accommodement après la chute de l'*Estado Novo*, le régime salazariste, en avril 1974.
- 2 Ce tournant en faveur d'un socialisme dit démocratique résulte d'une prise de distance à l'égard de l'Union soviétique. Dès la fin des années 1950, à la suite de la parution du « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev, le secrétaire du Parti communiste italien (PCI) Palmiro Togliatti a commencé à adopter des positions critiques à l'égard de l'Union soviétique. Toutefois, c'est la répression du printemps de Prague par les troupes du Pacte de Varsovie en août 1968 qui, sans conteste, marque un tournant majeur pour tous les partis communistes occidentaux¹. Certes, la conférence internationale organisée à Moscou en juin 1969 réaffirme la cohésion du mouvement communiste et l'autorité du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), mais il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus. Cette conférence n'a fait que ressasser de « vieilles

banalités », déplore dans son journal Anatoli Tcherniaiev, membre du Département international du Comité central du PCUS et futur proche conseiller de Mikhaïl Gorbatchev. Quant au mouvement communiste international, ajoute-t-il en toute lucidité, son message se révèle désormais déconnecté de la réalité et « nul ne sait qu'en faire² ».

- 3 Dès lors qu'il devient impossible de nier les crimes du communisme, les partis communistes occidentaux en viennent à critiquer la nature autoritaire du régime soviétique et à contester le rôle de guide au PCUS³. En 1970, Alexandre Soljenitsyne, l'auteur d'*Une Journée d'Ivan Denissovitch*, se voit décerner le prix Nobel de littérature. Dans un discours qu'on lui interdit de prononcer, la voix des sans-voix proclame haut et fort qu'« une parole de vérité pèse plus que le monde entier⁴ ». La publication en russe de son *Archipel du Goulag* en 1973 à Paris, puis sa traduction rapide en français et en italien, provoquent un véritable choc médiatique et suscitent l'embarras des communistes occidentaux⁵. Fruit d'une monumentale enquête menée en catimini, l'ouvrage révèle l'ampleur des répressions stalinienne et jette une lumière crue sur les rouages du travail forcé en s'appuyant sur le témoignage d'anciens prisonniers. Au même moment, des campagnes internationales dénoncent à grand bruit l'emprisonnement des dissidents soviétiques, ainsi que leur internement dans des hôpitaux psychiatriques, tandis que d'autres défendent le droit des Juifs soviétiques à émigrer⁶.
- 4 Le présent dossier examine deux tentatives tardives de réforme du communisme⁷, le projet ouest-européen de l'eurocommunisme au milieu des années 1970 et le projet soviétique de « Maison commune européenne » à la fin des années 1980, tout en cherchant à comprendre les liens qu'ils entretiennent entre eux. De l'aveu même de Mikhaïl Gorbatchev, l'eurocommunisme a inspiré les artisans de la Perestroïka : il « a constitué une étape très importante et joué un rôle indubitable dans [son propre] engagement en faveur des réformes, de la démocratie et de la liberté⁸ ». Les promoteurs de ces deux initiatives ont pour ambition de régénérer le communisme en favorisant la coopération et en surmontant l'antagonisme de guerre froide. Ils placent l'Europe au cœur de leur démarche, considérant le Vieux Continent comme le théâtre du dépassement, voire du dénouement, du conflit idéologique Est-Ouest.
- 5 L'historiographie du communisme s'est enrichie depuis trente ans grâce à l'ouverture des archives et à l'émergence de nouvelles approches (voir l'appendice sur les sources en fin d'article). Celles-ci privilégient l'étude des dimensions sociales et transnationales du communisme⁹ et cherchent à analyser les limites de l'influence du PCUS sur les partis nationaux – influence qui a été tantôt minorée par les historiens communistes, tantôt exagérée par les historiens antitotalitaires¹⁰. Les contributions ici rassemblées prolongent ces réflexions en mettant en regard quatre partis communistes d'Europe occidentale évoluant dans l'opposition – le PCF en France, le PCI en Italie, le PCE en Espagne et le PCP au Portugal – et deux partis au pouvoir dans des pays du « socialisme réel », le PCUS en Union soviétique et le Parti socialiste unifié d'Allemagne, connu sous l'acronyme allemand SED, en République démocratique allemande (RDA).
- 6 Comment ces partis ouest-européens, fortement marqués par l'histoire de leur pays, notamment par l'expérience de la guerre, de la dictature et de la clandestinité, appréhendent-ils l'ambition eurocommuniste de créer un modèle communiste plus respectueux des droits humains, puis la proposition soviétique de construire une « Maison commune européenne », deux projets qui supposent de transcender la

division de l'Europe et donc de s'écarter de la matrice idéologique du communisme fondée sur le rejet du monde capitaliste ? Dans quelle mesure les réflexions entamées à ce sujet modifient-elles leurs relations avec Moscou et infléchissent-elles leur position à l'égard de la construction européenne qui s'approfondit en même temps ? Comment leurs initiatives sont-elles reçues et appréciées à Moscou et à Berlin-Est ? Ce dossier qui s'étend de 1968 aux années suivant la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991 se propose de répondre à ces questions en examinant les tensions qui s'expriment entre ces partis et en leur sein même au sujet de l'avenir de l'Europe.

Les implications de la détente

- 7 Pour les années 1970, le dossier fait sien la notion de « décennie longue » (*long 1970s*) qui débute avec les « chocs » de l'année 1968 : écrasement du Printemps de Prague, violence et déchirements politiques aux États-Unis, événements de mai 1968 en France, auxquels il faut ajouter l'« automne chaud » en Italie l'année suivante¹¹. Cette décennie fait l'objet depuis une quinzaine d'années d'un vif intérêt de la part des chercheurs en histoire internationale. Longtemps délaissée, elle est désormais considérée comme une période charnière entre une décennie 1960 progressiste, voire révolutionnaire, et une décennie 1980 marquée par le triomphe du néolibéralisme qui promeut la variante la plus radicale de l'économie de marché¹². Les avancées de l'historiographie ont permis de souligner la diversité des dynamiques qui traversent cette décennie, ainsi que l'enchevêtrement des récits : la guerre froide et le mouvement communiste international dépendent désormais de changements socio-économiques globaux, tels que la mondialisation, la construction européenne, les transformations du capitalisme et l'émergence d'un discours sur les droits de l'homme¹³.
- 8 Dès les années 1960, les dirigeants ouest-européens défendent une vision dynamique du dépassement des blocs. L'ouverture à l'Est doit favoriser l'émergence d'un *modus vivendi* avec le camp socialiste dans le but de « perforer le rideau de fer » et de transcender la division Est-Ouest. En 1966, le général de Gaulle appelle de ses vœux une politique « de détente, d'entente et de coopération ». À cette fin, il sort la France du commandement intégré de l'OTAN et effectue une visite historique de deux semaines en Union soviétique¹⁴. En décembre 1967, l'Alliance atlantique adopte le « Rapport Harmel » qui doit son nom à son instigateur, le ministre des Affaires étrangères belge Pierre Harmel. Dans ce document qui définit les futures missions de l'OTAN, l'Alliance ouvre la voie à une approche plus coopérative des questions de sécurité ; elle renonce à sa doctrine de représailles massives, adoptant à la place un concept stratégique dit de « riposte graduée » qui prévoit de recourir, en cas d'attaque, à des armes conventionnelles et nucléaires. L'Alliance affirme dès lors que « la sécurité militaire et la politique de détente ne sont pas contradictoires, mais complémentaires¹⁵ ». En 1969, le chancelier ouest-allemand Willy Brandt engage l'*Ostpolitik* en dépit des objections de Washington qui redoute une neutralisation de l'Europe. « Le but principal de la politique soviétique est la légalisation du *statu quo*. Le but de la politique [ouest-allemande] est de le dépasser », résume un conseiller du chancelier Brandt en 1969¹⁶.
- 9 Au début des années 1970, la guerre froide entre dans une nouvelle phase, celle de la détente¹⁷. Le rapprochement des États-Unis avec la Chine de Mao en février 1972 et la visite à Moscou du président américain Richard Nixon trois mois plus tard sont alors perçus comme des développements audacieux¹⁸. Le dialogue russo-américain donne

lieu à des accords commerciaux et surtout à la conclusion des accords SALT sur la limitation des armes stratégiques offensives et au traité ABM sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques. La recherche récente montre toutefois que les deux superpuissances sont surtout motivées par des considérations défensives. Leur ambition est de réduire le risque de guerre nucléaire et d'instaurer une relation plus stable et prévisible entre les deux alliances militaires. Washington cherche, par ailleurs, à s'extraire de la guerre du Vietnam, à se ménager un temps de répit et à enrayer l'érosion de sa domination économique¹⁹. La détente procède donc d'une lecture réaliste des relations internationales et du nouvel équilibre des forces.

- 10 En s'engageant dans la détente, la Maison-Blanche s'approprie en réalité une politique entamée, à son corps défendant, par ses alliés européens. Elle tente d'imposer une détente statique qui préserve le *statu quo*. Pour leur part, les dirigeants soviétiques ont une vision opportuniste de la détente : ils entendent en profiter pour moderniser l'économie de leur pays et conjurer son retard dans le domaine technologique et celui des biens de consommation, sans pour autant renoncer à défendre ses intérêts de sécurité en Europe, ni à propager la révolution dans le Tiers monde. La reconnaissance de la République fédérale d'Allemagne (RFA) en 1970, puis le sommet de Moscou, favorisent indéniablement le commerce avec l'Ouest et l'importation de technologie occidentale²⁰.
- 11 Cette atmosphère de relative coopération permet de mener à bien un processus majeur pour l'avenir du continent : la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La signature de l'acte final de la CSCE à Helsinki le 1^{er} août 1975 constitue l'acmé de la détente. L'accord contient trois « corbeilles » : la sécurité en Europe ; la coopération dans les domaines économique, scientifique, technique et environnemental ; les échanges dans les domaines humanitaire et culturel. Au lendemain de l'accord, domine outre-Atlantique l'impression que l'Union soviétique a obtenu gain de cause, à savoir la reconnaissance des frontières issues de Yalta et donc du *statu quo* en Europe. Exilé dans le Vermont, Soljenitsyne compare Helsinki à un nouveau Munich, des propos qui électrisent la mouvance néoconservatrice américaine qui s'aggrave autour de la défense des droits de l'homme et de son rejet de la détente²¹.
- 12 Pourtant, les clauses contenues dans la troisième corbeille favorisent l'échange d'idées, la formation de réseaux transnationaux de solidarité et la création d'organisations de défense des droits de l'homme comme le Comité russe d'Helsinki et la Charte 77 en Tchécoslovaquie²². Chargées d'observer la conformité des politiques menées avec les engagements pris à Helsinki, ces organisations offrent un cadre à la dissidence. En exposant la nature répressive des régimes socialistes, elles rendent plus malaisé leur soutien dans les pays occidentaux, où s'impose un discours sur les droits de l'homme condamnant les utopies collectives et consacrant le primat de l'individu et de ses droits²³.
- 13 Une mutation du capitalisme intervient de manière concomitante. Le président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or en août 1971, mettant ainsi fin au système de Bretton Woods instauré à la fin de Seconde Guerre mondiale. Les crises pétrolières de 1973 et 1979 frappent durement l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, où elles génèrent inflation, stagnation et chômage²⁴. Les communistes ouest-européens y voient une « crise du capitalisme » propice à la mise en œuvre du socialisme démocratique qu'ils appellent de leurs vœux²⁵. « L'impérialisme a mis un pied à terre, il faut aller de l'avant », affirme la direction du PCF²⁶. En fait, émerge un autre type de capitalisme

fondé sur la finance et l'endettement et sur la mondialisation des flux et l'interdépendance économique²⁷. En parallèle, la Communauté économique européenne (CEE) approfondit son intégration politique et économique avec la création du Conseil européen en 1974²⁸. Elle acquiert aussi une légitimité démocratique après la première élection d'un Parlement européen au suffrage universel direct en 1979²⁹.

- 14 Cependant, les victoires communistes au Vietnam et au Cambodge en avril 1975, le soutien soviétique aux rébellions communistes en Afrique et en Amérique latine et le coup de force soviétique en Afghanistan en décembre 1979 sonnent l'alarme à Washington³⁰. Mais c'est surtout la crise des euromissiles qui entraîne à partir de 1977 un regain de tensions dans les relations Est-Ouest et qui précipite un nouveau rapprochement sino-américain³¹. Si la détente est de courte durée, les liens économiques perdurent. À l'est du rideau de fer, les pays socialistes subissent à leur tour les effets de la crise économique. Le projet d'établir des pôles de spécialisation et d'encourager les échanges commerciaux entre eux ne parvient pas à se concrétiser, alors que le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), créé en 1949, montre des signes d'essoufflement. S'engagent alors des débats sur le type de relations à établir avec la CEE, certains pays de l'Est demandant plus de flexibilité, d'autres s'opposant encore, pour des raisons idéologiques, à toute reconnaissance officielle de la CEE.
- 15 Nombreux sont néanmoins, à la charnière des années 1980, les membres du CAEM à accroître et à diversifier leurs échanges avec les pays d'Europe de l'Ouest³². Comme le montre Laura Fasanaro, les dirigeants est-allemands changent d'attitude à l'égard de la CEE entre 1975 et 1985 par pragmatisme. La RDA étant confrontée à des problèmes structurels qui entravent la modernisation de son appareil productif et à des difficultés conjoncturelles liées à la hausse des prix du pétrole, il devient avantageux de considérer le commerce avec les pays de la CEE comme une opportunité commerciale et non plus comme une menace idéologique. Au début des années 1980, les États ouest-européens, pourvoyeurs de crédits, représentent une planche de salut pour plusieurs économies socialistes en difficulté. Cependant, l'endettement des pays du CAEM vis-à-vis de leurs voisins occidentaux contribue à affaiblir les régimes communistes, notamment en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie³³.

Les ambiguïtés du projet eurocommuniste

- 16 Détente, crise de l'internationalisme communiste et accélération de la mondialisation et de l'intégration européenne : c'est dans ce contexte en mutation, aux contours flous, que les partis communistes ouest-européens tentent, dans les années 1970, de rénover le communisme. Au moment où le capitalisme et le socialisme traversent chacun une crise, les PC italien, français et espagnol proposent une « troisième voie » entre le « socialisme réel » des démocraties populaires et le socialisme réformiste de type occidental³⁴. En atténuant l'affrontement idéologique, le climat de détente leur offre un espace de liberté. L'épisode eurocommuniste connaît son apogée entre 1975 et 1977 avant de se déliter faute d'une ligne commune cohérente, mais aussi en raison de tiraillements idéologiques, de revers électoraux et de l'opposition résolue des deux superpuissances.
- 17 L'eurocommunisme revêt d'emblée une dimension à la fois défensive et offensive. Il est réactif car l'objectif est bien de se dissocier du modèle soviétique discrédité pour sauver l'idée même du communisme, mais il est également proactif car il implique une prise

d'initiative et le désir d'innover et d'explorer de nouvelles possibilités. Au plan national, ses partisans veulent profiter de la détente pour rompre le *statu quo* qui les relègue aux marges du pouvoir depuis la fin des années 1940. Au niveau européen, ils entendent dépasser l'opposition des blocs et contribuer à réformer le socialisme à l'est du rideau de fer. « L'intérêt essentiel du peuple italien aujourd'hui n'est pas de se battre pour la sortie unilatérale de l'OTAN, mais pour la détente, le désarmement et la disparition progressive des blocs », déclare en décembre 1974, Giorgio Napolitano, figure modérée du parti et futur président de la République italienne³⁵.

- 18 Situés au croisement des recherches sur le communisme et sur la guerre froide, les travaux sur l'eurocommunisme recouvrent trois champs d'étude³⁶. Le premier et le plus récent met en évidence les ambiguïtés constitutives de la détente et insiste sur les contradictions inhérentes à l'eurocommunisme. Si la détente vise à substituer un antagonisme rationalisé à un affrontement irréductible, quasi ontologique, elle n'en maintient pas moins la volonté de chaque camp de l'emporter sur l'autre. De ce point de vue, l'eurocommunisme paraît instable sur le plan conceptuel et impossible à réaliser³⁷. Comment fonder un socialisme soluble dans des sociétés capitalistes et démocratiques sans verser dans la social-démocratie ? Comment démontrer un engagement démocratique crédible sans renoncer au « centralisme démocratique » et à la discipline de parti ? Peut-on accomplir son devoir internationaliste sans cesser de critiquer le régime soviétique et de contester la prééminence du PCUS ? Les eurocommunistes ne parvinrent jamais véritablement à résoudre ces contradictions.
- 19 Le deuxième champ d'étude s'intéresse aux stratégies nationales de chaque parti. Le PCI a occasionné le plus grand nombre d'études en raison de son influence sur la politique et la société italiennes. Ce déséquilibre est tel que l'historiographie de l'eurocommunisme se confond presque avec celle du PCI des années 1970³⁸. Tandis que cette décennie voit le déclin électoral du PCF au profit des socialistes, les communistes enregistrent en Italie les meilleurs résultats de leur histoire et comptent entre trois et quatre fois plus d'adhérents que leurs camarades français³⁹. Aux élections générales de juin 1976, le parti d'Enrico Berlinguer recueille 34,4 % des suffrages et, durant la période de « solidarité nationale » qui s'étend jusqu'à l'été 1979, apporte son soutien – indirect, puis au sein de la majorité – au gouvernement démocrate-chrétien de Giulio Andreotti. Mais le PCI doit aussi l'intérêt qu'il suscite au prestige international qu'il retire de son rôle central dans l'agrégation de la mouvance eurocommuniste au niveau européen.
- 20 Toutefois, des études approfondies existent sur le cas français⁴⁰. Celles portant sur le cas espagnol sont centrées sur l'effort engagé pour redéfinir l'identité d'un parti longtemps clandestin et le « sortir des catacombes » au moment de la transition démocratique⁴¹ ; elles s'intéressent aussi à l'échec électoral du PCE qui suit la démarche eurocommuniste menée par son dirigeant Santiago Carrillo⁴². Enfin, un troisième champ d'étude porte sur l'opposition des superpuissances, notamment de Washington. Les États-Unis craignent que l'Italie ne sorte de l'OTAN en cas de participation de ministres communistes à une coalition de gouvernement⁴³. Dans une mesure nettement moindre, une partie des travaux consacrés au PCF et au PCE examine aussi la préoccupation américaine de les voir gagner en influence⁴⁴.
- 21 Les articles du dossier renouvellent notre connaissance de l'eurocommunisme. Ils montrent notamment que le PCI, le PCE et le PCF n'ont jamais eu la même compréhension du concept : s'ils veulent tous s'affranchir du dogme du modèle unique

et s'émanciper de la tutelle soviétique, ils ont des visions opposées des finalités assignées aux relations internationales. Le rapport à l'Europe et à la construction européenne constitue dès le milieu des années 1970 une pomme de discorde entre eux.

- 22 Fer de lance de l'eurocommunisme, le PCI prône, dès 1973, une « Europe autonome et démocratique, ni antisoviétique, ni antiaméricaine ». Bientôt rejoint par le PCE, il se déclare favorable à la coopération européenne et à l'intégration économique au sein de la CEE, voyant dans l'Europe en construction un levier de transformation du cadre économique et social. Hostiles à la construction européenne, le PCF et le PCP restent attachés à une lecture des relations internationales fondée sur la confrontation idéologique. Michele Di Donato montre ainsi que les principales divergences de vues entre le PCI et le PCF ne portent pas sur les relations à établir avec les Soviétiques, mais bien sur les questions européennes et le rapport à la social-démocratie et qu'à cet égard la « question du Portugal » sert de révélateur. Jusqu'à l'été 1975, contrairement aux PC italien et espagnol, le PCF soutient le PCP dont l'action trahit pourtant une stratégie antidémocratique. Arrivés en troisième position aux élections du 25 avril 1975 avec 12,5 % des suffrages, loin derrière les socialistes (38 %) et le centre droit (26 %), les communistes portugais entendent jouer le premier rôle et intimident leurs adversaires. Lors de la fête du 1^{er} Mai, ils évincent le leader socialiste Mário Soares de la tribune et le privent de discours. Durant l'été, le quotidien socialiste *República* est fermé par les militaires attachés à la révolution, tandis que certaines stations de radio sont occupées.
- 23 Par ailleurs, le PCUS fait preuve d'intransigeance à l'égard de l'initiative eurocommuniste, avivant ainsi ses dissensions avec les partis occidentaux. À titre d'exemple, en mars 1977, il écrit au Comité central du PCF pour l'inciter à demander des comptes à sa direction sur sa « politique de critiquaille⁴⁵ ». Prenant la parole devant le Comité central, Jean Kanapa, le directeur de la section de politique étrangère, la Poles, réagit avec vigueur, déclarant que désormais « le PCF manifestera en toutes circonstances, y compris à l'égard de l'URSS, une entière indépendance de jugement et d'action⁴⁶ ». Dans une réponse qui se veut cinglante, le PCF oppose au PCUS une fin de non-recevoir, refusant notamment d'« admettre l'affirmation [selon laquelle] tout désaccord, toute opposition, toute "dissidence" serait inspirée et manipulée par l'impérialisme⁴⁷ ». Cette prise de distance l'incite à se montrer plus dogmatique que son ancien mentor sur les questions internationales. La contribution de Frédéric Heurtebize montre ainsi que le PCF refuse « un *statu quo* social et politique au nom des intérêts de la paix et de la détente » et que sa critique du PCUS porte non seulement sur l'absence de démocratie en Union soviétique, mais aussi sur son manque de fermeté au plan idéologique. Il reproche en particulier aux dirigeants soviétiques leur supposée complaisance à l'égard de leurs homologues occidentaux, notamment français⁴⁸.
- 24 Non sans raison. Les Soviétiques rudoient volontiers les leaders communistes européens et n'ont aucun scrupule à privilégier leurs relations avec les dirigeants de droite des pays occidentaux. Dans ses mémoires, Tcherniaiev, toujours au Département international du Comité central à cette époque, se remémore l'accueil réservé à Georges Marchais quand ce dernier a demandé, le 17 octobre 1972, à discuter avec Brejnev « d'égal à égal » (*na ravnyh*), alors que Waldeck Rochet, ébranlé et malade depuis l'écrasement du Printemps de Prague, s'apprête à lui passer officiellement le témoin. « Mais, note-t-il, Brejnev préfère Pompidou à qui a déjà été donné un accord pour une visite en janvier. À son retour de Paris, Brejnev dit à son entourage : "Ce p'tit Georges bavasse au sujet de la démocratie, on voudrait bien voir ce qu'il ferait s'il

arrivait au pouvoir. C'est le patron (Pompidou) qui a une pensée d'État, qui voit les problèmes, qui parvient à les embrasser complètement." » Et Tcherniaiev d'ajouter, non sans cynisme, que chacun se prête volontiers à ce jeu de dupes :

« De son côté, Pompidou (comme Nixon et Brandt) a parfaitement intégré que l'idéologie n'est chez nous qu'à usage interne, c'est-à-dire là où on peut l'imposer par des moyens étatiques. Et les dirigeants soviétiques, disent-ils, ne sont pas idiots au point de se livrer à des exercices idéologiques dans les relations interétatiques, les relations d'affaires, avec ceux qui peuvent tranquillement les envoyer...⁴⁹ »

- 25 Dès l'été 1977, le PCF opère un revirement tactique à l'égard du PCUS⁵⁰. Il s'aligne sur Moscou dans la crise des euromissiles pour des raisons idéologiques, sans toutefois revenir au *statu quo ante*. Déjà malade, Jean Kanapa meurt en septembre 1978. Cet agrégé de philosophie issu d'un milieu parisien aisé, grand voyageur rompu aux affaires européennes, est remplacé par le député Maxime Gremetz, fils de bucheron, métallurgiste de son métier et dénué de toute expérience internationale. La direction du PCF s'oppose alors à la domination du personnel politique non ouvrier au sein du parti⁵¹. Ce choix facilite le rapprochement avec Moscou et accentue le hiatus avec le parti italien.
- 26 Depuis 1970, la section internationale du PCI est dirigée par Sergio Segre, ancien partisan italien et journaliste de talent. Polyglotte, ce dernier est successivement correspondant de l'*Unità* à Berlin, directeur de l'hebdomadaire *Rinascita* et député européen de 1979 à 1989. À ce titre, il devient, dans les années 1980, rapporteur auprès de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur les questions d'application du processus d'Helsinki et responsable de la délégation pour les relations avec le Congrès des États-Unis⁵². Le PCI soutient son gouvernement dans la crise des euromissiles, puis dénonce l'invasion de l'Afghanistan⁵³. S'éloignant toujours plus de Moscou, son dirigeant Enrico Berlinguer dresse un constat sans appel au lendemain de l'instauration de la loi martiale en Pologne en décembre 1981, notant que « la force motrice de renouvellement des sociétés [...] mises en place en Europe de l'Est est épuisée⁵⁴ ».
- 27 On retrouve cette même opposition doctrinale dans la péninsule ibérique avec un PCE acquis au projet de construction européenne et un PCP viscéralement attaché à la *doxa* communiste. Là encore, leurs divergences de vue ne sont sans doute pas étrangères à la personnalité, au parcours de vie et à l'expérience combattante de leur dirigeant respectif. Álvaro Cunhal, le secrétaire général du PCP de 1961 à 1992, a participé, en 1937, à la création du Front populaire portugais avec des républicains et des socialistes, puis contribué, en 1940-1941, à réorganiser le parti suivant des « règles conspiratives » pour échapper à la police politique. Arrêté en 1949, il a passé onze ans, dont huit à l'isolement, dans une geôle de Salazar avant de s'évader dans des conditions rocambolesques et de gagner Moscou, puis Prague. De 1965 à 1974, il s'est établi clandestinement en région parisienne car il était plus facile d'opérer depuis la France où quelque 900 000 Portugais se sont installés entre 1957 et la révolution des Œillets⁵⁵. Son homologue Santiago Carrillo a dirigé les jeunesses communistes pendant la guerre civile espagnole, puis le PCE de 1960 à 1982. Longtemps exilé en France, il a été le plus virulent des dirigeants communistes ouest-européens à l'égard de Moscou, puis un fervent défenseur de la réconciliation nationale et de la transition démocratique.

La chimère d'une « Maison commune européenne »

- 28 Au milieu des années 1980, les partis communistes ouest-européens tiennent toujours des positions antagonistes au sujet de l'Europe et de la construction européenne⁵⁶. Leurs désaccords s'accroissent après l'arrivée de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne en janvier 1985 et la signature de l'Acte unique en février 1986. Les partis italien et espagnol, favorables au projet européen, adhèrent aux objectifs de la CEE dont ils cherchent à développer le « potentiel progressiste ». Les partis français et portugais s'opposent avec force à la perspective d'un marché commun, se montrant d'autant plus virulents et rigides qu'ils doivent, pour des raisons électorales, se démarquer des partis socialistes ouverts à l'intégration européenne.
- 29 L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, le 11 mars 1985, les oblige tous à reconsidérer leur rapport au communisme et au modèle soviétique. Conscient de l'essoufflement du système d'économie planifiée, le nouveau secrétaire général du PCUS se fixe rapidement pour objectif de mener à bien un grand projet de reconstruction, la *Perestroïka*, afin de surmonter les effets de la stagnation, le *zastoj*, qui compromet le développement de l'économie et la soutenabilité du système⁵⁷. Prenant le contrepied de ses prédécesseurs, il appelle à la transparence, la *glasnost'*, affirme son attachement à la dénucléarisation du monde et cherche un apaisement des relations internationales. Dans cette optique est promu un nouveau concept de politique étrangère, la « Nouvelle Pensée » (*Novoe myšlenie*), qui consiste à dépasser la guerre froide et la querelle sino-soviétique, tout en cherchant une issue à la course aux armements et à la guerre d'Afghanistan⁵⁸.
- 30 Les réformes gorbatchéviennes ne laissent indifférent aucun parti communiste occidental⁵⁹. Le PCI s'enthousiasme pour la *Perestroïka* et renoue le dialogue avec le PCUS, entamant des discussions approfondies avec le cercle rapproché de Mikhaïl Gorbatchev, notamment sur les questions européennes. Le PCE exprime son admiration pour cette politique de renouveau qu'il perçoit, à ses débuts, comme un projet capable de libérer le modèle soviétique de « ses déformations » et de donner une nouvelle légitimité au communisme. Le PCF adhère lui aussi pleinement à la *Perestroïka*, sans cependant renoncer à sa vision des relations internationales, ni envisager d'appliquer ses recettes pour modifier son propre fonctionnement. Seul le PCP se montre d'emblée circonspect et dubitatif à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev.
- 31 Au départ, l'Europe ne figure pas parmi les priorités de politique étrangère de la nouvelle équipe soviétique. Le concept de « Maison commune européenne » sert d'abord à convaincre les pays ouest-européens d'exercer une pression sur Washington concernant les négociations sur le désarmement ; il gagne en importance à mesure que progressent les réformes politiques en Union soviétique. Comme le montre Sophie Momzikoff, il est suggéré par des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev pour les affaires européennes qui fréquentent des clubs de réflexion occidentaux depuis les années 1970. Dans son ouvrage *Perestroïka*, paru en France en novembre 1987, Mikhaïl Gorbatchev expose sa vision de la réconciliation du continent européen en utilisant la métaphore du foyer, symbole de stabilité et de sécurité :
- « L'Europe est en effet une maison commune où la géographie et l'histoire ont étroitement tissé les destinées de dizaines de pays et de nations. Bien sûr, chacune d'entre elles a ses problèmes propres, veut vivre sa propre vie, suivre ses propres traditions. Par conséquent, on pourrait dire : la maison est commune, certes, mais chaque famille y a son propre appartement et, de plus, il existe plusieurs entrées.

Mais ce n'est qu'ensemble, collectivement, et en suivant les normes sensées de la coexistence que les Européens pourront sauver leur maison, la protéger d'une conflagration et d'autres calamités, l'améliorer et la rendre plus sûre, et la maintenir en bon ordre. Certains peuvent estimer que c'est un beau rêve. Pourtant ce n'est pas du rêve, mais la résultante d'une analyse soignée de la situation du continent. Si le monde a besoin de relations nouvelles, l'Europe en a besoin par-dessus tout. On peut dire que les nations de l'Europe les ont forgées dans la souffrance et qu'elles le méritent bien. Ce concept de "maison commune européenne" suggère par-dessus tout un certain degré d'intégration, même si les États appartiennent à des systèmes sociaux différents et à des alliances politico-militaires opposées⁶⁰. »

- 32 La confrontation des systèmes socio-économiques doit ainsi laisser place à une forme de complémentarité qui reste à définir. Le 8 décembre 1987, Mikhaïl Gorbatchev signe à Washington avec Ronald Reagan le traité FNI sur les forces nucléaires intermédiaires. Ce traité (dénoncé par Washington en 2019) vise à éliminer les missiles de croisière et les missiles balistiques à charge conventionnelle et nucléaire pouvant atteindre des cibles situées entre 500 et 5 500 km. Cet engagement réciproque met fin à la crise des euromissiles, renforce la sécurité du continent européen et marque symboliquement le début de la fin de la guerre froide.
- 33 La direction soviétique multiplie dès lors les gestes de bonne volonté, dans ce qui apparaît rétrospectivement comme l'unique moment libéral de l'histoire russe pour ce qui concerne la politique étrangère. Le 15 mai 1988, elle annonce le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan avant le 15 février de l'année suivante⁶¹. En juin 1988, le CAEM et la CEE se reconnaissent mutuellement et envisagent des coopérations – une décision présentée comme un premier jalon vers la « maison commune européenne ». Dans un grand discours prononcé à l'ONU, le 7 décembre 1988, Mikhaïl Gorbatchev exclut désormais le recours à la force comme instrument de politique étrangère, tout en annonçant d'importants retraits de troupes d'Europe centrale et orientale et des coupes dans les dépenses de défense. Implicitement, il récuse la doctrine Brejnev de la « souveraineté limitée » énoncée après l'intervention militaire des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.
- 34 Son engagement à la coopération s'accompagne d'un renoncement à dominer par la force. En Europe de l'Est, les élites et les peuples saisissent immédiatement le message : ils ne sont plus tenus de suivre la voie du socialisme, ni de jurer fidélité à l'Union soviétique. Dès 1989, les révolutions de velours sonnent le glas du « socialisme réel » en Europe centrale. Le souhait de ces pays de s'émanciper du giron soviétique sur le plan économique et militaire se concrétise avant même l'effondrement de l'URSS. La réunification de la RDA et de la RFA intervient dans le cadre de l'OTAN le 3 octobre 1990, ce qui vaut à Mikhaïl Gorbatchev de recevoir le prix Nobel de la Paix. Le CAEM est dissous le 28 juin 1991 ; le Pacte de Varsovie, le 1^{er} juillet 1991⁶². Dès lors, le concept de « Maison commune européenne » perd sa raison d'être, du moins dans l'acception que les dirigeants soviétiques lui donnaient. Sur le plan intérieur, ce même élan libéral conduit, après d'âpres débats, à l'abrogation de l'article 6 de la constitution soviétique concernant le rôle dirigeant du PCUS, en février 1990, puis à l'organisation des premières élections ouvertes au Soviet suprême et à l'élection de Mikhaïl Gorbatchev, à une courte majorité, au poste de président de l'Union soviétique.
- 35 Cependant, les difficultés s'accumulent pour l'équipe de Mikhaïl Gorbatchev. Après l'annexion du Koweït par l'Irak, l'attitude coopérative de Moscou qui cherche une solution diplomatique à la crise du Golfe, tout en votant toutes les résolutions du

Conseil de sécurité, y compris celle concernant le recours à la force, consacre la fin de la guerre froide⁶³. Mais l'échec du Kremlin à trouver une issue politique entame son prestige international et compromet ses positions au Moyen-Orient, tandis que la guerre éclair qui s'ensuit démontre toute la puissance militaire américaine⁶⁴. Mal conduites, les réformes économiques accélèrent au même moment le délitement de l'économie administrée et provoquent des problèmes d'approvisionnement toujours plus aigus au point que les autorités soviétiques doivent demander, en décembre 1990, une aide alimentaire d'urgence. Le durcissement des oppositions politiques trouve son exutoire dans le putsch des 18-21 août 1991. Si cette tentative de coup d'État échoue sous la pression de la rue, elle affaiblit politiquement le président soviétique et renforce les aspirations nationales des leaders russe et ukrainien, Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk⁶⁵.

- 36 Inquiets de la situation extrêmement volatile en Union soviétique, les dirigeants français et allemands ne voient qu'une issue : l'approfondissement et l'élargissement du projet européen. Alors que commencent les guerres de Yougoslavie, François Mitterrand l'exprime, en octobre 1991, de manière lapidaire :

« Face aux changements à l'Est et à leurs conséquences : plus d'Europe. Face à la résurgence des nationalismes : plus d'Europe. Face aux besoins de solidarité des nouvelles démocraties : plus d'Europe. Face aux risques multiples de conflit : plus d'Europe⁶⁶. »

- 37 L'idée de Confédération européenne prônée par Mitterrand et inspirée de la « Maison commune européenne » prend corps et donne lieu à de nouvelles initiatives en faveur des pays de l'Est et de la réconciliation du continent, tandis que le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, institue l'Union européenne le 1^{er} novembre 1993.
- 38 Ces bouleversements tous azimuts interpellent les partis communistes ouest-européens à double titre : parce qu'ils mettent en péril l'avenir du communisme et leur identité politique, mais aussi parce qu'ils donnent un nouveau souffle au projet d'intégration européenne. Dans certains cas, des divergences de vue anciennes se résorbent sous le poids des événements. Comme le montrent Carlos Sanz Díaz et Emanuele Treglia, les communistes espagnols et portugais, autrefois divisés, se rejoignent dans leur euroscepticisme grandissant et leur critique des réformes gorbatchéviennes. Ce rapprochement s'opère à la faveur du tournant à gauche du PCE après l'arrivée de Julio Anguita à sa tête en 1988. Quant à la direction du PCF, elle fait preuve d'ambiguïté. Comme l'illustre l'article de Céline Marangé, elle se montre circonspecte en 1988 à l'égard des initiatives soviétiques visant à mettre fin à la guerre froide, mais renouvelle par la suite son soutien à la Perestroïka qu'elle conçoit jusqu'au bout comme une entreprise nécessaire de régénération du communisme.
- 39 Au sein de ces trois partis, on observe un net raidissement sur les questions européennes, ainsi qu'un refus entêté de démocratiser le débat interne qui se manifeste par l'expulsion (ou le départ forcé) de membres appelant à des réformes au nom de la Perestroïka et de l'eurocommunisme. Cependant, Nicolas Azam montre que les communistes français profitent très tôt de leur présence au sein du Parlement européen pour multiplier les activités internationales et entretenir des liens avec des députés non communistes. Cette acculturation favorise leur professionnalisation sans que la direction du PCF n'en tire parti ; elle contribue aussi à l'émergence d'un espace politique européen autonome.

40 Fidèle aux idées qu'il prône depuis les années 1970, le PCI opte quant à lui pour le choix inverse, renonçant progressivement à son identité communiste⁶⁷. Après les élections au Parlement européen de juin 1989, il crée le groupe de la Gauche unitaire européenne et inscrit son action dans une stratégie de redéfinition partisane qui écarte la référence au communisme. Réuni en congrès le 3 février 1991 à Rimini, le parti italien prononce finalement sa dissolution. Comme le montrent Danilo Delle Fave et Valentine Lomellini, ses héritiers s'engagent résolument en faveur de l'Europe communautaire et cherchent à élaborer une nouvelle identité politique de gauche en référence à l'Europe avec les chrétiens démocrates au sein de *L'Ulivo*. Aux élections au Parlement européen de 1994, ils rallient le groupe socialiste, tandis que les députés appartenant au PCF, au PCE, au PCP et au parti communiste de Grèce rejoignent la Gauche unitaire européenne.

Conclusion

41 Brefs et évolutifs, les projets d'eurocommunisme et de « Maison commune européenne » n'énonçaient pas de programme précis, ni n'ont été unanimement compris. Ils posaient néanmoins la question du rapport au modèle soviétique et au projet européen. Le caractère inabouti de la réflexion *à in fine* conduit à l'échec des deux démarches : non seulement aucun modèle alternatif n'a émergé, mais la cohésion des partis communistes s'en est trouvée fortement ébranlée. Ces deux concepts n'en ont pas moins été des « illusions constructives », pour citer le politologue Eric Grynaviski, laissant une empreinte durable dans la culture politique européenne⁶⁸. À l'Ouest, l'eurocommunisme a favorisé un rapprochement avec les partis sociaux-démocrates européens et la mue pro-européenne du PCI⁶⁹. À l'Est, il a constitué un point de référence pour les dissidents désireux de réformer les régimes socialistes, comme en témoignent *a posteriori* les membres du groupe Charte 77 en Tchécoslovaquie⁷⁰. Quant au concept de « Maison commune européenne », il servait, avant la guerre contre l'Ukraine déclenchée le 24 février 2022, de référentiel aux rares experts russes qui osaient encore plaider en faveur d'une relation plus apaisée avec l'Union européenne et les pays occidentaux⁷¹. Associé à celui d'« indivisibilité de la sécurité », il permettait de souligner le besoin de restaurer la culture de consultations mutuelles qui avait prévalu à la fin de la guerre froide.

ANNEXES

Appendice sur les sources et les archives

L'étude des relations entre les partis communistes dans les années 1970-1980 a pu se renouveler grâce à un accès facilité aux archives dans différents pays et à la publication des mémoires et des journaux d'un certain nombre de responsables politiques et de conseillers de l'ombre⁷².

En Russie, le principal centre d'archives pour étudier l'action internationale du parti communiste d'Union soviétique (PCUS) entre 1953 et 1991 est le RGANI, acronyme russe des Archives d'État d'Histoire contemporaine qui sont conservées à Moscou.

Le fonds 5⁷³ porte sur l'appareil du Comité central du PCUS et contient 90 inventaires et près de 60 000 documents, dont les archives du Département international du comité central du PCUS (1966-1991), chargé des relations avec les partis communistes étrangers. On peut y trouver, d'une part, des rapports produits par le Département international et portant sur le mouvement communiste international, sur les partis communistes étrangers et les mouvements marxistes dans le monde et sur les relations du PCUS avec ces formations politiques, et, d'autre part, des documents externes qui traitent de ces mêmes sujets et que le Département international a reçus du ministère des Affaires étrangères d'Union soviétique (MID), du ministère du Commerce extérieur et d'autres organes gouvernementaux.

Le fonds 89⁷⁴ présente une collection de documents déclassifiés au terme d'une procédure engagée à la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle de Russie chargée, au début des années 1990, d'instruire « l'affaire du PCUS ». Il contient 76 inventaires et près de 3 000 documents allant de 1920 à 1991. Ces documents déclassifiés sont issus du RGANI qui conserve le fonds 89 jusqu'à aujourd'hui, mais aussi des archives du Président de la Fédération de Russie, des archives du MID, des archives gouvernementales (GARF), des archives du KGB et des archives du parti pour la période 1917-1953 (RGASPI) – des fonds d'archives qui pour certains sont aujourd'hui fermés ou difficiles d'accès. Le fonds 89 contient de nombreux documents sensibles sur les relations avec les partis communistes étrangers et sur l'implication de l'Union soviétique dans le Tiers monde.

Il est à noter que des pans importants des archives soviétiques (près de 12 000 bobines) issues du RGASPI, du GARF et du RGANI ont été achetés par la Hoover Institution au début des années 1990. Inventoriées, ces archives sont consultables à Stanford, à Yale et à Harvard. Sur le lot, 1 000 bobines sont issues du RGANI. Des documents issus du fonds 5 pour les années 1953-1957 (126 bobines) et l'intégralité du fonds 89 sont accessibles. Un guide doté d'un index facilite l'exploration du fonds 89.

Les archives de la Fondation Gorbatchev, ainsi que sa riche production éditoriale, apportent des éclairages précieux à qui veut étudier les relations entre les partis communistes avant et pendant la Perestroïka. Sur place, il est possible de consulter les archives, mais aussi d'effectuer une recherche par mots clefs dans une base de documents officiels numérisés. Le site de la Fondation met également à disposition les œuvres complètes de Mikhaïl Gorbatchev en 29 tomes qui contiennent ses discours et les minutes de ses entretiens classés par année. On peut ainsi connaître la teneur de ses échanges avec les chefs des partis communistes et les dirigeants politiques à différents moments de la Perestroïka. Seuls ses discours et déclarations sont publiés, mais les réponses de ses interlocuteurs figurent parfois en notes.

En complément, il est opportun de consulter le journal d'Anatoli Tcherniaev, membre du Département international du Comité central du PCUS dans les années 1970, puis proche conseiller de Mikhaïl Gorbatchev. Ce journal en seize tomes, traduit en anglais pour les années 1972-1991, est disponible en russe et en anglais sur le site du National Security Archive. Il renseigne sur les arcanes du pouvoir soviétique et sur les vues des dirigeants soviétiques. Il est aussi utile de s'appuyer sur les mémoires de Pavel

Palazhchenko, diplomate et interprète de Mikhaïl Gorbatchev et du ministre des Affaires étrangères Edouard Chevarnadze dans toutes les grandes conférences internationales de la fin de la guerre froide.

En Allemagne, un effort important et constant a été fait au cours des trente dernières années pour déclassifier les documents historiques du PC est-allemand (SED), ainsi que les archives des différents ministères de la République démocratique allemande (RDA). Ces documents représentent une précieuse source d'information pour les chercheurs qui se penchent sur l'histoire, la politique et la société de la RDA, ainsi que sur l'histoire de l'Europe pendant la guerre froide. Les archives du SED sont particulièrement utiles, en raison du rôle central joué par le parti et par ses organes dans la vie et la politique de l'Allemagne de l'Est, notamment par le Politbüro et le Comité central. Dans l'ensemble, les documents, ont été mis à la disposition des chercheurs sans restriction de temps depuis les années 1990. Les dossiers personnels des membres du Politbüro, dont notamment ceux d'Erich Honecker, d'Hermann Axen et de Kurt Hager, constituent également une source importante pour la recherche universitaire. Tous ces documents sont conservés au Bundesarchiv in Berlin-Lichterfelde, au Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR (SAPMO).

Les archives du ministère est-allemand des Affaires étrangères sont disponibles aux Archives politiques du ministère allemand des Affaires étrangères (Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, PAAA). Contrairement au fonds d'archives du SED, les documents du ministère des Affaires étrangères de la RDA (Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der DDR, MfAA) ont été rendus accessibles selon la règle traditionnelle des trente ans : leurs inventaires et outils de recherche sont également disponibles au format numérique. Enfin, les documents du ministère de la Sécurité de l'État (MfS, plus connu sous le nom de Stasi) sont actuellement conservés au Stasi Unterlagen Archiv, qui fait aussi partie depuis peu du Bundesarchiv. Son bureau principal ne se trouve toutefois pas à Lichterfelde, mais à Berlin-Mitte. Douze bureaux régionaux sont basés dans d'autres villes allemandes. Le Commissaire fédéral aux archives de la Stasi (Der Bundesbeauftragte für die Unterlagen der Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik, BStU) s'est fixé pour principal objectif de restaurer et de mettre à la disposition des citoyens allemands et des historiens une quantité impressionnante de documents autrefois secrets pendant de nombreuses années après la chute de la RDA.

En Italie, les sources concernant le Parti communiste italien (PCI) se sont enrichies au cours des quinze dernières années. Les fonds du PCI, déposés à la Fondation Gramsci de Rome, sont ouverts de longue date. Le fonds qui porte sur la politique extérieure (*estero*), classé dans le fonds général, a été bien exploité par les chercheurs, tout comme l'a été celui de la direction du parti (*direzione*). Plus récemment, deux nouveaux fonds ont été inventoriés : celui d'Alessandro Natta, secrétaire général du PCI de 1984 à 1988, et celui de Luciano Barca, journaliste et parlementaire, spécialiste des affaires économiques à la direction du PCI et proche collaborateur d'Enrico Berlinguer. La Fondation Gramsci a récemment créé un portail en ligne visant à faciliter le travail des chercheurs⁷⁵.

L'ouverture de ces archives a permis d'approfondir la connaissance de la politique italienne des décennies 1970-1990. Leur potentiel est cependant loin d'être épuisé, d'autant que de nombreux documents demeurent inaccessibles. Déposé aux archives

nationales centrales (Archivio centrale dello stato), le fonds d'Aldo Moro, figure majeure de la politique italienne de l'après-guerre et acteur du dialogue entre les communistes et les démocrates-chrétiens dans les années 1970, dispose d'un inventaire en ligne. Les archives de Giulio Andreotti, figure centrale de la démocratie chrétienne et de la politique italienne de l'après-guerre, sont quant à elles consultables à l'Institut Sturzo qui les a acquises en 2007. D'un intérêt notable, celles du leader socialiste Bettino Craxi, président du Conseil dans les années 1980, ont été déposées dans l'institut éponyme et disposent d'un inventaire.

En France, les fonds du Parti communiste français (PCF) ont été déposés aux archives départementales de Seine-Saint-Denis à Bobigny, en banlieue parisienne. Les archives de Georges Marchais, secrétaire général du PCF de 1972 à 1994, sont assez maigres car il prenait peu de notes. Celles du Bureau politique donnent des relevés de décisions, mais ne rendent pas compte des débats les ayant précédées. Pour comprendre comment le PCF définissait ses relations avec les partis communistes étrangers et élaborait ses positions en matière de politique étrangère et de défense, il est nécessaire de consulter le fonds de la section de politique extérieure, communément appelée Porex. Rattachée au Comité central du parti et dirigée par un membre du Bureau politique, la Porex organisait des journées d'études et des collectifs de spécialistes de pays étrangers et des relations internationales, à qui des notes étaient commandées. Ces notes, longues et détaillées, sont précieuses à l'historien car elles précisent en général les positions antérieures du PCF sur la question considérée.

Les archives des dirigeants et des membres de la Porex sont également instructives. Celles de Jean Kanapa, intellectuel proche de Jean-Paul Sartre, directeur de la Porex lors de l'eurocommunisme, sont conservées aux archives du PCF à Bobigny, mais aussi dans le Département des archives de Sciences Po à Paris grâce au recollement effectué par Gérard Streiff, son biographe et ancien collaborateur. Celles de Maxime Gremetz, directeur de la Porex de 1979 à 1992 et partisan d'une certaine orthodoxie idéologique, sont déposées à Bobigny. En principe inaccessibles, elles se sont révélées particulièrement éclairantes pour comprendre le positionnement de la direction du PCF sur les questions européennes et la Perestroïka, ainsi que sur ses relations avec les membres du PCUS et les représentants diplomatiques soviétiques en France.

Encore inaccessibles, les archives de Jacques Denis, germaniste et député européen à partir de 1979, sont intéressantes car il a assuré la direction technique de la section de politique extérieure pendant des dizaines d'années et a assisté Jean Kanapa au moment de l'eurocommunisme. Celles de Francis Cohen qui a dirigé l'ouvrage *L'URSS et nous* sont particulièrement instructives car ce dernier avait pour habitude de prendre beaucoup de notes pendant les réunions de la Porex. Celles de Francis Wurtz, proche de Georges Marchais et député européen de 1979 à 2009 qui a pris la suite de Maxime Gremetz à la tête de la Porex en 1992, sont à ce jour non consultables et non classées. Des dérogations peuvent être demandées pour consulter ces fonds en principe fermés (les auteurs du dossier en ont bénéficié).

En complément, il peut être utile de consulter différentes sources imprimées, notamment des *Cahiers du communisme*, la revue mensuelle du comité central du PCF dans laquelle dirigeants et experts du parti s'exprimaient régulièrement. Les travaux de Pierre Boichu, archiviste spécialiste des archives du PCF, méritent d'être mentionnés ; on se reportera en particulier à deux de ses articles : « Les archives du

Parti communiste français. Les relations entre le PCF et le PCI dans les années 60 et 70 » (*Les Cahiers d'histoire*, n° 112-113, 2010, p. 151-165) et « Les archives du PCF » (avec Gilles Morin, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 124, 2014, p. 169-174).

En Espagne, les archives du Parti communiste espagnol (PCE) peuvent être consultées à la bibliothèque historique Marqués de Valdecilla de l'Université Complutense à Madrid. Détaillée et facile d'utilisation, la description des fonds s'effectue par thèmes ou par types de sources. Les fonds des dirigeants, notamment de Santiago Carrillo (3-15) ou encore de Jorge Semprun (3-65), sont ouverts et inventoriés, de même que le sont les fonds des relations internationales du PCE (1920-1977) et le « Fondo PCE 1978-1991 » qui permet d'étudier les positions du PCE concernant l'Europe et ses relations avec les autres partis communistes dans les années 1980. En complément, pourront être consultées les archives historiques de la Fondation du 10 Mars (Fundación 10 de Marzo) qui conservent à Saint-Jacques-de-Compostelle des documents relatifs aux activités de la Confédération syndicale des Commissions ouvrières, connue sous l'acronyme espagnol de CCOO.

Au Portugal, les archives du Parti communiste portugais (PCP) restent fermées aux chercheurs. Un moyen détourné de pallier le manque de sources est d'étudier les archives de la police politique (*Polícia Internacional e de Defesa do Estado*), déposées aux archives nationales Torre do Tombo. Il se pourrait qu'une partie de ces archives ait été envoyée à Moscou au moment de la révolution des Œillets⁷⁶. Par ailleurs, la fondation créée par Mário Soares, leader socialiste et ancien président de la République, conserve des fonds d'anciens militants du PCP comme Carlos Antunes. Ces documents ont été numérisés et sont accessibles librement. Le biographe d'Álvaro Cunhal, José Pacheco Pereira, mène depuis plusieurs années une vaste collecte de documents, une partie d'entre eux liés à l'histoire du PCP (notamment la presse publiée clandestinement pendant la période du régime autoritaire de l'*Estado Novo*).

NOTES

1. Maud Bracke, *Which socialism, whose détente? West European Communism and the 1968 Czechoslovakian Crisis*, Budapest, Central European University Press, 2007.
2. Anatoli Chernaïev, 1972, cité dans Silvio Pons, *The Global Revolution: A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 267 ; voir aussi p. 263-269.
3. Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato. La sinistra Italiana e il Dissenso nei regimi comunisti (1968-1989)* (Le rendez-vous manqué. La gauche italienne et la dissidence dans les régimes communistes [1968-1989]), Florence, Le Monnier, 2010, en italien ; Valentine Lomellini, *Les relations dangereuses : French Socialists, Communists and the Human Rights Issue in the Soviet bloc*, Bruxelles, Peter Lang, 2012.
4. http://classiques.uqac.ca/contemporains/soljenitsyne_alexandre/le_cri_prix_nobel/le_cri_prix_nobel_texte.html [lien consulté le 17/02/2022].
5. Sophie Cœuré, « La réception de *L'Archipel du Goulag* et d'Alexandre Soljenitsyne en Europe occidentale et aux États-Unis (1974-1978) : un choc médiatique de guerre froide », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique*, n° 29, 2019, p. 57-69.
6. Pauline Peretz, *Le combat pour les juifs soviétiques. Washington-Moscou-Jérusalem, 1953-1989*, Paris, Armand Colin, 2006 ; Sarah Fainberg, *Les discriminés. L'antisémitisme soviétique après Staline*, Paris, Fayard, 2014.

7. Silvio Pons et Michele Di Donato, « Reform Communism », dans Juliane Fürst, Silvio Pons et Mark Selden (dir.), *The Cambridge History of Communism*, vol. 3 : *Endgames ? Late Communism in Global Perspective, 1968 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p. 178-202.
8. Cité dans Jacques Lévesque, « The Messianic Character of "New Thinking" : Why and What For? », dans Olav Njølstad (dir.), *The Last Decade of the Cold War : From Conflict Escalation to Conflict Transformation*, Londres, Routledge, 2005, p. 142.
9. Parmi les nombreux ouvrages, on notera la publication des trois volumes de *Cambridge History of Communism*. Voir aussi Silvio Pons, *The Global Revolution : A History of International Communism 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2014 ; Archie Brown, *The Rise and Fall of Communism*, Londres, Harper Collins, 2009.
10. L'historiographie du PCF illustre bien cette diversité d'approches : Annie Kriegel, *Les Communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 2^e éd., 1970 ; Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. 1 : 1920-1945, t. 2 : 1945-1972. *De la Libération à l'avènement de Georges Marchais*, t. 3 : 1972-1982. *Du programme commun à l'échec historique de Georges Marchais*, t. 4 : *Biographies, chronologie, bibliographie*, Paris, Fayard, respectivement 1980, 1981, 1982, 1984 ; Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992 ; Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du parti communiste français*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, réédition en 2022 ; Bruno Groppo et Bernard Pudal, « Historiographies des communismes français et italien », dans Michel Dreyfus et al., *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 67-81 ; Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique, La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005 ; Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009 ; Stéphane Courtois, *Le bolchevisme à la française*, Paris, Fayard, 2010 ; Romain Ducoulombier et Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global, 1919-1989. Approches transnationales et comparées*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2019 ; Marc Lazar, « The French Communist Party », dans Norman Naimark, Silvio Pons, Sophie Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge History of Communism*, vol. 2 : *The Socialist Camp and World Power 1941-1960s*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p. 619-641 ; Jean Vigreux, Roger Martelli et Serge Wolikow, *Le parti rouge. Une histoire du PCF, 1920-2020*, Paris, Armand Colin, 2020 ; Julian Mischi, *Le parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Marseille, Hors d'atteinte, 2020 ; Marc Lazar, « Roger Martelli, *Le PCF, une énigme française* ; Roger Martelli, Jean Vigreux, Serge Wolikow, *Le Parti rouge. Une histoire du PCF 1920-2020* ; Julian Mischi, *Le Parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours* ; Maurice Thorez, *Journal 1952-1964* », *Histoire Politique*, Comptes rendus, mis en ligne le 03 novembre 2021 : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1664> [lien consulté le 14/02/2022].
11. Sur les repercussions de l'année 1968, voir Jeremi Suri, *Power and Protest : Global Revolution and the Rise of Détente*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2003 ; Jeremi Suri, *The Global Revolutions of 1968*, New York, Norton, 2007 ; Martin Klimke, *The Other Alliance: Student Protest in West Germany & the United States in the Global Sixties*, Princeton, Princeton University Press, 2010 ; Robert Gildea, « The Global 1968 and International Communism », dans Juliane Fürst, Silvio Pons et Mark Selden (dir.), *The Cambridge History of Communism*, vol. 3, op. cit., p. 23-49.
12. Sur la décennie 1970, voir Bruce J. Schulman, *The Seventies : The Great Shift in American Culture, Society, and Politics*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2002 ; Jean-François Sirinelli, *Les vingt décisives, 1965-1985 : le passé proche de notre avenir*, Paris, Fayard, 2007 ; Philippe Chassaigne, *Les années 1970. Fin d'un monde et origine de notre modernité*, Paris, Armand Colin, 2008 ; Poul Villaume, Rasmus Mariager et Helle Porsdam, *The Long 1970s : Human Rights, East-West Détente and Transnational Relations*, Abingdon, Routledge, 2017. Sur l'avènement du néolibéralisme, voir Marc Levinson, *An Extraordinary Time: The End of the Postwar Boom and the Return of the Ordinary Economy*, New York, Basic Books, 2016 ; Laurent Warzoulet, *Governing Europe in a Globalizing World : Neoliberalism and Its Alternatives following the 1973 Oil Crisis*, Londres, Routledge, 2017.

13. Michele Di Donato, « Landslides, Shocks, and New Global Rules : The US and Western Europe in the New International History of the 1970s », *Journal of Contemporary History*, vol. 55, n° 1, 2020, p. 182-205.
14. Georges-Henri Soutou, *La guerre froide de la France, 1941-1990*, Paris, Tallandier, 2018, p. 329-360.
15. Report of the Council of NATO, « The Future Tasks of the Alliance », 13-14 décembre 1967, http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_26700.htm [lien consulté le 17 décembre 2020].
16. Egon Bahr, note du 18 septembre 1969, cité dans Gottfried Niedhart, « East-West Conflit : Short Cold War and Long Détente: An Essay on Terminology and Periodization », dans Oliver Bange et Poul Villaume (dir.), *The Long Détente : Changing Concepts of Security and Cooperation in Europe, 1950s-1980s*, Budapest, Central European University Press, 2017, p. 26.
17. Sur la détente, voir notamment Anne de Tinguy, *USA-URSS, la détente*, Bruxelles, Complexe, 1985 ; Wilfried Loth, *Overcoming the Cold War : A History of Détente, 1950-1991*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002 ; Federico Romero, *La Guerra fredda. L'ultimo conflitto per l'Europa* (La guerre froide. Le dernier conflit pour l'Europe), Turin, Einaudi, 2009, p. 224-281 ; Poul Villaume and Odd Arne Westad (dir.), *Perforating the Iron Curtain : European Détente, Transatlantic Relations, and the Cold War, 1965-1985*, Copenhagen, Museum Tusculum Press, 2010 ; Angela Romano, « Untying Cold War knots : The EEC and Eastern Europe in the long 1970s », *Cold War History*, vol. 14, n° 2, 2014, p. 153-173 ; Mario Del Pero, « Détente and the Global Sixties », dans Chen Jian et al. (dir.), *The Routledge Handbook of the Global Sixties: Between Protest and Nation-Building*, Abingdon, Routledge, 2018, p. 277-288.
18. Voir Margaret MacMillan, *Nixon and Mao : The Week That Changed the World*, New York, Random House, 2007.
19. Barbara Zanchetta, *The Transformation of American International Power in the 1970s*, New York, Cambridge University Press, 2014 ; Daniel Sargent, *A Superpower Transformed : The Remaking of American Foreign Relations in the 1970s*, New York, Oxford University Press, 2015.
20. Sur la Détente vue de l'Est, voir Vladislav Zubok, *A Failed Empire : The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007, p. 192-226 ; Vladislav Zubok, « The Soviet Union and Détente of the 1970s », *Cold War History*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 427-447 ; Alexei Kozovoï, *Brejnev, l'anti-héros*, Paris, Perrin, 2021 ; Angela Romano et Federico Romero (dir.), *European Socialist Regimes' Fateful Engagement with the West*, op. cit.
21. Sur la Détente vue de Washington, voir Anne H. Cahn, *Killing Détente : The Right Attacks the CIA*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1998 ; Jussi Hanhimäki, « Conservative Goals, Revolutionary Outcomes : The Paradox of Détente », *Cold War History*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 503-512 ; Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis. Le triomphe de l'idéologie*, Paris, Odile Jacob, 2008 ; Julian Zelizer, « Détente and Domestic Politics », *Diplomatic History*, vol. 33, n° 4, 2009, p. 653-670 ; Jussi Hanhimäki, *The Rise and Fall of Détente : American Foreign Policy and the Transformation of the Cold War*, Washington (DC), Potomac Books, 2013.
22. Sur le processus d'Helsinki, voir Daniel C. Thomas, *The Helsinki Effects : International Norms, Human Rights, and the Demise of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 2001 ; Andrej V. Zagorskij, *Hel'sinskij process : Peregovory v ramkah Soveščaniâ po bezopasnosti I sotrudničestvu v Evrope, 1972-1991* (Le processus d'Helsinki : Les négociations dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, 1972-1991), Moscou, Prava čeloveka, 2005, en russe ; Jacques Andréani, *Le piège : Helsinki et la chute du communisme*, Paris, Odile Jacob, 2005 ; Angela Romano, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, Peter Lang, 2009 ; Sarah B. Snyder, *Human Rights Activism and the End of the Cold War : A Transnational History of the Helsinki Network*, New York, Cambridge University Press, 2011 ; Nicolas Badalassi, *En finir avec la guerre froide. La France, l'Europe et le processus d'Helsinki*, Rennes, Presses universitaires

de Rennes, 2014 ; Nicolas Badalassi et Sarah B. Snyder (dir.), *The CSCE and the End of the Cold War: Diplomacy, Societies and Human Rights, 1972-1990*, New York, Berghahn Books, 2018.

23. Sur l'émergence du discours sur les droits de l'homme, voir Lynn Hunt, *Inventing Human Rights: A History*, New York, Norton, 2007 ; Samuel Moyn, *The Last Utopia: Human Rights in History*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2010 ; Mark Philip Bradley, *The World Reimagined: Americans and Human Rights in the Twentieth Century*, New York, Cambridge University Press, 2016. Pour une critique de ce discours, voir Marcel Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat*, n° 3, 1980, p. 3-20.

24. Elisabetta Bini, Giuliano Garavini et Federico Romero (dir.), *Oil Shock: The 1973 Crisis and its Economic Legacy*, Londres, IB Tauris, 2016.

25. Fernando Claudin, *L'eurocommunisme*, Paris, Maspero, 1977, p. 6-29, 67-150.

26. Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD93), Archives du PCF, 261J5/31 : Réunion du secrétariat du 17 décembre 1974.

27. Zygmunt Bauman, *Liquid Modernity*, Londres, Polity Press, 2000 ; Daniel Sargent, *A Superpower Transformed*, op. cit. ; Judith Stein, *Pivotal Decade: How the United States Traded Factories for Finance in the Seventies*, New Haven, Yale University Press, 2010.

28. Sur la construction européenne, voir Antonio Varsori (dir.), *Alle origini del presente: l'Europa occidentale nella crisi degli anni Settanta* (Aux origines du présent : l'Europe occidentale dans la crise des années 1970), Milan, Franco Angeli, 2007 ; Antonio Varsori et Guia Migani, *Europe in the International Arena during the 1970s. Entering a Different World*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; Umberto Tulli, « The Search for a European Identity in the Long 1970s: External Relations and Institutional Evolution in the European Community », *Contemporary European History*, vol. 25, n° 3, 2016, p. 537-550 ; Sylvain Kahn, *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945*, Paris, Presses universitaires de France, 2021.

29. Sur l'intégration économique en Europe occidentale, voir Emmanuel Mourlon-Druol, *A Europe Made of Money: The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2012 ; Laurent Warloutzet, *Governing Europe in a Globalizing World*, op. cit. ; Aurélie Andry et al., « Rethinking European integration history in light of capitalism: the case of the long 1970s », *European Review of History*, vol. 26, n° 4, 2019, p. 553-572.

30. Sur la guerre froide globale, voir Piero Gleijeses, *Conflicting Missions: Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 2003 ; Odd Arne Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005 ; Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The World Was Going Our Way: The KGB and the Battle for the Third World*, New York, Basic Books, 2005. Pour un excellent panorama historiographique des *Cold War Studies*, voir Mario Del Pero et Justine Faure, « La guerre froide globale », *Monde(s)*, n° 18, 2020/2, p. 9-30.

31. Sur la fin de la Détente, voir Leopoldo Nuti (dir.), *The Crisis of Détente in Europe: From Helsinki to Gorbachev, 1975-1985*, Abingdon, Routledge, 2009 ; Leopoldo Nuti et al. *The Euromissile Crisis and the End of the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 2015.

32. Sur l'intégration économique des pays de l'Est, voir Suvi Kansikas, « Acknowledging economic realities. The CMEA policy change vis-à-vis the European Community, 1970-3 », *European Review of History*, vol. 21, n° 2, 2014, p. 311-328 ; Laura Fasanaro, *La DDR e l'Italia. Politica, commercio e ideologia nell'Europa del cambiamento, 1973-1985* (La RDA et l'Italie. Politique, commerce et idéologie dans l'Europe en changement, 1973-1985), Rome, Carocci, 2016, en italien ; Laurien Crump et Simon Godard, « Reassessing Communist International Organisations: A Comparative Analysis of COMECON and the Warsaw Pact in relation to their Cold War Competitors », *Contemporary European History*, vol. 27, n° 1, 2018, p. 85-109 ; Simon Godard, *Le laboratoire de l'internationalisme. Le CAEM et la construction du bloc socialiste (1949-1991)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

33. Sur les difficultés économiques des pays de l'Est et leur ouverture à l'Ouest, voir Stephen Kotkin, « The Kiss of Debt », dans Niall Ferguson et al. (dir.), *The Shock of the Global: The 1970s in*

Perspective, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2010, p. 80-92 ; André Steiner, « The Decline of Soviet-Type Economies », dans Juliane Fürth, Silvio Pons et Mark Selden (dir.), *The Cambridge History of Communism*, op. cit., vol. 3, p. 203-223 ; Pavel Szobi, « Between Ideology and Pragmatism : the CSSR, the GDR and West European companies in the 1970s and 1980s », *European Review of History*, vol. 21, n° 2, 2014, p. 255-269 ; Federico Romero, « Socialism Between Détente and Globalisation », dans Angela Romano et Federico Romero (dir.), *European Socialist Regimes' Fateful Engagement with the West: National Strategies in the Long 1970s*, Abingdon, Routledge, 2021, p. 13-30.

34. Marco Di Maggio, *Alla ricerca della terza via al socialismo. I PC italiano e francese nella crisi del comunismo (1964-1984)* (À la recherche de la troisième voie vers le socialisme. Les PC italien et français dans la crise du communisme (1968-1984), Naples, ESI, 2014, en italien.

35. Fondation Gramsci, Rome, archives du PCI, direzione, mf 83, p. 478-479 : réunion de la direction, 5 décembre 1974.

36. Pour un panorama d'ensemble, voir Victor Strazzeri, « Forging Socialism Through Democracy : A Critical Review Survey of Literature on Eurocommunism », *Twentieth Century Communism*, n° 17, 2019, p. 26-66.

37. Sur les limites du projet eurocommuniste, voir Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo* (Berlinguer et la fin du communisme), Turin, Einaudi, 2006 ; Silvio Pons, *I Comunisti e gli altri. Visioni e legami internazionali nel mondo del Novecento* (Les communistes et les autres. Visions et liens internationaux dans le monde du XX^e siècle), Turin, Einaudi, 2021, en italien, chapitre 6 ; Silvio Pons, « The Rise and Fall of Eurocommunism », dans Melvyn Leffler et Odd Arne Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 45-65 ; Valentine Lomellini, « A Window of Opportunity ? Eurocommunism(s) and Détente », dans Elena Calandri et al., *Détente in Cold War Europe : Politics and Diplomacy in the Mediterranean and the Middle East*, Londres, IB Tauris, 2016, p. 89-102 ; Francesco Di Palma et Wolfgang Mueller (dir.), *Kommunismus und Europa. Europapolitik und -vorstellungen europäischer kommunistischer Parteien im Kalten Krieg* (Le communisme et l'Europe. Politiques et imaginaires de l'Europe des partis communistes européens pendant la guerre froide), Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2016, en allemand ; Frédéric Heurtebize, « Eurocommunism and the Contradictions of Superpower Détente », *Diplomatic History*, vol. 41, n° 4, 2017, p. 747-771 ; Andrea Donofrio, *Erase una vez el eurocomunismo. Las razones de un fracaso* (Il était une fois l'eurocommunisme. Les raisons d'un échec), Madrid, Tecnos, 2018, en espagnol.

38. Sur l'eurocommunisme italien, Duccio Basosi et Giovanni Bernardini, « The Puerto Rico Summit of 1976 and the End of Eurocommunism », dans Leopoldo Nuti (dir.), *The Crisis of Détente in Europe: From Helsinki to Gorbachev, 1975-1985*, Abingdon, Routledge, 2009. Voir aussi références en note 37.

39. Cet écart se vérifie, dans l'ensemble, de la fin des années 1940 à la fin des années 1980. Marc Lazar, *Les Maisons rouges*, op. cit., p. 398.

40. Sur l'eurocommunisme français, Marc Lazar, *Maisons rouges*, op. cit., p. 121-181 ; Alessandro Brogi, *Confronting America : The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, chap. 8 ; Valentine Lomellini, « Le Parti communiste français entre l'Europe et l'eurocommunisme : un équilibre précaire ou impossible ? (1975-1985) », *Revue d'histoire diplomatique*, n° 1, 2020, p. 351-371.

41. Sur l'histoire du PCE, voir Emanuele Treglia, *Fuera de las catacumbas. La política del PCE y el movimiento obrero* (Hors des catacombes. La politique du parti communiste espagnol et du mouvement ouvrier), Madrid, Eneida, 2012, en espagnol ; Emanuele Treglia, « El PCE y el movimiento comunista internacional, 1969-1976 » (Le PCE et le mouvement communiste international, 1969-1976), *Cuadernos de Historia Contemporánea*, vol. 37, 2015, en espagnol, p. 225-255 ; José Luis Martín Ramos, *Historia del PCE* (Histoire du PCE), Madrid, La Catarata, 2021, en espagnol.

42. Sur l'eurocommunisme espagnol, voir Emanuele Treglia, « Un partido en busca de identidad. La difícil trayectoria del eurocomunismo español » (Un parti en quête d'identité. La trajectoire difficile de l'eurocommunisme espagnol), *Historia del presente*, vol. 18, n° 2, 2011-12, en espagnol, p. 25-41 ; Andrea Donofrio, « El final del eurocomunismo y el partido comunista de España (PCE) » (La fin de l'eurocommunisme et le parti communiste espagnol), *Studia historica. Historia contemporánea*, vol. 31, 2013, p. 167-189 ; José Faraldo, « Entangled Eurocommunism: Santiago Carrillo, the Spanish Communist Party and the Eastern Bloc during the Spanish Transition to Democracy », *Contemporary European History*, vol. 26, n° 4, 2017, p. 647-668.
43. Sur l'attitude de Washington à l'égard du PCI, voir Laura Fasanaro, « The Eurocommunism Years: Italy's Political Puzzle and the Limits of the Atlantic Alliance », dans Giles Scott-Smith et Valérie Aubourg (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America ?*, Paris, Soleb, 2008, p. 548-572 ; Frédéric Heurtebize, « Washington face à la participation des communistes au gouvernement en Italie (1973-1979) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 121, 2014, p. 95-111 ; Frédéric Heurtebize, *Le Péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014 ; Umberto Gentiloni Silveri, *L'Italia sospesa. La crisi degli anni Settanta vista da Washington* (L'Italie suspendue. La crise des années 1970 vue de Washington), Turin, Einaudi, 2009 ; Valentine Lomellini, « The PCI and the USA : Rehearsal of a Difficult Dialogue in the Era of Détente », *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 20, n° 3, 2015, p. 346-360 ; Lucrezia Cominelli, *L'Italia sotto tutela. Stati Uniti, Europa e crisi italiana degli anni Settanta* (L'Italie sous tutelle. États-Unis, Europe et la crise italienne des années 1970), Florence, Le Monnier, 2014, en italien ; Nikolas Dörr, *Die Rote Gefahr. Der italienische Eurokommunismus als sicherheitspolitische Herausforderung für die USA und Westdeutschland, 1969-1979* (Le péril rouge. L'eurocommunisme italien comme enjeu de sécurité pour les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest, 1969-1979), Cologne, Böhlau, 2017, en allemand.
44. Voir notamment Frédéric Heurtebize, « "Je suis plus prudent que de Gaulle". François Mitterrand et la diplomatie américaine, 1972-1981 », *Relations internationales*, n° 154, 2013, p. 77-90 ; Encarnación Lemus López, *Estados Unidos y la transición española* (Les États-Unis et la transition espagnole), Madrid, Punto de Vista Editores, 2014, en espagnol.
45. Fondation nationale des sciences politiques, Direction des ressources et de l'information scientifique - Département archives (FNSP, DRIS, DA), fonds Kanapa, carton 8, n° 201 : Lettre du Comité central du PCUS au PCF du 18 mars 1977, 2 p., en russe. La lettre a été publiée dans *Les cahiers du communisme*, en octobre 1991. Voir aussi Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978. Une singulière histoire du PCF*, vol. 2, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 82.
46. FNSP, DRIS, DA , f. Kanapa, c. 12, n° 340/9 : rapport de Jean Kanapa au Comité central du 31 mars et 1^{er} avril 1977, 13 p., p. 1 et p. 10.
47. FNSP, DRIS, DA f. Kanapa, c. 8, n° 202 : Réponse du PCF au PCUS, datée du 1^{er} avril 1977 (projet).
48. FNSP, DRIS, DA f. Kanapa, c. 9, n° 244 : Note de Patrick Le Mahec du 28 octobre 1977 sur les divergences entre le PCF et le PCUS, 4 p.
49. Anatolij Černâev, *Izbrannoe* (Morceaux choisis), Moscou, Sobranie, 2011, en russe, p. 191.
50. Christophe Batardy, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 136, 2017/4, p. 115-129.
51. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 316.
52. Signe de son ouverture et de sa capacité à tisser des liens au-delà de sa famille politique, Sergio Segre se vit présenter à Jean-Paul II en qualité d'« ami » par le secrétaire d'État du Vatican, M^{gr} Casaroli, au cours de la visite du pape au Parlement européen de Strasbourg en octobre 1988. Sergio Segre, entretien avec Frédéric Heurtebize, Rome, 9 avril 2009.
53. Joan Barth Urban, *Moscow and the Italian Communist Party: From Togliatti to Berlinguer*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1986.

54. Cité dans Mihaela Ciobanu, « Berlinguer e il socialismo reale » (Berlinguer et le socialisme réel), *Revista Română de Studii Eurasiatice*, vol. 14, n° 1-2, 2016, en italien, p. 131-148. Sur l'épuisement doctrinal du marxisme-léninisme, voir aussi Tony Judt, *Postwar : A History of Europe since 1945*, New York, Penguin Press, 2005, p. 495-496.
55. Victor Pereira, « Le Parti communiste portugais à l'épreuve de l'exil. Les communistes portugais en France », *Exils et migrations ibériques aux XX^e et XXI^e siècles*, n° 8, 2016, p. 102-123 ; José Pacheco Pereira, *Álvaro Cunhal : Uma Biografia Política* (Álvaro Cunhal : une biographie politique), Lisbonne, Temas e Debates, 4 t., 1999-2015, en portugais.
56. Sur les partis communistes occidentaux et la construction européenne, voir Carlos Cunha, « L'opposition du parti communiste portugais à l'adhésion à la CEE », dans Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele (dir.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1993, p. 119-132 ; Maud Bracke, « From the Atlantic to the Urals ? Italian and French Communism and the Question of Europe (1956-1973) », *Journal of European Integration History*, vol. 13, n° 2, 2007, p. 33-53 ; Sante Cruciani, « Histoire d'une rencontre manquée : PCF et PCI face au défi de la construction communautaire (1947-1964) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 112-113, 2010, p. 57-76 ; Nicolas Azam, « Le parti communiste français et l'intégration européenne (des années 1970 à nos jours) », *Politique européenne*, 2011/1, n° 33, p. 255-26 ; Aurélie Denoyer, « Die Kommunistische Partei Spaniens : aus dem sozialistischen Block in die europäische Gemeinschaft (Le parti communiste d'Espagne : du bloc socialiste à la Communauté européenne) », dans Francesco Di Palma et Wolfgang Mueller (dir.), *Kommunismus in Europa. Europapolitik und vorstellungen europäischer kommunistischer Parteien im Kalten Krieg* (Communisme en Europe. Politique européenne et perceptions des partis communistes européens pendant la guerre froide), Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2016, en allemand, p. 196-204 ; Nicolas Azam, *Le PCF confronté à « l'Europe ». Une étude sociohistorique des prises de position et des recompositions partisans*, Paris, Dalloz, 2017.
57. À ce sujet, voir Georges Sokoloff, *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1996 (en particulier le chapitre XII, p. 591-675).
58. Sur la Nouvelle pensée, voir Jeffrey Checkel, *Ideas and International Political Change, Soviet/Russian Behavior and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press, 1997 ; Jacques Levesque, « Quelques paradoxes de la politique internationale de l'URSS », *Communisme*, n° 49-50, 1997 ; Robert D. English, *Russia and the idea of the West. Gorbachev, intellectuals and the End of Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000 ; Marie-Pierre Rey, « Europe is our Common Home. A Study of Gorbachev's Diplomatic Concept », *Cold War History*, vol. 4, n° 2, 2004 ; Jacques Lévesque, « The Messianic Character of "New Thinking": Why and What For? », dans Olav Njølstad (dir.), *The Last Decade of the Cold War, op. cit.*, p. 133-147 ; Marie-Pierre Rey, « The "Mejdunarodniki" in the Sixties and Seventies : Background, Connections and Agenda of Soviet International Elites », dans Wilfried Loth, Georges-Henri Soutou (dir.), *The Making of Détente. Eastern and Western Europe in the Cold War, 1965-1975*, Londres, Routledge, 2008 ; Hélène Carrère d'Encausse, *Six années qui ont changé le monde, 1985-1991. La chute de l'empire soviétique*, Paris, Fayard, 2015 ; Sophie Momzikoff-Markoff, *Les hommes de Gorbatchev, influences et réseaux, 1956-1992*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.
59. Sur les partis communistes occidentaux et la Perestroïka, voir Martin Bull et Paul Heywood (dir.), *West European Communist Parties after the Revolutions of 1989*, Basingstoke, Macmillan, 1994 (notamment Maria T. Patrício et Alan D. Stoleroff, « The Portuguese Communist Party : Perestroika and its Aftermath », p. 97-99) ; Marie-Pierre Rey, « La gauche française face à la Perestroïka gorbatchévienne, 1985-1991 », *Communisme*, n° 76-77, 2003-04, p. 141-167 ; Silvio Pons, « Western Communists, Mikhail Gorbachev, and the 1989 Revolutions », *Contemporary European History*, vol. 18, n° 3, 2009, p. 349-362 ; F. di Palma et W. Mueller (dir.), *Kommunismus in Europa, op. cit.* ; Francesco di Palma (dir.), *Perestroika and the Party*, New York, Berghahn, 2019

(notamment Walther L. Bernecker, « The Spanish Communist Party and Perestroika », p. 298-322).

60. Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays*, Paris, Flammarion, 1987, p. 281-282.

61. Jacques Lévesque, *L'URSS en Afghanistan, 1979-1989. De l'invasion au retrait*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990 ; Céline Marangé, « La guerre d'Afghanistan, tombeau de l'Union soviétique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 281, 2021/1, p. 97-110.

62. Sur la fin de la guerre froide, voir Jacques Lévesque, 1989, *La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 ; Anne de Tinguy (dir.), *L'effondrement de l'empire soviétique*, Bruxelles, Bruylant, 1998 ; Marie-Pierre Rey, Piers Ludlow, Leopold Nuti (dir.), *Europe and the End of the Cold War : A Reappraisal*, Londres, Routledge, 2008 ; Mary-Elise Sarotte, 1989 : *The Struggle to Create Post-Cold War Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2009 ; Thomas S. Blanton, Svetlana Savranskaya, Vladislav Zubok (dir.), *Masterpieces of History : The Peaceful End of the Cold War in Eastern Europe*, Budapest, Central European University Press, 2010 ; Vladislav Zubok, « The collapse of the Soviet Union », dans Juliane Fürst, Silvio Pons et Mark Selden (dir.), *The Cambridge History of Communism*, vol. 3, op. cit., p. 250-277 ; Marie Elise Sarotte, *Not One Inch : America, Russia and the Making of the Post-Cold War Stalemate*, New Haven, Yale University Press, 2021.

63. Mihail M. Narinskij, « Sovetskoe rukovodstvo i krizis v persidskom zalive (1990-1991). Novye materialy » (La direction soviétique et la guerre dans le golfe Persique (1990-1991). Nouveaux matériaux), *Novaâ i novejšââ istoriâ* (Histoire moderne et contemporaine), 2007, n° 3, p. 65-80, en russe ; Céline Marangé, « La guerre du Golfe vue de Moscou : la haute précision en ligne de mire », *Revue de défense nationale*, n° 843, octobre 2021, p. 46-52.

64. Étienne de Durand, « La "mère" de toutes nos batailles », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2011/4, p. 9-30 ; Michel Yakovleff, « La guerre du Golfe et les écueils de l'*American Way of War* », *Revue de défense nationale*, n° 843, octobre 2021, p. 17-25.

65. Mark Kramer, « The Collapse of East European Communism and the Repercussions Within the Soviet Union », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 1, 2005 ; Alexei Yurchak, *Everything Was Forever Until it Was No More : the Last Soviet Generation*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

66. Interview publiée dans *L'Expansion* le 17 octobre 1991. <http://discours.vie-publique.fr/notices/917015100.html> [lien consulté le 17/02/2022].

67. Silvio Pons, « L'invenzione del "post-comunismo" : Gorbachev e il Partito comunista italiano » (L'invention du post-communisme : Gorbatchev et le Parti communiste italien), *Ricerche di storia politica*, n° 1, mars 2008, en italien.

68. Eric Grynawski, *Constructive Illusions : Misperceiving the Origins of International Cooperation*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2014.

69. Voir notamment Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea. Il PCI e i rapporti con le socialdemocrazie (1964-1984)* (Les communistes italiens et la gauche européenne. Le PCI et les rapports avec les socio-démocrates [1964-1984]), Rome, Carocci, 2015.

70. CIA, Intelligence Memorandum, Dissident Activity in East Europe : An Overview, 1^{er} avril 1977 in Department of State, *Foreign Relations of the United States, 1977-1980*, Vol. XX. *Eastern Europe*, Washington, USGPO, 2015, p. 11-25. Voir aussi George Urban, *Radio Free Europe and the Pursuit of Democracy : My War Within the Cold War*, New Haven (CT), Yale University Press, 1997 ; Jiri Valenta, « Eurocommunism and Eastern Europe », *Problems of Communism*, vol. 27, n° 2, 1978, p. 48-49 ; Kevin Devlin, « Eurocommunism : Between East and West », *International Security*, vol. 3, n° 4, 1979, p. 81-107.

71. Entretiens de Céline Marangé à Moscou et observations dans des dialogues stratégiques, 2018-2020.

72. Tous les liens de cet appendice ont été consultés le 22/02/2022.

73. Lien vers le fonds 5 : <http://xn--80afqtm.xn--p1ai/fond-5-apparat-ck-kpss-1939-1991>.

74. Lien vers le fonds 89 : <http://xn--80afqtm.xn--p1ai/fond-89-kollekciya-kopiy-dokumentov-rassekrechennyh-pri-vypolnenii-tematicheskikh-zaprosov>.
75. Michele Di Donato, Gabriele Siracusano, « La Fondation Gramsci et ses archives : de la gauche italienne à l'histoire globale », *Histoire@Politique*, n° 38, 2019 : <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=38&rub=sources&item=40> [lien consulté le 22/02/2022].
76. Victor Pereira, « Le Parti communiste portugais à l'épreuve de l'exil. Les communistes portugais en France », *Exils et migrations ibériques aux XX^e et XXI^e siècles*, n° 8, 2016, p. 102-123, p. 103.

RÉSUMÉS

Le dossier examine deux tentatives tardives de réforme du communisme, le projet ouest-européen de l'eurocommunisme au milieu des années 1970 et le projet soviétique de « Maison commune européenne » pendant la Perestroïka, ainsi que les rapports qu'ils entretiennent entre eux. Ces deux projets posent à la fois la question du rapport au modèle soviétique et au projet européen car ils ont eu pour ambition de régénérer le communisme en surmontant l'antagonisme de guerre froide. Si le caractère inabouti de la réflexion a *in fine* conduit à leur échec, les deux concepts ont laissé une empreinte durable dans la culture politique européenne. Les contributions mettent en regard les politiques des principaux partis communistes d'Europe occidentale (le PCI en Italie, le PCF en France, le PCE en Espagne et le PCP au Portugal) et celles des principaux PC est-européens (le PC d'Union soviétique et la SED est-allemand). Elles tiennent compte des avancées substantielles de l'historiographie, tout en s'appuyant sur l'examen des archives les plus récemment ouvertes aux chercheurs et en se concentrant sur les acteurs au cœur de ces projets, qu'ils en aient été les inspireurs ou les contempneurs.

This issue examines two late attempts to reform communism, Eurocommunism in the mid-1970s and the Soviet "Common European Home" project during Perestroika, as well as the relationship between them. Both projects reassessed the relationship between the Soviet model and the European integration process, as their ambition was to regenerate communism by overcoming Cold War antagonism. While their inner contradictions ultimately caused their undoing, both concepts left a lasting imprint on European political culture. The contributions compare the policies of the main Western European communist parties (the PCI in Italy, the PCF in France, the PCE in Spain and the PCP in Portugal) with those of the main Eastern European CPs (the CP of the Soviet Union and the East German SED). They draw from the substantial advances in historiography, while relying on newly declassified archival material and focusing on the actors at the heart of those projects, whether they supported or opposed them.

INDEX

Mots-clés : eurocommunisme, Maison commune européenne, Perestroïka, guerre froide, Europe, partis communistes

Keywords : eurocommunism, Common European Home, Perestroika, Cold War, Europe, communist parties

AUTEURS

FRÉDÉRIC HEURTEBIZE

Frédéric Heurtebize est maître de conférences en histoire et civilisation américaines à l'université Paris Nanterre, membre du Centre de recherches d'études anglophones (CREA) et chercheur associé à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Spécialiste des institutions et de la politique étrangère des États-Unis, il est l'auteur du *Péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme* (PUF, 2014). Il a récemment codirigé un ouvrage collectif intitulé *Alliances and Power Politics in the Trump Era : America in Retreat ?* (Palgrave Macmillan, 2020).

CÉLINE MARANGÉ

Céline Marangé est chercheuse au Service historique de la Défense, consultante permanente au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et membre associée du Centre de Recherche en Histoire des Slaves de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Spécialiste de la politique étrangère russe et de l'histoire transnationale du communisme, elle est l'auteur du *Communisme vietnamien (1919-1919). Construction d'un État nation entre Moscou et Pékin* (Presses de Sciences Po, 2012). Elle a récemment codirigé un ouvrage intitulé *Les guerres de l'information à l'ère numérique* (PUF, 2021) et édité un numéro sur les leçons militaires de la guerre du Golfe (*Revue de défense nationale*, octobre 2021).

Europe et gauche européenne : les multiples défis des communistes italiens au moment du lancement de l'eurocommunisme (1969-1977)

Europe and the European Left: Multiple Challenges for the Italian Communists in the Years of Eurocommunism (1969-1977)

Michele Di Donato

- 1 En 1969, le Parti communiste italien (PCI) est le premier parti communiste à envoyer une délégation au Parlement européen. Il s'agit à la fois du point d'arrivée d'un débat entamé plus de dix ans auparavant, concernant les transformations du capitalisme occidental et le rôle de l'Europe, mais aussi d'un point de départ pour le développement d'une nouvelle vision de la coopération européenne¹. Les années 1970 représentent un tournant dans ce parcours. Le PCI fait du soutien à la coopération au sein des institutions européennes l'un des pivots de son programme politique et de sa lecture des relations internationales. En même temps, il lance un dessein de renouvellement du projet communiste international, en proposant de bâtir ce qui prendra le nom d'« eurocommunisme » : une mouvance qui se veut démocratique, pluraliste, ouverte à la coopération européenne, indépendante de l'Union soviétique, tout en gardant les liens de solidarité avec le mouvement communiste international. Le retentissement de ce projet est considérable. Responsables politiques, journalistes et chercheurs débattent autour des perspectives d'un communisme réformateur bien au-delà du seul continent européen. En dépit de l'échec de ses objectifs les plus ambitieux, le renouvellement promu par le PCI marquera en profondeur l'histoire du communisme et de la gauche en Italie et en Europe².
- 2 Cet article porte sur les caractères et les contradictions de l'européanisme communiste italien dans les années 1970. Tout en se concentrant sur les programmes et les politiques du PCI, il analyse leur élaboration dans le contexte des relations transnationales du parti. L'article s'intéresse notamment à deux aspects de ce contexte.

D'un côté, il souligne l'importance du dialogue avec les partis sociaux-démocrates européens qui influencent, directement et indirectement, l'évolution de la vision que le PCI a de la coopération européenne occidentale. De l'autre, il se penche sur une question classique, celle du rapport entre les communistes italiens et leurs homologues du Parti communiste français (PCF)³. Très débattue, la question des divergences qui émergent entre les deux partis, censés être les partenaires principaux de l'entreprise eurocommuniste, est réexaminée ici à la lumière des problématiques de ce dossier. Au lieu de centrer l'analyse sur le rapport des deux partis au « centre » soviétique, l'article soutient que les différences de vues les plus importantes entre le PCI et le PCF se manifestent par rapport aux questions européennes, aux relations avec les autres forces de gauche et au rôle des instances de coordination supranationale. La manière de considérer ces questions est en effet décisive pour comprendre l'évolution des deux partis dans les décennies suivantes, ainsi que les contradictions et l'échec du projet de l'eurocommunisme.

Les coopérations européennes du PCI

- 3 À son arrivée au Parlement de Strasbourg, la délégation communiste est dirigée par Giorgio Amendola⁴. Représentant de la mouvance la plus modérée au sein de la direction du PCI, ce dernier est sans doute le dirigeant communiste le plus engagé sur la question de la coopération européenne – qui d'ailleurs, à cette époque, reste l'apanage d'un groupe assez restreint de responsables politiques et syndicaux. Dans ses premières interventions à Strasbourg, Amendola s'efforce d'expliquer le point de vue particulier des communistes italiens. Leur opposition à la signature des traités de Rome en 1957, soutient-il, était due au rôle qu'une coopération limitée à six pays occidentaux étroitement liés aux États-Unis jouait dans la division du continent européen en deux blocs s'opposant l'un à l'autre. Cependant, explique-t-il, il n'est pas question de s'opposer à la coopération européenne en tant que telle, l'intégration économique étant considérée comme une des tendances fondamentales de l'époque contemporaine. Les communistes contestaient plutôt le caractère restreint d'une coopération qui excluait toute l'Europe socialiste, ainsi que la mainmise des « monopoles » capitalistes sur la Communauté économique européenne (CEE). Mais, ajoute-t-il, ils doivent désormais être présents dans tous les centres de décision à l'échelle internationale : y compris ceux de la CEE, dont ils demandent une « transformation démocratique », passant aussi par une révision des traités⁵.
- 4 Un autre élément ultérieur concourt à déterminer le changement d'attitude du PCI vis-à-vis de la CEE. Il constate que plusieurs acteurs en Europe occidentale sont désormais favorables à la mise en œuvre de politiques de détente avec les pays socialistes, au point que la coopération européenne occidentale peut devenir un facteur favorisant l'entente entre les deux blocs. Le tournant principal, à cet égard, est représenté par l'*Ostpolitik* du gouvernement social-démocrate ouest allemand dirigé par Willy Brandt. Ministre des Affaires étrangères dans un gouvernement de *Große Koalition* de 1966 à 1969, puis chancelier jusqu'en 1974, le leader du Parti social-démocrate (SPD) promeut, au début des années 1970, une série de négociations et de traités qui marquent la normalisation des relations de la République fédérale d'Allemagne (RFA) avec l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande (RDA)⁶. Les communistes italiens apportent un soutien résolu à cette politique depuis plusieurs

années. À partir de 1967, ils tissent des rapports discrets avec le SPD favorisant une connaissance réciproque ; ils soutiennent également leur stratégie d'ouverture à l'Est, qui se heurte souvent à l'opposition des dirigeants de pays socialistes, à commencer par ceux de la RDA. Du côté du PCI, les principaux protagonistes de ce dialogue sont Enrico Berlinguer⁷, secrétaire adjoint du parti à partir de 1969 et secrétaire général dès 1972, mais aussi Carlo Galluzzi⁸, le responsable de la section internationale, et Sergio Segre⁹. Ce dernier, qui était à l'époque le « chef de cabinet » du secrétaire du parti, Luigi Longo, prendra la relève de la section internationale à partir de 1970, et deviendra une sorte de « ministre des Affaires étrangères » de Berlinguer dans les années de son secrétariat¹⁰.

- 5 Le PCI considère que des initiatives telles que l'*Ostpolitik* témoignent de l'émergence de différences de vues entre l'Europe occidentale et les États-Unis. La Communauté économique européenne (CEE) n'est pas encore capable de se faire le porte-parole d'une Europe autonome, mais les « forces populaires » (communistes, socialistes, chrétiens de gauche) peuvent l'orienter dans cette direction. Ces différenciations euro-américaines ne sont pas liées seulement à la détente. Giorgio Amendola, par exemple, propose une lecture analogue au moment de la crise monétaire qui survient au cours de l'été 1971 à la suite de la décision unilatérale du président américain Richard Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or. Il écrit dans *L'Unità*, le quotidien du PCI, que face à l'« arrogance du pouvoir » américain, l'Europe des Six n'a pas su imposer une vision alternative et que seul un engagement des « forces ouvrières et populaires » sera capable de surmonter les divisions actuelles au sein du continent¹¹.
- 6 Cette coopération entre les « forces populaires » européennes demeure pour l'heure une idée à laquelle aucune pratique concrète ne correspond. Au contraire, les rapports sont limités et parfois tendus au sein même du mouvement communiste. Les divergences autour de la répression du Printemps de Prague en août 1968 ont laissé des traces profondes, au point qu'au cours de la conférence mondiale des partis communistes suivante, organisée à Moscou à la fin de l'année 1969, Berlinguer a parlé d'une véritable « crise de l'internationalisme¹² ». Dans un colloque avec le cadre dirigeant du PCF Jacques Denis, responsable adjoint de la section de politique extérieure du parti, organisé au mois de septembre de 1971, Amendola compare la faiblesse de l'internationalisme communiste à la profondeur de l'interdépendance entre les économies occidentales, ainsi qu'à la situation des autres familles politiques :

« Les forces capitalistes opèrent à une échelle que je ne définirai pas supranationale, mais sans doute multinationale, tandis que les communistes restent jalousement renfermés dans leurs étroits secteurs nationaux. Cela, après qu'ils ont, et à juste titre, refusé l'existence d'un centre unique de direction du mouvement communiste international ; ce qui serait néanmoins l'échelle à laquelle il faudrait affronter le capitalisme dans sa phase actuelle [...] Ce n'est pas admissible que les gouvernements capitalistes européens se rencontrent continuellement, avec des rapports bilatéraux et multilatéraux, que même les partis socialistes et sociaux-démocrates aient des rapports continus [...] tandis que les communistes ont des rapports sporadiques, aléatoires, souvent formels. [...] Dès l'éclatement de la crise monétaire, il n'y a eu aucun contact entre nous. L'Internationale Socialiste a établi un comité d'experts pour la réforme du système monétaire international. Et nous, qu'est-ce que nous faisons¹³ ? »
- 7 Deux mois plus tard, les états-majors des PCI et PCF se rencontrent à Paris. C'est encore à Amendola d'insister sur les questions européennes. Dans le rapport rédigé par les Français, on peut lire que « les deux faits les plus importants d'après lui sont : 1) les

contradictions de plus en plus évidentes entre les États-Unis et la CEE ; 2) l'opposition au camp socialiste laisse place à un rapprochement sans que ce soit encore la coopération, un processus est en train de mûrir. Il faut combattre les tendances à retarder ces développements [...] Il faut transformer le caractère de la CEE avec l'intervention des forces démocratiques¹⁴ ». Ce point de vue diffère partiellement de celui du PCF, qui, même dans le cadre d'un *aggiornamento* de ses positions sur la CEE (à partir de 1973, le parti commencera à envoyer des représentants au Parlement européen), demeure sceptique à l'idée que la coopération de l'Europe de l'Ouest puisse effectivement se réaliser en opposition aux États-Unis¹⁵. Lors de la rencontre, les représentants du PCI insistent en tout cas sur la nécessité d'avoir une action à l'échelle européenne et au-delà du seul mouvement communiste. Ils présentent à leurs camarades français le cadre de leurs relations avec les partis sociaux-démocrates européens, en leur fournissant aussi des adresses et des contacts des institutions à travers lesquelles le PCF pourrait à son tour activer des rapports avec le SPD.

« Une Europe autonome et démocratique, ni antisoviétique ni antiaméricaine »

- 8 Dans les mois suivants, le cadre de la détente entre les deux blocs se stabilise avec comme point d'orgue, en mai 1972, le sommet soviéto-américain de Moscou, au cours duquel Richard Nixon et le leader soviétique Leonid Brejnev signent plusieurs accords importants sur le contrôle des armements et les relations entre les superpuissances¹⁶. Il s'agit d'un développement crucial pour les partis communistes. La section de politique extérieure du Comité central du PCF, connue sous le nom de Porex, n'hésite pas à inscrire dans ce contexte la signature du Programme commun de gouvernement avec le Parti socialiste (PS) et les radicaux de gauche, en juin 1972 :

« L'essentiel est surtout dans le contexte d'une évolution du rapport des forces mondial en faveur de la paix et du socialisme, rapport des forces au sein duquel notre Programme commun joue déjà un rôle que sa réalisation amplifiera encore. [...] D'ailleurs, la signature du Programme commun en est elle-même un résultat. Peut-on imaginer que le Parti Socialiste l'aurait acceptée dans une période de tension et de guerre froide¹⁷ ? »

- 9 C'est dans ce même contexte et au lendemain des accords de paix de Paris sur le Vietnam¹⁸, que le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, lance à la fin du mois de janvier 1973 un nouveau mot d'ordre pour son parti. En parlant au comité directeur (*Direzione*) du parti, il s'exprime pour « l'unité d'une Europe qui ait son rôle dans le monde : nous sommes pour une Europe autonome et démocratique, ni antisoviétique, ni antiaméricaine¹⁹ ». La Communauté européenne est désormais considérée comme un élément central de ce nouvel ordre continental en devenir. Berlinguer estime que les gouvernements à participation social-démocrate d'Allemagne de l'Ouest et d'ailleurs sont en train d'apporter des changements importants par rapport à l'orientation conservatrice qui a marqué les origines de la coopération européenne, notamment en ce qui concerne l'approche vis-à-vis de la détente et des relations avec les pays en voie de développement, ainsi que la politique sociale communautaire²⁰. Sans souscrire entièrement à leur programme et tout en gardant les distances idéologiques, les communistes doivent, selon lui, chercher des ententes pour contribuer à consolider les transformations en cours.

- 10 La collaboration entre les deux partis communistes les plus importants de la région est donc de plus en plus centrale pour la stratégie du PCI. Après une longue préparation, Enrico Berlinguer et son homologue, Georges Marchais, se rencontrent en mai 1973 à Bologne²¹. Une nouvelle saison de la politique communiste paraît débiter, alors que les deux leaders annoncent l'organisation d'une Conférence des partis communistes de l'Europe occidentale, qui doit se tenir à Bruxelles en janvier 1974. Il est important de noter que, dans cette phase, le PCI et le PCF ont une lecture de la conjoncture internationale qui est très similaire à de nombreux égards. Les développements jugés comme prometteurs pour les communistes européens sont mis en relation avec un « recul » de l'« impérialisme », ce qui confirme l'importance de la fonction de l'URSS et du bloc soviétique sur la scène internationale. Dans le discours annonçant le mot d'ordre de l'Europe « ni antisoviétique ni antiaméricaine », Enrico Berlinguer observe :
- « Les événements montrent que quelques-uns des grands objectifs pour lesquels nous avons lutté pendant des années se sont désormais réalisés ou bien ont beaucoup progressé. C'est l'échec des objectifs que l'impérialisme s'était posé avec la guerre froide. C'est le début d'une phase internationale nouvelle. Cela veut dire que : 1 - la tendance principale dans le monde est celle du renforcement du mouvement révolutionnaire, des forces du socialisme et de la paix ; 2 - la coexistence s'impose de plus en plus comme une nécessité objective. De ce fait, même des groupes dirigeants capitalistes et impérialistes doivent accepter cette tendance²². »
- 11 Jean Kanapa, responsable de la politique extérieure du PCF et principal conseiller du secrétaire du parti Georges Marchais, exprime des concepts similaires en s'adressant, en mai 1973, devant le Comité central de son parti :
- « Qu'est-ce qui caractérise pour l'essentiel la tendance principale de la situation nouvelle ? C'est un recul décisif de l'impérialisme dans le monde. [...] Une situation foncièrement nouvelle se crée aujourd'hui dans les rapports internationaux. [...] Toute une série d'objectifs capitaux pour lesquels nous, les communistes, nous avons lutté avec obstination et souvent seuls pendant un quart de siècle sont aujourd'hui réalisés. C'est un immense facteur de confiance pour la poursuite de notre bataille contre l'impérialisme, pour la paix et le socialisme²³. »
- 12 Dans son rapport, Kanapa insiste de surcroît sur « l'importante déclaration adoptée par Georges Marchais et Enrico Berlinguer » à Bologne, ainsi que sur l'« accord complet [...] entre nos deux partis ». Le responsable de la Poles se montre d'ailleurs ouvert à la possibilité de développer des rapports entre le PCF et des partis sociaux-démocrates, en partant de certains contacts proposés par le PCI. Marchais rencontre le secrétaire du Parti socialiste italien, Francesco De Martino, lors de son voyage à Bologne en mai 1973. Des représentants des jeunesses communistes françaises et italiennes rencontrent de Jeunes socialistes allemands, les *Jusos*, ainsi que leur secrétaire Wolfgang Roth, à Strasbourg au mois de juin 1973²⁴.
- 13 Le débouché le plus important de cette phase est la conférence de Bruxelles des partis communistes de l'Europe occidentale. La déclaration finale de la conférence, signée à la fin du mois de janvier 1974, confirme les positions déjà exprimées par le PCI, en affirmant qu'« une Europe occidentale pacifique, démocratique et indépendante, qui se débarrasse de la dépendance des États-Unis et des monopoles internationaux, peut jouer un rôle conforme aux intérêts des peuples et de la paix dans le monde entier, peut contribuer à la détente, au désarmement et à la compréhension entre les peuples²⁵ ». Il s'agit d'un dénouement important pour la stratégie du PCI. Cependant, selon le responsable de la section de politique extérieure du parti, Sergio Segre, « les positions

exprimées dans le document [de Bruxelles] sont plus avancées que la réalité. Il y a encore un long chemin à parcourir, notamment à travers le développement des relations bilatérales entre les partis communistes d'Europe occidentale²⁶ ».

Les premières divergences de vues entre le PCI et le PCF

- 14 Au cours de l'année 1974, l'écart entre les positions du PCI et du PCF se creuse considérablement pour deux raisons. D'une part, la concurrence entre le PCF et le PS se durcit à la suite des élections législatives partielles de septembre 1974, qui voient le PS se renforcer aux dépens des communistes. Cette déconvenue électorale pousse le PCF à insister sur les différences idéologiques entre le communisme et la tradition social-démocrate dans le but de valoriser son profil par rapport à ses alliés et rivaux socialistes²⁷. Ces derniers, en revanche, cherchent à consolider les liens qu'ils ont déjà commencé à tisser avec les communistes italiens. Il y a, dans ce choix, une démarche tactique : le fait de cultiver une relation avec le PCI permet au PS d'affirmer son identité de gauche et son profil international, ainsi que de concurrencer le PCF sur ce terrain. Dans la presse socialiste, le modèle du PCI est souvent opposé à celui du PCF : en exaltant les « bons communistes » de Rome, modernes et réformateurs, on suggère une comparaison défavorable avec les « orthodoxes » de Paris. En même temps, toutefois, l'intérêt idéologique pour le communisme italien est bien réel parmi la plupart des courants du PS. Cela favorise le dialogue avec le PCI, qui, comme on l'a vu, est en quête d'interlocuteurs dans le camp de la gauche européenne²⁸.
- 15 D'autre part, les communistes s'interrogent face à la détérioration progressive de la situation des économies occidentales, à la suite notamment du choc pétrolier de 1973. Italiens et Français en proposent des lectures partiellement divergentes, et c'est autour du rôle de l'Europe et de la gauche européenne que se manifestent les différends les plus significatifs.
- 16 Au PCI, c'est Enrico Berlinguer qui se charge de présenter aux militants du parti les nouvelles positions internationales que le comité directeur est en train d'élaborer. L'innovation la plus remarquable est la fin de l'opposition à la participation italienne à l'OTAN. Il présente ce changement comme une conséquence du soutien à la détente internationale : conformément à l'interprétation proposée par le SPD, l'acceptation des réalités politiques du continent est considérée comme un préalable au maintien de la paix et à l'apaisement des tensions entre les blocs. Pour un parti qui opère en Italie, pays membre de l'alliance occidentale, cela implique de mettre fin aux campagnes contre l'OTAN. Il souligne aussi un autre facteur fondamental, à savoir la crise économique, qu'il examine comme le produit des transformations qui sont en cours à l'échelle globale à la suite de la montée historique des demandes en provenance du Tiers Monde. De nouveaux « termes d'échange » sont en train de s'affirmer sur le marché mondial – le choc pétrolier de 1973 en témoigne. Cela réduit les profits tirés par les économies capitalistes les plus développées, ce qui à son tour affaiblit leur capacité de redistribution, entraînant ainsi une crise des compromis politico-sociaux de la période de l'après-guerre. Dans ce contexte, une Europe qui s'éloigne des États-Unis et qui bascule politiquement vers la gauche peut être en mesure de garantir un lien efficace avec le Tiers Monde, en reconnaissant les aspirations de ce dernier et en promouvant un modèle d'intégration économique internationale plus égalitaire²⁹.

- 17 Le PCF ne souscrit que très partiellement à cette lecture de l'évolution des rapports de force en Europe et dans le monde. Au cours d'une rencontre sur les questions européennes organisée à la fin de l'année 1974, les représentants des deux partis communistes constatent leurs divergences à l'égard de la possibilité d'une « réponse européenne » à la crise économique – possibilité envisagée par les Italiens et refusée nettement par les Français. Ces derniers confirment, au contraire, leur opposition à toute cession de souveraineté à des instances supranationales. Dans ce cadre, les délégués du PCF expriment une évaluation très négative du rôle joué par la social-démocratie européenne. Selon Paul Laurent, membre du secrétariat et proche de Georges Marchais, « on assiste à la relance de l'idée d'une Union européenne à la fois économique, politique, et militaire. Cette relance est provoquée par la crise de la Communauté, mais sa tendance est celle de faire payer la crise aux masses populaires. La ligne de l'austérité est en effet une ligne concertée ; la majorité des partis socialistes soutient cette politique ». Dans le même sillage, Gustave Ansart, l'un des représentants du PCF au Parlement européen, s'en prend au chancelier allemand social-démocrate Willy Brandt, qu'il accuse de faire appel « à l'opinion publique et même aux forces de gauche pour le soutien à la politique d'austérité et de sacrifices qu'il juge comme nécessaire. En fin de compte, la politique de Brandt est celle de l'union sacrée et de la sainte alliance ; son programme est celui des capitalistes³⁰ ».

L'eurocommunisme et la « question du Portugal »

- 18 1975 est l'année de l'« eurocommunisme ». Alors que le PCI remporte un succès électoral historique avec 33,4 % des votes aux élections régionales du 15 juin, la presse forge cette nouvelle appellation pour évoquer l'évolution en cours dans le projet politique du parti. Berlinguer cherche à impliquer les communistes espagnols et français. Avec eux, le PCI signe, respectivement en juillet et en novembre, des déclarations communes qui décrivent un nouveau modèle de socialisme démocratique, pluraliste et respectueux des libertés individuelles. Les Italiens insistent aussi sur la nécessité de collaborer avec les sociaux-démocrates européens, avec lesquels ils ont désormais bâti des relations assez solides, centrées notamment sur les questions de la détente et de la coopération européenne³¹.
- 19 Malgré les innovations qu'il introduit dans la politique étrangère du parti communiste, Berlinguer reste assez diplomate dans son rapport à l'Union soviétique : sans faire de concessions pour ce qui concerne l'affirmation des principes, il exerce constamment l'art du compromis et de la médiation, en essayant d'éviter de provoquer des « incidents » avec Moscou. Les Français, en revanche, sont souvent plus déterminés dans leurs prises de distance vis-à-vis de l'URSS. Cependant, il y a, dans leurs critiques, une ambiguïté de fond. S'ils s'éloignent de l'Union soviétique au nom du soutien aux libertés et aux droits individuels, comme par exemple dans le cas de la « Déclaration des libertés » du printemps 1975, ils reprochent aussi à la politique étrangère soviétique un excès de souplesse à l'égard de l'« impérialisme », ce qui pointe vers un radicalisme qui présente une contradiction avec les logiques de la détente Est-Ouest³².
- 20 Ces développements, cependant, n'effacent pas les divergences entre PCI et PCF. Paradoxalement, l'année 1975 est au contraire l'année où elles se manifestent dans toute leur ampleur. Dans une réunion du comité directeur du PCI qui se tient au mois

d'avril, Giorgio Amendola souligne trois points sur lesquels il y a un « contraste fondamental » entre les deux partis :

« Le jugement sur la situation économique et la crise mondiale ; les relations avec les socialistes [et] l'attaque violente et frénétique contre les sociaux-démocrates allemands (Brandt est accusé d'être le commis voyageur de l'impérialisme américain) ; puis la question du Portugal sur laquelle [les Français] se sont engagés à fond³³. »

- 21 C'est à propos de la « question du Portugal », c'est-à-dire des développements politiques qui suivent la « Révolution des Œillets » de 1974, que les divergences entre PCI et PCF sur la social-démocratie et l'Europe éclatent au grand jour. Dans le contexte révolutionnaire de Lisbonne, où la dictature de droite de Marcelo Caetano a été renversée par un coup d'État mené par un groupe de militaires progressistes, la politique du Parti communiste portugais (PCP) fait l'objet d'une extraordinaire attention internationale. À tort ou à raison, plusieurs observateurs et acteurs politiques, au Portugal et à l'étranger, accusent le parti de maintenir une attitude ambiguë à l'égard des objectifs de démocratisation du pays, en cultivant au contraire le dessein d'un coup d'État révolutionnaire qui serait mené de concert avec lesdits militaires. Le Parti socialiste portugais, étroitement lié à ses « partis frères » de l'Internationale socialiste (IS), se fait le champion de la critique du PCP, en dramatisant la menace qu'il représenterait pour la jeune démocratie portugaise³⁴.
- 22 Sensible aux critiques provenant des socialistes, le PCI condamne publiquement certaines actions des communistes portugais. Ces positions, exprimées lors du XIV^e Congrès du PCI au mois de mars 1975, sont à leur tour âprement critiquées par le PCF. Marchais et Kanapa insistent sur le rôle de rempart anticomuniste que, selon eux, la social-démocratie est en train de jouer au Portugal et ailleurs. D'un côté, ils établissent dans leurs analyses un lien direct entre la crise économique occidentale et ce qu'ils décrivent comme un « virage à droite » de la social-démocratie européenne. De l'autre, ils dressent un parallèle entre la situation portugaise et celle de l'Union de la gauche en France. De même qu'au Portugal, les partis affiliés à l'Internationale socialiste soutiennent le PS de Mário Soares dans sa ligne d'opposition au parti communiste, de même ils s'activeraient en France contre l'alliance socialo-communiste³⁵.

Un eurocommunisme sans alliances en Europe ?

- 23 Les divergences entre le PCI et le PCF deviennent dès lors évidentes. Pour les Italiens, les sociaux-démocrates sont des partenaires essentiels dans la construction d'une nouvelle Communauté européenne progressiste qui puisse se proposer comme un interlocuteur à la fois pour l'« Est » et pour le « Sud ». Selon Giancarlo Pajetta, dirigeant du PCI très actif sur la scène internationale :
- « Nous ne pouvons renoncer à notre politique européenne [...]. Pour nous, le problème de l'ouverture aux socialistes et sociaux-démocrates est essentiel, malgré les nouvelles difficultés. Dans cet effort, qui dépasse le vieux schéma du Komintern, nous devons poursuivre notre action en direction des mouvements de libération et du Tiers-Monde³⁶. »
- 24 Pour le PCF, les sociaux-démocrates sont au contraire les responsables d'une « politique de collaboration de classe » face à la crise économique³⁷.

- 25 Quant à la Communauté européenne, pour les Français elle reste essentiellement dominée par des forces conservatrices et subordonnées aux États-Unis. L'introduction de nouveaux instruments de gouvernance globale pour faire face à la crise économique ne fait que confirmer cette interprétation aux yeux des communistes français. Après le sommet de Rambouillet de novembre 1975, qui rassemble les chefs de gouvernement des six pays capitalistes les plus industrialisés, les experts du PCF écrivent que cette réunion « montre qu'aujourd'hui le cadre "de la petite Europe" éclate du fait même de l'approfondissement de la crise [...]. Cela traduit la crise de la CEE et cela peut permettre de dissiper certaines illusions sur la construction d'une Europe des 9 indépendante des USA³⁸ ».
- 26 L'alliance « eurocommuniste » peut donner au projet du PCI un retentissement international, mais elle n'offre pas, faute d'un accord réel avec le PCF, de perspective stratégique. En même temps, les rapports avec les sociaux-démocrates sont compliqués. L'Internationale socialiste (IS) suit les développements en cours au sein du monde communiste avec beaucoup d'attention, et presque tous les partis socialistes européens ont des relations – officielles ou, le plus souvent, informelles – avec le PCI. La plupart des courants de l'IS demeurent cependant sceptiques. L'opposition au communisme constitue un élément fondamental de la culture politique de nombreux partis, dont le SPD, et la perspective d'une montée en puissance des partis communistes européens, même reformés, suscite des inquiétudes profondes. Les rapports que ces partis entretiennent avec le PCI ne peuvent donc pas aboutir à de véritables alliances³⁹.
- 27 Cette dynamique entre en jeu de façon très évidente lorsque le PCI cherche à participer au gouvernement en Italie, dans le cadre de sa stratégie de coopération avec les chrétiens-démocrates et les socialistes. Dans le mois qui précède les élections législatives du 20 juin 1976, lors desquelles le parti obtient un nouveau record historique de votes, les prises de position contre la perspective qu'un parti communiste puisse entrer dans un gouvernement occidental se multiplient. Elles émanent non seulement de responsables politiques américains, mais aussi de représentants de gouvernements européens dirigés par des partis sociaux-démocrates. Le gouvernement travailliste britannique de Harold Wilson et James Callaghan, comme le *Bundesregierung* du chancelier social-démocrate Helmut Schmidt, participent en effet à une sorte de directoire des quatre puissances occidentales (États-Unis, Royaume Uni, RFA, France). Celles-ci suivent la situation italienne dans le cadre d'une surveillance des troubles du « flanc sud » de l'Alliance atlantique. Après les élections, Schmidt en arrive même à déclarer que l'Italie ne recevra pas les emprunts internationaux qu'elle demande pour faire face à une crise financière, au cas où les communistes participeraient au gouvernement⁴⁰.
- 28 Les déclarations de Schmidt seront assez rapidement démenties, mais une forme de « diplomatie économique » entre en jeu dans la solution de la crise politique italienne. L'Italie contracte un emprunt auprès du Fonds monétaire international et s'engage à mettre en œuvre un plan d'austérité économique. Le nouveau gouvernement qui est formé après les élections, et auquel le PCI donne son soutien parlementaire sous la forme d'une abstention « bienveillante », naît donc avec des bornes programmatiques bien déterminées⁴¹. Cette issue traduit une tendance plus générale qui est en train de s'affirmer en Europe. Face à la crise économique et à la pression de la mondialisation émergente, les approches fondées sur l'interventionnisme de l'État en économie commencent, un peu partout, à céder la place à des options plus modérées, centrées sur

l'objectif de la « stabilisation », c'est-à-dire de la maîtrise de l'inflation et de la restriction des dépenses publiques⁴². Entre l'Europe progressiste imaginée par le PCI et les développements qui sont en effet en train de mûrir sur le continent il y a, à l'évidence, une certaine distance.

Épilogue

- 29 Le soutien à la coopération européenne occidentale et la recherche d'une entente avec la gauche non communiste découlent de l'interprétation que les communistes italiens ont des affaires internationales et de l'état du mouvement communiste. Selon eux, la scène internationale se caractérise de plus en plus par des phénomènes globaux qui dépassent le contrôle des États. Ainsi en est-il de l'internationalisation des processus de production, du changement des relations Nord-Sud, de la question nucléaire et de celle du désarmement. Le mouvement communiste, à lui seul, n'est plus en mesure de fournir des réponses adéquates aux nécessités de ce nouvel âge, qui n'est plus celui de l'opposition entre deux blocs, mais celui de l'interdépendance.
- 30 Les communistes français restent quant à eux attachés à une lecture des relations internationales centrée sur le concept d'« impérialisme », liés à une vision traditionnelle de la souveraineté nationale et sont déconcertés par les positions de leurs camarades italiens. Une étude de 1979 sur la politique européenne du PCI rédigée par la Pollex décrit efficacement tant l'approche du parti italien que les doutes qu'elle suscite au PCF. Pour le PCI, « si la CEE ne [...] règle pas [les problèmes globaux], d'autres le feront, le font déjà (les multinationales, les États les plus forts) car, dans l'état actuel de la CEE, le processus d'intégration européenne est conduit principalement par des forces et des intérêts encore profondément liés à des structures capitalistes qu'il faut transformer. On peut se demander si le PCI ne considère pas que la notion de nation doit être remise en question ; il parle parfois de "citoyenneté européenne"⁴³ ».
- 31 Le projet eurocommuniste se heurte donc non seulement à l'opposition des deux superpuissances, selon lesquelles la détente entre les blocs ne doit pas entraîner de changements à l'intérieur de leur sphère d'influence respective⁴⁴, mais aussi à des divergences fondamentales entre ses deux partenaires principaux, le PCI et le PCF, autour des questions européennes. Certes, la question des rapports à l'Union soviétique joue un rôle non négligeable, notamment au moment de la crise de la détente entre les États-Unis et l'URSS, à la fin des années 1970. Alors que les Italiens s'efforcent de maintenir leur indépendance, les Français semblent revenir, au moins en partie, sur leurs positions, en soutenant l'Union soviétique dans ses interventions militaires en Afrique et en Afghanistan⁴⁵. Mais les différends entre les deux partis vont au-delà du rapport avec Moscou, et touchent au cœur de leurs projets politiques respectifs. L'interprétation que le PCI fait des phénomènes de mondialisation et d'interdépendance l'amène à soutenir la coopération européenne et d'autres formes de gouvernance supranationale ; elle le conduit également à se rapprocher de la gauche non communiste, qui représente le seul allié de poids possible, alors que la plupart des partis communistes occidentaux ne sont que des forces marginales. Ce choix ouvre la voie du processus qui, au fil des ans, finira par conduire le PCI à renoncer à son identité communiste et à se redéfinir en tant que parti de la « gauche européenne ».
- 32 Cependant, l'idée de construire une nouvelle Communauté européenne progressiste s'est avérée illusoire : ce seront plutôt les solutions axées sur le marché qui gagneront

du terrain dans la CEE, au cours des années 1980⁴⁶. La tentative de construire un partenariat avec les sociaux-démocrates, à son tour, ne sera que très partiellement couronnée de succès. De surcroît, la gauche non communiste finira elle aussi par souffrir du nouveau contexte politique et économique qui s'affirme dans la dernière décennie de la guerre froide, amorçant un déclin historique dans nombre de ses bastions, à commencer par l'Allemagne de l'Ouest.

- 33 Les innovations des années de l'eurocommunisme ont accompagné la transformation de la culture politique du communisme italien et favorisé la diffusion d'une attitude fortement pro-européenne dans l'opinion publique italienne de gauche. Cependant, elles n'ont pas permis de surmonter les contradictions du mouvement communiste, les limites liées au contexte de la guerre froide, ainsi que la crise plus générale de la gauche européenne. Leur impact sur la direction politique de la coopération européenne s'est donc révélé, somme toute, très limité.

NOTES

1. Mauro Maggiorani, *L'Europa degli altri. Comunisti italiani e integrazione europea (1957-1969)*, Rome, Carocci, 1999.
2. Voir Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Turin, Einaudi, 2006 ; *Id.*, « The Rise and Fall of Eurocommunism », dans M.P. Leffler, O.A. Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, vol. III, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 45-65 ; Ioannis Balampanidis, *Eurocommunism : From the Communist to the Radical European Left*, New York - Londres, Routledge, 2018 ; Victor Strazzeri, « Forging Socialism through Democracy : a Critical Review Survey of Literature on Eurocommunism », *Twentieth Century Communism*, n° 17, 2019, p. 26-66.
3. Sur les relations PCF-PCI, voir notamment Marc Lazar, *Maisons Rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992 ; Marco Di Maggio, *Alla ricerca della Terza via al socialismo. I PC italiano e francese nella crisi del comunismo (1964-1984)*, Napoli, ESI, 2014 ; Frédéric Heurtebize, *Le péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014.
4. Fils aîné de l'antifasciste libéral Giovanni, mort en 1926 à la suite de l'agression d'un groupe de *squadristi*. Inscrit au Parti communiste depuis 1929, il s'engage dans l'action antifasciste clandestine en exil et en Italie. Il rentre en Italie en 1943 et devient l'un des chefs de la Résistance communiste. Il sera ensuite député, ainsi que l'un des « jeunes » dirigeants protagonistes du *rinnovamento* du PCI dans les années de la déstalinisation. Sur son parcours, voir notamment Giovanni Cerchia, *Giorgio Amendola. Gli anni della Repubblica (1945-1980)*, Turin, Cerabona, 2009.
5. Paolo Ferrari, *In cammino verso Occidente. Berlinguer, il PCI e la comunità europea negli anni '70*, Bologna, Clueb, 2007, p. 39-54.
6. La bibliographie sur le sujet est, évidemment, très vaste. On se limitera ici à signaler Hélène Miard-Delacroix, *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013.
7. Pour un profil biographique, voir Francesco Barbagallo, *Enrico Berlinguer*, Rome, Carocci, 2006.
8. Né à Florence en 1919, il occupe des postes de responsabilité dans le PCI toscan d'abord, et puis dans la direction nationale du parti. Responsable de la section internationale du Parti communiste sous le secrétariat de Luigi Longo et jusqu'en 1970, il est connu pour ses position critiques envers l'Union soviétique. Il a fourni un récit de cette expérience dans son livre *La svolta. Gli anni cruciali del Partito comunista italiano*, Milan, Sperling & Kupfer, 1983.

9. Piémontais, d'origine juive, il participe tout jeune à la Résistance dans les brigades communistes. Journaliste, il est notamment l'envoyé en Allemagne du quotidien communiste *l'Unità* pendant les années 1950. En 1964, le secrétaire du PCI Luigi Longo le choisit (assez inopinément, selon les témoignages) comme son chef de cabinet. En 1970, il remplace Galluzzi en tant que responsable de la section internationale du PCI. Voir Sergio Segre, « I segreti della politica internazionale », dans M. Maggiorani, P. Ferrari (dir.), *L'Europa da Togliatti a Berlinguer. Testimonianze e documenti 1945-1984*, Bologne, il Mulino, 2005, p. 161-183.
10. Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea. Il PCI e i rapporti con le socialdemocrazie (1964-1984)*, Rome, Carocci, 2015, p. 55-84.
11. Giorgio Amendola, « Risposta italiana », *l'Unità*, 22 août 1971. Voir aussi P. Ferrari, *In cammino verso occidente*, op. cit., p. 77-81.
12. Enrico Berlinguer, « Internazionalismo nell'autonomia », dans Enrico Berlinguer, Luigi Longo, *La Conferenza di Mosca*, Rome, Editori Riuniti, 1969, p. 86-88. Voir aussi Maud Bracke, *Which Socialism, Whose Détente? West European Communism and the Czechoslovak Crisis*, 1968, Budapest – New York, Central European University Press, 2007.
13. Archives du PCI, Rome (APCI), Estero, b. 124, f. 237.
14. Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD93), Archives du Parti communiste français (APCF), Fonds Jacques Denis 357 J 1, « Information sur la rencontre PCI-PCF (16-17 novembre 71) à Paris ».
15. Voir Jacques Denis, J. Kanapa, *Pour ou contre l'Europe ?*, Paris, Éditions sociales, 1969.
16. Voir Jussi M. Hanhimäki, *The Rise and Fall of Détente: American Foreign Policy and the Transformation of the Cold War*, Washington (DC), Potomac Books, 2012.
17. AD93, APCF, Fonds Poles, 261 J 7 1/c, « Introduction à la discussion de la réunion de la Section de Politique extérieure le 22 septembre 1972 (extraits) – par Roger Trugnan ».
18. Les accords prévoient entre autres un cessez-le-feu, ainsi que le retrait des troupes américaines. Privé du soutien direct des États-Unis, le gouvernement du Vietnam du Sud succombera aux campagnes pour la réunification du pays menées par le Nord, jusqu'à la capitulation d'avril de 1975.
19. APCI, Direzione, réunion du 31 janvier - 1^{er} février 1973, mf. 41, p. 422. Voir Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, op. cit., p. 21-30.
20. Voir Antonio Varsori, Guia Migani (dir.), *Europe in the International Arena during the 1970s. Entering a Different World*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; Aurélie Andry, *"Social Europe" in the Long 1970s: The Story of a Defeat*, thèse de doctorat, Florence, Institut universitaire européen, 2017.
21. AD93, APCF, Fonds Jacques Denis, 357 J 1, « Information sur la rencontre Marchais-Berlinguer, Rome 9-10 mai 73 ». Voir aussi Marco Di Maggio, *Alla ricerca della Terza via*, op. cit., p. 247-248.
22. APCI, Direzione, réunion du 31 janvier - 1^{er} février 1973, mf. 41, p. 421-422.
23. AD93, APCF, Fonds Jean Kanapa, 317 J 6, Jean Kanapa – Rapport au Comité Central 26 mai 1973.
24. APCI, Estero, mf. 46, pp. 642-644, « Nota sull'incontro fra Catala (segretario nazionale del Movimento della Gioventù Comunista Francese), Roth (presidente dei Giovani socialisti della RFT) e Imbeni, avvenuto a Strasburgo il 29 giugno 1973 ».
25. « Per un'Europa pacifica democratica indipendente », *l'Unità*, 30 janvier 1974. Voir aussi Marco Di Maggio, *Alla ricerca della Terza Via*, op. cit., p. 250-252.
26. APCI, Direzione, réunion du 19 février 1974, mf. 73, p. 45.
27. Voir Alain Bergounioux, Danielle Tartakowsky (dir.), *L'Union sans unité. Le programme commun de la gauche 1963-1978*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; Marco Di Maggio, *Alla ricerca della Terza Via*, op. cit., p. 272-273.
28. Voir Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea*, op. cit., p. 100-105 et 134-145 ; Marco Di Maggio, « Storia di un incontro mancato : il Partito socialista di Mitterrand e il Pci di Berlinguer », *Italia Contemporanea*, n° 282, 2016, p. 141-167.

29. Enrico Berlinguer, *La proposta comunista : relazione al Comitato centrale e alla Commissione centrale di controllo del Partito comunista italiano in preparazione del XIV Congresso*, Turin, Einaudi, 1975.
30. APCI, Estero, « Nota informativa sull'incontro tra una delegazione del PCI e una del PCF sui problemi della CEE », mf. 84, p. 717-21.
31. Enrico Berlinguer, *La politica internazionale dei comunisti italiani*, Rome, Editori Riuniti, 1976.
32. Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste. Une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, Éditions sociales, 2013, p. 272-282.
33. APCI, Direzione, réunion du 23 avril 1975, mf. 203, p. 355.
34. Voir Kenneth Maxwell, *The Making of Portuguese Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 108-146 ; Raquel Varela, *História do PCP na revolução dos cravos*, Lisboa, Bertrand Editora, 2011 ; David Castaño, « "A Practical Test in the Détente": International Support for the Socialist Party in the Portuguese Revolution (1974-1975) », *Cold War History*, vol. 15, n° 1, 2015, p. 1-26.
35. Voir Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea*, op. cit., p. 145-154.
36. APCI, Direzione, réunion du 23 avril 1975, mf. 203, p. 354.
37. AD93, APCF, Fonds Jean Kanapa, 317 J 7, « Jean Kanapa, Rapport au Comité Central 14-15 avril 1975 ».
38. AD93, APCF, Fonds Jean Kanapa, 317 J 17 « Note sur la réunion au sommet des 6 à Rambouillet », 20 novembre 1975.
39. Voir Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea*, op. cit.
40. Voir Frédéric Heurtebize, *Le péril rouge*, op. cit. ; Lucrezia Cominelli, *L'Italia sotto tutela. Stati Uniti, Europa e crisi italiana degli anni Settanta*, Milan, Le Monnier, 2014.
41. Duccio Basosi, Giovanni Bernardini, « The Puerto Rico Summit of 1976 and the End of Eurocommunism », dans Leopoldo Nuti (dir.), *The Crisis of Détente in Europe. From Helsinki to Gorbachev 1975-1985*, Londres, Routledge, 2008, p. 274-285.
42. Michel-Pierre Chélini, Laurent Warloutet (dir.), *Calmer les prix : l'inflation en Europe dans les années 1970*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016 ; Aurélie Andry, « Was there an Alternative ? European Socialists Facing Capitalism in the Long 1970s », *European Review of History/Revue européenne d'histoire*, vol. 26, n° 4, 2019, p. 723-746.
43. AD93, APCF, Fonds Poles, 261 J 7/77, « Le PCI et l'Europe », Collectif Europe/Collectif Italie, Novembre 1979.
44. Frédéric Heurtebize, « Eurocommunism and the Contradictions of Superpower Détente », *Diplomatic History*, vol. 41, n° 4, 2017, p. 747-771.
45. Voir Silvio Pons, *The Rise and Fall of Eurocommunism*, op. cit.
46. Laurent Warloutet, *Governing Europe in a Globalizing World : Neoliberalism and its Alternatives Following the 1973 Oil Crisis*, Londres - New York, Routledge, 2018.

RÉSUMÉS

Cet article porte sur les caractères et les contradictions de l'eurocommunisme italien dans les années 1970. Tout en se concentrant sur les programmes et les politiques du Parti communiste italien (PCI), il analyse leur élaboration dans le contexte des relations transnationales du parti. D'un côté, l'article souligne l'importance du dialogue avec les partis sociaux-démocrates européens qui influencent l'évolution de la vision que le PCI a de la

coopération européenne occidentale. De l'autre, il se penche sur le rapport entre les communistes italiens et leurs homologues du Parti communiste français (PCF). En revenant sur cette question très débattue, on essayera d'avancer une interprétation partiellement différente de celles qui ont été proposées jusqu'ici par l'historiographie et la science politique. Au lieu de centrer l'analyse sur le rapport des deux partis au « centre » soviétique, l'article soutient que les différences de vues les plus importantes entre le PCI et le PCF se manifestent par rapport aux questions européennes, aux relations avec les autres forces de gauche et au rôle des instances de coordination supranationale. La manière de considérer ces questions est en effet décisive pour comprendre l'évolution des deux partis dans les décennies suivantes, ainsi que les contradictions et l'échec du projet de l'eurocommunisme.

This article aims to reflect on the characteristics and contradictions of the European policies and visions of the Italian Communist Party (PCI) in the 1970s. While focusing on the programmes and initiatives of the PCI, the article examines their development in the context of the party's transnational relations. On the one hand, it underlines the importance of the dialogue with the European social democratic parties. On the other, it examines the relationship between the Italian Communists and their counterparts of the French PCF. In revisiting this much-debated question, we will try to advance an interpretation which is partially different from those that have been proposed so far in historiography and political science. Instead of focusing on the relationship of the two parties to the Soviet 'centre', the article maintains that the most important divergences between the PCI and the PCF concerned European questions, relations with other left forces, and the role of supranational organisations. The approach to these questions is indeed decisive for understanding the path followed by the two parties in the following decades, as well as the contradictions and the failure of the project of Eurocommunism.

INDEX

Keywords : communist party, Italy, France, European integration, Cold War

Mots-clés : parti communiste, Italie, France, intégration européenne, guerre froide

AUTEUR

MICHELE DI DONATO

Michele Di Donato est chercheur à l'Université de Pise. Ses recherches portent sur l'histoire internationale des gauches européennes, de la guerre froide et de la mondialisation. Parmi ses publications récentes : « Au carrefour des internationalismes. Le socialisme d'Europe du Sud et l'"apprentissage de l'international" par le Parti socialiste français (1974-1976) » (20 & 21. *Revue d'histoire*, 2/2021, pp. 111-123); « Landslides, Shocks, and New Global Rules: The US and Western Europe in the New International History of the 1970s » (*Journal of Contemporary History*, 1/2020, pp. 182-205). Il est membre du conseil scientifique de la Fondation Gramsci.

Détente, eurocommunisme et dépassement des blocs durant la décennie 1970 : les espoirs contrariés du Parti communiste français

Détente, Eurocommunism and the End of Cold War Divisions in Europe: The Shattered Hopes of the French Communist Party in the 1970s

Frédéric Heurtebize

- 1 La décennie 1970 fait depuis une vingtaine d'années l'objet d'une attention particulière parmi les chercheurs en histoire internationale, effort qui permet aujourd'hui de mieux appréhender la richesse et l'enchevêtrement des récits qui la traversent. La guerre froide, le capitalisme, la mondialisation, le mouvement communiste international, les droits de l'homme ou encore la construction européenne : tous connaissent des évolutions majeures dont les travaux récents ont analysé la complexité dans une perspective transnationale¹. Alors que débutent les années 1970, la guerre froide a entamé depuis la fin de la décennie précédente une période de détente que consacre le sommet de Moscou de mai 1972 entre l'Union soviétique et les États-Unis. La période est également marquée par la fin du système Bretton Woods, la crise énergétique et, plus largement, un ralentissement économique qui atteint toutes les nations industrialisées. Cette crise met en lumière l'interdépendance des économies et la nécessité de solutions concertées qui annoncent la lente érosion de la souveraineté économique des États et l'accélération de la mondialisation. Après la consommation du schisme Moscou-Pékin et la répression du Printemps de Prague, les années 1970 sont également celles où la cohésion du mouvement communiste international (MCI) est mise à mal. Et l'image déplorable que le régime soviétique renvoie à la suite de révélations sur le Goulag et le sort réservé aux dissidents, combinée à l'avènement du combat pour les droits de l'homme mené par des organisations non gouvernementales

(ONG) transnationales, ne fait que renforcer cette crise². Enfin, la poursuite de la construction européenne et la perspective de l'élection du Parlement européen au suffrage universel introduisent une nouvelle phase de l'intégration politique des États ouest-européens.

- 2 L'étude de la politique et des ajustements du Parti communiste français (PCF) durant la décennie 1970 implique de se placer à ce carrefour historiographique mais également de comprendre les déterminants intérieurs et extérieurs qui ont influencé cette politique. Au niveau national, tout d'abord, les dirigeants communistes ambitionnent d'arriver au pouvoir et, pour ce faire, signent le 12 juillet 1972 le Programme commun de gouvernement avec les socialistes de François Mitterrand et le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) qui se constitue alors sous la houlette de Robert Fabre. Or si l'Union de la gauche est à même de faire entrer des communistes dans un gouvernement de coalition, il s'avère qu'elle profite principalement aux socialistes. Les résultats des élections législatives de 1973 sont une déception. Pire, lors des scrutins partiels de septembre 1974, les résultats des candidats socialistes sont meilleurs que ceux du Parti communiste, un revers qui exacerbe les crispations. Au lendemain de l'accord du Programme commun, devant les membres de l'Internationale socialiste réunie à Vienne, François Mitterrand a déclaré vouloir prendre trois millions d'électeurs communistes³. Cette ambition est en voie de concrétisation. Figurent ensuite les relations avec Moscou et les « partis frères », notamment est-européens, que l'on qualifierait aujourd'hui d'« intermestiques » en ce qu'elles s'inscrivent à la jonction des problématiques de politique intérieure et de politique étrangère. Affectées à la fois par la politique d'Union de la gauche en France, que les partis de l'Est désapprouvent, par les critiques du PCF envers ces derniers durant sa phase eurocommuniste entre fin 1975 et 1979, et par la détente, ces relations connaîtront des tensions, d'autant que les intérêts du PCF divergent de ceux des partis situés à l'est du rideau de fer. Enfin, durant la décennie 1970, les dirigeants communistes français évoluent dans un environnement international plus mouvant. Depuis la fin de la Grande Alliance nouée durant la Seconde Guerre mondiale, la perspective pour tous les communistes est claire : le monde est le théâtre d'un affrontement irréductible entre les forces du socialisme et celles de l'impérialisme. Avec la détente, toutefois, la confrontation idéologique bipolaire passe au second plan, du moins temporairement ; l'antagonisme irréductible cède la place à un antagonisme raisonné et, sans mettre un terme aux rivalités entre Washington et Moscou, à une forme de coopération.
- 3 Cet article entend examiner la façon dont le PCF fait face à ces défis et ses réponses pour réconcilier les tensions entre ses nouvelles ambitions politiques sur le plan intérieur et son devoir de solidarité avec le MCI dans un environnement international qui traverse des mutations profondes aux implications mal comprises. Pour les dirigeants de la place du Colonel-Fabien, les années 1970 présentent à la fois des opportunités mais aussi des menaces réelles et protéiformes. Sur ce chemin étroit, le parti est mené par trois figures principales. Georges Marchais, tout d'abord, se hisse à la tête du parti dès 1970, à la suite du retrait de Waldeck Rochet pour raisons de santé, et accède formellement à la fonction de premier secrétaire en 1972. Dans un premier temps, il est l'homme de Moscou, celui qui s'est opposé aux réformes de Rochet et aux critiques concernant l'écrasement du Printemps de Prague en août 1968. Sa conduite est marquée par des revirements brusques. Sur la scène nationale, il est l'artisan de l'Union de la gauche engagée par son prédécesseur avant de contribuer largement à la

rupture de cette dernière à l'automne 1977⁴. De même œuvre-t-il brièvement aux côtés d'Enrico Berlinguer et de Santiago Carrillo, dirigeants des partis communistes italien et espagnol, à donner corps à l'eurocommunisme qui tente de proposer un modèle de socialisme propre aux sociétés démocratiques d'Europe occidentale et qui se montre critique du modèle soviétique. Le premier secrétaire est entouré de Charles Fiterman, qui travaille sur les enjeux de politique intérieure, notamment économiques, et de Jean Kanapa qui, à la tête de la section de politique extérieure (Polex) de 1972 à 1978, se focalise sur les questions internationales. À eux trois, accompagnés à un degré moindre de Paul Laurent, ils orientent et dirigent le parti. Les prises de distances avec Moscou, l'union avec les socialistes et l'abandon de la dictature du prolétariat adoptée lors du XXII^e congrès du PCF sont marqués de leur empreinte. Si d'aucuns, tels Roland Leroy ou Gaston Plissonnier, très attachés à l'orthodoxie marxiste-léniniste et à l'URSS, considèrent ces changements avec réticence, le trio Marchais-Fiterman-Kanapa n'en impose pas moins son agenda jusqu'à la disparition de ce dernier en 1978⁵.

- 4 Sur le plan temporel, cette étude fait sienne la notion de « décennie longue » (*the Long 1970s*) que met en lumière l'historiographie récente⁶. Ainsi les années 1970 débutent-elles avec les chocs de l'année 1968 : violence et déchirements politiques aux États-Unis, événements de mai-juin en France et répression du Printemps de Prague par les chars soviétiques, notamment. Cette dernière conduit pour la première fois le PCF, dirigé alors par Waldeck Rochet, à critiquer une action de politique extérieure soviétique. Si le parti français se résout à la « normalisation » mise en œuvre par le Parti communiste tchécoslovaque épuré sous la conduite de Gustáv Husák, la critique continuera d'être portée par le parti italien à la conférence de Moscou de juin 1969 qui voit l'unité du MCI se lézarder. Notre analyse se termine au tournant de l'année 1980, marquée par l'intervention soviétique en Afghanistan, qui enterre définitivement la détente avec Washington, et le soutien de Georges Marchais à celle-ci qui consacre le réaligement du PCF avec le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS).

« L'impérialisme a mis un pied à terre, il faut aller de l'avant »

- 5 Sur le plan international, l'un des grands enjeux du PCF durant la décennie 1970 consiste à tirer profit de la détente tout en limitant les conséquences négatives qu'elle induit. Si le rapprochement des États-Unis avec la Chine de Mao et la visite du président Nixon à Moscou, qui s'accompagne d'accords sur la limitation des armements nucléaires et d'accords commerciaux, sont alors perçus comme des développements audacieux, l'historiographie récente montre qu'ils s'ancrent dans des considérations défensives pour les deux superpuissances. La détente a pour ambition de réduire le risque de guerre nucléaire, d'instaurer une relation plus stable et prévisible entre Washington et Moscou mais aussi de leur offrir un temps de répit après une décennie 1960 marquée, de chaque côté, par des difficultés⁷. Sur le plan intérieur, les années 1960 furent pour les États-Unis celles de changements sociaux considérables et violents, mais aussi de l'érosion de leur domination économique et de l'enlisement au Vietnam⁸. Le tournant de la détente procède donc d'une lecture réaliste, désidéologisée, des relations internationales et du nouvel équilibre des forces. Mais elle est aussi l'appropriation par la Maison-Blanche d'une politique initiée, à son corps défendant, par ses alliés européens. En 1966, le général de Gaulle appelle de ses vœux une politique

de « détente, entente et coopération ». En décembre 1967, la posture stratégique de l'OTAN marque un tournant lorsque le rapport Harmel affirme que « sécurité militaire et politique de détente ne sont pas contradictoires mais complémentaires⁹ ». En 1969, le chancelier ouest-allemand Willy Brandt engage l'*Östpolitik* malgré les objections de Washington. Les Européens de l'Ouest voient l'ouverture à l'Est et la détente en termes dynamiques. Pour eux, cette dernière doit faciliter l'émergence d'un *modus vivendi* avec les pays du camp socialiste et permettre à terme de transcender la division Est-Ouest. Outre-Atlantique, cependant, on redoute dans un premier temps que les démarches d'ouverture à l'Est conduisent à l'affaiblissement de l'OTAN, voire à la neutralisation de l'Europe. En embrassant la détente, par conséquent, les États-Unis prennent le train en marche et tentent d'en prendre les commandes à leur profit pour imposer une détente statique qui préserve le *statu quo*¹⁰.

- 6 L'Union soviétique s'engage également en faveur de la détente par un traité avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) en 1970 puis avec les États-Unis. Comme Washington, Moscou panse ses plaies. L'écrasement du Printemps de Prague et le bilan des régimes socialistes en matière de droit de l'homme nuisent à l'image de l'URSS. Ailleurs dans le monde, l'éviction de Sukarno en Indonésie, qui s'accompagne d'une répression impitoyable des communistes indonésiens, et la déroute de ses alliés égyptiens et syriens dans la guerre des Six Jours en 1967 constituent des revers importants. La stagnation économique et le retard pris dans le domaine technologique ou des biens de consommation incitent également l'URSS à vouloir développer les échanges commerciaux avec l'Ouest. Le ralliement à la détente ne fait pas l'unanimité dans les cercles dirigeants soviétiques, cependant, et c'est l'engagement personnel de Brejnev en sa faveur qui assure le soutien de Moscou à cette nouvelle phase des relations Est-Ouest¹¹.
- 7 Pour les dirigeants communistes français, l'avènement de la détente est un signe encourageant. Quelques semaines après la rencontre de Moscou de mai 1972, un rapport présenté au bureau politique interprète la décision prise par Nixon de négocier avec les Soviétiques comme un aveu de faiblesse et un « recul de l'impérialisme ». Un constat juste dans l'ensemble puisque ce sont les revers essuyés par Washington sur la scène internationale qui ont effectivement incité la Maison-Blanche à négocier. « Le temps travaille pour le socialisme », ajoute le document avec optimisme¹². La direction du PCF exclut toutefois tout relâchement du combat idéologique en faveur de la lutte des classes. Au contraire, le MCI doit exercer une pression accrue :
« L'impérialisme a mis un pied à terre, il faut aller de l'avant¹³. »
- 8 Entre le sommet Nixon-Brejnev de mai 1972 et l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques en décembre 1979, tous les rapports ou échanges consignés dans les archives du PCF ou de ses cadres envisagent la détente dans une approche dynamique, agressive et offensive vis-à-vis du monde capitaliste qu'ils estiment affaibli militairement et discrédité économiquement.
- 9 De la signature du Programme commun à l'été 1972 jusqu'aux derniers mois de l'année 1975 qui voient le PCF embrasser l'eurocommunisme et exprimer publiquement des critiques franches à l'endroit de l'URSS et de ses satellites, les communistes français mènent de front deux combats contradictoires : d'un côté, la promotion d'un socialisme à la française qui embrasse le pluralisme politique et les libertés individuelles, de l'autre la défense des États socialistes. Malgré des développements qui trahissent clairement un infléchissement chez les Soviétiques de l'affrontement idéologique avec

l'Ouest, les communistes français s'efforcent de voir la politique étrangère conduite par Moscou comme étant en phase avec ses propres vues, à savoir résolue à affaiblir le camp occidental. Ainsi, le bureau politique estime que le voyage de Brejnev en France en 1973 illustre « le caractère offensif et audacieux de la politique soviétique¹⁴ ». « La détente favorise le développement de la lutte des classes », estime Étienne Fajon devant le secrétariat général¹⁵.

- 10 Offensif, le PCF l'est aussi vis-à-vis de « l'antisoviétisme ». Durant « l'affaire Soljenitsyne » qui suit la publication de *L'Archipel du Goulag* en 1973, le parti s'engage dans une campagne visant à discréditer l'écrivain et la publicité faite autour de l'ouvrage¹⁶. La même année, le parti imprime une brochure adressée aux militants où sont inventoriées les réussites des pays socialistes et les arguments à faire valoir lorsque ces derniers essuient la critique. La lutte contre l'antisoviétisme s'avère « inséparable de notre combat pour un socialisme aux couleurs de la France », peut-on lire en couverture¹⁷. Agrégé de philosophie, écrivain, polyglotte, Jean Kanapa compte parmi les intellectuels du PCF. Stalinien intransigeant au sortir de la guerre, il est le correspondant du parti à la *Nouvelle Revue internationale* basée à Prague entre 1958 et 1963 puis correspondant de *L'Humanité* à Moscou, deux expériences qui lui ouvrent les yeux sur la réalité des pays socialistes et instillent chez lui le doute dans le modèle soviétique. Membre du comité central à partir de 1959, il succède en 1972 à Raymond Guyot à la direction de la section de politique étrangère (Polex) du parti. Proche conseiller de Georges Marchais, membre du bureau politique à partir de 1975, il sera jusqu'à sa mort en 1978 la force motrice du tournant eurocommuniste du PCF¹⁸. En 1973 cependant, du moins dans ses discours publics, il exprime son total soutien aux démocraties populaires. Pour Kanapa, les conditions de vie dans les pays du bloc socialiste sont supérieures à celles des pays capitalistes « dans tous les domaines¹⁹ ». En janvier 1974, Georges Marchais écarte également toute prise de distance avec les pays socialistes et l'URSS : « Ce serait une faute politique grave, [...] une faute politique impardonnable qui nous coûterait cher », affirme-t-il²⁰. Avec la détente, le PCF espère dans un premier temps jouer sur les deux tableaux de sa politique internationale : affaiblissement des pays capitalistes d'une part, et soutien aux camarades des pays socialistes de l'autre. Il choisira ensuite le premier au détriment du second.
- 11 Au niveau national également, les dirigeants du PCF espèrent tirer profit de la détente. Si l'image de l'URSS s'est détériorée, l'abaissement des tensions entre superpuissances contribue à diaboliser les partis communistes ouest-européens. Dès lors que les dirigeants américains, français ou allemands peuvent entretenir des relations diplomatiques normales avec les dirigeants soviétiques, comment justifier la mise à l'écart des communistes des responsabilités nationales ? Dans un télégramme de novembre 1973, l'ambassade américaine à Paris remarque d'ailleurs que la détente « atténue la perception de la menace²¹ ». Elle offre ainsi une plus grande marge de manœuvre aux Partis communistes ouest-européens, et ce au moment même où ceux-ci entendent élaborer des politiques plus indépendantes de celles de Moscou. En mai 1975, si les rapports entre PCF et PCUS se sont déjà dégradés, les désaccords ne s'expriment qu'en privé. Les dirigeants français n'en ont pas moins décidé de s'émanciper pour proposer un socialisme démocratique « aux couleurs de la France²² ». Devant le comité central, Marchais loue la détente qui facilite cette démarche : « socialisme et libertés sont inséparables [...] dès lors que le socialisme cesse d'être dans cette situation de citadelle assiégée où il se trouvait dans le passé²³ ». Dans un entretien avec le secrétaire d'État américain Henry Kissinger en septembre 1974, le président italien Giovanni

Leone pointe la contradiction entre détente internationale et lutte contre les communistes au niveau national :

« Nous sommes favorables à la détente [...] [m]ais avec tous ces sommets États-Unis-URSS, il nous est difficile de dire que les rouges sont les ennemis de la démocratie²⁴. »

- 12 Pour résumer, le relâchement des tensions entre les deux superpuissances offre un cadre favorable aux partis communistes d'Europe occidentale semblable à celui des fronts populaires de la seconde moitié des années 1930 ou des années 1945-1948 qui précèdent le début de la guerre froide²⁵. Dans les années 1970, elle leur permet de s'écarter du modèle soviétique et ainsi de proposer aux électeurs un visage plus avenant.
- 13 Enfin, pour les communistes, le contexte économique des années 1970 apparaît également électoralement prometteur. La décennie est aujourd'hui largement associée au ralentissement économique, aux crises pétrolières de 1973 et de 1979, à l'amorçage de la désindustrialisation des économies capitalistes avancées et, dans le cas français, à la fin des « Trente Glorieuses ». Si les taux de croissance de l'économie française sur ces dix années restent en réalité élevés par rapport à ceux des décennies qui suivront, la France connaît en 1975 sa première récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale²⁶. Pour les communistes français, cette crise qui touche tous les pays capitalistes industrialisés fournit une nouvelle preuve du déclin de l'impérialisme et constitue par conséquent un développement positif. En Europe, l'incapacité des gouvernements conservateurs ou sociaux-démocrates à enrayer la crise indique que le moment est propice à une transition vers le socialisme. Fidèles à leur interprétation marxiste-léniniste déterministe du capitalisme, les idéologues du PCF voient dans sa « crise » à la fois un moment opportun mais aussi un danger de « réaction » : « Dans la situation de crise généralisée du capitalisme monopolistique d'État en Europe capitaliste [...]; dans la situation mondiale nouvelle où l'impérialisme prétend maintenir le *statu quo* social et politique au nom de la coexistence pacifique – dans ce contexte, les partis communistes [...] doivent opposer leur riposte claire, combative, constructive », insiste Jean Kanapa devant le bureau politique²⁷.

Les menaces d'une détente « complaisante avec l'impérialisme »

- 14 Parallèlement aux développements positifs qu'ils identifient, les dirigeants communistes français font face à des difficultés qui contrarient leurs ambitions, à commencer par une conception de la détente à rebours de celles des Soviétiques. Comme évoqué plus haut, les superpuissances voient cette dernière en termes défensifs ou statiques et s'accordent pour placer le combat idéologique au second plan. « Les différences d'idéologie et de systèmes sociaux ne présentent pas d'obstacles au développement de relations bilatérales normales [...] fondées sur les principes de souveraineté, d'égalité, d'avantages réciproques et de non-ingérence dans les affaires internes », affirme le communiqué commun signé à Moscou en mai 1972²⁸. De ce fait, toute initiative menaçant l'équilibre existant au sein des zones d'influence respectives est strictement découragée. Ainsi Washington demeure-t-elle farouchement hostile à la participation de ministres communistes au gouvernement en France ou en Italie tandis que Moscou s'oppose à tout assouplissement du dogme marxiste-léniniste au sein du

MCI²⁹. Les dirigeants de l'Est redoutent en outre que les idées eurocommunistes ne gagnent en popularité sur leur propre territoire. De fait, deux célèbres dissidents tchécoslovaques du groupe Charte 77, Zdeněk Mlynar et Jiří Hájek, affirmèrent que l'eurocommunisme constituait leur « meilleure carte » dans leur lutte contre le régime³⁰. La tendance n'est pas fondamentalement nouvelle dans un camp comme dans l'autre. Malgré l'idéalisme qui sous-tend le discours de politique étrangère américaine depuis l'énonciation de la doctrine Truman en mars 1947, les administrations successives ont surtout fait montre de réalisme, comme l'illustrent la discrétion des États-Unis lors de l'intervention soviétique de Budapest en 1956 ou le relatif silence de l'administration Kennedy lorsque le régime est-allemand érige le mur de Berlin en août 1961. « Un mur vaut mieux qu'une guerre », reconnut le président américain sept mois seulement après avoir déclaré que l'Amérique s'engagerait « quoi qu'il en coûte [...] à assurer la survie et le triomphe de la liberté³¹ ». Malgré son idéologie révolutionnaire, la politique de l'Union soviétique vis-à-vis de l'Ouest s'avéra elle aussi prudente. Staline conçut d'emblée la guerre froide comme une guerre de positions nécessitant patience et retenue : « Notre idéologie envisage des opérations offensives quand elles sont possibles, sinon nous attendons », expliqua son diplomate en chef Molotov³². Or si Moscou soutient – directement ou par l'intermédiaire de Cuba – des mouvements de libération nationale en Afrique durant toute la décennie 1970, l'heure n'est pas à l'offensive en Europe³³. Au contraire, à travers la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), il importe d'officialiser les frontières issues de la Seconde Guerre mondiale et donc d'entériner la division du Vieux Continent³⁴. Comme l'écrit l'historien Silvio Pons, Helsinki représente pour les Soviétiques « un point d'arrivée et non un point de départ³⁵ ».

- 15 Dans les années 1970, le PCF voit par conséquent sa volonté d'exploiter la détente de manière offensive contrariée par Moscou et ses satellites, qu'il s'agisse de porter le fer contre le capitalisme au niveau européen et mondial ou d'assouplir la *doxa* marxiste-léniniste pour légitimer l'union avec les socialistes en France. Une lecture superficielle des développements en cours dans les années 1970 peut laisser croire que le socialisme a le vent en poupe. Les économies capitalistes sont en crise, la puissance américaine est embourbée au Vietnam tandis que le marxisme fait des avancées en Asie et en Afrique. Sous la surface, pourtant, le temps joue contre l'Union soviétique. L'économie américaine souffre mais se transforme et prépare une décennie 1980 de forte croissance économique, tandis que l'accélération de la mondialisation des échanges, l'arrivée de nouveaux acteurs dans le système capitaliste et libre-échangiste, tels les « Tigres » asiatiques (Singapour, Corée du Sud, Taïwan), renforcent un ordre international toujours plus interdépendant. Pendant ce temps, l'Union soviétique se tient à l'écart et maintient son économie dans un isolement mortifère. Conscient de ses faiblesses, quoiqu'imparfaitement, Moscou n'a que faire des velléités offensives du PCF français. Il en va de même des satellites de l'URSS, dont les économies sont de plus en plus endettées vis-à-vis de l'Ouest³⁶.
- 16 La tension entre nature révolutionnaire du MCI et acceptation du *statu quo* s'est déjà manifestée pour les communistes français lors de la première période de coexistence pacifique qui suivit la mort de Staline. Si le PCF l'approuve officiellement par loyauté envers la patrie du socialisme, la plupart des membres de la direction n'en considère pas moins le concept avec suspicion car contraire à l'idéal révolutionnaire³⁷. Durant la

décennie 1970, ce même sentiment de trahison va croissant. En mai 1973, Jean Kanapa dénonce la mollesse de Moscou dans le combat idéologique :

« Rien n'est dit sur la lutte des classes dans les pays impérialistes³⁸. »

- 17 De même regrette-t-il l'importance accordée à la relation avec la RFA. Les critiques vont grandissant et s'expriment avec franchise lors des nombreuses réunions de préparation de la conférence des partis communistes européens de Berlin-Est de juin 1976. Souhaitée de longue date par Moscou pour consacrer l'unité retrouvée du mouvement communiste en Europe, sa tenue est maintes fois retardée en raison de divergences persistantes. Chef de la délégation du PCF aux réunions préparatoires, Jean Kanapa appelle sans relâche ses camarades des pays socialistes à une attitude offensive. La coexistence pacifique doit « favorise[r] le combat des communistes contre le système de domination du capitalisme monopolistique, pour le renversement de ce système, pour le socialisme ». Quant à l'accord qui doit ressortir de la conférence, il « ne peut être qu'un accord de combat », insiste-t-il³⁹. Sans succès.

- 18 Les rapports avec les PC soviétique et d'Europe de l'Est se tendent. De retour du XXV^e Congrès du PCUS de mars 1976, où il reçoit un accueil glacial quelques semaines seulement après le XXII^e congrès du PCF qui a entériné l'abandon de la dictature du prolétariat comme mode de transition vers le socialisme, Kanapa dénonce la sclérose du parti, la faiblesse du débat intellectuel et le culte de la personnalité réservé à Brejnev. Mais il déplore aussi la trahison de l'idéal révolutionnaire :

« Le souci de développer les relations économiques à long terme [...] se traduit par une sorte de complaisance à l'égard de l'impérialisme [qui] estompe jusqu'à l'existence même d'un adversaire, d'une menace. Il n'est plus question d'impérialisme américain, ni ouest-allemand, encore moins français⁴⁰. »

- 19 Alors que la tenue de la conférence approche, il apparaît clairement que le communiqué final placera l'affrontement idéologique sous silence. Le PCUS, le SED est-allemand et le PC bulgare font pression sur le PCF pour qu'il s'aligne sur le projet de déclaration commune⁴¹. Kanapa persiste dans son opposition :

« Nous combattons la thèse selon laquelle la coexistence pacifique signifierait le *statu quo* social et politique. [...] Nous ne pouvons admettre qu'au moment où une grave crise structurelle affecte le système capitaliste [...] l'avant-projet en traite dans des termes aussi anodins⁴². »

- 20 Outre une vision diamétralement opposée de ce que doit accomplir la détente, le PCF est confronté durant cette période à la détérioration de l'image du MCI et surtout de la prise de conscience de l'opinion du bilan désastreux de l'URSS en matière de droits de l'homme. Si jusqu'au milieu de la décennie 1970, les communistes français s'efforcent de défendre publiquement Moscou et ses satellites, en privé d'abord, le ton devient plus critique : « Ne vous mêlez pas de nos affaires car [...] vous nous feriez du tort auprès de l'opinion », déclare Georges Marchais lors d'un échange de juillet 1974 avec l'idéologue du PCUS Boris Ponomarev. « Nous ne voulons pas du type de socialisme que vous avez en URSS ou dans les "démocraties populaires" et, de plus, "nos masses" n'en veulent pas non plus⁴³. » La défense de l'URSS et des démocraties populaires se complique au fil des révélations mettant au jour la réalité du Goulag ou le sort réservé aux dissidents. Au lendemain de la diffusion d'un reportage sur le dispositif concentrationnaire soviétique, diffusé en décembre 1975 à la télévision française, le PCF se voit contraint de dénoncer publiquement la répression en URSS. En octobre 1976, lors d'une réunion de soutien organisée à la Mutualité, Pierre Juquin serre ostensiblement la main du mathématicien dissident Leonid Pliouchtch récemment expulsé d'URSS après un

internement forcé de quatre ans en institution psychiatrique⁴⁴. Jusqu'à la mi-1977, les critiques sont plus franches et publiques. « L'image qui est donnée du socialisme nous regarde, écrit Kanapa dans l'hebdomadaire du parti *France nouvelle* en octobre 1976. [N]ous luttons pour le socialisme [or] ce qui affaiblit la force d'attraction du socialisme, ce n'est pas [...] la critique que nous faisons de ces manquements, c'est leur existence⁴⁵. » En novembre 1977, en marge des célébrations du soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre à Moscou, auxquelles Georges Marchais refuse de se rendre, Paul Laurent déplore l'influence négative qu'exercent les « atteintes à certaines libertés individuelles et collectives » dans les pays socialistes au moment où le PCF cherche à « gagner des millions et des millions de travailleurs à l'idée du socialisme⁴⁶ ».

- 21 Pendant les années 1970, se pose aussi le problème des évolutions en cours en Europe. À l'instar de leurs camarades italiens, les communistes français appellent de leurs vœux le « dépassement des blocs ». Face à cet idéal – mal défini – d'une Europe unie se dressent quatre obstacles : la puissance accrue de l'Allemagne de l'Ouest, l'Alliance atlantique, la poursuite de l'intégration européenne et l'attitude jugée trop accommodante de Moscou vis-à-vis des dirigeants ouest-européens.
- 22 Bête noire du PCF depuis sa création en 1949, la RFA est perçue comme une menace grandissante en raison de son poids économique. Devant la réunion du comité central de juin 1976, Jean Kanapa dénonce « la place croissante prise en Europe occidentale par l'impérialisme ouest-allemand », dont les « monopoles [...] imposent leurs exigences en matière industrielle, monétaire, agricole et sociale⁴⁷ ». Ces « ambitions dominatrices », estime le PCF, vont de pair avec une « austérité accrue », qu'illustre effectivement en 1976 l'attitude ferme du gouvernement social-démocrate du chancelier Helmut Schmidt lors de l'octroi de prêts du Fonds monétaire international (FMI) à l'Italie et au Royaume-Uni. Or la rigueur budgétaire que la RFA tente d'imposer à ses partenaires s'inscrit à rebours de la politique volontariste promue par l'Union de la gauche. Enfin, les communistes français critiquent le leader ouest-allemand pour son opposition claire à l'Union de la gauche au sein de l'Internationale socialiste⁴⁸.
- 23 La question de l'OTAN et la poursuite de l'intégration européenne sont examinées de façon quasi indifférenciée dans les rapports des différentes instances du PCF. Aux yeux de ce dernier, toutes deux servent l'impérialisme et le capitalisme américains, la première dans sa dimension politico-militaire et la seconde dans sa dimension politique et économique. En résulte une double subordination des intérêts nationaux des peuples européens : à travers ses institutions supranationales la Communauté économique européenne (CEE) entrave la souveraineté des États membres et renforce l'influence de la RFA tandis que l'Alliance atlantique inféode les Européens aux États-Unis. Pour les dirigeants communistes français, Bonn agit en « commis voyageur de l'impérialisme américain et de l'anticommunisme⁴⁹ ». D'où l'opposition résolue du PCF à l'élection au suffrage universel du Parlement européen qui renforcerait la légitimité démocratique de ce dernier, véritable projet « de mise en pièce de la souveraineté nationale, de fuite en avant vers un bloc politico-militaire petit-européen, de barrage au droit de notre peuple à décider de son sort⁵⁰ ». Et donc de mener à bien la transition vers le socialisme en France.
- 24 Pour les communistes français, la montée en puissance de l'Allemagne de l'Ouest et la poursuite de l'intégration européenne sont d'autant plus déplorables qu'elles apparaissent indirectement soutenues par l'URSS et ses satellites eux-mêmes. Modérer

l'ardeur révolutionnaire est une chose, favoriser les adversaires d'un parti frère en est une autre. Les relations constructives qu'entretiennent l'URSS avec les dirigeants ouest-européens leur confèrent trop de légitimité. En outre, elles sapent les critiques du PCF à l'égard du pouvoir de centre droit en France qui visent à faire apparaître l'alternative de gauche comme seule crédible. Les avanies se succèdent. Les communistes français n'ont évidemment guère apprécié le soutien indirect apporté au candidat Giscard entre les deux tours de l'élection présidentielle en mai 1974 mais gardent le silence dans un premier temps. Toutefois, Georges Marchais exprime ses reproches plus fermement au PCUS après que le Premier ministre Jacques Chirac a été reçu à Moscou en dépit des mises en garde des camarades français. Pire, les propos attribués à Brejnev selon lesquels « on peut avoir confiance en Giscard d'Estaing » n'ont pas été démentis. De même, le PCF est ulcéré que les critiques publiques formulées à ses dépens par Chirac depuis la capitale soviétique soient restées sans réponse⁵¹. En outre, éditée en de nombreuses langues et connue comme un espace de (très) relative liberté et de débat, la *Nouvelle Revue internationale* (NRI) sape les intérêts des communistes français, estime Kanapa. Celle-ci refuse de publier un article critique à l'égard du pouvoir giscardien tandis qu'y paraissent des textes éreintant l'Union de la gauche et le tournant jugé révisionniste des communistes français. La tension monte entre le responsable de la Pollex et la direction éditoriale de la publication, conduisant à la décision du PC français de ne plus éditer la NRI. « Une telle revue ne convient plus », tranche Kanapa en mars 1977⁵². Le voyage d'une délégation du Parti socialiste (PS) dirigée par François Mitterrand est également mal vécu. À l'instar des bons rapports que Moscou entretient avec le Parti social-démocrate allemand (SPD), le dialogue avec les socialistes français assoit la stature internationale de François Mitterrand, un appui mal venu alors qu'une succession de scrutins locaux ou nationaux montre que le rapport de force PS-PC tourne à l'avantage du premier⁵³. Le PCF, à juste titre, se sent trahi à tous les niveaux.

Union de la gauche, eurocommunisme : « pas de social-démocratie mais un socialisme démocratique »

- 25 Entre son ambition d'exercer le pouvoir au niveau national, en exploitant pour ce faire une supposée « crise du capitalisme », et l'abaissement des tensions entre blocs qu'engendre la détente et les obstacles qui se dressent face à lui, le PCF tente dans les années 1970 un difficile équilibre. Mal définie, décidée d'en haut, la politique du PCF évolue au fil des événements, des revers et des opportunités. Davantage ballotée par les conjonctures que guidée par une stratégie claire enracinée dans une longue réflexion, elle se caractérise par des louvoiements permanents entre ouvertures et replis⁵⁴. Le parti est à la recherche d'une troisième voie entre la social-démocratie, que les communistes français continuent de rejeter, et le modèle des démocraties populaires qui agit comme repoussoir⁵⁵. Pour l'adapter au cadre démocratique ouest-européen, le PCF se sent contraint d'énoncer une réforme des modalités de transition vers le socialisme sans toutefois qualifier son approche de réformiste. En cela, les communistes français sont en phase avec leur camarades italiens et espagnols. « Il ne peut exister aucune confusion entre "eurocommunisme" et social-démocratie dans le domaine idéologique », affirme en 1977 le secrétaire général du Parti communiste espagnol (PCE) Santiago Carrillo dans son livre manifeste *Eurocommunisme et État*. Le premier, explique-

t-il, « se propose de transformer la société capitaliste, et non de la gérer ». Pour autant, insiste Carrillo, « la stratégie "eurocommuniste" se propose de réaliser une convergence avec les partis socialistes et sociaux-démocrates, avec les forces chrétiennes progressistes, avec tous les groupes démocratiques non inféodés à la propriété de type monopolistique⁵⁶ ».

- 26 Avant de trouver une résonance au niveau international à travers l'eurocommunisme, la stratégie des communistes français est avant tout nationale. S'ils veulent exercer le pouvoir, les communistes n'ont d'autre choix que de s'allier avec les socialistes. Déjà à l'élection présidentielle de 1965, le PCF a fait le choix d'une candidature commune, celle de François Mitterrand, pour affronter le général de Gaulle. Dans les années 1970, la première étape de la stratégie communiste est la signature du Programme commun de gouvernement avec le Parti socialiste auquel les radicaux de gauche s'associent⁵⁷. En politique étrangère, le PCF s'engage notamment en cas d'entrée au gouvernement à maintenir la France au sein de l'OTAN. La publication du *Défi démocratique* en 1973 voit le parti embrasser toutes les libertés « bourgeoises » et envisager une Europe réconciliée qui n'est « ni antiaméricaine, ni antisoviétique⁵⁸ ». Enfin, lors de l'élection présidentielle de 1974, les communistes soutiennent la candidature unique de François Mitterrand.
- 27 Tant que le parti soutient indéfectiblement l'Union soviétique et les démocraties populaires, cependant, sa profession de foi démocratique peine à convaincre. Son positionnement vis-à-vis de la transition démocratique au Portugal qui s'ouvre au printemps 1974 ne contribue guère à améliorer son image. Alors qu'aux élections du 25 avril 1975 le Parti communiste portugais (PCP) n'arrive qu'en troisième position, très loin derrière les socialistes et le parti de centre droit, le « processus révolutionnaire » se poursuit. « Les élections n'ont rien – ou très peu – à voir avec la dynamique d'une révolution. Je vous promets qu'il n'y aura pas de parlement au Portugal », affirme Alvaro Cunhal, le chef du PCP⁵⁹. Jusqu'à la fin de l'été 1975, le PCF soutient ses camarades portugais et compromet le rapprochement avec le PCI et le PCE qui tous deux prennent leurs distances face à l'attitude antidémocratique du PCP. En mai 1973, pourtant, Enrico Berlinguer et Georges Marchais ont eu des échanges constructifs à Bologne. Les deux leaders furent les principaux instigateurs de la conférence des PC occidentaux, organisée à Bruxelles en janvier 1974, durant laquelle la domination du PCUS sur le communisme européen a été contestée. Mais cet élan semble arrêté : « Les relations avec le PC français sont désormais quasiment interrompues », déplore un membre de la direction du PCI en avril 1975, évoquant un « retour en arrière⁶⁰ ». Le 20 juin, Marchais qualifie la stratégie de compromis historique avec les démocrates-chrétiens d'opportunisme politique⁶¹. Les derniers mois de l'année voient toutefois le PCF changer et se rapprocher du PCI. En novembre 1975, le sommet PCF-PCI s'annonce comme celui de la réconciliation et d'un nouveau départ. Pour le PCF, c'est le début de la période eurocommuniste qui s'ouvre. Celle-ci s'exprimera de manière forte jusqu'à la rupture de l'Union de la gauche à l'automne 1977, puis dans une variante dégradée jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979.
- 28 Lors de son XXII^e congrès, les 3 et 4 février 1976, le PCF effectue un pas supplémentaire vers la définition d'un socialisme indépendant de Moscou. Avec l'abandon de la dictature du prolétariat, le PCF s'écarte de l'un des fondamentaux du marxisme-léninisme. Selon Charles Fiterman, responsable du secrétariat de Georges Marchais, l'acte est avant tout symbolique :

« Elle constituait une sorte d'icône sur la cheminée dont il fallait se débarrasser pour donner tout son sens à la démarche engagée⁶². »

- 29 Pour Moscou, cependant, la décision relève du sacrilège car elle bafoue les lois du marxisme-léninisme selon lesquelles la dictature du prolétariat constitue l'unique voie vers le socialisme⁶³. Mais la démarche du PCF est aussi électorale et la décision de l'abandonner, décidée en petit comité, relève du réalisme politique⁶⁴. Comme l'explique Jean Kanapa dans *France nouvelle*, « le passé n'a pas réponse à tout ». Interdire l'opposition ou imposer la censure n'est tout simplement plus envisageable⁶⁵.
- 30 Le virage pris entre novembre 1975 et février 1976 trouve son origine dans trois événements ou développements. Tout d'abord, les efforts de Moscou pour saper les ambitions du PCF apparaissent désormais intolérables et injustes. Les communistes français refusent que leurs intérêts soient subordonnés à ceux de l'URSS et des républiques socialistes : « La solidarité ne peut être une solidarité privilégiée à l'égard d'un quelconque parti au nom de priorités qui ne seraient pas celles de notre propre lutte », affirme Patrick Le Mahec à Moscou en octobre 1977⁶⁶. La rébellion du PCF est donc une arme de négociation pour obtenir davantage d'autonomie et d'espace de liberté vis-à-vis du modèle soviétique, revendication jugée légitime eu égard à sa loyauté. L'expression publique des désaccords reflète l'échec de ces négociations et les humiliations subies. Ensuite, les dirigeants communistes veulent améliorer leur image dans la lutte qui les oppose à leurs partenaires socialistes. Or, si l'abandon de la dictature du prolétariat et la critique des pays socialistes font courir le risque d'une perte d'identité, en faire l'économie engendre le risque de voir l'engagement démocratique du PCF décrédibilisé et le PS siphonner encore davantage de voix à son profit. Enfin, il y a la place grandissante occupée par Jean Kanapa dont l'influence ne cesse de croître durant la décennie 1970 et ce jusque peu avant sa mort à l'été 1978⁶⁷.
- 31 L'adhésion à l'eurocommunisme n'intervient que dans un second temps et n'est principalement envisagée qu'en tant que chambre de résonance et vitrine de prestige. En politique intérieure, les PC italien, français et espagnol constatent qu'ils ne peuvent exercer le pouvoir qu'en énonçant de nouvelles modalités d'arrivée au pouvoir compatibles avec la démocratie, ce qui induit le rejet de la *doxa* marxiste-léniniste, à commencer par la dictature du prolétariat et le statut de parti guide exercé par le PCUS. En faisant cause commune, les trois PC espèrent renforcer leurs chances au niveau national. Pour les communistes français, toutefois, s'ajoute une dimension d'image. Contrairement à ces derniers, les communistes italiens enchaînent les succès électoraux. Le PCI obtient 33,5 % des voix aux élections régionales de mai 1975, à l'issue desquelles il préside trois régions et en coprécide trois autres avec les socialistes italiens. Aux élections générales de juin 1976, il recueille 34,4 % des suffrages. Fort de ce résultat, le parti de Berlinguer obtient la présidence de la chambre basse du Parlement et entame la période de « solidarité nationale » qui s'étend jusqu'à juin 1979⁶⁸. Le PCI jouit en outre d'un prestige certain et suscite l'intérêt de la presse progressiste européenne et nord-américaine⁶⁹. La popularité et l'aura de son leader fascinent certains dirigeants communistes français⁷⁰. Mais les choses s'arrêtent là. Pour le PCF, insistent Georges Marchais et Jean Kanapa, il ne s'agit pas de créer un nouveau centre du communisme international. Les relations avec le PCI resteront avant tout formelles et l'opinion vis-à-vis du PCE, qui va plus loin dans sa critique de l'Union soviétique, demeurera au mieux mitigée⁷¹.

32 Vue de Moscou, l'hérésie exprimée par les eurocommunistes à laquelle le PCF s'associe temporairement n'en est pas moins forte et culmine lors de la conférence de Berlin, fin juin 1976, et du sommet de Madrid en mars 1977. À Berlin-Est, la conférence censée réaffirmer l'unité des PC européens est un échec. Pendant la phase préparatoire, Kanapa n'a cessé de pourfendre la trahison de l'esprit révolutionnaire de ses camarades de l'Est. Le 16 juin, Berlinguer réitère la nécessité de l'appartenance de l'Italie à l'Alliance pour l'équilibre international et déclare même se sentir « plus en sécurité » à l'ouest du rideau de fer pour construire le socialisme⁷². Durant la conférence, les leaders eurocommunistes affichent leur différence en rejetant publiquement le rôle de parti guide du PCUS. Le leader espagnol joue la provocation :

« Durant de longues années, Moscou fut notre Rome et la grande révolution socialiste d'Octobre notre Noël. C'était la période de notre enfance. Aujourd'hui nous sommes devenus adultes⁷³. »

33 Le vent de rébellion culmine lors du « sommet eurocommuniste » de mars 1977, qui se réunit à Madrid pour soutenir la légalisation du PCE dans l'Espagne postfranquiste. Moscou prend la menace d'un nouveau schisme très au sérieux et ne ménage pas ses intimidations sur les trois partis. Si les schismes yougoslave et chinois défiaient l'hégémonie du PCUS, ils ne touchaient pas au modèle marxiste-léniniste. Il en va autrement des eurocommunistes qui contestent les deux⁷⁴. À son retour, Georges Marchais ne goûte pas moins la publicité qu'il retire de son appartenance au groupe eurocommuniste, estimant qu'elle renforce sa position dans son bras de fer avec Moscou visant à obtenir plus d'autonomie⁷⁵.

34 Si le « sommet eurocommuniste » marque l'apogée du phénomène, il annonce en fait son déclin. Les pressions de Moscou et les contradictions du positionnement du PCF ont progressivement raison des velléités d'indépendance des communistes français. Le siège reçoit en mars 1977 une lettre du comité central du PCUS. Pour ce dernier, la direction du PC français est coupable de s'être livrée à des « attaques infondées sur la politique du PCUS », à la multiplication des critiques envers la démocratie soviétique et à l'expression « publique » de désaccords. Si la démission de Georges Marchais n'est ni exigée ni suggérée dans le document, c'est bien la conclusion implicite qu'on retire de sa lecture⁷⁶. Bien que la lettre soit très fermement condamnée au sein des instances dirigeantes, l'effet ne s'en fait pas moins sentir. Dès lors, les critiques se font plus discrètes. Par ailleurs, Kanapa va trop loin dans la dénonciation des régimes socialistes ; son étoile pâlit tandis que sa santé se détériore⁷⁷. Son audace a servi le désir d'affirmation de Georges Marchais mais ce dernier craint pour l'unité du parti qui compte toujours des figures attachées au lien avec l'URSS, à l'instar de Roland Leroy ou de Gaston Plissonnier. En Espagne, le PCUS s'active pour fomenter une scission et affaiblir Santiago Carrillo⁷⁸. Pour reprendre la main et mieux se différencier des socialistes, le PCF exige l'actualisation du Programme commun et se montre inflexible. En conséquence, PS et PC se présentent divisés aux élections législatives de mars 1978 et perdent un scrutin qui semblait longtemps acquis à la gauche⁷⁹.

35 La mort de Kanapa à l'été 1978, auquel succède Maxime Gremetz, met un terme aux attaques concernant les régimes socialistes. Si la disparition du chef de la Poley n'explique pas à elle seule ce changement, elle met en lumière le rôle essentiel qu'il joua dans la tentative d'émancipation du PCF. Son action au sommet fut primordiale mais, pour ainsi dire, hors-sol. Sans racines ni terreau favorable, la greffe eurocommuniste n'a pas pris au PCF. C'est là l'une des différences majeures avec le PCI

où le projet de compromis historique s'est inscrit dans un passé qui, sans contester l'hégémonie de Moscou, valorisait le polycentrisme et une certaine autonomie. Il paraît néanmoins inexact d'affirmer que le parti retourne complètement au *statu quo ante*. Certes, le XXIII^e congrès soutient que le bilan des pays socialistes s'avère « globalement positif » mais il n'est plus question d'affirmer, comme le faisait Kanapa en 1973, que leurs sociétés sont supérieures « dans tous les domaines⁸⁰ ». L'année 1979 voit d'ailleurs l'effort de normalisation des relations avec le PCUS achopper sur la question des libertés. Les Français insistent pour que les divergences entre les deux partis apparaissent dans le communiqué commun. Les tensions persistent. En juillet, devant Maxime Gremetz, Boris Ponomarev raille la conception erronée et naïve des Français :

« Si vous arrivez au pouvoir et le gardez dix ans, vous verrez ce qu'il faut faire pour le garder dans l'intérêt des travailleurs. [...] Construisez le socialisme que vous voulez mais ne critiquez pas l'URSS⁸¹. »

- 36 Le désaccord est à nouveau mis en lumière lors du voyage de Charles Fiterman à Moscou en octobre : « Comment voulez-vous que les travailleurs comprennent qu'on ne puisse pas critiquer l'URSS », demande le Français. « Le socialisme pour les gens "ça vaut le coup" si cela conduit à des progrès dans tous les domaines de la vie et les libertés individuelles fondamentales comptent beaucoup dans la vie⁸². » Au terme de la rencontre Marchais-Brejnev de janvier 1980, le PCUS accepte la mention de divergences entre les deux partis dans le premier communiqué commun depuis 1972. « Le document adopté à Moscou [...] fera date pour l'ensemble du mouvement communiste international » se félicite le premier secrétaire⁸³. Toutefois, c'est surtout le soutien de Marchais à l'intervention soviétique en Afghanistan, annoncé en direct à la télévision française, qui fera date, signalant dans l'opinion publique le retour du PCF à une position de docilité à l'endroit de l'URSS.

Conclusion

- 37 La stratégie du PCF a échoué en raison de contradictions insolubles. Le « socialisme démocratique » du PCF se voulait une troisième voie entre le socialisme dit « réel » des républiques démocratiques et la social-démocratie. Néanmoins, une fois la dictature du prolétariat abandonnée, les libertés et les règles démocratiques « bourgeoises » adoptées, le socialisme démocratique du PCF ressemble à s'y méprendre à la social-démocratie. Les Soviétiques ne manquent pas de le relever. Ils signifient à leurs camarades français combien leur destin est lié à celui des pays socialistes et combien la dénonciation de ces derniers se révèle contre-productive :
- « La critique de l'URSS n'aide pas les PC qui la pratiquent car si après soixante ans le socialisme va si mal chez nous, cela ne va pas encourager la classe ouvrière des pays capitalistes à lutter pour le socialisme⁸⁴. »
- 38 La remarque révèle les tensions auxquelles le PCF est confronté et la fragilité de son positionnement. Si le parti embrasse la démocratie et critique le modèle soviétique, pourquoi les travailleurs français voteraient-ils pour les communistes plutôt que pour les socialistes ? En somme, le PCF est condamné à soutenir un modèle discrédité ou à poursuivre son déclin au profit du Parti socialiste dans l'Union de la gauche.
- 39 Avec le recul, les positions de Kanapa apparaissent d'emblée intenable. Les intérêts d'État de l'Union soviétique et des républiques socialistes impliquaient une détente privilégiant les échanges et la stabilité des rapports avec l'Ouest. Le prosélytisme

anticapitaliste devait de ce fait passer au second plan : « L'idéologie est à usage interne seulement », confia Brejnev à ses proches conseillers en 1972⁸⁵. L'insistance de Kanapa sur le combat contre l'impérialisme et le capitalisme impliquait par conséquent que les dirigeants du bloc socialiste subordonnent leurs intérêts d'État, notamment économiques, aux vues et aux intérêts électoraux du PCF, une exigence extravagante ou naïve. Entre 1974 et fin 1979, le PCF a professé une orthodoxie inverse de celle de l'URSS et de ses satellites. Sa direction se montra dogmatiquement intransigeante sur la question de l'internationalisme et de la lutte des classes et souple sur les modalités de transition au socialisme en politique intérieure là où Moscou et les républiques socialistes modéraient leur rhétorique anti-impérialiste à l'international mais restaient fermes sur le dogme marxiste-léniniste en politique intérieure. Vu de Moscou, le PCF péchait par excès de zèle dans le premier et par hérésie dans le second. Il fallait de l'audace pour donner des leçons de marxisme-léninisme aux pays du « socialisme réel » dans le domaine de l'internationalisme alors que le PCF rejetait la dictature du prolétariat et contestait le rôle de parti guide du PCUS pour améliorer sa posture électorale en France.

- 40 Certaines remarques glanées dans les rapports issus des conférences des PC européens ne laissent pas de surprendre. Ceux-ci déplorent la confusion dans les pays socialistes entre État et parti comme s'il s'agissait d'une tendance nouvelle. De même regrettent-ils que les intérêts soviétiques et des camarades des pays socialistes passent avant ceux des Partis communistes ouest-européens⁸⁶. Concevoir qu'il pût en être autrement paraît pour le moins fantaisiste. Dans leur affrontement avec les camarades des pays socialistes, les Français ne pouvaient l'emporter. Le PCI s'est engagé plus tôt et plus durablement dans la réflexion concernant ses rapports avec l'Est, sa place dans le cadre démocratique et son positionnement dans l'environnement politico-militaire ouest-européen. Il a su tracer une voie semi-indépendante au sein du MCI qui s'est poursuivie dans les années 1980, sans toutefois rompre avec ce dernier. De même, Enrico Berlinguer a nourri l'espoir de contribuer au changement progressif des régimes socialistes⁸⁷. Pour autant, il n'a jamais eu l'audace ou la naïveté de revendiquer un statut d'égalité avec le PCUS.
- 41 La différence entre les partis français et italien est aussi perceptible sur la question européenne. Sur ce thème, l'historiographie a montré comment le PCI avait accepté, à contrecœur dans un premier temps, puis embrassé l'existence de la CEE en soutenant l'élection au suffrage universel du Parlement européen, en jouant un rôle constructif au sein de ses instances et en nouant des liens avec la social-démocratie dans le but d'influer sur sa politique là où le PCF agit comme force de blocage, avant d'accepter plus tard, grâce à l'émergence d'experts des questions européennes, la réalité de la CEE et l'élection au suffrage universel⁸⁸. De manière générale, durant cette période, l'Europe occupe une place moins importante dans les débats chez les communistes français que chez leurs camarades transalpins. Après la signature du Programme commun, le PCF adopte une double stratégie vis-à-vis de l'Europe et de l'OTAN qu'ils envisagent, on l'a vu, comme les deux faces d'une même médaille. Sa participation à l'Union de la gauche implique en principe que le parti soutienne les engagements de la France au sein de l'OTAN et de la CEE. Toutefois, l'intention cachée est bien « d'échapper à tout alignement et de mettre sa totale indépendance au service d'initiatives effectives de paix, de désarmement et de dissolution des blocs⁸⁹ ». Or pour les communistes français, fidèles à leur conception offensive de la détente, « l'antagonisme qui existe entre socialisme et capitalisme en tant que systèmes économiques et sociaux est un

antagonisme irréductible [qui] doit inévitablement se terminer par la victoire de l'un sur l'autre, du socialisme sur le capitalisme⁹⁰ ». En clair, malgré son engagement en faveur du *statu quo* sur l'Europe et l'Alliance atlantique, les communistes entendent saper les deux de l'intérieur tout en faisant preuve d'inconséquence, une lacune qu'on retrouve aux différents niveaux de la politique nationale et internationale du parti durant toute la décennie. Sur la détente, la direction du PCF, emmenée par Kanapa, n'a cessé de prôner une attitude offensive, sans toutefois définir un plan d'action concret ni déterminer les modalités de sa mise en œuvre. Dans sa relation avec les socialistes, la direction a soufflé le chaud et le froid au gré des revers électoraux. Le parti a voulu initier des changements profonds, mais brusques et mal digérés, dans le but de résoudre des tensions insolubles. L'objectif était irréaliste, d'autant que le parti fut confronté à de forts vents contraires, qu'il s'agisse de la détente, de la crise du MCI, de l'émergence de l'importance des droits de l'homme, de l'interdépendance croissante et de mondialisation, ou de la poursuite de l'intégration européenne.

NOTES

1. Pour une excellente vue d'ensemble, voir Michele Di Donato, « Landslides, Shocks, and New Global Rules : The US and Western Europe in the New International History of the 1970s », *Journal of Contemporary History*, vol. 55, n° 1, 2020, p. 182-205.
2. Sur l'avènement des droits de l'homme dans les relations internationales, voir notamment Samuel Moyn, *The Last Utopia : Human Rights in History*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2009.
3. Gilles Vergnon, « Convaincre du programme commun ? François Mitterrand et les grands partis socialistes européens », dans Danielle Tartakowski et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité. Le programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012, p. 147-159.
4. Christophe Batardy, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 136, 2017, p. 115-129 ; Table ronde, « La rupture du programme commun », dans Danielle Tartakowski et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité*, op. cit. p. 273-298 ; Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, Paris, L'Archipel, 2006, p. 375-458.
5. Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, 2^e éd., Paris, PUF, 2000, p. 361-367.
6. Poul Villaume, Rasmus Mariager et Helle Porsdam, *The Long 1970s : Human Rights, East-West Détente and Transnational Relations*, Abingdon, Routledge, 2017. Voir aussi Jeremi Suri, *The Global Revolutions of 1968*, New York, Norton, 2007 ; Robert Gildea, « The Global 1968 and International Communism », dans Juliane Fürth, Silvio Pons et Mark Selden (dir.), *The Cambridge History of Communism*, vol. 3, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 23-49 ; Aurélie Andry et alii, « Rethinking European integration history in light of capitalism : the case of the long 1970s », *European Review of History/Revue européenne d'histoire*, vol. 26, n° 4, 2019, p. 553-572 ; Umberto Tulli, « The Search for a European Identity in the Long 1970s : External Relations and Institutional Evolution in the European Community », *Contemporary European History*, vol. 25, n° 3, 2016, p. 537-550 ; Angela Romano, « Untying Cold War knots : The EEC and Eastern Europe in the long 1970s », *Cold War History*, vol. 14, n° 2, 2014, p. 153-173.

7. Voir notamment Jeremi Suri, *Power and Protest: Global Revolution and the Rise of Détente*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2003 ; Federico Romero, *La Guerra fredda. L'ultimo conflitto per l'Europa*, Turin, Einaudi, 2009, p. 224-281 ; Mario Del Pero, « Détente and the Global Sixties », dans Chen Jian et alii (dir.), *The Routledge Handbook of the Global Sixties : Between Protest and Nation-Building*, Abingdon, Routledge, 2018, p. 277-288 ; Vladislav Zubok, « The Soviet Union and Détente of the 1970s », *Cold War History*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 427-447 ; Jussi Hanhimäki, « Conservative Goals, Revolutionary Outcomes : The Paradox of Détente », *Cold War History*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 503-512.
8. Daniel Sargent, *A Superpower Transformed : The Remaking of American Foreign Relations in the 1970s*, New York, Oxford University Press, 2015 ; Barbara Zanchetta, *The Transformation of American International Power in the 1970s*, New York, Cambridge University Press, 2014.
9. Report of the Council of NATO, « The Future Tasks of the Alliance », 13-14 décembre 1967, http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_26700.htm [consulté le 17 décembre 2020].
10. Voir les contributions de Gottfried Niedhart, Werner Lippert et Stephan Kieninger dans Oliver Bange et Poul Villume (dir.), *The Long Détente : Changing Concepts of Security and Cooperation in Europe, 1950s-1980s*, Budapest, CEU Press, 2017. Voir aussi Frédéric Heurtebize, « Eurocommunism and the Contradictions of Superpower Détente », *Diplomatic History*, vol. 41, n° 4, 2017, p. 747-771.
11. Vladislav Zubok, *A Failed Empire : The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 2007, p. 192-226 ; Alexeï Kozovoï, *Brejnev, l'anti-héros*, Paris, Perrin, 2021.
12. Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Bobigny (AD93), Archives du PCF (APCF), Fonds Jean Kanapa (FJK), 317J13, Rapport de Raymond Guyot au BP du PCF sur les entretiens Brejnev-Nixon, 15 juin 1972.
13. AD93, APCF, 261J5/31, Réunion du secrétariat du 17 décembre 1974. Voir aussi Fondation nationale des sciences politiques, Direction des ressources et de l'information scientifique - Département archives (FNSP, DRIS, DA), Fonds Kanapa/Streiff (FKS), chemise 6, doc. 143, Jean Kanapa, rapport présenté au comité central sur la situation internationale et la politique de la France, 26 mai 1973.
14. AD93, APCF, 261J4/30, Rapport du BP du 6 juillet 1973.
15. AD93, APCF, 261J5/30, Étienne Fajon, réunion du secrétariat général du 26 juin 1973.
16. AD93, APCF, 261J2/50, Georges Marchais, discours devant le comité central, 19 janvier 1974.
17. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 7, doc. 156, PCF, *La lutte contre l'antisoviétisme*.
18. Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978. Une singulière histoire du PCF*, 2 t., Paris, L'Harmattan, 2001.
19. Rapport de Jean Kanapa sur « la situation internationale et la politique extérieure de la France », 26 mai 1973, doc. cit.
20. Cité dans Valentine Lomellini, *Les Liaisons Dangereuses : French Socialists, Communists and the Human Rights Issue in the Soviet Bloc*, Bruxelles, Peter Lang, 2012, p. 89-90.
21. National Archives, College Park, State Department Access to Archival Database, Telegram 30644 from Paris to State, « The French View of U.S.-Soviet Détente », 29 novembre 1973.
22. AD93, APCF, 261J2/51, Georges Marchais, discours devant le CC, 27 mai 1975.
23. *Ibid.*
24. Ford Presidential Library, Ann Arbor, Michigan, NSA, MemCons 1973-77, box 6, Memorandum of conversation, Ford, Kissinger, Leone, Moro, 25 septembre 1974.
25. Alessandro Brogi, *Confronting America : The Cold War between the United States and the Communists in France and Italy*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 2011, p. 325.
26. L'économie française enregistre une croissance annuelle moyenne de 4,1 % entre 1970 et 1979. Sur la période de cinq ans entre 1975 et 1979 qui comprend le recul de 1 % du PIB

de 1975, la croissance moyenne est de 2,9 %. « Évolution du produit intérieur brut et de ses composantes : données annuelles de 1950 à 2019 », INSEE, 29 mai 2020, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2830613> [lien consulté le 3 avril 2021].

27. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 12, doc. 340, Rapport de Jean Kanapa au bureau politique, 4 janvier 1974.

28. Basic Principles of Relations Between the United States of America and the Union of Soviet Socialist Republics, 29 mai 1972, *Foreign Relations of the United States, 1969-1976*, vol. 1, *Foundations of Foreign Policy, 1969-1972*, Washington, USGPO, 2003, doc. 116.

29. Frédéric Heurtebize, *Le péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014 ; Umberto Gentiloni Silveri, *L'Italia sospesa : La crisi degli anni Settanta vista da Washington*, Turin, Einaudi, 2009 ; Lucrezia Cominelli, *L'Italia sotto tutela. Stati Uniti, Europa e crisi italiana degli anni Settanta*, Florence, Le Monnier, 2014 ; Alessandro Brogi, *Confronting America*, op. cit., p. 304-346.

30. Jiri Valenta, « Eurocommunism and Eastern Europe », *Problems of Communism*, vol. 27, n° 2, 1978, p. 48-49. Voir aussi « Hearing before the Commission on Security and Cooperation in Europe », 96th Congress, 2nd session on Implementation of the Helsinki Accord, vol. XII, March 25, 1980, Washington, USGPO, 1980, p. 39.

31. Discours d'investiture de John F. Kennedy, 20 janvier 1961.

32. Cité dans Federico Romero, *La Guerra fredda*, op. cit., p. 25. Voir aussi Norman Naimark, *Stalin and the Fate of Europe*, Cambridge (MA), The Belknap Press of Harvard University Press, 2019.

33. Voir notamment Odd Arne Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005 ; Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The World Was Going Our Way : The KGB and the Battle for the Third World*, New York, Basic Books, 2005 ; Piero Gleijeses, *Conflicting Missions : Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, Chapel Hill (NC), University of North Carolina Press, 2003.

34. Signé à Helsinki en août 1975, l'acte final de la conférence marquera à la fois l'apogée de la détente et une victoire pour les dirigeants soviétiques, du moins à court terme car la CSCE s'avérera un processus à double-détente. Si Helsinki reconnaît *de jure* la division de l'Europe, l'accord renferme un potentiel dynamique fort : en plaçant la question des droits de l'homme et de la circulation des idées au centre du processus, il fragilisera la position de l'URSS et des démocraties populaires et contribuera à la réunification de l'Europe la décennie suivante. Sur ce thème voir notamment Nicolas Badalassi, *En finir avec la guerre froide. La France, l'Europe et le processus d'Helsinki*, Rennes, PUR, 2014 ; Sarah B. Snyder, *Human Rights Activism and the End of the Cold War : A Transnational History of the Helsinki Network*, New York, Cambridge University Press, 2011 ; Nicolas Badalassi et Sarah B. Snyder (dir.), *The CSCE and the End of the Cold War : Diplomacy, Societies and Human Rights, 1972-1990*, New York, Berghahn Books, 2018 ; Angela Romano, *From Détente in Europe to European Détente : How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, Peter Lang, 2009 ; Daniel C. Thomas, *The Helsinki Effects : International Norms, Human Rights, and the Demise of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 2001 ; Jacques Andréani, *Le piège : Helsinki et la chute du communisme*, Paris, Odile Jacob, 2005.

35. Silvio Pons, *The Global Revolution. A History of International Communism, 1917-1991*, trad. Allan Cameron, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 288.

36. André Steiner, « The Decline of Soviet-Type Economies », dans Juliane Fürth, Silvio Pons et Mark Selden (dir.), *The Cambridge History of Communism*, op. cit., vol. 3, p. 203-223 ; Suvi Kansikas, « Acknowledging economic realities. The CMEA policy change vis-à-vis the European Community, 1970-3 », *European Review of History/Revue européenne d'histoire*, vol. 21, n° 2, 2014, p. 311-328 ; Stephen Kotkin, « The Kiss of Debt », dans Niall Ferguson et alii (dir.), *The Shock of the Global : The 1970s in Perspective*, Cambridge (MA), Belknap Press of Harvard University Press, 2010, p. 80-92 ; Federico Romero, « Socialism Between Détente and Globalisation », dans Angela Romano et Federico Romero (dir.), *European Socialist Regimes' Fateful Engagement with the West*,

Abingdon, Routledge, 2020, p. 13-30 ; Odd Arne Westad, *The Cold War : A World History*, New York, Basic Books, 2017, p. 527-552 ; Silvio Pons, *The Global Revolution*, op. cit., p. 271-284, 297-305.

37. Maud Bracke, « From the Atlantic to the Urals ? Italian and French communism and the question of Europe, 1956-1973 », *Journal of European Integration – Revue d’histoire de l’intégration européenne – Zeitschrift für Geschichte der Europäischen Integration*, vol. 13, n° 2, 2007, p. 41.

38. AD 93, APCF, FJK, 317J13, Note de Jean Kanapa au BP sur une session du CC du PCUS, 2 mai 1973.

39. FNSP, DRIS, DA, chemise 7, doc. 157-158, Intervention de Jean Kanapa à la seconde réunion préparatoire de la conférence des PC d’Europe, Budapest. Voir aussi FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 14, doc. 380, Intervention de la délégation du PCF à la réunion de Varsovie, 16 octobre 1974.

40. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 8, doc. 175, Information au BP sur le 25^e congrès du PCUS, 30-31 mars 1976.

41. Voir les lettres de Léonid Brejnev (PCUS), d’Erich Honecker (SED) et de Todor Jivkov (PC bulgare) adressées en juin 1976 à Georges Marchais, FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 12, doc. 342.

42. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 12, doc. 342, Note de la délégation du PCF, 16 mars 1976.

43. Anatoly Chernyaev, *The Diary of Anatoly S. Chernyaev : 1974*, National Security Archive Electronic Briefing Book No. 471, traduit et édité par Anna Melyakova, p. 21-22.

44. Pierre Juquin, *De battre...*, op. cit., p. 365.

45. Cité dans Gérard Streiff, *Jean Kanapa*, op. cit., t. 2, p. 67.

46. AD93, APCF, 317J13, FJK, Intervention de Paul Laurent à Moscou, 5 novembre 1977,

47. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 8, doc. 184, Rapport de Jean Kanapa au comité central, 20-21 juin 1976.

48. Gilles Vergnon, « Convaincre du programme commun », art. cit., p. 147-160. Sur le rôle du chancelier allemand dans le domaine économique, voir Kristina Spohr, *The Global Chancellor : Helmut Schmidt and the Reshaping of the International Order*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 10-32.

49. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 14, doc. 379, Projet de rapport de Jean Kanapa sur la situation internationale, 1975 ; AD93, APCF, 261J5/34, Note au secrétariat, « Campagne contre le projet giscardien d’élection du Parlement européen au suffrage universel » (26 janvier 1977), rapport du 3 février 1977.

50. AD93, APCF, 261J5/33, Section Polex, note au secrétariat, « Campagne contre les élections supranationales au Parlement européen » (10 mars 1976), réunion du secrétariat général, 11 mars 1976.

51. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 6, doc. 167, Jean Kanapa, rapport au comité central, 14-15 avril 1975, et chemise 10, doc. 305, « Démarche auprès du PCUS pour dénoncer l’attitude antisoviétique de Giscard d’Estaing », 16 mai 1975. Voir aussi, AD93, APCF, 241J4/32, la réunion du BP du 3 avril 1975.

52. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 8, doc. 199, Jean Kanapa, note au secrétariat, 16 mars 1977 ; FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 9, doc. 258, Lettre du comité de rédaction de la *NRI* au CC du PCF, janvier ou février 1978. Voir aussi FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 8, doc. 160, Intervention de Jean Kanapa à la *NRI*, janvier 1974.

53. Projet de rapport de Jean Kanapa sur la situation internationale, 1975, doc. cit.

54. Roger Martelli, Serge Wolikow et Jean Vigreux, *Le parti rouge. Une histoire du PCF, 1920-2020*, Paris, Armand Colin, 2020, ch. 9.

55. Marco Di Maggio, *Alla ricerca della terza via al socialismo : I PC italiano e francese nella crisi del comunismo, 1964-1984*, Naples, ESI, 2014.

56. Santiago Carrillo, *Eurocommunisme et État*, trad. Jacques Rillard, Paris, Flammarion, 1977, p. 154.

57. Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit. p. 367-374 ; Denis Lefebvre, « Le parti socialiste à l'heure de l'union de la gauche » et Jean Vigreux, « Le Parti communiste à l'heure de l'union de la gauche », dans Danielle Tartakowski et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans l'unité*, op. cit., p. 35-56.
58. Georges Marchais, *Le défi démocratique*, Paris, Grasset, 1973.
59. Kenneth Maxwell, *The Making of Portuguese Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 148.
60. Fondation Gramsci (Rome), archives du PCI, *direzione*, mf. 203, p. 353-355, Gianfranco Pajetta, réunion de la direction du PCI, 23 avril 1975.
61. Alex MacLeod, « The PCI's Relations with the PCF in the Age of Eurocommunism, May 1973-June 1979 », *Studies in Comparative Communism*, vol. 13, n° 2-3, 1980, p. 176.
62. Charles Fiterman, entretien avec l'auteur, Paris, 16 février 2009.
63. Laura Fasanaro, « Eurocommunism : An East German Perspective », dans Leopoldo Nuti (dir.), *The Crisis of Détente in Europe : From Helsinki to Gorbachev, 1975-1985*, Abingdon, Routledge, 2009, p. 246.
64. Sur la décision d'abandonner la dictature du prolétariat, voir Gérard Streiff, *Jean Kanapa*, op. cit., t. 2, p. 19-46.
65. Jean Kanapa, « Le passé n'a pas réponse à tout », *France nouvelle*, 4 octobre 1976, p. 20-22.
66. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 14, doc. 384, Note de Patrick Le Mahec sur l'état des divergences entre le PCF et le PCUS, 28 octobre 1977. Patrick Le Mahec est membre de la Polex. Pour montrer leurs désaccords, ni Georges Marchais ni Jean Kanapa ne se sont rendus aux festivités marquant le sixième anniversaire de la révolution d'Octobre.
67. Gérard Streiff, *Jean Kanapa*, op. cit., t. 2, ch. 1-6 ; Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 364-365.
68. Voir notamment Silvio Pons, *I Comunisti e gli altri. Visioni e legami internazionali nel mondo del Novecento*, Turin, Einaudi, 2021, ch. 6.
69. Frédéric Heurtebize, *Le péril rouge*, op. cit., p. 110-116.
70. Entretien avec Charles Fiterman.
71. La critique du livre manifeste de Santiago Carrillo, *Eurocommunisme et État*, n'est guère positive : « Il mord le trait. » FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 9, doc. 237, Note de la Polex sur le livre de Santiago Carrillo « L'Eurocommunisme et l'État », juillet 1977.
72. Umberto Gentiloni Silveri, *L'Italia sospesa*, op. cit., p. 173.
73. Emanuele Treglia, « El PCE y el movimiento comunista internacional (1969-1976) », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, vol. 37, 2015, p. 245. Sur l'eurocommunisme dans sa variante espagnole, voir aussi Emanuele Treglia, « Un partido en busca de identidad. La difícil trayectoria del eurocomunismo español », *Historia del presente*, vol. 18, n° 2, 2011-12, p. 25-41 ; Andrea Donofrio, « El final del eurocomunismo y el partido comunista de España (PCE) », *Studia historica. Historia contemporánea*, vol. 31, 2013, p. 167-189 ; Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, op. cit., p. 88.
74. Roger Martelli, Serge Wolikow et Jean Vigreux, *Le parti rouge*, op. cit., ch. 9.
75. Valentine Lomellini estime que le PCF ambitionnait en outre de devenir l'acteur principal de la mouvance eurocommuniste. Voir Valentine Lomellini, *Les relations dangereuses*, op. cit., p. 101-104.
76. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 8, doc. 201, Lettre du PCUS au CC du PCF, 18 mars 1977 ; Gérard Streiff, *Jean Kanapa*, op. cit., t. 2, p. 80-90.
77. Gérard Streiff, *Jean Kanapa*, op. cit., t. 2, p. 155-188.
78. Maud Bracke, *Which Socialism, Whose Détente ? West European Communism and the Czechoslovak Crisis*, Budapest, CEU Press, 2007, p. 350.
79. Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 374-379 ; Judith Bonnin, « La Politique internationale du PCF entre Union de la gauche et solidarité avec

Moscou : le regard du Parti socialiste », dans Romain Ducoulombier et Jean Vigreux, *Le PCF, un parti global (1919-1989). Approches transnationales et comparées*, Dijon, EUD, 2019, p. 319-330.

80. Rapport de Jean Kanapa, 26 mai 1973, doc. cit.

81. AD93, APCF, FJK, 317J/13, Entretien entre Maxime Gremetz et Boris Ponomarev à Moscou, 23-25 juillet 1979.

82. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 10, doc. 282, Sténogramme des entretiens PCUS-PCF, 10-11 octobre 1979.

83. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 10, doc. 285, Intervention de Georges Marchais sur les relations entre PCUS et PCF et divergences, Moscou, 9 janvier 1980.

84. Entretien entre Maxime Gremetz et Boris Ponomarev à Moscou, 23-25 juillet 1979, doc. cit.

85. Anatoly Chernyaev, *The Diary of Anatoly S. Chernyaev : 1972*, trad. Anna Melyakova, éd. Svetlana Savranskaya, National Security Archives, 2012, p. 33, <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB379/1972%20as%20of%20May%2024,%202012%20FINAL.pdf> [consulté le 12 décembre 2020].

86. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 8, doc. 190, Intervention de Raymond Guyot au CC, 30-31 mars 1976 ; FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 9, doc. 245, Projets d'argumentaire pour Paul Laurent respectivement sur les questions de la démocratie, sur les enjeux internationaux et sur les relations entre les deux partis, novembre 1977. Voir aussi Information de Jean Kanapa au BP sur le 25^e congrès du PCUS, 30-31 mars 1976, doc. cit.

87. Silvio Pons, *I Comunisti e gli altri*, op. cit., ch. 5-6.

88. Voir la contribution de Michele Di Donato dans ce numéro. Voir aussi Paolo Ferrari, *In cammino verso l'Occidente. Berlinguer, il PCI e la comunità europea negli anni settanta*, Bologne, Clueb, 2007. Voir aussi Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea. I PCI e i rapporti con le socialdemocrazie, 1964-1984*, Rome, Carocci, 2015 ; Donald Sassoon, « La sinistra, l'Europa e il PCI », dans Roberto Gualtieri (dir.), *Il PCI nell'Italia repubblicana (1943-1991)*, Rome, Carocci, 2001, p. 223-249. Pour le PCF, voir Nicolas Azam, *Le PCF confronté à « l'Europe ». Une étude socio-historique des prises de position et des recompositions partisans*, Paris, Dalloz, 2017 et « Une pièce de la fabrique de la politique étrangère du PCF. L'institutionnalisation de la section de politique extérieure (1946-1978) », dans Romain Ducoulombier et Jean Vigreux, *Le PCF, un parti global*, op. cit., p. 135-147.

89. FNSP, DRIS, DA, FKS, chemise 9, doc. 245, Projets d'argumentaire pour Paul Laurent respectivement sur les questions de la démocratie, sur les enjeux internationaux et sur les relations entre les deux partis, novembre 1977.

90. Projet de rapport de Jean Kanapa sur la situation internationale, 1975, doc. cit.

RÉSUMÉS

Marquée par l'Union de la gauche et par sa brève adhésion à l'eurocommunisme, la politique du Parti communiste français (PCF) dans les années 1970 se révèle à la fois défensive et offensive. Elle est défensive en ce qu'elle vise à parer à des forces adverses telles que la crise de l'internationalisme communiste, l'image dégradée de l'Union soviétique et l'opposition de cette dernière à l'avènement d'un gouvernement de gauche en France. Mais elle s'avère offensive en ce qu'elle ambitionne de saisir les opportunités que lui offre l'abaissement des tensions qu'induit la détente et la crise dans laquelle le capitalisme paraît s'enfoncer pour arriver au pouvoir et mettre

en œuvre un socialisme démocratique. Affectés par la rivalité avec le Parti socialiste (PS), la réflexion autour de ce projet et de la relation avec l'URSS ainsi que le rapprochement avec les partis communistes italien et espagnol restent cependant inaboutis. Si la mort de Jean Kanapa en 1978, force motrice de l'eurocommunisme à la française, n'explique pas à lui seul le retour à des positions plus orthodoxes, elle révèle le faible enracinement de la démarche réformatrice tout comme la force des liens avec le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) au sein du PCF.

In the 1970s, the policy of the French Communist Party was marked by the Union of the Left and the short-lived support for Eurocommunism. That policy proved defensive in that it aimed at facing adverse developments such as the crisis of the International Communist Movement or the growing awareness of Moscow's disastrous human rights record. But it was also offensive in that it endeavored to grasp new opportunities – détente and the so-called “crisis of capitalism” – which, they argued, called for the implementation of democratic socialism. But the execution of that strategy was plagued by intensifying rivalries with the Socialist Party, abrupt changes and inconsistencies in its relations both with the CPSU and the Italian and Spanish CPs. Although Jean Kanapa's death does not alone explain the PCF's return to more orthodox positions, it highlights the shallowness of the reformist streak within the party as well as the deep-seated bond with the CPSU.

INDEX

Mots-clés : eurocommunisme, détente, parti communiste français (PCF), parti communiste italien (PCI), Europe

Keywords : eurocommunism, détente, parti communiste français (PCF), parti communiste italien (PCI), Europe

AUTEUR

FRÉDÉRIC HEURTEBIZE

Frédéric Heurtebize est maître de conférences en histoire et civilisation américaines à l'université Paris Nanterre, membre du Centre de recherches d'études anglophones (CREA) et chercheur associé à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Spécialiste des institutions et de la politique étrangère des États-Unis, il est l'auteur du *Péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme* (PUF, 2014). Il a récemment codirigé un ouvrage collectif intitulé *Alliances and Power Politics in the Trump Era : America in Retreat ?* (Palgrave Macmillan, 2020).

Des communistes français à la découverte du Parlement européen (1973-1989) : les usages partisans d'une institution parlementaire

French Communists discover the European Parliament (1973–1989) : Partisan usage of a parliamentary institution

Nicolas Azam

- 1 En 2019, après quarante-six années de présence ininterrompue, le Parti communiste français (PCF) perdait sa représentation au Parlement européen. Cet effacement ne sanctionne pas seulement le délitement de son audience électorale. Il prolonge un long processus de décomposition de la famille des partis issus de la Troisième Internationale. Après avoir longtemps préempté le terrain de la contestation de gauche de l'Europe communautaire, les partis communistes paraissent trop affaiblis pour bénéficier de l'exacerbation des critiques envers l'Union européenne.
- 2 Parmi les six États fondateurs des Communautés européennes, la France et l'Italie sont ceux dans lesquels ont existé les partis communistes les plus influents. L'histoire comparée du PCF et du Parti communiste italien (PCI) ainsi que celle de leurs relations ont fait l'objet d'une abondante littérature¹, réservant une attention particulière à la période de l'eurocommunisme des années 1970, celle durant laquelle ils semblaient aux portes du pouvoir, y compris aux yeux de dirigeants occidentaux². Cependant, le groupe parlementaire européen qu'ils ont formé de 1973 à 1989 est un des lieux assez peu étudiés où des responsables des deux formations ont été amenés à coopérer³. Son existence a reposé la question ancienne de l'opportunité et des conséquences de l'incursion des forces dites « révolutionnaires » dans les institutions constitutives de l'ordre politique établi. En France, la présence prolongée du PCF dans des assemblées nationales et locales avait déjà pu contribuer à une relative acculturation républicaine. Certains communistes redoutèrent qu'elle conduisît à une forme de domestication le détournant de l'objectif de faire advenir un autre système politique et social⁴.

- 3 De même, l'obtention de sièges au Parlement européen a-t-elle modifié les conceptions du PCF en matière européenne ? Si ces effets sont assimilés à une adhésion au « projet européen », alors ils sont certainement plus limités au PCF qu'au PCI où une conversion idéologique plus ancienne et plus profonde se déroula. Toutefois, si on élargit le champ de l'analyse aux multiples manières d'investir cet espace politique européen en construction, de percevoir les opportunités offertes par l'institution parlementaire et d'en user, alors d'autres évolutions plus significatives peuvent être constatées. Le resserrement sur les acteurs et leurs activités donne à voir du rapport du PCF à l'Europe communautaire une réalité plus nuancée et complexe que le simple recensement des déclarations partisans contre l'intégration européenne. Pour ce faire, les archives du PCF ont été consultées, plus précisément celles de ses instances dirigeantes mais aussi d'acteurs clés dans la conduite de sa politique internationale et européenne. Elles ont été complétées par des entretiens avec plusieurs de ceux ayant été en fonction au Parlement européen et/ou ayant eu des responsabilités partisans en lien avec les questions européennes, ainsi que par la lecture des programmes et des productions éditoriales. Après avoir retracé l'évolution des positions du PCF sur l'intégration européenne avant et après l'accession à une représentation parlementaire européenne, nous relèverons les nouvelles ressources que l'institution parlementaire met à sa disposition et leurs usages avant de préciser le degré d'autonomie de la délégation du PCF au Parlement européen.

L'évolution des positions du PCF sur l'intégration européenne, au miroir de celles du PCI

De la discorde franco-italienne au rapprochement

- 4 L'évolution des positions officielles du PCF sur l'intégration européenne ne peut être ramenée à une simple conséquence mécanique de l'entrée d'élus communistes au Parlement européen puisqu'elle lui est pour partie antérieure. Initialement, l'Europe communautaire a été considérée au sein du monde communiste comme un sous-produit de la guerre froide fracturant le continent. Dans cette optique, elle n'était qu'une des bases économiques du dispositif organisé, sous l'égide des États-Unis, autour de l'alliance militaire que constitue l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). Au moins à ses prémices, cette perception semble accréditée par la forte imbrication des multiples assemblées supranationales créées à l'Ouest dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale (Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier devenue plus tard « Parlement européen », Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, Conférence parlementaire de l'OTAN), autant d'institutions dont le fonctionnement et le personnel ne se dissocient que progressivement⁵.
- 5 Cette grille de lecture est peu à peu retouchée, mais elle l'est plus rapidement et profondément au PCI qu'au PCF⁶. Le lancement de la Communauté économique européenne (CEE) à la fin des années 1950 se télescope avec les désaccords qui fissurent le monde communiste au sujet de la déstalinisation et de la forme d'organisation du mouvement communiste international⁷. Ainsi, le PCF récuse la proposition italienne en faveur du « polycentrisme » car il craint un écartèlement qui affaiblirait le mouvement communiste dans son ensemble. Dans la continuité de ce raisonnement, mais aussi pour

ne pas se plier au cadre institué par les fondateurs du Marché commun, les dirigeants du PCF sont rétifs à ce qui pourrait s'apparenter à une institutionnalisation trop poussée des liens entre les partis communistes des pays membres de la CEE. Ces divergences sont à rapporter aux relations alors notoirement mauvaises entre les directions des deux partis. Ainsi, dans le PCF du début des années 1960, « italien » est une épithète infamante synonyme de « révisionniste » pour qualifier certains opposants internes⁸.

- 6 Ces tensions s'apaisent au milieu des années 1960 et un rapprochement s'esquisse. Il est facilité par la nouvelle stratégie d'alliances nationales et internationales du PCF dans un contexte de dégel des relations Est/Ouest qui favorise un réexamen des analyses héritées des premiers temps de la guerre froide. Le rassemblement de la gauche française contre le pouvoir gaulliste nécessite des ajustements théoriques (*l'aggiornamento*⁹) et donne lieu à plusieurs cycles de négociations qui aboutiront à la signature du Programme commun en 1972¹⁰. Il prévoit qu'une France gouvernée par la gauche veillerait à préserver sa liberté d'action tout en restant membre de la CEE et qu'elle œuvrerait à soustraire l'une et l'autre de l'emprise des monopoles. En parallèle, les communistes français et italiens se sont mutuellement soutenus dans leur demande de représentation au sein des instances communautaires. Tandis que le PCI obtient satisfaction pour lui-même en 1969, des émissaires des deux partis se rencontrent à Rome en 1970 et s'y prononcent « pour la révision du Marché commun, mais le contenu de cette idée reste vague¹¹ », comme l'admet Jacques Denis, un des participants français. Au PCF, l'exigence de représentation est une question de principe justifiée au nom du statut revendiqué de grande force politique incontournable, mais elle n'est pas précédée d'un plan très élaboré de transformation de la CEE. Le fonctionnement concret des instances communautaires est assez peu connu et étudié.

Des mots d'ordre communs mais des divergences persistantes

- 7 L'arrivée d'élus PCF au Parlement européen en 1973 permet la formation d'un groupe communiste dans cette assemblée. Elle se produit au moment où le PCF et le PCI sont en quête d'une reconnaissance comme partis politiques aptes à gouverner¹². Ceci passe entre autres par la recherche d'une crédibilité au plan international et le travail engagé pour ne plus apparaître comme inconditionnellement inféodés à l'URSS¹³. Telle est l'orientation suivie par Jean Kanapa, chef de la section de politique extérieure du PCF de 1973 à 1978. Ces efforts se déclinent également sur le terrain européen. Chef de file des premiers parlementaires du PCF désignés pour siéger dans l'enceinte européenne, Gustave Ansart assure ne pas y aller « pour "amender" l'Europe, mais pour la transformer. Pour la démocratiser il faut qu'à l'Europe des technocrates dirigée par les grandes sociétés financières succède l'Europe des travailleurs¹⁴ ». Ce mot d'ordre fait l'objet d'un long développement dans la déclaration de Bruxelles adoptée en 1974 par les partis communistes des pays capitalistes européens¹⁵. Pour autant, l'accès au pouvoir des « forces ouvrières et démocratiques » dans chaque pays est considéré au PCF comme le chemin le plus sûr vers le socialisme, qui demeure l'objectif principal auquel la transformation du cadre communautaire est subordonnée. Plutôt que de substituer au modèle soviétique un autre modèle, le rapprochement avec le PCI sous la bannière de l'eurocommunisme vise à dégager des convergences sur ce que pourrait être une transition pacifique au socialisme, mais sans annuler les différends, dès lors mis sur le compte des spécificités nationales.

- 8 Que faire de l'Europe communautaire dans les différents scénarios envisagés ? Que recouvre l'exigence de « démocratisation » proclamée ? Si les deux partis s'accordent pour l'extirper de la mainmise des monopoles et de la logique des blocs¹⁶, ils divergent sur la manière de procéder et, parfois, sur les finalités. Dans les années 1970, pour les communistes italiens, le processus d'intégration achoppe sur les divergences d'intérêts entre les bourgeoisies nationales et « les contradictions entre les États-Unis et les États-membres de la CEE¹⁷ » changent la donne. Ils en appellent à une large coalition des « forces démocratiques » pour poursuivre l'effort d'unification européenne, en reprendre le contrôle et en réorienter le contenu dans le sens des intérêts des travailleurs. La transformation du Parlement européen en assemblée constituante, la revalorisation de ses prérogatives, voire l'avènement d'un gouvernement supranational soumis à son contrôle, pourraient contribuer à la « démocratisation » de l'édifice communautaire¹⁸. En 1976, la délégation parlementaire européenne du PCI accueille dans ses rangs en tant qu'apparenté l'ancien commissaire européen et fervent fédéraliste Altiero Spinelli. Les communistes français, quant à eux, reprochent aux tenants de cette vision de nourrir des illusions. Les partisans d'une Europe supranationale seraient, pour la plupart, trop attachés à l'Alliance atlantique, ce qui entraverait la marche vers un « socialisme aux couleurs de la France » (XXII^e Congrès, 1976). La « démocratisation » de l'Europe communautaire consisterait plutôt en une meilleure association des organisations représentatives des travailleurs à la prise de décision et en la garantie d'une pleine liberté des peuples de chaque pays à choisir leur modèle de société. Aussi, lorsqu'en 1977, après l'avoir vertement dénoncé, Georges Marchais accepte du bout des lèvres le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, il le conditionne à un engagement solennel que ses compétences ne soient pas étendues¹⁹. À la fin de la décennie, au moment où s'ouvrent des discussions sur l'adhésion à la CEE de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, alors que le PCI y voit une opportunité de déplacer le centre de gravité de l'Europe communautaire vers le Sud, le PCF s'y oppose en tant qu'elle menacerait des intérêts économiques français, qu'elle serait également nuisible aux travailleurs des pays concernés et qu'elle servirait de prétexte au renforcement des organes de décision supranationaux. Le plus connu des eurodéputés apparentés au PCF à partir de 1979 sera Emmanuel Maffre-Baugé, écrivain et figure du syndicalisme viticole militant contre cet élargissement.

Le Parlement européen comme gisement de ressources aux multiples usages

Des postes et des moyens propices au développement d'une activité européenne

- 9 Pour certains observateurs, les élus défiants envers l'Europe communautaire seraient prédisposés à reproduire une posture uniquement protestataire au sein de l'assemblée européenne²⁰. Cela étant, le souci de présenter aux électeurs quelques résultats concrets peut porter certains d'entre eux à moins d'intransigeance²¹. En fait, le degré d'adhésion au « projet européen » n'est pas toujours prédictif de l'attitude observée car des comportements plus ambivalents peuvent être adoptés par un même acteur, en fonction des sujets débattus et de ses dispositions sociales à s'en emparer²². Dès lors, les

opposants déclarés à l'Europe communautaire n'adoptent pas toujours une attitude de retrait mais peuvent être enclins à utiliser les ressources puisées au sein de l'institution parlementaire et, pour ce faire, d'intérioriser les règles qui y ont cours. Ces atouts peuvent être mis au service de l'organisation partisane y compris dans la compétition politique nationale²³.

- 10 Avant 1979, les membres du Parlement européen sont des parlementaires nationaux désignés par leurs pairs. La réforme de la procédure de vote interne aux assemblées parlementaires françaises rend possible, à partir de 1973, l'envoi de représentants du PCF dans l'arène européenne. Dans ce laps de temps, sept communistes français vont ainsi cumuler deux mandats parlementaires. À l'image du reste du personnel politique du PCF, ils sont peu diplômés (une seule est bachelière) et d'extraction populaire (quatre ouvriers, un paysan, un comptable et une institutrice). Hormis Gustave Ansart, par ailleurs occupé par ses fonctions de membre du Bureau politique, ils cumulent tous plusieurs mandats électifs locaux et nationaux. La compétition politique à ces échelles demeure leurs horizons d'action.
- 11 Pour les assister, le Parlement européen permet l'embauche de collaborateurs. Ces postes échoient à des militants jeunes, entrés au PCF à la faveur du renouvellement des années post-1968, et diplômés de l'enseignement supérieur. Leur recrutement se fait dans la précipitation et déroge aux règles de contrôle biographique qui régissent alors le déroulement des carrières au PCF²⁴. Diplômé en science politique à Strasbourg et étudiant à l'Institut des hautes études européennes, Gérard Streiff, chargé de suivre l'actualité européenne depuis Paris, se souvient que sa première mission fut d'enseigner aux nouveau élus européens les rudiments d'un système politique communautaire méconnu²⁵. Diplômé en droit, Gérard Laprat se souvient que les dirigeants du PCF ne « savaient pas du tout ce qu'ils allaient faire avec ces gens qu'ils embauchaient parce qu'ils savaient pas du tout ce qu'ils allaient faire au Parlement européen²⁶ ». Les secrétaires généraux adjoints du groupe communiste sont Daniel Debatisse puis Sylvain Dreyfus, tous deux diplômés en économie. La présence continue de ces collaborateurs dans les instances européennes leur permet de s'y familiariser, au point de devenir rapidement les spécialistes des questions européennes au PCF.
- 12 Pour convaincre la hiérarchie partisane de l'utilité de leur travail au sein de cette assemblée aux compétences alors limitées²⁷, ils énumèrent les opportunités offertes²⁸. Tout d'abord, elle constitue une tribune pour faire connaître les thèses du PCF, ce qui converge avec la fonction de l'eurodéputé communiste telle que Gustave Ansart l'a définie : porter la voix des « millions de travailleurs de l'usine, de la mine, des champs, mais aussi de la culture, de la recherche, en un mot de la place de [notre] pays en Europe et dans le monde²⁹ ». Toutefois, cet usage tribunicien nécessite de maîtriser les règles particulières du Parlement européen relatives au temps de parole. De plus, il n'est pas exclusif d'autres usages. Ainsi, les institutions européennes donnent accès à des informations de première main afin d'étayer ou de préciser les positions partisans. Elles sont extraites de rapports officiels mais se transmettent aussi par voie orale, y compris dans des échanges informels, ce qui implique de mener tout un travail de relations publiques pour construire des relations cordiales. Ces renseignements nourrissent les interventions et articles publiés par des eurodéputés et leurs auxiliaires dans la presse et les revues partisans. Ainsi, des extraits d'un avis de la Commission européenne sont cités pour confirmer au public militant les répercussions négatives plausibles de l'élargissement de la CEE³⁰.

- ¹³ De même, la présence au Parlement européen démultiplie les activités internationales du PCF, aspect considéré comme essentiel pour une formation revendiquant son internationalisme. Des contacts sont pris et entretenus avec des représentants politiques non communistes en Europe, mais aussi au-delà. Comme il est indiqué dans un rapport d'activités, « les précisions apportées par le parti à nos positions ont influencé le travail du groupe, en élargissant par une attitude offensive nos possibilités de contacts (exemple : contacts avec certains travaillistes de gauche)³¹ ». Les voyages parlementaires et les séances de l'Assemblée paritaire CEE-ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) sont l'occasion de montrer des convergences avec des mouvements politiques du « tiers-monde ».
- ¹⁴ Enfin, les moyens logistiques et financiers mis à disposition par l'institution permettent de faire prendre en charge des frais de traduction, d'éditer des documents (bulletins d'information, extraits d'interventions parlementaires) pour diffuser des « idées dans les milieux européens³² », attirer l'attention de la presse. Dans le bilan d'activités qui fait état de ces diverses opportunités, les communistes italiens sont donnés en exemple pour leur propension à s'en saisir.

Les effets contrastés de l'élection au suffrage universel direct

- ¹⁵ Présentée comme une manière de revigorer la dynamique communautaire, l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, autrefois refusée par les dirigeants du PCF³³, est appréciée sous un nouveau jour à mesure que le scrutin se profile. Des notes internes relèvent le profit que le PCF peut en tirer. D'une part, elle réintroduit dans la vie politique française le scrutin proportionnel, qui a la faveur des communistes. D'autre part, son effet le plus immédiat serait un gain de sièges : quinze à dix-huit sont espérés³⁴. En définitive, dix-neuf candidats de la liste PCF sont élus en juin 1979 (parmi lesquels un sortant en la personne de Gustave Ansart), et dix d'entre eux seront réélus cinq ans plus tard.
- ¹⁶ Bien que cette croissance de la délégation permette une meilleure représentation des professions « intellectuelles » (sept eurodéputés peuvent y être assimilés contre une précédemment), pour le reste, la cohorte des dix-huit nouveaux élus ressemble socialement à celle qui l'a précédée. Majoritairement masculine (quatorze hommes) et assez peu diplômée (seul le tiers à accompli des études secondaires ou supérieures), les élus ayant exercé des métiers associés aux milieux populaires y restent majoritaires (sept ouvriers, trois employés, deux paysans), ce qui les distingue de leurs collègues des autres forces représentées au Parlement européen³⁵. Cette distance sociale aurait pu les isoler et compromettre leur faculté à se débattre lors des joutes parlementaires³⁶. Toutefois, ce désavantage relatif est contrebalancé par le fait qu'ils ne sont pas des novices en politique. Lorsqu'ils entrent au Parlement européen, ce sont des militants partisans et/ou syndicaux aguerris et engagés depuis une, voire plusieurs décennies. Qui plus est, leur professionnalisation politique est déjà amorcée puisque ce sont très souvent des permanents occupant des positions en moyenne plus élevées dans la hiérarchie partisane que leurs prédécesseurs de la période 1973-1979. Si on met de côté les trois apparentés, quatorze des quinze nouveaux élus siègent au Comité central du PCF (contre trois sur sept durant la période précédente). L'investissement européen des uns et des autres est variable mais ils ne sont pas démunis pour maîtriser les règles du jeu institutionnel européen. Ils sont également plus disponibles que leurs

prédécesseurs du fait de la dissociation naissante entre les mandats parlementaires nationaux et européens. Seuls trois des élus de 1979 sont également députés nationaux et cinq autres détiennent un mandat électif local.

- 17 Chef de la délégation à partir de 1981, René Piquet symbolise cette inflexion³⁷. Titulaire d'un CAP de mécanicien, il exerce ce métier avant de devenir brièvement technicien EDF. Adhérant au PCF peu après la Seconde Guerre mondiale, il devient rapidement permanent puis dirigeant fédéral avant d'être propulsé au Comité central en 1961 puis au Bureau politique trois ans plus tard. D'abord actif dans son département d'origine du Loir-et-Cher, il est finalement chargé de suivre le Midi toulousain mais sans parvenir à y établir un fief électoral. L'élection européenne permet de délivrer un mandat parlementaire à des cadres et dirigeants qui, comme lui, luttent dans des zones où le PCF totalise un nombre de trophées électoraux jugé insuffisant³⁸. Il s'agit d'en user ultérieurement pour y accroître l'influence du PCF. Tout en étant investi de responsabilités partisans sensibles (il est un temps chargé de la gestion des cadres du PCF), il peut d'autant mieux libérer du temps pour sa fonction d'eurodéputé qu'il s'agit de son seul mandat électif.
- 18 La croissance de la représentation parlementaire européenne du PCF permet également de revendiquer l'emploi de collaborateurs supplémentaires ainsi que le poste de secrétaire général du groupe communiste, mais aussi d'autres fonctions prestigieuses pour les élus. Ainsi, Danielle De March obtient la vice-présidence du Parlement européen en 1979, tandis que Francis Wurtz met à profit sa vice-présidence de la commission du développement, de 1984 à 1989, pour nouer des liens avec des représentants de grandes causes politiques internationales.
- 19 L'accès à ces ressources est un effet à court terme de l'élection au suffrage universel direct car il dépend de la santé électorale du PCF, or elle se dégrade au fil du temps. En revanche, l'effet à long terme le plus notable est que cette élection constitue une échéance où le PCF est contraint de périodiquement rédiger un programme abordant les questions européennes. En 1979, une liste de vingt propositions est publiée afin de donner un contenu électoralement attrayant à « l'Europe des travailleurs ». Les spécialistes attitrés des sujets européens rédigent un ouvrage qui actualise la doctrine européenne du PCF³⁹. À l'approche de la campagne de 1979, acceptant une proposition émanant du Parlement européen, des cadres communistes sont envoyés comme stagiaires dans des séminaires animés par des fonctionnaires européens leur enseignant le fonctionnement du système politique communautaire⁴⁰. Par la suite, la répétition des élections européennes routinisera la manière d'aborder les sujets européens pour une frange plus large de militants.
- 20 En revanche, un effet attendu mais non advenu de ce nouveau mode d'élection est la visibilité accordée au Parlement européen. Si Georges Marchais a été désigné tête de liste en 1979, c'est parce qu'il était anticipé que l'onction populaire ainsi que la notoriété des autres figures concourant à cette élection (François Mitterrand et Willy Brandt sont cités) confèreraient au Parlement européen « un relief⁴¹ » plus important. En fait, les compétences de cette assemblée ne se sont pas automatiquement accrues dans la foulée du scrutin. La plupart des personnalités les plus connues, dont Georges Marchais, espacèrent leurs venues et le retentissement médiatique des débats parlementaires resta limité.

Le degré d'autonomie de la délégation du PCF au Parlement européen

La coexistence avec les communistes italiens

- 21 En donnant des moyens d'action et en poussant à faire travailler ensemble des acteurs politiquement proches, l'appartenance à un groupe facilite l'insertion au Parlement européen⁴². Cela étant, le groupe communiste est desservi par les relations complexes entre les partis auxquels sont reliées ses deux principales composantes. Ses principes de fonctionnement sont posés dans les années 1970, c'est-à-dire lorsque le PCF et le PCI sont en voie de rapprochement. Pourtant, au nom de l'indépendance des « partis frères », la discipline de vote se fait au niveau des délégations, autonomes les unes des autres. Les eurodéputés ne sont redevables que devant les directions partisans qui les ont choisis. L'existence du groupe obéit principalement à des considérations pratiques et les moyens afférents sont répartis au prorata du poids de chaque composante. Officiellement, les désaccords sont banalisés comme la preuve que les communistes ne se soumettent plus à une ligne imposée depuis Moscou, mais leur gestion peut être perçue comme problématique. Dès 1974, une eurodéputée PCF déplore qu'il soit « de plus en plus difficile de coordonner le travail du groupe, d'avoir des réunions de groupe structurées. Des divergences sont apparues, y compris en séance publique. Cela a été le cas au moment du vote de l'augmentation des prix agricoles et, à la dernière session, lors du débat de politique générale où Sauvagnargues⁴³ est intervenu, le camarade Amendola a fait une intervention très "fédéraliste" (selon l'expression même de Sauvagnargues)⁴⁴ ». Afin de contourner les désaccords sur la supranationalité, les délégations sont incitées à trouver des convergences sur des enjeux plus sectoriels. Des rencontres sont organisées en associant parlementaires, dirigeants partisans, syndicaux et associatifs de plusieurs pays sur les droits des femmes, la crise économique, l'industrie automobile ou la pêche. Quelques mois après le sommet de Madrid de mars 1977, point d'orgue de l'eurocommunisme, la réunion périodique d'une commission mixte PCF/PCI est décidée⁴⁵. Ayant l'habitude de se côtoyer, les acteurs en poste dans l'arène européenne en sont les chevilles ouvrières. Lors d'une réunion avec ses interlocuteurs italiens à l'approche du scrutin de 1979, Gustave Ansart admet qu'il ne suffit pas de dénoncer le bilan de la CEE pour convaincre les électeurs et qu'il faut étoffer le volet propositionnel⁴⁶. Mais les discussions entre partis communistes ouest-européens pour actualiser leur déclaration de Bruxelles échouent.
- 22 Au seuil des années 1980, l'eurocommunisme n'est déjà plus qu'un souvenir. Les lignes des deux partis s'écartent de plus en plus et le PCI privilégie l'intensification de ses relations avec les partis sociaux-démocrates⁴⁷. En 1980, une rencontre entre François Mitterrand et Enrico Berlinguer en marge d'une session du Parlement européen suscite l'ire de Georges Marchais, rival du leader du PS en vue de l'élection présidentielle⁴⁸. Néanmoins, la direction du PCF n'a jamais officiellement acté la fin de l'eurocommunisme, ce qui aurait été interprété comme un aveu que son orientation générale a changé dans un sens pro-soviétique et moins unitaire. Aussi, le maintien d'un groupe parlementaire l'associant au PCI demeure symboliquement important pour le PCF. Lorsque Altiero Spinelli, soutenu par le PCI, est chargé par le Parlement européen de piloter des travaux sur le projet d'union politique, les élus PCF se tiennent à l'écart. Pariant sur son échec, ils désapprouvent l'initiative mais sans en faire un casus

belli. Elle ne manque d'ailleurs pas d'adversaires bien au-delà du PCF⁴⁹. L'avis largement partagé, y compris au sein de la diplomatie française, est que l'intégration peut se régénérer davantage par des politiques sectorielles que par une réforme institutionnelle. Si le rapport Spinelli est adopté par le Parlement européen en 1984, les centristes sont les seuls élus français à l'approuver. Ceux du PCF l'ont rejeté tandis que leurs collègues gaullistes n'ont pas pris part au vote et que ceux du PS se sont abstenus. Interrogé à ce sujet, Georges Marchais minimise la portée d'un vote qui a divisé la plupart des groupes parlementaires et qui, de toute façon, « ne [le] préoccupe pas beaucoup car, quand on voit la situation de l'Europe aujourd'hui, il est clair qu'on n'est pas à la veille d'une Europe politique⁵⁰ ». À l'appel de François Mitterrand, les gouvernements reprennent la main sur le projet et son dépeçage ne paraît pas exclu. Du moment que Georges Marchais est assuré que le groupe communiste n'implose pas, les dommages du rapport Spinelli pour le PCF lui semblent mineurs à la veille d'une élection européenne où les enjeux nationaux prévalent.

La tutelle distante de la direction du PCF

- 23 Par-delà leurs dissensions, les eurodéputés de la « gauche critique » se retrouvent dans leur propension à compenser leur infériorité numérique en utilisant les ressources institutionnelles pour se faire les intercesseurs des mouvements sociaux⁵¹. Cette forme de militantisme expert au contact de la « société civile » converge avec les prescriptions de l'institution⁵². Néanmoins, la faculté à se prendre au jeu européen dépend également des relations avec la hiérarchie partisane, qui présélectionne les eurodéputés et décide des collaborateurs recrutés. Plusieurs éléments rendent l'exercice possible.
- 24 Tout d'abord, les appréciations officielles du PCF sur les enjeux européens ne sont ni univoques ni uniformes tout au long de la période d'existence du groupe. Ainsi, de 1977 à 1981, afin d'illustrer le « virage à droite du PS » dénoncé par Georges Marchais, les eurodéputés PCF utilisent leurs positions pour traquer les indices d'une convergence entre élus socialistes et giscardiens au niveau européen⁵³. Mais entre 1981 et 1984, la participation de ministres communistes au gouvernement Mauroy infléchit cette attitude. Survenant au moment où l'intégration européenne semble patinée, il leur apparaît opportun de faire des propositions traduisant le projet d'espace social européen défendu par les autorités françaises⁵⁴. La délégation du PCF mise sur l'inexpérience des nouveaux eurodéputés PS remplaçant ceux devenus ministres pour élargir ses contacts dans le groupe socialiste et se faire le meilleur relais du gouvernement français.
- 25 Cette stratégie est remise en cause après 1984. Mais par-delà ces vicissitudes, du fait de la faible visibilité du Parlement européen et de la haute technicité de ses débats, le suivi des activités quotidiennes des eurodéputés par la direction du PCF est peu intrusif. Comme le confie René Piquet, la principale difficulté était plutôt d'attirer l'attention de ses collègues du Bureau politique sur l'actualité du Parlement européen⁵⁵. Dès lors, les thèses du PCF peuvent s'y décliner sous une forme adaptée autorisant les compromis transpartisans, comme sur les questions agricoles⁵⁶. Secrétaire général du groupe à partir de 1980, Gérard Laprat joue le rôle d'interlocuteur du personnel administratif européen et de conciliateur avec les autres composantes du groupe. Les relations interpersonnelles aident à surmonter les différends. Les frictions sont compensées par

l'admiration que lui et son prédécesseur Sylvain Dreyfus vouent à des élus du PCI dont certains ont été des résistants antifascistes⁵⁷. La tutelle distante de la direction du PCF rend les accommodements possibles :

« Dans la partie française du groupe communistes et apparentés, (il) y avait une distance par rapport à ce qui se passait à la Poles⁵⁸, ce qui nous permettait à la fois de contribuer à la Poles, mais en même temps de gérer comme on avait envie de gérer. Sauf les grandes décisions. À ce moment-là Marchais arrivait. Il était député européen, il faisait son discours et voilà⁵⁹. »

- 26 Commentant les suites du projet Spinelli et l'élaboration de l'Acte unique, Gérard Laprat note que les ambitions institutionnelles ont été revues à la baisse, mais alerte sur un abandon de fait du projet d'espace social européen au profit du Marché unique⁶⁰. Ses notes participent à banaliser l'appréhension des questions européennes sur un registre expert attentif au contenu des politiques européennes et à leurs incidences différenciées sur les secteurs d'action publique. Ceci induit de ne plus résumer l'intégration européenne à un aspect de la guerre froide⁶¹.
- 27 En définitive, la décision du maintien ou non du groupe dépend du choix politique des partis concernés. Au milieu des années 1980, l'affaiblissement du PCF et l'élargissement de la CEE modifient les équilibres internes au groupe. Face à la « relance » européenne, et alors que la perestroïka en URSS remet à l'ordre du jour la question de la réforme du communisme, le groupe se polarise entre une frange italo-espagnole et une tendance franco-gréco-portugaise. En 1989, les dirigeants du PCI décident la création du groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE) sans le PCF, en cohérence avec leur stratégie de redéfinition partisane écartant la référence au communisme :
- « Et puis ce qui est bien avec eux c'est qu'ils nous le disaient comme ça : "on (ne) veut plus être avec vous dans un groupe, on veut pas traîner le poids politique du Parti communiste français"⁶². »
- 28 Le PCF et ses quelques alliés se replient dans une Coalition des gauches avant que les deux rameaux se retrouvent en 1994 dans la GUE, mais sans la majorité des élus italiens, qui rallient le groupe socialiste.

Conclusion

- 29 La représentation au Parlement européen n'a pas, à elle seule, modifié immédiatement et radicalement les positions officielles du PCF. Au cours de la période étudiée, le souci de ses dirigeants a été plutôt de neutraliser les effets de l'intégration européenne pour accroître les chances d'un « socialisme aux couleurs de la France ». Contenues durant l'intermède eurocommuniste, les divergences entre le PCF et le PCI se sont amplifiées jusqu'à la scission du groupe parlementaire. Cependant, l'accès à l'arène européenne a permis à certains des cadres et dirigeants du PCF de se familiariser avec la mécanique communautaire, d'acquérir des compétences pratiques et d'expérimenter la coopération avec des représentants étrangers au-delà de la sphère communiste *stricto sensu*. L'accès au Parlement européen a fait émerger un personnel politique spécialisé dans la prise en charge des questions européennes. Sur le long terme, ceci conjugué à la répétition des élections européennes, aux bouleversements internationaux de la fin du XX^e siècle et au renouvellement du personnel dirigeant du PCF a favorisé la reconnaissance, par cette organisation, de l'Europe communautaire devenue Union européenne comme cadre d'action possible, voire pertinent. Pour autant, seule une frange limitée du personnel partisan a été immergée dans les méandres d'un jeu

institutionnel européen qui, en s'autonomisant, a maintenu à distance le reste du corps militant⁶³, tant et si bien que cette autre manière de concevoir la politique européenne n'a jamais fait consensus. De plus, la présence du PCF au niveau européen s'est réduite au fil de ses échecs électoraux. Enfin, des pratiques accommodantes au Parlement européen ne sont pas forcément synonymes de ralliement au « projet européen » dans son ensemble. Désormais sans accès direct aux institutions européennes, le PCF se trouve privé des ressources qui y sont distribuées, ce qui contribue à son déclassement, y compris au plan national.

NOTES

1. Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.
2. Frédéric Heurtebize, *Le péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014.
3. Tout au long de l'histoire du groupe, le PCF et le PCI composent les deux délégations les plus larges, avec un avantage numérique pour la composante italienne qui détient la présidence du groupe.
4. Cette crainte est un des éléments au principe de la « bolchevisation » entamée vers 1924 contre les « dérives électoralistes » et « opportunistes ». Elle est réactivée notamment après le renvoi des ministres communistes du gouvernement en 1947.
5. Antonin Cohen, « L'autonomisation du "Parlement européen". Interdépendance et différenciation des assemblées parlementaires supranationales (années 1950-années 1970) », *Cultures & Conflits*, n° 85-86, 2012, p. 13-33.
6. Giacomo Benedetto, Lucia Quaglia, « The Comparative Politics of Communist Euroscepticism dans France, Italy and Spain », *Party Politics*, vol. 13, n° 4, 2007, p. 478-499 ; Maud Bracke, « From the Atlantic to the Urals ? Italian and French Communism and the Question of Europe (1956-1973) », *Journal of European Integration History*, vol. 13, n° 2, 2007, p. 33-53 ; Sante Cruciani, « Histoire d'une rencontre manquée : PCF et PCI face au défi de la construction communautaire (1947-1964) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 112-113, 2010, p. 57-76.
7. Marc Lazar, *Maisons rouges, Les parts communistes français et italien de la Libération à nos jours*, op. cit.
8. Frédérique Matonti, Bernard Pudal, « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 130-143.
9. Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.
10. Alain Bergounioux et Danielle Tartakowsky (dir.), *L'union sans unité. Le Programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012 ; Frédérique Matonti, « La fabrique du Programme commun », dans Karim Fertikh, Mathieu Hauchecorne et Nicolas Bué (dir.), *Les programmes politiques. Genèses et usages*, Rennes, PUR, 2016, p. 165-179.
11. Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (AD93), Archives de Jacques Denis, 357 J 1. Compte rendu de la rencontre PCF/PCI à Rome les 25 et 26 juin 1970.
12. En 1973, le PCF fait campagne pour le Programme commun aux élections législatives et, la même année, le secrétaire général du PCI Enrico Berlinguer formule la stratégie du compromis

historique visant la constitution d'une large alliance avec la Démocratie chrétienne pour gouverner.

13. En 1968, le PCF, le PCI et quelques autres « partis frères » se sont retrouvés dans la critique de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Dans les années suivantes, les manquements aux libertés dans les « démocraties populaires » et en URSS sont dénoncés.

14. Gustave Ansart, « Les communistes français au Parlement européen », *France nouvelle*, 16 octobre 1973.

15. Déclaration de la Conférence des partis communistes des pays capitalistes d'Europe du 26 au 28 janvier 1974, *Les Cahiers du communisme*, mars 1974, p. 132-144.

16. AD93, Archives de Jean Kanapa, 317 J 6. Rapport au Comité central, 25-26 mai 1973.

17. AD93, 357 J 33. Intervention de Giorgio Amendola à la conférence des partis communistes des pays capitalistes tenue à Bruxelles, 26-28 janvier 1974.

18. *Ibid.*

19. Retranscription dans *L'Humanité* (18 avril 1977) d'une entrevue de Georges Marchais sur Europe 1.

20. Julien Navarro, *Les députés européens et leur rôle. Sociologie interprétative des pratiques parlementaires*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009.

21. Nathalie Brack, *L'euroscpticisme au sein du Parlement européen. Stratégies d'une opposition anti-système au cœur des institutions*, Windhof, Larcier, 2014.

22. Willy Beauvallet, Sébastien Michon, « Les usages politiques de l'Europe par les eurodéputés de la gauche critique. L'exemple des élus français de la gauche unitaire européenne entre 1979 et 2004 », dans Maria Gainar, Martial Libera (dir.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscpticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours*, vol. 2, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2013, p. 127-139.

23. Pour ne citer que quelques exemples de partis politiques français par ailleurs très différents du PCF : Olivier Gautier, « L' "autre Europe" du Mouvement pour la France et l'europanisation du souverainisme », dans Olivier Baisnée, Romain Pasquier (dir.), *L'Europe telle qu'elle se fait. Europanisation et sociétés politiques nationales*, Paris, 2007, CNRS Éditions, p. 123-143 ; Emmanuelle Reungoat, « Mobiliser l'Europe dans la compétition nationale. La fabrique de l'europanisation du Front national », *Politique européenne*, n° 43, 2014, p. 120-162.

24. Claude Pennetier, Bernard Pudal, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002 ; Paul Boulland, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2016.

25. Entretien, 15 juin 2011.

26. Entretien, 26 septembre 2012.

27. Olivier Costa, *Le Parlement européen, assemblée délibérante*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2001.

28. AD93, 357 J 47, bilan d'activité du groupe communiste français à l'Assemblée européenne de novembre 1975 à octobre 1977.

29. AD93, Archives de Gérard Streiff, 261 J 7/ G. Streiff 25 (cote provisoire). Rapport de Gustave Ansart à la journée d'études du groupe communiste, 8-9 décembre 1980.

30. Daniel Debatisse, Sylvain Dreyfus, « Non à l'élargissement, non au déclin de la France », *Cahiers du communisme*, janvier 1979, p. 16-29.

31. AD93, 357 J 47. Bilan d'activité du groupe communiste français à l'Assemblée européenne de novembre 1975 à octobre 1977.

32. *Ibid.*

33. Jean Kanapa, « L'élection du Parlement européen. Il faut parler clair », *L'Humanité*, 1^{er} mars 1976 ; « Une majorité étrangère ne doit pas faire la loi en France », *L'Humanité*, 3 janvier 1977.

34. AD93, 261 J 7/G. Streiff 2 (cote provisoire). Projet de note : les élections à l'Assemblée européenne au suffrage universel, 12 avril 1978.
35. Sur les filières d'accès des élus français au Parlement européen : Willy Beauvallet, *Profession : eurodéputé. Les élus français au parlement européen et l'institutionnalisation d'une nouvelle figure politique et électorale (1979-2004)*, thèse de science politique, Université de Strasbourg, 2007.
36. Militants peu préparés et inexpérimentés, sauf exceptions, les députés ouvriers PCF élus en 1924, soumis à une discipline partisane exigeante les mettant en porte-à-faux dans l'institution parlementaire, avaient quitté précocement la politique professionnelle : Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.
37. Entretien, 3 novembre 2012.
38. Ce motif revient à plusieurs reprises dans une note interne expliquant les raisons ayant présidé à la confection de la liste en 1979 (AD93, Archives du Comité central, 261 J 2/54. Note : « Les candidats du parti à l'Assemblée européenne »).
39. Daniel Debatisse, Sylvain Dreyfus, Gérard Laprat, Gérard Streiff, Jean-Claude Thomas, *Europe : la France en jeu*, Paris, Éditions sociales, 1978.
40. AD93, 261 J7/ G. Streiff 2 (cote provisoire). Lettre non datée de Gérard Streiff à Jean Feidt, chef du Bureau d'information du Parlement européen.
41. AD93, 261 J7/ G. Streiff 2 (cote provisoire). Projet de note : les élections à l'Assemblée européenne au suffrage universel, 12 avril 1978.
42. Marc Abélès, *La vie quotidienne au Parlement européen*, Paris, Hachette, 1992.
43. Jean Sauvagnargues est ministre français des Affaires étrangères.
44. AD93, 261 J 7/ G. Streiff 3 (cote provisoire). Note de Marie-Thérèse Goutmann au secrétariat du PCF, 5 novembre 1974.
45. AD93, 357 J 1. Communiqué sur la réunion de la commission mixte PCF/PCI, 10 octobre 1977.
46. AD93, 357 J 1. Intervention de Gustave Ansart devant la commission mixte PCF/PCI, 26 mai 1978.
47. Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea. Il PCI e i rapporti con la socialdemocrazia*, Rome, Carocci, 2015.
48. « Euro-brouille », *Le Monde*, 9 avril 1980.
49. Jean-Marie Palayret, « Entre cellule Carbonara et conseiller des princes : impulsions et limites de la relance européenne dans le projet Spinelli d'union politique des années 1980 », dans Gérard Bossuat, Georges Saunier (dir.), *Inventer l'Europe. Histoire nouvelle des groupes d'influence et des acteurs de l'Union européenne*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2003, p. 355-382.
50. Interview de Georges Marchais, *Le Monde*, 15 juin 1984.
51. Willy Beauvallet, Sébastien Michon, « Les usages politiques de l'Europe par les eurodéputés de la gauche critique. L'exemple des élus français de la gauche unitaire européenne entre 1979 et 2004 », art. cit.
52. Willy Beauvallet, Sébastien Michon, « Des eurodéputés "experts" ? Sociologie d'une illusion bien fondée », *Cultures & Conflits*, n° 85-86, 2012, p. 123-138.
53. AD93, 261 J/7 G. Streiff 25 (cote provisoire). Rapport de Gustave Ansart à la journée d'études du groupe communiste, 8-9 décembre 1980.
54. AD93, 261 J/7 G. Streiff 7 (cote provisoire). Note de Jacques Fath « la démarche politique et les propositions communistes quant aux questions européennes », 13 novembre 1981.
55. Entretien, 3 novembre 2012.
56. Portés par des eurodéputés PCF (Pierre Pranchère) et apparenté (Emmanuel Maffre-Baugé), deux rapports sur les fruits et légumes et les prix agricoles sont adoptés en 1982-1983.
57. Entretien avec Gérard Laprat (26 septembre 2012) et avec Sylvain Dreyfus (20 novembre 2013).
58. Abréviation de la section de politique extérieure du PCF.
59. Entretien, 26 septembre 2012.

60. AD93, 261 J/7 G. Streiff 25 (cote provisoire). Note de Gérard Laprat sur le sommet de Luxembourg, 2 décembre 1985.

61. En 1989, il quitte le groupe communiste et intègre l'administration du Parlement européen.

62. Entretien avec René Piquet, 3 novembre 2012.

63. Plus généralement, le mode de légitimation auquel recourt l'Union européenne renforce la disqualification des partis politiques et entrave l'acculturation européenne de leurs militants (Antoine Roger, « L'impossible appropriation de l'Union européenne par les militants des partis politiques nationaux », dans Olivier Costa, Paul Magnette (dir.), *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, p. 37-53).

RÉSUMÉS

Opposé au processus d'intégration européenne commencé dans les années 1950, le Parti communiste français (PCF) obtenait en 1973 d'être représenté au Parlement européen et, jusqu'en 1989, sa délégation forma l'une des principales composantes du groupe communiste et apparentés. Quelles en ont été les répercussions sur le PCF ? Si les effets sur les conceptions idéologiques et les orientations officielles de ce parti ont été lents et limités, la présence dans l'arène institutionnelle européenne lui a donné accès à de nouvelles ressources (postes, moyens logistiques et financiers, sources d'information, capacité à élargir et diversifier son réseau d'alliés en Europe et au-delà) favorisant le développement d'une activité européenne et internationale. Ainsi, l'article montre comment les communistes français présents au Parlement européen ont pu utiliser ces ressources, se familiariser avec la mécanique communautaire, coexister avec des communistes italiens malgré leurs désaccords politiques et bénéficier d'une certaine latitude d'action vis-à-vis de la direction du PCF. À travers cet exemple, il éclaire l'émergence d'un espace politique européen relativement autonome en marge des champs politiques nationaux.

Opposed to the process of European integration begun in the 1950s, the PCF obtained representation in the European Parliament in 1973 and, for sixteen years, its delegation formed one of the main components of the Communist Group. What were consequences did it have for the PCF ? Although the effects on the ideology and party views were slow and limited, the presence in the European institutional arena gave it access to new resources (jobs and mandates, logistical and financial means, sources of information, capacity to enlarge and diversify its network of allies in Europe and beyond) favoring the development of a European and international activity. Thus, the article shows how the French communists in the European Parliament were able to use those resources, to become familiar with the European Community mechanism, to coexist with Italian communists despite their political disagreements and to enjoy some degree freedom from the PCF leadership. Through this example, it sheds light on the emergence of a relatively autonomous European political space on the fringe of national political fields.

INDEX

Mots-clés : communisme, intégration européenne, socialisation parlementaire, eurocommunisme

Keywords : communism, European integration, parliamentary socialization, eurocommunism

AUTEUR

NICOLAS AZAM

Docteur en science politique (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Nicolas Azam est associé au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Sa thèse au croisement de l'histoire sociale des idées politiques, de la sociologie historique du communisme et de celle de l'intégration européenne a été publiée en 2017 aux éditions Dalloz sous le titre *Le PCF confronté à « l'Europe »*. Une étude socio-historique des prises de position et des recompositions partisans.

Myth and Perceptions of Europe in the German Democratic Republic, 1975-1985: From Italian Eurocommunism to European Integration

Mythe et perceptions de l'Europe dans la République démocratique allemande, 1975-1985 : de l'eurocommunisme italien à l'intégration européenne

Laura Fasanaro

- 1 Between the mid-1970s and the mid-1980s Europe went through some of its most significant and long-term changes since the end of the Second World War. Political, economic, cultural and social transformation involved both Eastern and Western Europe in very different, yet interrelated ways. In both regions, despite profoundly diverse contexts, communist parties reshaped their perception (understanding), image (representation) and vision (plans for the future) of Europe. This article looks at East Germany's perspective on both European integration and the Italian Communist Party's (PCI) European way, in the aftermath of the German Democratic Republic's international recognition and within the framework of its *Westpolitik*. Moving from the most recent scholarly literature on East-West relations, which reveals all the political and societal complexity of the Soviet bloc,¹ the article investigates the Socialist Unity Party's (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, SED), the East German Foreign Ministry's (MfAA) and the Ministry for Security's (MfS) records, with the aim of a deeper understanding of the meaning and implications of (Western) European integration in the GDR.² It further clarifies the East German angle on the PCI's Eurocommunist approach, in order to provide an original contribution to the history of Europe's Cold War dynamics, as well as the history of European Communism. Accordingly, the following related questions are raised: what did Europe represent for East German Communists? How different were the Eastern and Western Communists'

views on European integration? Was the European Community (EC) perceived as a threat, or rather as an opportunity, in the middle of the economic and energy crisis?

- 2 Three main assumptions seem relevant at the beginning of this analysis. First, in those years Communism in Western Europe was reinterpreted by the short-lived, but, in many ways, sensational phenomenon of Eurocommunism. Second, the EC went through a new phase of “completion” and “deepening”. Some of the initiatives taken in those years were successful, like institutional reforms, the beginnings of cooperation in foreign policy and, later on, the Single Market program; others, instead, did not achieve the expected results, even though they prepared the ground for future accomplishments, like the common currency. Yet, in general, the momentum of integration gathered pace. Third, the European socialist bloc, and the German Democratic Republic (GDR) in particular, faced new and more complex challenges. They were damaged by the consequences of the international energy crisis and affected by slow development rates and inadequate modernization. Their attempts at realizing successful forms of economic integration within the Council for Mutual Economic Assistance (Comecon) proved inconsistent,³ although historians have recently unveiled its political and strategic function:⁴ following this reading, the Comecon developed into a peculiar multilateral organization, where the socialist countries of Eastern Europe had a chance to enhance their legitimacy and powers against Moscow’s overwhelming role.⁵ More importantly, the GDR faced an internal demand for political and economic reforms, which became paramount to preserving domestic consensus and international legitimation.
- 3 This article argues that, in the face of those challenges, the SED essentially focused on handling change, by adapting East Germany’s politics accordingly. The Italian Communist Party, instead, engaged in an attempt at leading and steering change, domestically, as well as internationally.
- 4 The periodisation (1975-85) is a most significant one, both politically and economically. The following lines briefly describe some of the main aspects of the European puzzle in those years, whereas the other three sections go into, respectively, Eurocommunism in Eastern and Western views, the East German angle on the “European Union” and the developments of EC-Comecon relations. 1975 was a critical year for the revival of the “European Union” concept, broadly discussed in Western European capitals in the wake of the Tindemans Report. The failure of the 1970 Werner Plan for monetary integration and of the monetary “snake,” as well as the oil shock of 1973, had revealed the EC’s internal weakness, while the overlapping change of leadership in Britain, France and West Germany made the Western European political landscape exceptionally complex.⁶ At the same time, the Helsinki Final Act was signed in August 1975, an event which not only sealed East-West détente in Europe, but also showed the EC member states’ efforts to make their cooperation in foreign policy progress.⁷ In November, in the attempt to elaborate a Western strategy against the international economic crisis, while also relaunching transatlantic relations, the new French President Valéry Giscard d’Estaing and West German Chancellor Helmut Schmidt brought their joint initiative at the Rambouillet summit, which opened the path to the creation of the G7.⁸ Besides, between 1974 and 1975 the EC strengthened its commercial policy. The consequences of this event were neither localized, nor secondary: Common Commercial Policy, indeed, restricted the socialist countries’ chances to trade with EC member states on a bilateral basis, since now they had to negotiate with the European Community as a whole. East-

West tensions resumed in the wake of the Euromissiles crisis that culminated in NATO's "dual-track" decision in December 1979, Soviet intervention in Afghanistan in the same month and the rearmament policies of the Warsaw Pact and NATO through late 1970s and early 1980s. Such events would powerfully challenge the political and strategic balance of détente in the following years and revive fears of a nuclear war among the European people.⁹ This article, however, shares with a significant part of Cold War historiography the idea that international détente never came to a real end: it was rather a long-term process, with critical moments and diversified reactions in different countries.¹⁰

- 5 On a broader scale, the international energy crisis, after hitting Western Europe, started to harm the socialist countries of Central and Eastern Europe as well. The GDR was especially damaged, as a net importer of energy products from the Soviet Union. Economic détente followed its own path, encouraged by a widening web of contacts and bilateral arrangements in which economic élites, business circles, as well as politicians from Western and Eastern Europe were involved. Yet, it was a path with numerous obstacles, both political and structural ones, until a decade later the political transition in Moscow and the European Community's internal stabilization created a favourable context for a relaunch of East-West economic and trade relations. 1975-85, therefore, were years of crisis, but they also unveiled the beneficial implications and lasting effects of détente in Europe. From 1985, the innovative course set by Mikhail Gorbachev would also mark the beginning of a "severe change of the Soviet position towards the EC."¹¹ In Western Europe, this change coincided with the designation of the new European Commission led by Jacques Delors in January 1985 and the opening of the Intergovernmental Conference that led to the Single European Act (SEA) in February 1986. The Single Market Program, the second enlargement and the SEA's endorsement of EC institutional reforms started a brand-new phase of European integration.

The European communists : handling change vs. steering it

- 6 In the 1970s the GDR achieved its long-awaited goal of being recognized as a sovereign state by Western countries, in the wake of West Germany's Ostpolitik and the bilateral agreement between the two German states, signed in December 1972, the so-called *Grundlagenvertrag*. Europe became a broader political arena in which the SED, expanding bilateral talks and arrangements, could now search for a new role. A network of relations with Western European governments and political parties that went beyond the once exclusive ties with communist parties in the West was therefore developed. The SED grasped the depth of the political and societal change ongoing in Western Europe, which inspired most of the ideas of Eurocommunists. To a certain extent, it also justified their search for national ways to socialism. Nevertheless, it remained a staunch defender of Soviet leadership within the International Communist Movement and opposed any move made by Western Communists that might directly or indirectly delegitimize the Socialist countries' ideological stance, domestic policies and foreign and security strategies.

Eurocommunism : a composite phenomenon

- 7 In the past twenty years Eurocommunism has been broadly investigated:¹² different kinds of archival sources have revealed the manifold implications of this short-lived phenomenon. The term “Eurocommunism,” invented by the press, in fact, roughly summarizes a composite trend in which Western communist parties explored different strategies to face distinct national challenges. Most of them, however, were related to the consequences of similar economic and social crises. Those parties also shared an interest in overcoming political isolation and becoming ruling parties. The Italian, French and Spanish Communists, followed by others, announced their common intents in the two joint Declarations of November 1975 (Italian Communist Party, PCI, and French Communist Party, PCF) and March 1977 (PCI, PCF and PCE)¹³ and on other occasions. One of them was the common Declaration of the Italian and French parties’ leaders, given in Rome in December 1978, where they overtly supported the democratic reform of the European Parliament.¹⁴ Eurocommunism advocated the autonomy and equality of all communist parties; the so-called “democratic way to Socialism” that included the renouncement to revolutionary strategies; the need to reconsider the dictatorship of the proletariat; the acknowledgement of parliamentary institutions and party pluralism, eventually leading to government alliances with capitalist political parties; and the defence of political liberties and human rights against restrictive policies perpetrated by socialist regimes. The Western Communists’ interpretation and implementation of those intents often differed in scope and coherence however. Those parties disagreed in particular on the endorsement of the European Community, as well as on the consistency of their criticism against the CPSU and other communist parties for their mismanagement of political rights and dissidence.¹⁵

The PCI’s European way

- 8 Eurocommunism marked a new beginning especially in the relations between the PCI and the European Community. With the EC Parliamentary Assembly turning into the directly elected European Parliament, and Enrico Berlinguer’s adamant support for European integration,¹⁶ a new constituency began to form before the elections of June 1979. This shift was neither sudden, nor merely instrumental to the PCI’s national agenda. Since the late 1960s Italian communists started to reconsider European integration and recognized that it fostered Italy’s economic development, while protecting Italian workers and industries. The first enlargement round, moreover, gave momentum to the EC’s regional development policy, encouraged by Italy and the UK. The PCI became confident that political integration was the key to building a more democratic Europe and implementing socialist reforms in the parliamentary democracies of Western Europe, a perspective later shared also by the PCE. They began to feel involved in that process and believed they had a responsibility in making it successful. Interestingly enough, when Leo Tindemans went to Italy to gain Rome’s backing to his European Union Report, he met delegations of all political parties, PCI included. The EC’s reform process, carried out through different steps until the Single European Act of 1986, gave Western communists a chance to express themselves, for the first time, on the conundrum of intergovernmental cooperation vs. supranational integration. By supporting the EC, the PCI had certainly in mind to enhance Italy’s position in Europe. The full meaning of its commitment to European integration,

however, cannot be understood without also referring to its Direction's broader vision of Europe. Probably not everyone inside the PCI saw the deep implications of that change. There was, however, a strong wing of pro-European communists, among them the future President of the Italian Republic Giorgio Napolitano, who was able to focus on this transition with political pragmatism, but also theoretical consistence and ensure its active participation to the life of the EC. As reported in a Stasi analysis of March 1979, "[t]he PCI leadership has set the goal of achieving a gradual democratic transformation of the EC from within, in close cooperation with other political and social forces and in agreement with a 'historic compromise' at European level."¹⁷

- 9 Enrico Berlinguer developed a perspective that went far beyond that. He espoused a wider and long-term vision, according to which he expected the two blocs to exhaust their *raison d'être*, the world to be soon exposed to severe global challenges, different from the ones that dominated the Cold War, and Europe to be called to play the role of a political model, a new system of values and an international player.¹⁸ His vision, then, implied an attempt at steering the ongoing change.
- 10 At the same time, Italy held a prominent position in the SED's *Westpolitik*.¹⁹ The fact that Italy hosted the largest and most independent communist party of Western Europe, a supporter of the GDR's international recognition in the past, but now also a promoter of Eurocommunist ideas, explains East Germany's special interest in this country. Berlinguer and the PCI, however, were not the only motives.

Old and new friends

- 11 Beyond the ups and downs of party relations, the SED saw in Italy a country holding, in the Western bloc, the same role that East Germany played in the socialist one. It was aware that both countries shared a primary concern for European détente and the stabilization of East-West relations: its expectations of improving friendly relations with Italy increased accordingly.²⁰ At the same time, East Berlin kept on asking the Italian government and entrepreneurs to play a mediating action in favour of an alleviation of EC quotas, even though on the Italian side it was made clear, on different occasions, that with the implementation of the Common Commercial Policy there were no more options for national initiatives of that sort.²¹ The essential question, however, became whether there was still any room for manoeuvre to foster bilateral trade: the East German authorities knew that the deepening of Western European economic integration had made East-West commerce subject to supranational rules, but they still believed that there were margins for negotiation and that, in a number of circumstances, EC rules were used by the Italians as a pretext to remain cautious.²² A good example of East Berlin's demands to its new Western partners, therefore, can be found precisely in the records of bilateral contacts with Italy's government and companies, in which the SED made all efforts to reach the goals of credit arrangements, increased imports of Western goods and better exports of East German products.
- 12 The SED's demands to the PCI, however, were not related to the European Community, but rather to the party's solidarity in ideological, political and defensive matters – a solidarity that the PCI proved increasingly reluctant to confirm due to East German repression of political opposition, Soviet rearmament policy and Moscow's intervention in Afghanistan in 1979. For the SED, the ideological question was not only a matter of theoretical coherence: it was mostly about preserving its own identity, its special

relationship with Moscow and its domestic security. When East Germany's international relations expanded, its alignment to the concepts and politics of Soviet Socialism were emphasised accordingly: détente was an opportunity only if the dividing line between the two systems of alliances of the Cold War remained clear. The ideological question was also a problem of international credibility: when the GDR faced criticism for its repressive methods in handling political dissent, it was actually its compliance to the provisions of the Helsinki Act – East Germany's first real achievement in foreign policy – that was questioned. Similarly, when the PCI criticized the Warsaw Pact's nuclear rearmament, or Soviet policy in Afghanistan, it was suggesting that capitalist countries were not the only ones holding responsibility for threatening peace on earth. Those were only some of the reasons why Eurocommunism represented a severe and long-lasting challenge from an East German perspective. Eurocommunism never turned into a well-organized political movement and remained incoherent in many ways. Its electoral success was short-lived and the domestic alliances it sealed proved inconsistent in the long term. Nevertheless, in the socialist countries of Eastern Europe eurocommunist ideas re-echoed all through the 1980s: initially as a challenge to the unity of the International Communist Movement and to the image of the Warsaw Pact; later, as an inspiration to Gorbachev and other young Soviet officials.²³

- 13 A number of long reports of the SED Department of International Relations, as well as the personal dossiers of *Politbüro* members, in particular Hermann Axen's and Kurt Hager's,²⁴ prove the East German party's close monitoring of the Italian, French and Spanish communist parties, its understanding of the differences existing between them –even in their interpretation of Eurocommunism– and its deep concern for their new course. The Eastern European communists, however, remained unwilling to issue any open condemnation of Eurocommunism and initially they even avoided to use this word.²⁵ In general, they preferred to downplay that phenomenon. Eurocommunism was carefully scrutinized, but rarely named as such, so as to prevent the recognition of an independent group inside the International Communist Movement. Accordingly, the SED increased bilateral initiatives and exchanges with the Western communists, while at the same time remaining cautious. In December 1976, a couple of months after the Conference of European communist parties held in East Berlin in June, it summarized its strategy as follows: “In our relations with sister parties [...] steadiness of principle on fundamental questions must combine with greatest patience and tact.”²⁶ An act of open censure was indeed averted even later on, in the early 1980s, when the PCI's and PCE's criticism against Moscow grew sharper and, from an East German perspective, increasingly dangerous, because it suggested that Soviet Socialism no longer was the natural defender of world peace.²⁷

The “European Union” : a powerful idea and a most powerful market

- 14 The SED records, the Foreign Ministry's (MfAA) and the Ministry for Security's (MfS) testify East Germany's consistent interest for the developments of European integration. Most information probably filtered through East German intelligence in the Federal Republic of Germany (FRG): the overall account of that process is accurate, detailed and at times even closer to reality, than the image of the European Community

known at that time in Western Europe, where EC politics was often broadcast or explained through the lens of national politics.

“Two-speed Europe”?

- 15 The first interesting point in those records is the map of member states’ alliances. West Germany, after taking leadership of the monetary snake, seemed willing to guide the EC’s transition towards monetary integration and political union, in tandem with France and through the support of Belgium, The Netherlands, Luxembourg and Denmark. Another line-up of states, the UK, Ireland and Italy, instead, were likely to remain isolated from the core group. The EC’s unequal economic development made its political environment unstable as well, torn between stronger and weaker countries. The economic and financial crisis was widening that gap, to the advantage of the most developed ones.²⁸ What would later be called the “two-speed Europe” already seems to emerge in East German records. Obviously, the SED looked with deep concern at West Germany’s rising role in the EC. Yet, the European Community’s partition implied also potential indirect advantages: beside the fact that those internal tensions affected the entire Western bloc, they also allowed the socialist countries to gain some additional leverage and gave them an opportunity to strengthen relations with the EC’s “peripheric” countries. As mentioned before, Italy was seen as a potential friend, that might be persuaded to put greater efforts into its Ostpolitik in order to counterbalance its weakness in the EC and in NATO.²⁹ Most importantly, beside their diverse political weight, size and power, EC member states (MSs) conveyed the impression that they were split on the overall direction they wished for the European Union.

Supranational vs. intergovernmental Europe

- 16 The second point worth mentioning is the East German Foreign Ministry’s careful scrutiny of the Tindemans Report and how the very idea of “European Union” was received.³⁰ As it looked into the debate over the Belgian prime minister’s initiative, the ministry noted divergences between pro-federalist countries, like Italy, and those which supported an intergovernmental framework, like West Germany, France and Britain. This, however, did not mean that the latter were ready to act in unison in other fields.³¹ Surprisingly enough, the East German view of the dilemma between supranational integration and intergovernmental cooperation was very thorough: it referred, for example, to the controversial implications of the ongoing reform which on the one hand legitimated the European Council, with its typical intergovernmental power, while on the other hand laid the ground for the European Parliament’s direct election.³² Furthermore, in the East German analysis, different national agendas played a divisive role in Community politics: France mainly focused on the Single Market and Common Agricultural Policy; Italy and the UK insisted on economic integration and on the implementation of regional policies, but diverged on the future of monetary policy; the Benelux countries and Ireland, finally, promoted those institutional reforms that would give more power to the European Commission and allow for a more extended use of majority voting in the Council of Ministers. Such supranational reforms were also strongly encouraged by Italy, whereas Denmark remained an exception among the small and medium-sized countries on this topic. Due to such different attitudes, the Tindemans Report spread considerable scepticism in Western Europe, where EC

member states were either reluctant to giving up their national sovereignty (France's main concern) or worried about the idea of harmonizing their national foreign policies, with a view to the creation of a common defence policy (Britain's and Denmark's main concern).³³ The overall assessment of this landscape in East German reports, then, was that EC governments were more likely to disagree, than to agree on institutional reforms and that they ultimately lacked a common vision.³⁴ Nevertheless, it was the East Germans' understanding that the potential of the Tindemans Report should not be underestimated either. The envisaged European Union could indeed become a threat to the countries of Central and Eastern Europe, in case a new and stronger political actor resulted from this controversial transition, eventually favoured by its economic leverage. It might also be able to implement a common foreign and security policy with unpredictable consequences. Further, and most of all, in case of success the Union would promote "a new kind of social order,"³⁵ a pattern for social development inspired by Western European social-democratic ideas and aligned with West German SPD's political agenda, a model which the SED was afraid might come to compete with Eastern European Socialism.

- 17 While collecting such information and early assessments as those mentioned here was paramount to the SED, in a state like the GDR, where most decision-making power was exercised by a centralized and pervasive ruling party, the task of processing their contents and applying them to foreign policy planning was mainly in the hands of that party and its Politbüro, rather than the Foreign Ministry's. In general, however, the image of the European Community pictured in those records affected the foreign policy of the SED, which tried to take advantage of domestic EC divisions and put a lot of effort into developing bilateral relations with Western countries.

Testing political independence

- 18 The third significant point to be found in East German records, finally, is one of the key themes of European integration: the initial assumption that economic integration would naturally result in a political one. Twenty years before, when the European Economic Community had been established, it was widely accepted that efficient and extended economic interdependence would lead, in due course, to political unification. That assumption had proved incorrect: the Tindemans Report, then, was drafted in order to fill that gap and accelerate political integration within the context of an enlarged Community. At the same time, following the East Germans' reading, that initiative came as a consequence of the critical economic and financial contingency, suggesting a step forward, to prevent the failure of both economic and political integration.³⁶
- 19 East German observers knew that the European Community was not only a phenomenon with its own dynamics: it was also a mirror of the evolution of transatlantic relations. Behind the Western countries' efforts to relaunch European integration there were also their declining understanding with the United States and their search for new ways to face competition with their main ally.³⁷ According to the MfAA, West Germany played a sort of mediating role between the Community and the United States.³⁸ In this changed European landscape, different issues crossed each other: economic Ostpolitik had the power to escalate competition between the EC member states; at the same time, however, it broadened the gap between these

countries and the United States.³⁹ In the East German interpretation, Western Europe was testing its capacity to take regional initiatives independently from the US, not only by moving forward with Community integration, but also by taking a more balanced attitude on the issue of the economic “war” between Washington and the socialist countries, that made the Cold War scenario of the early 1980s increasingly tense. In this respect, the Ministry for Security of the GDR was well aware that Western European states intended to preserve economic détente and were willing to assert their autonomy in trading with the socialist bloc against US demands. They would indeed confirm only those restrictions to commercial relations that were deemed necessary because there was evidence of the military implications of traded goods, but in general they were not inclined to extend those limitations according to Washington’s expectations.⁴⁰

The European Community and the Comecon in East Germany’s *Westpolitik*

- 20 In the early 1970s, the GDR went through an internal transition with the change of leadership from Walter Ulbricht to Erich Honecker, followed by a theoretical reflection on the goals and perspectives of Socialism in industrialized countries.⁴¹ Foreign policy became increasingly relevant to the GDR, first with its formal recognition by Western countries, second with its participation to the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE),⁴² third with Honecker’s so-called *Friedenspolitik*, the “politics of peace” aiming at improving East Germany’s domestic and international legitimation.⁴³ The GDR identified itself with the ambitious task of championing peace, international détente and multilateral cooperation. Accordingly, its *Westpolitik* focused on strengthening ties with Western Europe, while at the same time enhancing the GDR’s influence in the socialist bloc and keeping its relationship with the USSR steady. Contrary to the traditional interpretation of East Germany’s foreign policy as entirely dependent on Soviet directives, we now know that in the 1970s it opened various bilateral channels and expanded its web of arrangements all over Europe.⁴⁴ In the 1980s, moreover, the GDR committed to “keeping détente alive”;⁴⁵ détente was indeed the necessary framework to develop its *Westpolitik*. The SED separated the sphere of ideological matters and theoretical reflection, which pertained to its activity in the International Communist Movement, the practice of economic and trade relations with the West and the realm of security issues. The latter remained an unquestionable expression of East German allegiance to the Soviet Union. In this respect, an interesting remark can be found in one of the analyses prepared by the office of the diplomatic advisor of the Italian Prime Minister, on the eve of Honecker’s visit in Rome in the Spring of 1985:

“In exchange for its absolute loyalty to the USSR in the field of security and power relations, Berlin demands a wider room of manoeuvre in foreign policy, in particular with regard to its relations with the FRG and the West.”⁴⁶

Why the EC and the Comecon failed to recognize each other

- 21 While the SED was deeply interested in the internal developments of the European Community, it was also averse to its formal recognition. East Berlin, in fact, remained loyal to Moscow’s line, according to which the EC should not be recognized as a

legitimate partner, unless it accepted to negotiate with the Comecon as a whole. The EC, however, refused to do so: its member states did not find it hard to agree that the trade negotiation between the two organizations that Moscow suggested was not an option, because this would further enhance Soviet power in the socialist bloc.⁴⁷ They did not intend to recognize the Comecon as an equal interlocutor for two main reasons: first, it was intrinsically different from the European Community and “lacked the competence to conclude a trade agreement on behalf of its members”;⁴⁸ second, it was an expression of Soviet dominance over its allies. West Germany’s Ostpolitik, launched by Willy Brandt in the mid-1960s, instead, aimed at broadening, strengthening and diversifying relations with the countries of Central and Eastern Europe, without giving the Soviet Union any chance of increasing its strategic control on the region. The EC’s growing competence in commerce rules, however, objectively changed the context, opportunities and patterns of East-West trade. The issue of possible EC-Comecon talks, therefore, remained controversial in Eastern Europe. This was not only an economic question, but also a political one: it was an issue of legitimation, control and political balance in Europe’s détente. The East German Foreign Ministry’s analyses are full of references to the EC’s so-called “differentiation policy” (*Differenzierungspolitik*): a strategy of bilateral relations with socialist countries, by which it allegedly tried to diminish the Comecon’s cohesion. This interpretation was in part ideologically biased, but it was not entirely far from reality.

- 22 Following Angela Romano’s remarks, “the EEC’s Ostpolitik was at the same time defensive and assertive. It was defensive towards the (perceived) Soviet attempts at hampering future Western integration and diluting the Community into a wider pan-European system; it was assertive in promoting direct relations between the communist states and the EEC, which would advance the latter’s influence in the Continent, if not in the wider international arena.”⁴⁹ Over time, the GDR came to consider the EC’s *Differenzierungspolitik* as irreversible, due to the growing number of bilateral arrangements between the European Commission and single socialist countries. Besides, the GDR was itself an exception in East-West trade. The circumstance that inner-German exchanges were considered as internal trade since the Berlin Agreement of 1951 made the GDR a special case for the EC as well. When the Treaty of Rome was signed in 1957, a Protocol was added that ensured the continuity of that status, not without recurring complaints from other member states. Both direct and indirect advantages stemmed from this arrangement, which mostly favoured the GDR as a member of the Comecon.⁵⁰

The EC’s trade rules and the cost of energy divide the Comecon

- 23 In the mid-1970s, the Comecon countries grew uneasy about the expanded competences of the EC in the fields of foreign policy and trade. They reacted in different ways. Against Soviet, East German and Bulgarian opposition to the EC’s official recognition, primarily for political reasons, other countries, instead, saw the advantages of accepting the EC as a partner, essentially for economic motives. Romania, Poland and Hungary claimed that Comecon countries should be allowed more flexibility in their bilateral relations with the Community.⁵¹ As Romano suggests, “Most Eastern European countries had an urgent need to gain better access to the EEC market, and so became more inclined to recognize the Community.”⁵² The Council of Ministers decided to transfer the power to sign trade agreements with non-EC countries to Community

competence, starting from January 1975; at the same time, the European Commission offered to open new trade negotiations with socialist countries in November 1974. In the following years, while such domains as raw materials, technology transfers, credits and exports remained largely under member states' competence, the EC integration in import arrangements increased significantly.⁵³ Despite its special position with inner-German trade, then, the GDR's allegiance to the USSR was not without consequences, in particular as far as the steel sector was concerned: since late 1977, in fact, the EC decided that third countries exporting steel into the Common Market should sign bilateral arrangements only with the Community.⁵⁴

- 24 In 1976, moreover, the East German government issued its five-year plan (running until 1980), suggesting that foreign trade with Western Europe must be increased and diversified. It also set the goals of modernizing the industry, investing on the innovation of manufacturing processes, building new plants and expanding the existing ones, with a focus on such key sectors as electrical engineering, electronics and the production of machine tools and other recently grown fields like chemical and petrochemical industries. Finally, it promoted the expansion of other sectors, such as the production of scientific measurement instruments, typewriters and components for computing and telecommunications industry. Most significantly, the five-year plan of what was the most industrialized state of Eastern Europe recommended to invest on energy efficiency, labour productivity and increased exports.⁵⁵ Obviously, some of these goals were bound to encounter growing difficulties when meeting Common Market rules. Certain accords, however, were still possible on a bilateral basis. Credit agreements and clearing arrangements were repeatedly asked for by East German politicians and officials⁵⁶ in order to secure imports from Western Europe, despite the country's growing indebtedness, while at the same time increasing exports into the EC, when this was still allowed.
- 25 Over time, the East German stance towards the EC changed. In the wake of Soviet transition to Gorbachev's leadership, East Berlin turned to the Community, like all its Comecon partners, even though formal bilateral relations were not established until August 1988, after EC-Comecon mutual recognition in June, and with the Single Market program in progress, due in 1992.⁵⁷
- 26 The GDR, finally, was severely affected by the world energy crisis: highly dependent on Soviet energy supplies, until 1976 it used to pay the oil imported from the USSR at a price that was set around 50% of the price applied on the world market; in 1978, instead, the same resource was purchased at a price set around 80% of the world market one.⁵⁸ With the long and arduous transition from Brezhnev to Gorbachev, the Soviet Union proved less and less capable – or willing – to meet the economic needs of its European allies, most of all in the field of energy supplies. Soviet oil supply to the GDR was cut first in 1981, then again in 1984, at a time when the SED was in no position to face another reason for social discontent.⁵⁹ At the same time, Soviet exports of energy resources increased dramatically during the 1970s, to the advantage of the West: in 1970 such products covered less than 1/5 of total Soviet exports, whereas in 1980 they amounted to about 2/3 of them.⁶⁰

The internationalization of trade

- 27 Beside the energy shock, another critical factor affected the socialist economies of Eastern Europe. The Comecon countries were facing the consequences of the broader and long-lasting phenomenon of globalization and the internationalization of world trade. Gareth Dale has explored the impact of this process on the GDR, by analysing the dilemma between the globalization of trade and the socialist autarkic model.⁶¹ The changing landscape of world trade had raised special concern in the SED leadership since the 1960s: the GDR's lack of international competitiveness, in fact, went along with its political isolation. To bridge this gap, since the late years of Ulbricht's leadership, the SED tried to foster closer integration with the Comecon countries, a better exchange of know-how and research and an overall "socialist internationalization". But those attempts found weak participation and the end results were narrow. The GDR remained in an impasse between further socialist integration and its potential entry into the global market.⁶² According to Pavel Szobi, the improvement of economic cooperation among socialist countries was hampered by two main factors: first, the Comecon was basically a network of bilateral relations, not a supranational organization with its own powers; second, at least until the 1960s, those countries were supposed to follow the Soviet economic and development model, with high expenditure on the heavy industry, long-term investments and narrow space to foster "country specifics."⁶³
- 28 "Socialist integration," indeed, seemed to many economists in Eastern Europe as a non-promising path, as "coordination of national planning at the Comecon level [...] would reproduce and amplify most of the rigidities and shortcomings already afflicting the national level. [...] It was then easier and more rewarding to expand links with the West rather than within the bloc."⁶⁴ The failure of that experiment was actually recognized by SED Secretary General Erich Honecker himself, "Economic co-operation and specialization in the Western World made considerable progress while it did not work in the COMECON, surely absolutely not in the new issues related to the Scientific-Technical Revolution."⁶⁵ The GDR, therefore, faced the costs of trying to create its own national technology in such expanding industrial fields as computing and electronics, but remained unable to boost its competitiveness in the face of Western industrial products.⁶⁶ Its economic weakness was the result of slow technological development that prevented it from reaching the forefront of industrial competition, the structural obstacle of being an energy net-importing country and the growing pressure of social discontent, which the SED tried to control through the Ministry for Security, but was unable to eradicate. As André Steiner observes, from 1970-71 the GDR began to include in its economic planning such ideas as the enhancing of life and cultural standards of East German population, that should result from an increase in production, stronger economic efficiency and technological and scientific progress. In an attempt to appease social tensions, the 1976 *Einheit von Wirtschafts- und Sozialpolitik* tried to integrate those goals.⁶⁷
- 29 Looking at the broader Eastern European context, trade with Western Europe was also a way to overcome the failure of socialist integration.⁶⁸ Two remarks seem relevant in this respect. First, while the failure of Comecon integration and the lack of competitive technology and products revealed the socialist systems' deficiencies, the SED never gave up the idea of Socialism as a superior system. Second, in the 1970s, in the wake of

the GDR's international recognition, the East German party seems to have gone through a sort of adaptation process, in which ideological dogmas remained unquestioned, as well as socialist cohesion in fundamental political and security matters, while at the same time the East German government engaged in a constant search for political dialogue and trade arrangements with Western countries, where the SED did not look for local communist parties as their primary interlocutors anymore. This adaptation process left limited room to theoretical reflection on the future of Socialism: ideas, beliefs and ideological coherence became inconsistent with East Germany's need (and ambition) to find its own place in a changing Europe, a region where the EC had become able to set the rules of commerce.

Conclusive remarks

- 30 What were, in conclusion, East Germany's perception, image and vision of Europe? To the East Germans, the European Union was a powerful idea, with some good chances to be realized, despite the economic and development gaps that affected the EC and the divisive impact of its member states' national agendas. It was represented as a possible threat and an enemy entity, but it was treated as a potential trading partner, while the EC member states were repeatedly asked to mediate between their common institutions and the socialist countries. In its vision of Europe, the SED saw *détente* as an absolute priority: not only was it the key to the GDR's success, but it was also the only viable option for its very existence as a sovereign state. Despite an ambitious *Westpolitik*, however, East Germany appeared as a rather passive spectator: European integration was just happening; the EC was becoming a stronger and more complex agent to deal with; there were real chances that it might turn into a political union, with its own currency and foreign and defence policy. Yet, the growth of the EC was not a phenomenon that the GDR seemed really willing to challenge, nor that the Soviet Union would plausibly try to slow down. The USSR did not even look ready to reward the East German loyal opposition to the recognition of the EC with any real guarantee of a better economic treatment, for example in energy supplies. The pros and cons of the EC were well-known and thoroughly scrutinized, however the GDR remained rigidly aligned to Soviet positions and anchored to the same "differentiation policy" that it criticized in the West. While perfectly aware of the profound change that was happening in Europe, maybe more than one could expect from a closed political and social system, the SED did simply handle it. There were irreconcilable contradictions between its intention to play a dynamic role and its ability to do so. This was probably the result of that separation between the spheres of ideology, economy, politics and security.
- 31 European *détente* was the domain of ideological, political and societal comparison and of regional integration, in its different forms: economic, financial, scientific, technological, institutional, intergovernmental and supranational integration. Ideas, political gestures and speeches, economic theories, traded goods and resources, business contacts, transnational movements and projects went through and across the two blocs, flowing more easily and rapidly than in the past and creating new images of the "other" Europe. New forms of interdependence grew, together with a new awareness of the potential and risks of *Ost* and *Westpolitik*.

- 32 The vision of the future of Europe of the SED and the PCI in this context could not be more different. The SED hoped for the continuation of the existing order and balance of power, whereas a significant part of the PCI saw the natural breakdown of both, not only because the two blocs were experiencing a time of crisis, but also because the two defensive alliances were proving unable to ensure a peaceful continuation of that balance. Eurocommunism involved a dynamic conception of détente and a disruptive attitude towards the Cold War order. Despite its revolutionary legacy and its representation of the foreseeable fall of capitalism, the SED, instead, adapted itself to the new European context, to make sure East Germany could seize the chances it offered, while at the same time preventing a domestic breakdown.

NOTES

1. See for example, Angela Romano, Federico Romero (eds.), *European Socialist Regimes' Fateful Engagement with the West. National Strategies in the Long 1970s*, London, Routledge, 2021; Simon Godard, *Le laboratoire de l'internationalisme. Le CAEM et la construction du bloc socialiste (1949-1989)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021; Angela Romano, "Untying Cold War knots: The EEC and Eastern Europe in the long 1970s," *Cold War History*, vol. 14, no. 2, 2014, pp. 153-173; Suvi Kansikas, *Socialist Countries Face the European Community. Soviet Bloc Controversies over East West Trade*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 2014.

2. On the history of the SED and the Stasi's, see for example Jens Gieseke, Hermann Wentker (eds.), *Die Geschichte der SED. Eine Bestandsaufnahme*, Berlin, Metropol Verlag, 2011; Hermann Weber, *Geschichte der DDR*, München, DTV, 1989; Jens Gieseke, *Die Stasi 1945-1990*, München, Pantheon Verlag, 2011; Hubertus Knabe, *Die unterwanderte Republik. Stasi im Westen*, Berlin, Propyläen, 1999. On the German Democratic Republic's foreign policy, see also Oliver Bange, *Sicherheit und Staat: die Bündnis- und Militärpolitik der DDR im internationalen Kontext 1969 bis 1990*, Berlin, Links Christoph Verlag, 2017; Hermann Wentker, *Aussenpolitik in engen Grenzen. Die DDR im internationalen System 1949-1989*, München, Oldenbourg Verlag, 2007; Joachim Scholtysek, *Die Aussenpolitik der DDR*, München, Oldenbourg, 2003; Heiner Timmermann (ed.), *Die DDR in Europa – Zwischen Isolation und Öffnung*, Münster, LIT, 2005; Oliver Bange, Bernd Lemke (eds.), *Wege zur Wiedervereinigung. Die beiden deutschen Staaten in ihren Bündnissen 1970 bis 1990*, München, Oldenbourg, 2013; Ingrid Muth, *Die DDR Aussenpolitik 1949-1972. Inhalte, Strukturen, Mechanismen*, Berlin, Links Verlag, 2000; Erhard Crome, Jochen Franzke, Ralmond Kramer (eds.), *Die verschwundene Diplomatie. Beiträge zur Aussenpolitik der DDR*, Berlin, Berliner Debatte Wiss-Verl, 2003.

3. On this theme, see for example Maximilian Graf, "Die DDR und die EWG 1957-1990," *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 51, no. 1, 2019, pp. 21-35; Paul Szobi, "Between ideology and pragmatism: the CSSR, the GDR and West European companies in the 1970s and 1980s," *European Review of History*, vol. 21, no. 2, 2014, pp. 255-269; Suvi Kansikas, "Acknowledging economic realities. The CMEA policy change vis-à-vis the European Community, 1970-3," *European Review of History*, vol. 21, no. 2, 2014, pp. 311-328; André Steiner, *The Plans that Failed: An Economic History of the GDR*, New York and Oxford, Berghahn Books, 2010; Gareth Dale, *Between State Capitalism and Globalization: The Collapse of the East German Economy*, Oxford, Peter Lang, 2004.

4. See for example, Simon Godard, *Le laboratoire de l'internationalisme*, op. cit.; Angela Romano, Federico Romero (eds.), *European Socialist Regimes' Fateful Engagement with the West*, op. cit.; of the same authors, "European Socialist regimes facing globalisation and European co-operation: dilemmas and responses – introduction," *European Review of History*, vol. 21, no. 2, 2014.
5. Laurien Crump, Simon Godard, "Reassessing Communist International Organisations: A Comparative Analysis of COMECON and the Warsaw Pact in relation to their Cold War Competitors," *Contemporary European History*, vol. 27, no. 1, 2018, pp. 85-109.
6. Antonio Varsori, *La Cenerentola d'Europa? L'Italia e l'integrazione europea dal 1947 a oggi*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010, pp. 285-286.
7. See for example Angela Romano, *From Détente in Europe to European Détente. How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, Peter Lang, 2009; Oliver Bange, Gottfried Niedhart (eds.), *Helsinki 1975 and the Transformation of Europe*, Oxford, Berghahn, 2008; Carla Meneguzzi Rostagni (eds.), *The Helsinki Process. A Historical Reappraisal*, Padova, CEDAM, 2005.
8. Antonio Varsori, *La Cenerentola d'Europa?*, op. cit., pp. 286-287.
9. The different aspects of this crisis have been the object of Cold War history research in the past twenty years. They have been thoroughly analysed, among others, in Leopoldo Nuti (ed.), *The Crisis of Détente in Europe. From Helsinki to Gorbachev, 1975-1985*, London, Routledge, 2009. On international détente see also, for example, Jussi Hanhimäki, *The Rise and Fall of Détente: American Foreign Policy and the Transformation of the Cold War*, Lincoln (NE), Potomac Books, 2012; Poul Villaume, Odd Arne Westad, *Perforating the Iron Curtain: European Détente, Transatlantic Relations and the Cold War, 1965-1985*, Copenhagen, Museum Tusculanum, 2010; Wilfried Loth, Georges-Henri Soutou (eds.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War, 1965-75*, London, Routledge, 2008; Oliver Bange, Poul Villaume, *The Long Détente: Changing Concepts of Security and Cooperation in Europe, 1950s-1980s*, Budapest - New York, Central European University Press, 2016; Odd Arne Westad (ed.), *The Fall of Détente: Soviet-American Relations during the Carter Years*, Oslo, Scandinavian University Press, 1997.
10. See for example Oliver Bange, Poul Villaume (eds.), *The Long Détente*, op. cit.
11. Maximilian Graf, "Die DDR und die EWG 1957-1990", art. cit., p. 28.
12. See for example, Ioannis Balampanidis, *Eurocommunism. From the Communist to the Radical European Left*, London, Routledge, 2019; Silvio Pons, "The Rise and Fall of Eurocommunism," in Melvyn Leffler, Odd Arne Westad (eds.), *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, pp. 45-65; of the same author, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Turin, Einaudi, 2006 and *The Global Revolution: a History of International Communism, 1917-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2014; Frédéric Heurtebize, "Eurocommunism and the Contradictions of Superpower Détente," *Diplomatic History*, vol. 41, no. 4, 2017, pp. 747-771; of the same author, *Le péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme*, Paris, PUF, 2014; Marc Lazar, *Maisons Rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubiers, 1992; Irwin Wall, « L'amministrazione Carter e l'eurocomunismo », *Ricerche di storia politica*, vol. 9, no. 2, 2006, pp. 181-196; Laura Fasanaro, "The Eurocommunism Years: Italy's Political Puzzle and the Limits of the Atlantic Alliance," in Giles Scott-Smith, Valérie Aubourg, *Atlantic, Euratlantic or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea from Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, pp. 548-572; Francesco Di Palma, Wolfgang Mueller (eds.), *Kommunismus und Europa. Europapolitik und -vorstellungen europäischer kommunistischer Parteien im Kalten Krieg*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2016; Joane Barth Urban, *Moscow and the Italian Communist Party: From Togliatti to Berlinguer*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1986.
13. PCI Archive at the Gramsci Foundation (Rome), Fondo Berlinguer, Mov. op. int., 129, Dichiarazione comune del Pci e del Partito Comunista Francese, November 15, 1975; Mov. Op. int. 146, Dichiarazione comune del Partito comunista di Spagna, del Partito comunista francese e del Partito comunista italiano, Madrid, March 3, 1977. PCE stands for Spanish Communist Party.

14. Joint statement of the Secretary general of the PCI and the Secretary general of the PCF supporting the reform of the European Parliament, Rome, December 1978, *L'Unità*, December 18, 1978.
15. I have made this argument and analysed the differences in bilateral relations between the SED and, respectively, the PCI, the PCF and the PCE in my article "L'eurocomunismo nelle carte della SED," in *Mondo contemporaneo*, no. 3, 2006, pp. 63-95, in particular pp. 78-93.
16. Berlinguer was Secretary general of the PCI from 1972 until his death in 1984. On the PCI in those years see for example, Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, op. cit.; of the same author, *I comunisti italiani e gli altri. Visioni e legami internazionali nel mondo del Novecento*, Turin, Einaudi, 2021; Francesco Barbagallo, Enrico Berlinguer, Roma, Carocci, 2006; Roberto Gualtieri, "The Italian Political System and Détente (1963-1981)," *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 9, no. 4, 2004, pp. 428-449; Roberto Gualtieri (ed.), *Il PCI nell'Italia repubblicana (1943-1991)*, Rome, Carocci, 2001; Valentine Lomellini, "The PCI and the USA: Rehearsal of a Difficult Dialogue in the Era of Détente," *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 20, no. 3, 2015, pp. 346-360; Laura Fasanaro, "Neither in One Bloc, Nor in the Other: Berlinguer's Vision of the End of the Cold War," in Frédéric Bozo et al. (eds.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, pp. 163-176.
17. BStU, MfS, HVA, 76, "Auskunft über die Politik und innerparteiliche Situation der Italienischen Kommunistischen Partei (IKP) unter besonderer Berücksichtigung gegnerischer Wertungen und Aktivitäten, 16. März 1979."
18. Laura Fasanaro, "Neither in One Bloc, Nor in the Other," art. cit.
19. I will better explain the goals of East Germany's Westpolitik in part 3.
20. Laura Fasanaro, *La DDR e l'Italia. Politica, commercio e ideologia nell'Europa del cambiamento (1973-1985)*, Rome, Carocci, 2016, chap. 3 and 7.
21. See for example, BStU, MfS, HA XVIII, 7616, "Botschaft der DDR in Italien, Gespräch mit Dr. Fracassi am 7.4.76 – Gesprächsvermerk", Rome, April 7, 1976; Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (hereafter PAAA), Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der DDR (hereafter, MfAA), ZR 1228/87; "Vermerk über das Gespräch des Aussenministers [...] Oskar Fischer, mit dem italienischen Aussenhandelsminister [...] Ossola am 27.10.1978, Rome October 27, 1978. See also BStU, MfS, HA XVIII, 7616, Gerhard Beil, "Information über die 4. Tagung der Gemischten Regierungskommission DDR-Italien, Italien-DDR, Berlin, den 20.5.1977"; same folder, "Protokoll der IV. Tagung der Gemischter Kommission im Rahmen des Abkommens zwischen der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik und der Regierung der Italienischen Republik über wirtschaftliche, industrielle und technische Zusammenarbeit vom 18.4.1973;" same folder, "Gemeinsames Programm der Gemischten Kommission der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik und der Regierung der Italienischen Republik für die wirtschaftliche, industrielle und technische Zusammenarbeit in den Jahren 1977 und 1978." A more detailed description of Italian-East German trade agreements can be found in Laura Fasanaro, *La DDR e l'Italia*, op. cit., Ch. 5.
22. BStU, MfS, HA XVIII, 7616, Gerhard Beil, "Information über die 4. Tagung der Gemischten Regierungskommission [...], den 20.5.1977," doc. cit.
23. Odd Arne Westad, "Beginnings of the End: How the Cold War Crumbled," in Silvio Pons and Federico Romero, *Reinterpreting the End of the Cold War*, London, Frank Cass, 2004, p. 73; M. Gorbachev, *Le idee di Berlinguer ci servono ancora*, Rome, Sisifo, 1994, pp. 16-20.
24. Hermann Axen and Kurt Hager were both Politbüro members: the former was the SED Central Committee's Secretary responsible for International Relations, the latter one of the party's ideologues.
25. See for example Bundesarchiv (hereafter BA, SAPMO, IV 2/2.035/92, Einschätzung der Gemeinsamen Erklärung der Französischen Kommunistischen Partei und der Italienischen Kommunistischen Partei vom 17. November 1975; Büro Axen, IV 2/2.035/35, Bericht über die Berliner Konferenz der Kommunistischen und Arbeiterparteien Europas (29. Und 30. Juni 1976);

see also, PCI Archive at the Istituto Gramsci, Fondo Berlinguer, Mov. op. int., 140, Discorso di Enrico Berlinguer Segretario generale del Pci alla Conferenza dei partiti comunisti e operai d'Europa, Berlin, June 29-30, 1976.

26. BA, SAPMO, Büro Axen, IV 2/2.035/35, Zur Einschätzung der Berliner Konferenz der kommunistischen und Arbeiterparteien Europas 1976 und zur Entwicklung der kommunistischen Bewegung, 7. Dezember 1976.

27. I have previously made these arguments, based on the SED's records, in Laura Fasanaro, "Eurocommunism. An East German perspective," in Leopoldo Nuti (ed.), *The Crisis of Détente in Europe*, op. cit., pp. 244-255.

28. Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (hereafter PAAA), Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der DDR (hereafter, MfAA), C 3525, Information note and analysis of the Tindemans Report (no date, probably beginnings 1976), "Zum Tindemans Bericht [...]. Zur Zielsetzung u. zu den Konzeptionen des Berichtes."

29. PAAA, MfAA, C 3525, Botschaft der DDR in Italien, [...], Zum Ergebnis der Konsultationen des belgischen Ministerpräsidenten Tindemann mit führenden italienischen Politikern zur Vorbereitung seines "Berichts über die Europäische Union" and die EWG-Gipfel-konferenz, Dezember 1975, Rom, 19.10.1975.

30. PAAA, MfAA, C 3525, Information note and analysis of the Tindemans Report (no date, probably beginnings 1976), "Zum Tindemans Bericht," doc. cit.; C 3525, Account of the content of the Tindemans Report, "Zum Tindemans-Bericht über die Europäische Union" (Quelle: HA Grundsatzfragen und Planung), no date; C 3525, "Entwurf. Einschätzung der Perspektive zur Schaffung einer 'Europäischen Union' in Westeuropa und Schlussfolgerungen für unsere Haltung, 21.4.1976".

31. PAAA, MfAA, C 3525, Information note and analysis of the Tindemans Report (no date, probably beginnings 1976), "Zum Tindemans Bericht," doc. cit.

32. *Ibid.*

33. PAAA, MfAA, C 3525, Account of the content of the Tindemans Report, "Zum Tindemans-Bericht", no date, doc. cit.

34. PAAA, MfAA, C 3525, Information note and analysis of the Tindemans Report (no date, probably beginnings 1976), "Zum Tindemans Bericht," doc. cit.

35. *Ibid.*

36. PAAA, MfAA, C 3525, Account of the content of the Tindemans Report, "Zum Tindemans-Bericht", no date, doc. cit.

37. PAAA, MfAA, C 3525, Information note and analysis of the Tindemans Report (no date, probably beginnings 1976), "Zum Tindemans Bericht," doc. cit.

38. PAAA, MfAA, C 3525, "Entwurf. Einschätzung der Perspektive zur Schaffung einer 'Europäischen Union', 21.4.1976," doc. cit.

39. Der Bundesbeauftragte für die Stasi-Unterlagen (hereafter BStU), Ministerium für Staatssicherheit (hereafter MfS), HVA, Nr. 85, "Wirtschaftspolitische Informationsübersicht Nr. 9/78, 6. Oktober 1978."

40. BStU. MfS, ZAIG, Nr. 6273, "Leiterinformation über den Stand der Auseinandersetzungen zwischen den imperialistischen Hauptmächten über die weitere Gestaltung der Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen in Vorbereitung auf das Wirtschaftsgipfeltreffen vom 28.-30.5.1983 in Williamsburg/USA, Berlin, 15.3.1983."

41. See for example BA, SAPMO, Büro Hager, IV B2/2.024/129, "Vorschläge für die Zusammenarbeit zwischen der KPdSU und der SED auf theoretischem und ideologischem Gebiet", Berlin, June 22, 1973.

42. Hermann Wentker, *Aussenpolitik in engen Grenzen*, op. cit., pp. 446 and ff.; on this topic see also, Anja Hanisch, *Die DDR im KSZE-Prozess 1972-1985. Zwischen Ostabhängigkeit, Westabgrenzung und Ausreisebewegung*, München, Oldenbourg Verlag, 2012; Federica Caciagli, *La Germania Est tra Mosca*

e Bonn. *Ostpolitik e Westpolitik nel rilancio del processo di sicurezza in Europa (1969-1975)*, Rome, Carocci, 2010.

43. Hermann Wentker, *Aussenpolitik in engen Grenzen*, op. cit., pp. 371 and ff.
44. *Ibid.*; see also PAAA, MfAA, C 3519, "Abteilung Westeuropa. Massnahmen für die Weiterentwicklung der bilateralen Beziehungen der DDR zu Italien im Zeitraum 1975/76."
45. See Oliver Bange, "'Keeping détente alive': inner-German relations under Helmut Schmidt and Erich Honecker, 1974-1982", in L. Nuti (ed.), *The Crisis of Détente in Europe*, op. cit., pp. 230-243.
46. Archive of the Craxi Foundation, B.155/Fasc.39, Ufficio del consigliere diplomatico del Presidente del Consiglio dei ministri, "Nota sui rapporti bilaterali Italia-RDT in vista della visita di Erich Honecker in Italia, 23-24 aprile 1985" (no date, probably April 22, 1985).
47. Maximilian Graf, *Die DDR und die EWG 1957-1990*, op. cit., pp. 25-27.
48. David W. Kennedy, David Webb, *Integration: Eastern Europe and the European Economic Communities*, 28 Colum.J. Transnat'l L. 633, 1990 (available at, <http://nrs.harvard.edu/urn-3:HUL.InstRepos:16121164>, accessed January 27, 2022), p. 636.
49. Angela Romano, "Untying Cold War knots," art. cit., pp. 159-160.
50. M. Graf, *Die DDR und die EWG 1957-1990*, op. cit., pp. 22-28.
51. *Ibid.*, p. 25.
52. A. Romano, "Untying Cold War knots," art. cit., p. 162.
53. *Ibid.*, pp. 163-167. See also Suvi Kansikas, *Socialist Countries face the European Community*, op. cit.
54. M. Graf, *Die DDR und die EWG 1957-1990*, op. cit., pp. 22-27.
55. BStU, MfS, HA XVIII Nr. 6428, "US Department of Commerce, Overseas Business Reports, German Democratic Republic Five-Year Plan Summary and Commercial Analysis," September 1977.
56. M. Graf, *Die DDR und die EWG 1957-1990*, op. cit., p. 26.
57. *Ibid.*, pp. 25-29. On the late phase of the 1980s, see also Wolfgang Mueller, "Die UdSSR und die Europäische Integration," in Michael Gehler (ed.), *Vom Gemeinsamen Markt zur Europäischen Unionsbildung. 50 Jahre Römische Verträge 1957-2007*, Wien-Köln-Weimar, Böhlau, 2009, pp. 617-662, quoted by M. Graf, op. cit., footnote 26.
58. André Steiner, *The Plans that Failed*, op. cit., p. 162. See also the analysis of the US Department of Commerce on the GDR of 1977 entitled "US Department of Commerce, Overseas Business Reports, German Democratic Republic Five-Year Plan Summary and Commercial Analysis," September 1977, BStU, MfS, HA XVIII, Nr. 6428.
59. See H. Wentker, *Aussenpolitik in engen Grenzen*, op. cit., pp. 477 and ff.
60. W. Lippert, "Economic Diplomacy and East-West Trade During the Era of Détente: Strategy or Obstacle for the West?," in L. Nuti (ed.), *The Crisis of Détente in Europe*, op. cit., p. 198. Of the same author, see also *The Economic Diplomacy of Ostpolitik: Origins of NATO's Energy Dilemma*, New York, Berghahn, 2010.
61. See Gareth Dale, *Between State Capitalism and Globalization*, op. cit.
62. *Ibid.*, pp. 163-169.
63. Pavel Szobi, "Between ideology and pragmatism," art. cit., p. 256.
64. A. Romano, "Untying Cold War knots," art. cit., p. 156.
65. Honecker's quote is reported by Pavel Szobi, "Between ideology and pragmatism," art. cit., p. 257.
66. *Ibid.*, pp. 255-269.
67. André Steiner, *The Plans that Failed*, op. cit., pp. 142-144; see also Hermann Wentker, *Aussenpolitik in engen Grenzen*, op. cit., p. 391. For a broader view on structural economic evolution in the two German states, see Werner Plumpe, André Steiner (eds), *Der Mythos von der postindustriellen Welt. Wirtschaftlicher Strukturwandel in Deutschland 1960-1990*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2016.

68. Angela Romano, Federico Romero, “European Socialist regimes facing globalization,” art. cit., p. 159.

ABSTRACTS

Between the mid-1970s and the mid-1980s a deep socio-economic transformation crossed both Eastern and Western Europe in very different, yet interrelated ways. In both regions, despite profoundly diverse contexts, communist parties reshaped their perception, image and vision of Europe accordingly. This article looks into East Germany’s perspective on some key elements of European politics, from Italian Eurocommunism to European integration, in the aftermath of the German Democratic Republic’s international recognition. The article explores three main aspects. First, it looks into the different reactions of, respectively, the East German Socialist Unity Party (SED) and the Italian Communist Party (PCI) to Europe’s momentous transition. In this respect, it argues that the former mainly focused on handling that change, by subsequently adapting the GDR’s inner and foreign policy, whereas the latter engaged in an attempt at leading and steering change, both domestically and internationally, through its Eurocommunist line. Second, the article investigates the East German perception of the “European Union” idea and reveals that this was seen as a project with significant political implications, that went beyond the visible economic power of the European Community. Third, the article reconstructs some of the main aspects of the GDR’s *Westpolitik*, within the context – and the limits – of the economic and energy crisis that in distinct ways involved both Western and Eastern Europe in the 1970s.

Entre 1975 et 1985 l’Europe a vécu une phase de profonde transformation socio-économique. Bien que les contextes de l’Europe orientale et occidentale soient évidemment très différents, ce bouleversement a touché les deux espaces : ainsi, les partis communistes de l’Est et de l’Ouest ont dû reconsidérer aussi leurs images et visions de l’Europe. Cet article analyse la perception dans la République démocratique allemande (RDA) de certains thèmes fondamentaux de la politique européenne, comme l’eurocommunisme, en particulier la version du Parti communiste italien (PCI), et l’évolution de l’intégration européenne. Trois questions sont analysées dans cet article. D’abord, les différentes réactions des partis communistes est-allemand et italien aux changements économiques et sociaux dans les deux pays. Il semble que le Parti socialiste unifié de la RDA (SED) ait essayé surtout de contrôler le défi du changement, tandis que le PCI voulait avant tout le favoriser et le conduire dans la direction de l’eurocommunisme. L’article se focalise ensuite sur l’idée de l’« Union européenne » dans la perspective du SED. Au milieu des années 1970, la portée de cette idée apparaît déjà forte du point de vue politique, au-delà de l’évidente puissance économique de la Communauté européenne, et malgré ses divisions internes. L’article analyse, enfin, quelques aspects de la *Westpolitik* est-allemande, dans le contexte de la crise économique et énergétique européenne, et compte tenu des limites posées par cette crise.

INDEX

Mots-clés: République démocratique allemande (RDA), parti communiste italien (PCI), eurocommunisme, intégration européenne, crise économique

Keywords: German Democratic Republic (GDR), Italian Communist Party, eurocommunism, European integration, economic crisis

AUTHOR

LAURA FASANARO

Laura Fasanaro (PhD) is Senior Research Associate in History of International Relations and Lecturer in History of European Integration and The EU in Global environmental governance at the Department of Political Science, Roma Tre University. Her research interests focus on the History of European integration, Italian-German relations, Cold War history and Eurocommunism and, more recently, Energy and Environmental history. She is the author of the books: *La DDR e l'Italia. Politica, commercio e ideologia nell'Europa del cambiamento (1973-1985)* (Rome, Carocci, 2016) ; *Energia contesa, energia condivisa. La Francia, il problema tedesco e la questione carbonifera nei due dopoguerra* (Florence, Polistampa, 2008), and of a number of essays on Italian-German relations, the history of the Italian Communist Party and EU politics.

Aux origines de la Maison commune européenne de Gorbatchev : influences et concepteurs (années 1970-1989)

Gorbachev's Vision of a "Common European Home": Designers and Influences (1970-1989)

Sophie Momzikoff

- 1 Au mois de mai 1989, le gouvernement hongrois décide d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche. Budapest peine alors à endiguer le flux de réfugiés en provenance de la République démocratique allemande (RDA) voisine en crise. Quelques mois plus tard, en juillet 1989, alors que cette première brèche s'est déjà ouverte dans le rideau de fer et que le bloc de l'Est est agité par les soubresauts de la contestation, le Secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), Mikhaïl Gorbatchev, prononce au Conseil de l'Europe de Strasbourg un discours largement salué¹. Invoquant Victor Hugo, il souligne les racines européennes de la Russie soviétique. Appelant à la fin de la confrontation Est-Ouest, il plaide non seulement pour la réunion d'une Europe séparée, mais également pour une reconnaissance de la nature socialiste de sa partie orientale. Bâtir une « Maison commune européenne » devient désormais une nécessité de premier plan. Le pilier principal de cet édifice doit être la sécurité et, pour la garantir, il est urgent de réduire les arsenaux nucléaires et conventionnels des deux alliances militaires (Pacte de Varsovie et Organisation du Traité d'Atlantique-Nord, OTAN). Cette maison doit aussi avoir des fondements économiques et écologiques, avec la création d'un large espace d'échanges intérieurs. Puisque l'URSS est devenue, grâce à ses réformes (perestroïka), « un État socialiste tout à fait différent », il faut bâtir une nouvelle Europe et donner corps à la « Maison commune européenne »².
- 2 Énoncée officiellement pour la première fois en 1987, la Maison commune européenne s'inscrit dans le cadre d'un projet plus vaste, celui de Nouvelle Pensée (en russe, *novoië myshlenie*). Programme de politique extérieure présenté par Mikhaïl Gorbatchev en

février 1986, la Nouvelle Pensée repose sur une réduction des arsenaux nucléaires et conventionnels et propose un rapprochement entre les mondes socialiste et capitaliste. La Maison commune européenne, l'une de ses dimensions majeures, marque quant à elle une rupture importante avec l'attitude traditionnelle de l'URSS vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest et des démocraties populaires³. Son énonciation signifie en effet que l'Union soviétique entend réintégrer une certaine communauté de destin européenne et affirmer sa vocation à être partie intégrante d'un espace civilisationnel, culturel et politique européen. Désormais, l'Europe occidentale n'est plus perçue comme une menace, mais comme un partenaire en puissance, si bien que les démocraties populaires perdent la fonction traditionnelle de glacis⁴ qui était la leur depuis les années 1940. Dès lors, les rapports entre ces dernières et Moscou peuvent être redéfinis. Enfin, lancer un tel slogan signifie que le Vieux Continent devient une priorité pour l'URSS : il n'existait en effet pas de projet ni de programmes aussi poussés et aboutis pour l'Asie⁵, les Amériques, l'Afrique, ou l'Océanie.

- 3 La Maison commune européenne a été beaucoup étudiée durant les années 2000 (nous reviendrons en détail sur l'historiographie consacrée à cette question). Elle a particulièrement été explorée par Marie-Pierre Rey⁶ ainsi que dans le cadre de travaux consacrés à la fin de la guerre froide et au processus de réforme en URSS⁷. Ces études ont mobilisé les mémoires d'hommes politiques soviétiques publiés entre les années 1990 et 2000⁸, ainsi que les archives russes déclassifiées, principalement celles du PCUS conservées au RGANI (*Rossiiskii gosoudarstvennyi arkhiv noveichei istorii*, Archives nationales russes pour l'histoire contemporaine), pour partie accessibles aux États-Unis, à la Hoover Institution⁹. Mais hormis les travaux de Marie-Pierre Rey, très peu d'historiens se sont penchés en détail et au moyen d'un travail d'archives approfondi sur la genèse et les influences ayant nourri ce concept.
- 4 L'objectif de cet article est donc d'enrichir les pistes ouvertes par les travaux évoqués en étudiant les origines de la Maison commune européenne et les influences à l'œuvre dans son élaboration. Nous nous attacherons plus précisément à envisager l'influence des conseillers de Gorbatchev dans la naissance de ce concept, depuis les années 1970 jusqu'à son énonciation et sa conceptualisation définitive entre 1987 et 1989. On mobilisera ici des archives assez peu utilisées (Archives de l'Académie des Sciences d'Union soviétique, archives de mouvements transnationaux) et on montrera dans quelle mesure les études sur la genèse de la Maison commune européenne peuvent être renouvelées, non seulement par l'examen de ces sources, mais également en les réinsérant dans un champ de recherche plus vaste, portant sur l'internationalisme et les échanges transnationaux durant la guerre froide¹⁰.
- 5 Partant du principe qu'il est essentiel de replacer la Maison commune européenne dans un contexte spatio-temporel élargi, le propos est donc centré sur le parcours des proches conseillers de Gorbatchev, identifiés comme étant les principaux inspirateurs de la Nouvelle Pensée et de la Maison commune européenne¹¹. Parmi eux, on retrouve tout particulièrement six hommes : Anatoli Tcherniaïev (1921-2017) et Vadim Zagladine (1927-2006), qui conseillent Mikhaïl Gorbatchev principalement pour les affaires européennes ; Guéorgui Arbatov (1923-2010) et Alexandre Iakovlev (1923-2005), qui lui apportent leur expertise sur les questions de contrôle des armements et d'influence auprès des forces politiques occidentales ; Anatoli Kovalev (1923-2002), diplomate, ayant longtemps servi au sein du premier département européen du ministère des Affaires étrangères ; et enfin, Valentin Faline (1926-2018), spécialiste de la question

allemande¹². Comment expliquer la représentation originale et peu conventionnelle des relations internationales qu'ont ces hommes de l'appareil ? Nous poserons comme hypothèse que leur vision des questions extérieures est le fruit d'une lente maturation, résultant de leur parcours socio-professionnel et qu'elle est le produit de diverses influences, au premier rang desquelles on trouve leurs multiples séjours à l'étranger durant les années 1970 et le début des années 1980, ainsi que leurs rencontres avec des cercles politiques ouest-européens dans le cadre de mouvements transnationaux.

- 6 Une première section de l'article sera consacrée à un nécessaire bilan historiographique de la Maison commune européenne, afin de montrer l'utilité de mobiliser des outils récents de l'historiographie pour réinterroger ce concept. Puis, dans une seconde partie, nous nous pencherons sur la place du parcours de ces hommes dans la construction d'un imaginaire européen spécifique, avant d'explorer, dans une troisième partie, le rôle des échanges humains et intellectuels avec l'Europe occidentale dans la gestation d'une vision alternative des questions européennes. Qu'est-ce que « l'Europe » pour ces hommes ? L'URSS y a-t-elle sa place ? Comment pensent-ils son avenir ? Enfin, dans une dernière partie, nous nous intéresserons à la mécanique de fabrication de cet outil politique qu'est la Maison commune européenne, au prisme de l'influence des conseillers de Gorbatchev, principalement entre 1987 et 1989, deux années au cours desquelles se cristallise ce projet.

La Maison commune européenne : mise en perspective historiographique

- 7 Nous l'avons déjà souligné, la Maison commune européenne est un concept singulier. Elle rompt en effet avec le discours officiel soviétique, considérant l'Europe occidentale comme une menace, et l'Europe centrale et orientale comme un espace d'influence exclusivement soviétique, où une présence militaire massive était nécessaire pour se prémunir contre une éventuelle agression de la partie occidentale du Vieux Continent¹³.
- 8 Cette rupture est en soi tout à fait significative dans un système soviétique où, comme l'a montré l'anthropologue américain Alexey Yurchak, le discours est très normé et s'inscrit dans le cadre d'une idéologie d'État¹⁴. Ainsi, tout changement de rhétorique officielle représente déjà un bouleversement majeur, puisqu'il remet en cause la lecture convenue de l'idéologie et peut servir de support et de justification à une évolution du système, comme cela avait été le cas durant le Dégel. Pour revenir à la Maison commune européenne, son énonciation n'était néanmoins pas si imprévisible. Elle venait en effet consacrer une modification de l'attitude de l'URSS vis-à-vis de ses voisins occidentaux, déjà perceptible depuis le début des années 1970. C'est en effet ce qu'a démontré Nicolas Badalassi dans sa thèse consacrée à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe¹⁵ (CSCE). À l'issue de la première réunion de cette dernière, entre 1972 et 1975, l'URSS avait considérablement adouci sa ligne par rapport à l'Europe occidentale, puisqu'elle avait reconnu les principes d'autodétermination des peuples, de changement pacifique des frontières ou encore de respect des droits de l'homme, en contrepartie de certaines autres dispositions susceptibles de figer les deux blocs. En ce qui concerne le rapport de l'URSS aux démocraties populaires et donc à la partie orientale du Vieux Continent, l'ouvrage récent sous la direction d'Angela Romano et de Federico Romero¹⁶ montre que celui-ci a considérablement évolué durant

les années 1970. Moscou laisse alors une relative liberté à ses partenaires socialistes est-européens pour nouer des contacts économiques solides avec leurs voisins occidentaux¹⁷.

- 9 L'énonciation du concept de Maison commune européenne, la mise en œuvre d'une politique de rapprochement avec l'Europe occidentale et l'attitude plus souple de Moscou vis-à-vis des démocraties populaires¹⁸ ont également été replacés dans un cadre spatio-temporel plus vaste. Marie-Pierre Rey les rattache au fameux balancier russe entre l'Europe et l'Asie, un « dilemme » constant dans l'histoire du pays¹⁹. En somme, la Maison commune européenne serait lue comme un moment européen de la politique étrangère russe. Andrey Tsygankov range également Gorbatchev parmi les « occidentalistes », qui mettent l'accent sur l'identité européenne de la Russie, le terme d'Europe lui-même étant à lui seul synonyme d'une Europe occidentale largement mythifiée, incarnant une certaine « modernité » ayant inspiré les successives étapes de la « modernisation » russe²⁰.
- 10 Ainsi, grâce à ces travaux, on constate que la Maison commune européenne, plutôt qu'une rupture radicale, vient davantage confirmer et amplifier un changement d'attitude vis-à-vis de l'organisation du continent européen, dont les prémices datent des années 1970. Toutefois, c'est surtout dans le cadre des études sur la Nouvelle Pensée de Gorbatchev – dont elle est l'émanation, que la Maison commune européenne a été analysée. Citons ici les travaux de Mark Kramer²¹ et de Vladislav Zubok²², qui explorent principalement sous l'angle diplomatique la mise en œuvre de la politique extérieure gorbatchévienne entre 1985 et 1991. Citons aussi la remarquable synthèse de David Hoffman²³ sur le rapport très particulier de Gorbatchev à l'outil nucléaire, les études de Frédéric Bozo ou de Mary-Elise Sarotte²⁴ sur la place de la question allemande dans la politique gorbatchévienne, les travaux de Silvio Pons²⁵ sur les relations de Gorbatchev avec les partis communistes ouest-européens, qui nous éclairent sur la déclinaison politique pratique et la mise en œuvre de la Maison commune européenne.
- 11 Malgré tout, ces travaux ne nous permettent pas de répondre pleinement à certaines questions, qui méritent d'être davantage creusées. Comment se construit l'imaginaire européen de Gorbatchev et de son équipe ? Sur la base de quelles influences, de quelles expériences ? Certes, on retient souvent quelques épisodes connus, en particulier les séjours européens de Gorbatchev au début des années 1980 (sa rencontre avec Margaret Thatcher en 1984), pour expliquer une forme de conversion européenne du dirigeant. On se réfère aussi à son aveu personnel, énoncé bien après l'effondrement de l'URSS, celui d'être de conviction sociale-démocrate²⁶. Mais il ne s'agit que de quelques épisodes anecdotiques, souvent mythifiés, ainsi que d'une analyse *a posteriori* que l'on se doit d'appréhender avec toute la distance nécessaire. Car Gorbatchev, avant le milieu des années 1980, est très peu au fait des questions internationales, l'essentiel de son rapport au monde se construisant grâce à l'expertise de ses conseillers et à son expérience personnelle²⁷.
- 12 C'est pourquoi un certain nombre d'ouvrages, principalement dans le champ des sciences politiques²⁸, se sont penchés sur la genèse de la Nouvelle Pensée, au prisme de l'influence des conseillers de Gorbatchev. Ils ont ainsi établi une filiation entre la Nouvelle Pensée et les idées portées par certains cénacles et mouvements transnationaux auxquels avaient participé les proches conseillers du dirigeant. Ainsi, le terme même de Nouvelle Pensée n'était pas une invention soviétique, mais bel et bien une expression empruntée au célèbre « manifeste Russel - Einstein » de 1955²⁹, du nom

des deux savants qui en étaient les auteurs, Bertrand Russel et Albert Einstein, lesquels appelaient de leurs vœux une « Nouvelle Pensée » à l'âge nucléaire. De même, le terme de « suffisance raisonnable » des arsenaux nucléaires, selon lequel les États devraient être dotés d'arsenaux nucléaires suffisants pour assurer leur sécurité respective, mais fixés à un niveau raisonnable pour ne pas devenir menaçants, avait été avancé par des mouvements réunis à l'initiative de Willy Brandt, l'ex-chancelier ouest-allemand, au début des années 1980³⁰. À la lecture de ces travaux, on en viendrait finalement à considérer que l'ensemble des éléments structurant la Nouvelle Pensée et la Maison commune européenne n'étaient que des emprunts faits à l'Occident.

- 13 Or en l'occurrence, la précaution s'impose à plusieurs égards. Tout d'abord, il convient de distinguer les slogans de leur traduction politique concrète, laquelle peut différer. Ensuite, comme le montrent très bien les travaux de Sandrine Kott³¹ ou de Simon Godard³², les enceintes internationales et autres mouvements transnationaux où se rencontraient les acteurs politiques des deux blocs étaient des lieux où pouvait se former une pensée hors guerre froide, précisément en raison de la confrontation des points de vue et de l'émulation qu'ils permettaient. De même, il convient de considérer les échanges et les circulations Est-Ouest durant la guerre froide, dont on mesure aujourd'hui l'ampleur³³, de manière équilibrée, et non comme un simple transfert d'idées d'Est en Ouest, qui sous-entendrait une supériorité des valeurs occidentales, destinées à triompher et à s'imposer dans le monde socialiste³⁴. Car ce dernier a également fait passer des idées, des contenus culturels et des pratiques³⁵ de l'autre côté d'un rideau de fer plus poreux qu'on ne le pensait³⁶.
- 14 Par ailleurs, reposant sur un corpus dont on perçoit aujourd'hui les limites, les travaux sur la genèse de la Nouvelle Pensée et de la Maison commune européenne peuvent être renouvelés par les archives. En effet, les documents de la Fondation Gorbatchev, au demeurant fort précieux, peuvent pourtant faire l'objet d'une sélection au niveau de leur contenu. Ils ont principalement été exploités pour la période 1985-1991, au cours de laquelle Gorbatchev est au pouvoir, alors que les archives personnelles de ses conseillers, qui y sont également conservées, sont moins utilisées. L'une des sources essentielles pour la période, le journal du fidèle conseiller de Gorbatchev pour les questions extérieures, Anatoli Tcherniaïev³⁷, a été assez peu mobilisée pour des études portant sur les années 1960 ou 1970. Des archives, celles de l'Académie des Sciences d'URSS, du Fonds 5 du RGANI, ainsi que celles de mouvements internationaux, peuvent utilement être mobilisées pour compléter et préciser les pistes déjà ouvertes.
- 15 Nous allons à présent voir qu'il est important de restituer la genèse de la Maison commune européenne au prisme de l'influence des hommes et des réseaux l'ayant rendue possible, au moyen de ces nouvelles archives et en tenant compte du renouveau historiographique visant à considérer les mouvements internationaux et transnationaux auxquels participent les proches conseillers de Gorbatchev comme des lieux de compétition certes, mais également comme des générateurs d'une pensée hors guerre froide, susceptible d'influencer la vision des questions extérieures de ces hommes de l'appareil.

Parcours, influences et construction d'un imaginaire européen spécifique

- 16 Pour le sociologue Claude Dubar, l'identité se construit par un processus de sociabilisation, au moyen d'un ensemble d'expériences personnelles ou professionnelles³⁸. Ici, la question n'est pas nécessairement de déterminer si les futurs conseillers de Gorbatchev pour les questions européennes ont une identité commune, mais plutôt de savoir si leurs visions des relations internationales, au-delà des singularités propres à chacun, présentent des similitudes. Nous nous intéresserons plus particulièrement à leur perception des affaires européennes. Par perception, on entendra une lecture de la réalité pouvant influencer la manière par laquelle on considère le monde³⁹. On peut ainsi identifier un certain nombre de facteurs susceptibles d'influencer leurs perceptions des questions extérieures.
- 17 En premier lieu, citons l'appartenance générationnelle. Les travaux de Benjamin Tromly⁴⁰, de Julianne Fürst⁴¹ ou encore de Vladislav Zubok⁴² ont identifié plusieurs traits générationnels communs à ces hommes, que l'on appelle d'ailleurs les « soixantards », en russe *chestidesiatniki*. Le fait, tout d'abord, d'appartenir à une intelligentsia ayant fait ses études supérieures à l'époque stalinienne, d'où le qualificatif d'« intelligentsia stalinienne » que l'on emploie parfois pour les désigner. Staline avait en effet appelé de ses vœux, après la guerre, la formation d'une intelligentsia plus performante, destinée à rivaliser avec les capitalistes. Marqués par les révélations du XX^e Congrès de 1956 qui avait dévoilé les crimes de Staline et par le Dégel, ces hommes ont également en commun d'avoir atteint des postes importants dans l'appareil durant la Détente.
- 18 Qui plus est, la plupart de ceux qui formeront les rangs des futurs conseillers de Gorbatchev pour les affaires européennes ont pour point commun de graviter dans des réseaux dépendant du Parti et spécialisés dans les questions internationales. On les appelle les *mejdounarodniki*, en français les « internationalistes ». Pierre-Louis Six a montré dans sa thèse⁴³ que beaucoup d'entre eux occupent des fonctions de consultant au sein de l'appareil international du PCUS ou travaillent au sein d'instituts académiques, chapeautés par l'Académie des Sciences et le Département international du Parti, spécialisés dans l'étude des mondes étrangers. Le plus emblématique d'entre eux est l'IMEMO (*Institout mirovoi ekonomiki i mejdounarodnykh otnochenii*, l'Institut pour l'économie internationale et les relations internationales), fondé en 1956. Alexandre Iakovlev, l'un des principaux inspirateurs de la perestroïka, le dirige au début des années 1980, d'où l'intérêt de se pencher sur la production de ce centre de recherche.
- 19 Au sein de ces réseaux, les conditions de travail sont tout à fait particulières. Tout d'abord, il s'agit d'un milieu professionnel où l'information obtenue et diffusée est très proche du réel et assez peu marquée par l'idéologie. Par exemple, les chercheurs de l'IMEMO ou les consultants du Département international (DI) (du comité central) du PCUS ont accès à une littérature étrangère venue du monde entier qui n'est pas touchée par la censure⁴⁴. Leurs déplacements hors d'URSS peuvent être assez longs et se font en immersion, au sens où ils ne vont pas résider à l'ambassade mais chez des particuliers ou à l'hôtel, dans le cadre de séjours de recherche⁴⁵. Par ailleurs, ils ne sont pas placés sous la surveillance du KGB durant leurs déplacements⁴⁶. Ainsi, leur expérience internationale est assez différente de celle des diplomates.

- 20 En ce qui concerne le groupe des conseillers et proches de Gorbatchev appartenant à la sphère diplomatique (ils sont moins nombreux, mais citons Valentin Faline et Anatoli Kovalev), ils ont œuvré à la Détente Est-Ouest et au rapprochement entre les deux Allemagne à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Comme l'ont montré Nicolas Badalassi⁴⁷, Mathieu Osmont⁴⁸ et Jean-François Juneau⁴⁹ dans leurs travaux respectifs sur le processus d'Helsinki et sur la question allemande, l'action personnelle des deux hommes a très largement contribué à la tenue de la conférence d'Helsinki et à la signature des grands traités de l'Ostpolitik. Ayant gravité au sein des départements européens du MID (*Ministerstvo inostrannykh del*, ministère des Affaires étrangères), leur expérience professionnelle est très largement marquée par ces années de Détente. La logique de corps et ce que l'on pourrait appeler l'esprit de chapelle dû à l'appartenance à un même réseau sont aussi un facteur constitutif de cette identité professionnelle, puisqu'au sein de l'appareil, on appelle ces hommes les « Européens », ces derniers s'attellant à défendre la prééminence de la ligne européenne dans la politique étrangère soviétique afin de gagner en influence⁵⁰.
- 21 Pour revenir aux réseaux du Département international, les consultants qui y travaillent ont des missions très largement dévolues aux relations avec l'Europe occidentale. C'est par exemple le cas de Vadim Zagladine et d'Anatoli Tcherniaïev, les adjoints de Boris Ponomarev, lequel dirige alors le département. Ils sont par exemple chargés de gérer le dossier des eurocommunistes durant les années 1970, en particulier après la conférence de Berlin de 1976, au cours de laquelle les chefs de file de l'eurocommunisme remettent en cause le rôle du PCUS comme parti guide⁵¹. Les archives du Département international étant classifiées pour la période des années 1970 et 1980, on peut néanmoins trouver trace de la présence de ces agents dans les archives des partis politiques européens.
- 22 En témoignent les archives de la Fondation Jean-Jaurès (qui conserve les documents du Parti socialiste français) : les émissaires du DI sont investis dans la diplomatie parlementaire entre la France et l'URSS, comme on peut le constater à la lecture de la thèse de Judith Bonnin⁵². Vadim Zagladine par exemple, est très impliqué dans le dialogue avec le Parti socialiste français à la fin des années 1970 et au début des années 1980⁵³. On retrouve les mêmes émissaires du Département international (le même Vadim Zagladine) dans des mouvements transnationaux pour le désarmement. C'est le cas par exemple du mouvement Pugwash, fondé en 1956 à l'initiative du milliardaire canadien Cyrus Eaton, visant à tisser des liens entre scientifiques du monde entier afin d'œuvrer pour une baisse de la menace nucléaire⁵⁴.
- 23 Il s'agit à présent de voir si l'expérience des questions internationales ainsi que les contacts fréquents et suivis qu'ont entretenus ces experts avec les cercles politiques d'Europe occidentale ont contribué à forger une représentation du monde alternative, différente de la ligne soviétique officielle. Nous prendrons ici quelques exemples concrets, reposant sur la mobilisation de nouvelles archives, pour illustrer notre propos.

Une nouvelle vision des questions européennes : le rôle des échanges humains et intellectuels avec l'Europe occidentale

- 24 En ce qui concerne le rapport à la sécurité sur le Vieux Continent, une note de 1971 rédigée par Nikolaï Inozemtsev, le directeur de l'IMEMO, adressée au directeur du Département international du PCUS, montre l'originalité de la pensée des *mejdounarodniki*. Dès le début des années 1970, ils envisagent d'aller beaucoup plus loin dans la Détente. D'après cette note, une politique plus subtile en matière de contrôle des armements offrirait des perspectives pour Moscou, au premier rang desquelles, un rapprochement avec l'Europe occidentale, dont les bénéfices sont d'après lui sous-estimés. Inozemtsev y propose en effet, non pas une limitation mais bel et bien une réduction des forces nucléaires et conventionnelles en Europe⁵⁵, une démarche qui présenterait pour lui bien des avantages. Le spectre d'une URSS menaçante s'estomperait, ce qui amplifierait le découplage entre les États-Unis et l'Europe, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour bâtir un « système de sécurité et de coopération européenne » plus poussé. Enfin, en plus d'alléger le fardeau des dépenses militaires soviétiques, le désarmement renforcerait l'influence des forces de gauche et des mouvements « progressistes » en Europe occidentale, qui se rapprocheraient ainsi de Moscou⁵⁶. Outre l'idée de découplage (qui consiste à diviser le couple Europe occidentale – États-Unis), assez traditionnelle dans la pensée soviétique, on observe de véritables éléments de nouveauté que l'on retrouve plus tard dans la Maison commune européenne : la nécessaire réduction des forces conventionnelles et nucléaires sur le Vieux Continent, une réelle coopération entre l'URSS et l'Europe occidentale et une nouvelle architecture de sécurité en Europe sur la base de la CSCE qui se substituerait à terme au Pacte de Varsovie et à l'OTAN. Ainsi, dans l'imaginaire de l'auteur de cette note, non seulement l'URSS a toute sa place dans le système européen, mais surtout l'Europe occidentale n'est pas considérée comme une menace existentielle pour l'URSS.
- 25 Nous voyons donc le lien entre ces milieux particuliers de l'appareil et l'émergence d'une pensée internationale alternative. Mais pour mieux mesurer le rôle des diverses missions et contacts internationaux tissés par ces agents dans la gestation d'un imaginaire européen spécifique, il convient de choisir une échelle d'analyse plus serrée. Nous prendrons ici trois exemples. Premièrement, nous allons examiner l'impact de la participation de Vadim Zagladine (Département international du PCUS) à un cercle politique, formé à l'initiative d'un industriel allemand, Kurt A. Körber. L'homme d'affaire, spécialisé dans la production de machines pour l'industrie du tabac, se lance en 1959 dans des activités de philanthropie. Il crée cette année-là une fondation qui vise à promouvoir la discussion internationale sur des sujets politiques et sociaux. Dans le cadre de cette dernière, il organise une table ronde du nom d'un arrondissement de la ville d'Hambourg dont il est originaire : Bergedorf. Ces tables rondes se réunissent trois fois l'an sur deux jours et peuvent rassembler une trentaine de participants, principalement des hommes politiques de premier plan, anciens ministres ou parlementaires⁵⁷.
- 26 L'émissaire soviétique de ces discussions est donc Vadim Zagladine. Les archives de la Fondation Körber nous montrent qu'il participe en 1984 à une conférence du mouvement se tenant à Moscou, intitulée « L'avenir de l'Europe, problèmes de l'apaisement politique et militaire ». Les interventions de Zagladine durant cette

rencontre confidentielle nous permettent d'entrevoir qu'il est chargé de véhiculer et de défendre la position officielle de Moscou au sein de cette enceinte. De manière assez convenue, il insiste, dans une perspective de découplage, sur l'agressivité américaine : les États-Unis se lancent d'après lui dans une guerre contre le socialisme, où les États européens jouent le rôle d'avant-poste. En revanche, son argumentaire s'éloigne quelque peu de la ligne officielle lorsque, invoquant le caractère européen de la « Russie » – il emploie ce terme à dessein pour mettre en exergue une proximité qui s'inscrit dans le temps –, il souligne que l'URSS et la RFA jouent un rôle essentiel en Europe. En ce sens, un partenariat privilégié entre les deux États est la condition majeure de la pacification du Vieux Continent⁵⁸.

27 On retrouve précisément dans la future Maison commune européenne cette même idée d'un rapprochement indispensable entre la RFA et l'URSS qui précéderait une réconciliation entre les deux Europe divisées. C'est ici que nous pouvons entrevoir que les rencontres de Bergerdorf sont susceptibles d'avoir joué un rôle important dans la gestation du concept de Maison commune européenne, comme le montre plus clairement un autre document d'archive.

28 À la fin de l'année 1986, le même Vadim Zagladine est invité à une conférence à Bergerdorf consacrée à la « Maison commune européenne : points de vue soviétique et ouest-allemand⁵⁹ ». À l'issue de cette rencontre, Zagladine écrit une note à Mikhaïl Gorbatchev :

« Le fondement de la Maison est la sécurité, avec une réduction des armements et le développement de la coopération entre les deux parties (*de l'Europe*) [...]. Peut-être faudrait-il [...] s'orienter vers la réalisation, au moyen de différents accords, d'une zone économique européenne, dans le cadre de laquelle existeraient des lois et des réglementations communes, mais où on conserverait les différences institutionnelles entre les parties occidentales et orientales [*de l'Europe*]⁶⁰. »

29 Ainsi, force est de constater que le slogan même de « Maison commune européenne » semble avoir été le produit de ces contacts informels avec des cercles politiques occidentaux.

30 Un autre exemple est susceptible de nous éclairer sur le rôle de ces mouvements dans la gestation de la Maison commune européenne. En septembre 1980, Olof Palme, homme politique suédois, socio-démocrate, lance une commission indépendante pour les questions de désarmement et de sécurité que l'on appellera la Commission Palme. Cette commission a été identifiée par certains chercheurs comme étant l'un des cercles ayant influencé la Nouvelle Pensée de Gorbatchev⁶¹. C'est en effet la commission Palme qui défend en 1982 l'idée de « sécurité commune », que l'on retrouve d'ailleurs une décennie plus tard dans les travaux de Kenneth Waltz, Barry Buzan, Yves Roucaute ou de Susan Strange⁶². Partant du principe que la sécurité ne peut être garantie seulement par l'outil militaire, qu'elle se décline selon des volets économiques, environnementaux et culturels, elle doit être assurée en tenant compte de l'autre. Rassemblant une soixantaine de membres de différentes nationalités (Egon Bahr, ancien conseiller de Willy Brandt, Cyrus Vance, ancien secrétaire d'État de Jimmy Carter, Gro Harlem-Brundtland, Première ministre norvégienne), la commission Palme promeut donc de nouvelles idées sur le désarmement, comme l'inutilité des armes nucléaires, ou encore la proposition d'un corridor de 150 km sans arsenaux de part et d'autre du rideau de fer⁶³.

- 31 Gueorgui Arbatov, directeur de l'ISKAN (Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des Sciences), futur conseiller de Gorbatchev, a participé à ces rencontres. Il a été identifié comme le maillon ayant permis le transfert de ces idées alternatives vers les hautes sphères soviétiques⁶⁴. Mais cette grille de lecture présente des limites car elle considère Arbatov comme un simple pion. C'est effectivement passer sous silence son action personnelle dans la gestation de ces projets innovants pour la sécurité européenne. Certes, l'essentiel de sa mission s'inscrit dans le cadre d'une diplomatie parallèle destinée à influencer les cercles politiques occidentaux⁶⁵. Mais force est de constater qu'Arbatov, dans ses rapports confidentiels envoyés au sommet, semble souscrire aux projets élaborés durant les sessions de la commission Palme. Les propositions suivantes lui paraissent dignes d'intérêt : toutes les armes nucléaires devront être évacuées des pays qui n'en ont pas, les forces entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN devront atteindre un équilibre parfait et enfin, à l'exception de la France et de la Grande-Bretagne, l'Europe serait amenée à devenir une zone dénucléarisée⁶⁶. Par ailleurs, les acteurs politiques ayant participé à la Commission témoignent du fait que ces propositions n'étaient pas uniquement des « créations occidentales ». Elles étaient le fruit des échanges et confrontations de points de vue entre les acteurs politiques venus des deux blocs. Comme le souligne Gro Harlem Brundtland, au sein de la Commission, des liens personnels et une atmosphère amicale s'étaient développés. Certes, tous comprenaient « que des acteurs haut placés suivaient attentivement Arbatov et l'empêchaient d'aller trop loin ». Par exemple, il était en permanence, y compris durant les moments de sociabilité, escorté par Mikhaïl Milstein, général du GRU (renseignement militaire) à la retraite qui officiait comme chercheur à l'ISKAN. Ce type de binôme était fréquent dans les échanges internationaux et destiné à opérer un contrôle mutuel. Mais finalement, comme le note Brundtland, les échanges parfois vifs avaient permis de gommer les pierres d'achoppement majeurs et d'arriver au consensus⁶⁷.
- 32 Enfin, un dernier exemple illustre le caractère dynamisant des échanges Est-Ouest pour la pensée internationale. Il s'agit de déterminer si les contacts avec les eurocommunistes ont permis un transfert des idées défendues par ces derniers vers les hautes sphères soviétiques, comme certains le soulignent parfois⁶⁸. Les consultants du Département international du PCUS étaient en effet préoccupés par le schisme du communisme en Europe occidentale. Deux d'entre eux, Anatoli Tcherniaïev et Vadim Zagladine, étaient précisément chargés de gérer le dossier des eurocommunistes durant les années 1970⁶⁹. Les deux hommes organisent en octobre 1977, dans le plus grand secret, une réunion informelle qui rassemble d'autres experts venus des mondes académiques. Ces derniers en arrivent à la conclusion suivante :
- « il faut rapidement augmenter notre autorité - celle du PCUS, dans le domaine de la théorie, il faut dépasser l'idée reçue (au demeurant justifiée) que nous sommes enferrés dans le dogmatisme (...) »⁷⁰.
- 33 Par « dogmatisme », les experts entendaient bien entendu l'inaptitude du PCUS à faire évoluer sa ligne, une tendance qui risquait à terme d'ôter définitivement à Moscou sa place de capitale du communisme mondial. Mais pour répondre à notre interrogation, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les consultants ne s'inspiraient pas ni n'admiraient les thèses d'un eurocommunisme qu'il s'agissait de surpasser par un socialisme soviétique plus moderne. C'est ce qu'appelle de ses vœux Tcherniaïev dans son journal : « ils n'ont rien inventé de nouveau⁷¹ », et leurs thèses, affirme-t-il, « ne sont que de pâles copies des théories de Kautsky ou Bernstein : les eurocommunistes

sont très faibles et fragiles et leurs prétentions d'ouverture – ridicules. Oui, il ne s'agit même pas de théorie mais de politique, c'est de la tactique (...)»⁷².

- 34 L'approche des *mejdounarodniki* s'éloigne malgré tout du traditionnel dogmatisme des autorités soviétiques vis-à-vis de ce mouvement. Les eurocommunistes avaient en effet été voués aux gémonies en raison de leur choix d'une voie particulière. Or beaucoup d'autres *mejdounarodniki* préconisent une attitude plus souple à leur égard, comme en témoignent par exemple une note de Valentin Faline datant de 1986 :

« La question doit être posée de la façon suivante : qu'est ce qui est pour nous le plus important : que la position soit sans défaut sur le plan idéologique, ou bien que le parti travaille de façon active dans son pays, influençant de manière positive la politique extérieure⁷³ ? »

- 35 Finalement, les contacts avec les eurocommunistes, sans nécessairement donner lieu à un transfert de leurs idées en URSS, avaient néanmoins généré la prise de conscience d'une urgence : celle de redynamiser un discours idéologique en berne, afin de le rendre attractif pour les opinions publiques et les cercles politiques européens.
- 36 Plusieurs archives mobilisées dans cet article nous ont permis de voir que très peu de temps après son accession au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev était déjà sensibilisé par ses conseillers à la nécessité d'une politique plus audacieuse concernant les questions européennes. Tâchons à présent de mesurer concrètement l'influence de ces hommes sur le contenu conceptuel de la Maison commune européenne (nous avons déjà mis en évidence leur rôle dans le nom même du projet). L'enjeu ne sera pas ici d'analyser la part du décideur lui-même dans ce projet, dont Archie Brown a déjà montré qu'elle avait été considérable⁷⁴, mais comment ses conseillers ont donné corps et sens aux inclinations du dirigeant.

La naissance d'un nouveau slogan : la Maison commune européenne, 1985-1989

- 37 La prise de conscience qu'une autre politique européenne était nécessaire est déjà perceptible dans les hautes sphères avant même l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. À la lecture des comptes rendus du Politburo, il s'avère qu'Iouri Andropov, qui succède à Léonid Brejnev en novembre 1982, envisage d'activer les relations avec l'Europe occidentale car bon nombre de socialistes y sont alors au pouvoir. « Mieux vaut avoir affaire à eux pour les questions de paix et de désarmement⁷⁵ », déclare-t-il à Prague lors d'une réunion confidentielle. Cette première remise en question au sommet prépare en quelque sorte le virage mental opéré par Gorbatchev par rapport à ses prédécesseurs au sujet de l'attitude à tenir vis-à-vis de l'Europe occidentale et des démocraties populaires.
- 38 Les premières visites du nouveau dirigeant sont en effet pour ses homologues ouest-européens et son discours vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest est globalement plus amical. Entre les 2 et 5 octobre 1985, Gorbatchev se rend en France pour y faire la rencontre du socialiste François Mitterrand. Ce séjour s'apparente à une véritable opération de charme, menée avec le concours de son épouse, Raïssa Gorbatcheva⁷⁶. L'intérêt de Gorbatchev pour l'Europe occidentale semble s'accélérer durant les années 1986-1987, au cours desquelles les visites aux dirigeants et figures politiques ouest-occidentales, principalement de gauche, se multiplient : rencontre avec le chef du Parti communiste italien, Alessandro Natta, en janvier 1986⁷⁷ ; voyage en Norvège pour y faire la

connaissance de la Première ministre Gro Harlem Brundlandt, en décembre de la même année⁷⁸.

- 39 L'examen des minutes du Politburo entre 1985 et 1987 montrent que l'attitude de Gorbatchev vis-à-vis de l'Europe occidentale et des démocraties populaires évolue au cours de cette période. Certes, à l'origine, la priorité de Gorbatchev est d'apaiser les tensions avec les États-Unis. En effet, à l'époque, les missiles intermédiaires Pershing stationnés en RFA depuis 1983 sont perçus comme une menace pour l'URSS. Le principal objectif de Moscou est donc de les évacuer d'Europe occidentale afin d'éliminer cette menace susceptible de remettre en question l'équilibre stratégique Est-Ouest⁷⁹. Ce n'est qu'à partir de 1987 que l'on observe un réel infléchissement de la politique de Moscou envers l'Europe occidentale, tournant qui motive le lancement du projet de « Maison commune européenne » à Prague, en avril⁸⁰.
- 40 Sa raison principale semble être le blocage des négociations stratégiques avec les Américains. Début février 1987, Gorbatchev est en quête d'une nouvelle politique. Il demande au MID d'accélérer la conceptualisation d'une politique européenne, « car c'est le bazar avec les Américains », avoue-t-il⁸¹. Le Secrétaire général charge alors le diplomate Anatoli Kovalev de réfléchir à un plan. Les conseillers de Gorbatchev pour les affaires internationales tirent quant à eux profit de cette relative impasse avec Washington pour avancer leurs positions. Alexandre Iakovlev défend l'idée de créer un centre d'études européennes pour renforcer l'efficacité de la ligne choisie et donner corps à un nouveau projet : la Maison commune européenne. Et au printemps 1987, Gorbatchev reconnaît que la priorité est au dialogue avec l'Europe occidentale « sans l'Europe (nous noterons que dans l'imaginaire de Gorbatchev, ainsi que dans celui de bon nombre de ses conseillers, l'« Europe » se résume à la seule Europe occidentale), dit-il, « aucune question ne sera résolue⁸² ». Cette prise de conscience aboutit en avril 1987 à l'énonciation pour la première fois du projet de Maison commune à Prague : « nous nous opposons résolument à la division du continent en deux blocs militaires opposés l'un à l'autre », y déclare Gorbatchev, « nous sommes contre l'accumulation d'arsenaux en Europe, contre tout ce qui est source de menace, de guerre (...) »⁸³.
- 41 Un autre facteur semble avoir contribué à placer la Maison commune européenne au cœur des préoccupations soviétiques. La fin de l'année 1988 et le début de l'année 1989 voient l'affaiblissement économique rapide des démocraties populaires et de l'URSS elle-même. Les travaux du politologue canadien Jacques Lévesque⁸⁴ ont montré que Gorbatchev avait tout d'abord envisagé une intégration est-européenne sur le modèle de la CEE. Mais que face au manque de réceptivité des dirigeants est-européens dont il prend conscience dès 1987, il avait donné priorité à un rapprochement avec la partie occidentale du Vieux Continent. En somme, la Maison commune européenne était donc principalement destinée à se rapprocher de l'Europe de l'Ouest. Les Soviétiques espéraient bien tirer bénéfice de cette nouvelle proximité, en particulier pour mener leurs réformes économiques. En témoignent par exemple les mots évocateurs de Gorbatchev lors de la session du Politburo du 26 mars 1987 :
- « La tâche importante est d'utiliser le potentiel scientifique et technologique ouest-européen [...] pour la politique étrangère, l'Europe est irremplaçable, cela veut dire la bourgeoisie la plus forte du monde, non seulement économiquement mais politiquement⁸⁵. »
- 42 C'est pourquoi une frange de l'historiographie avance que la conversion européenne de Gorbatchev était fortement teintée de *realpolitik* : pour l'URSS, il s'agissait aussi de

défendre ses intérêts de puissance en les réorganisant⁸⁶. Les démocraties populaires représentaient en effet un fardeau pour Moscou, qui devait leur fournir des hydrocarbures à des prix bien en deçà de ceux du marché. Par ailleurs, ces dernières s'étaient fortement endettées auprès des banques occidentales pour moderniser, sans grand succès, leurs systèmes productifs et menaçaient de faire défaut. La perspective d'un rapprochement avec l'Europe occidentale permettait donc à la fois de maintenir à flot les démocraties populaires, tout en estompant le spectre d'un conflit Est-Ouest et en rendant possible la réduction des effectifs militaires qui grevaient le budget soviétique⁸⁷.

- 43 Durant cette période, il semble plus que jamais urgent que la perestroïka soviétique soit couronnée de succès. Ici, les conseillers de Gorbatchev pour les questions internationales profitent encore une fois du contexte pour avancer leurs positions. Pour eux, le poids des dépenses militaires est devenu un facteur entravant la modernisation du pays et il devient donc urgent de faire aboutir les négociations sur le désarmement. « Il faudrait vraiment réfléchir attentivement à une manière de transférer les militaires vers un travail civil (...); 25 à 30 % des moyens dégagés serviraient à la sphère sociale, au logement⁸⁸ », avoue Anatoli Tcherniaïev dans une note envoyée au secrétaire général en novembre 1988. Les encouragements des conseillers poussent Gorbatchev à prendre les chemins du désarmement qui présenterait deux avantages : se rapprocher de l'Europe occidentale et baisser les dépenses militaires.
- 44 En l'occurrence, le Secrétaire général se range également aux recommandations d'un autre de ses conseillers : il s'agit de Gueorgui Arbatov. Ce dernier lui propose au début de l'été 1988 d'opérer un retrait unilatéral conséquent d'une partie des arsenaux conventionnels soviétiques en Europe orientale. Cette décision permettrait pour lui un rapprochement avec l'Europe occidentale plein de promesses⁸⁹. Cette proposition est présentée au monde entier dans son discours prononcé à l'ONU en décembre 1988, préparé entre autres par ses conseillers Tcherniaïev et Faline⁹⁰.
- 45 Si l'URSS cherche alors à repenser les formes de domination sur son empire, elle n'entend néanmoins pas l'abandonner, mais plutôt revoir ses leviers d'influence dans la région. C'est en cela que le projet de Maison commune européenne devient une condition essentielle du maintien soviétique en Europe de l'Est. C'est aux côtés de ses conseillers Vadim Zagladine, Alexandre Iakovlev et Anatoli Tcherniaïev, dont l'influence sur la question est croissante, que Mikhaïl Gorbatchev prépare un grand discours. Ce dernier doit être prononcé au Conseil de l'Europe à Strasbourg début juillet 1989⁹¹. L'objectif des conseillers est d'éviter que les pays d'Europe occidentale ne tentent de déstabiliser les démocraties populaires en crise⁹². En proposant une Maison commune européenne fondée sur la politisation et le rapprochement des alliances – le Pacte de Varsovie et l'OTAN –, ainsi que sur un désarmement du Vieux Continent, l'URSS gardait l'initiative : elle récolterait les bienfaits de relations renforcées avec l'Europe occidentale, tout en conservant une influence plus souple et moins coûteuse sur ses anciens alliés.
- 46 Néanmoins, et c'est un point essentiel à noter dans l'élaboration et la conceptualisation de ce projet européen : la partie orientale du Vieux Continent est finalement assez absente des préoccupations soviétiques. Comme l'a souligné Jacques Lévesque dans ses travaux, les démocraties populaires étaient le talon d'Achille de Gorbatchev : on peut précisément y voir le poids de ses conseillers pour les affaires européennes, dont

l'expertise est davantage centrée sur la partie occidentale du Vieux Continent que sur sa partie orientale. Certes, les notes rédigées par différents centres d'analyse stratégique produites en 1989, d'ailleurs à la demande d'Alexandre Iakovlev, montrent que Moscou avait conscience qu'à terme, les démocraties populaires risquaient de se détacher définitivement de l'URSS⁹³. Mais comme nous l'avons déjà souligné, les inspireurs de la Maison commune européenne pensaient que l'URSS pourrait conserver une influence politique réduite en Europe centrale et orientale. C'est ce que montre par exemple un rapport supervisé par Alexandre Iakovlev consacré à la Pologne datant d'août 1989⁹⁴. L'URSS était prête à reconnaître l'abandon du rôle dirigeant du Parti, à la condition que le nouveau gouvernement reconnaisse la validité des traités bilatéraux que la Pologne avait signés avec l'Union soviétique (le Conseil d'assistance économique mutuelle - CAEM - et le Pacte de Varsovie)⁹⁵. Or c'est précisément en raison de la chute rapide des régimes communistes à l'Est de l'Europe que le projet de Maison commune européenne connut un destin si court. Deux ans après sa conceptualisation, le régime soviétique s'effondrait.

Conclusion

- ⁴⁷ Cette contribution a ainsi montré que le contenu conceptuel du slogan de « Maison commune européenne », qui se cristallise entre 1987 et 1989, a été largement produit par les conseillers de Gorbatchev pour les affaires européennes. Les idées qui innervent ce projet ne sont pas nouvelles et sont principalement le fruit des pratiques politiques singulières qui sont celles de ces hommes de l'appareil et des contacts qu'ils ont noués avec les cercles politiques occidentaux durant les années 1970 et au début des années 1980. Après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en mars 1985, ils tirent profit du blocage des négociations avec Washington au début de l'année 1987 pour avancer l'urgence d'un rapprochement avec l'Europe occidentale. En l'occurrence, leur influence est palpable tant dans les propositions concrètes que dans l'élaboration des discours programmatiques qui donnent sens à cette politique.
- ⁴⁸ Malgré tout, en raison du tropisme ouest-européen de ces acteurs et de leur tendance à donner priorité à l'Europe occidentale, les démocraties populaires apparaissent comme le maillon faible de la Maison commune européenne. Or c'est paradoxalement en raison de l'effondrement rapide du bloc que le rêve européen de Gorbatchev et de ses conseillers prit un tour imprévu. Les États d'Europe centrale et orientale entendaient se dégager au plus vite de la tutelle de Moscou, plutôt que de participer à une Maison commune qui les maintiendrait dans son orbite. L'échec du rêve gorbatchévien pour l'Europe ouvrait donc la voie à d'autres projets. Le défi pour la Russie, son héritière, était désormais d'y trouver sa place.

NOTES

1. https://70.coe.int/fr/detail/-/asset_publisher/LWFM3rTAKdo9/content/visite-historique-gorbatchev [lien consulté le 14 janvier 2021].
2. https://www.lemonde.fr/archives/article/1989/07/08/les-reactions-apres-les-nouvelles-propositions-de-m-gorbatchev-a-strasbourg_4144832_1819218.html [lien consulté le 10 décembre 2020].
3. Marie-Pierre Rey, « Europe is our Common Home, A Study of Gorbachev's Diplomatic Concept », *Cold War History Journal*, vol. 4, n° 2, janvier 2004 ; Jacques Levesque, « Quelques paradoxes de la politique internationale de l'URSS », *Communisme*, n° 49-50, 1997.
4. Keir Giles, « Russia's New Tools for Confronting the West. Continuity and Innovation in Moscow's Exercise of Power », Chatham House, *Research Paper*, March 2016. URL : <https://www.chathamhouse.org/2016/03/russias-new-tools-confronting-west-continuity-and-innovation-moscows-exercise-power> [lien consulté le 7 janvier 2021].
5. Par exemple, Sergey Radchenko montre l'échec de la conceptualisation d'un plan similaire pour l'Asie, Sergey Radchenko, *Unwanted Visionaries: The Soviet Failure in Asia at the End of the Cold War*, Oxford, Oxford Studies in International History Series, Oxford University Press, 2014.
6. Marie-Pierre Rey, « Europe is our Common Home... », art. cit.
7. Archie Brown, *The Gorbachev Factor*, Oxford, Oxford University Press, 1996 ; Andreï Gratchev, *Gorbatchev, le pari perdu ? De la perestroïka à l'implosion de l'URSS*, Paris, Armand Colin, 2011 ; Thomas S. Blanton, Svetlana Savranskaya, Vladislav Zubok (dir.), *Masterpieces of History: The Peaceful End of the Cold War in Eastern Europe*, Budapest, CEU Press, 2010, Marie-Pierre Rey, Piers Ludlow, Leopold Nuti (dir.), *Europe and the End of the Cold War: A Reappraisal*, Oxon, Routledge, 2008.
8. Citons par exemple Gueorgui Arbatov, *The System: an Insider's Life in Soviet Politics*, New York, Times Book, 1993 ; Anatoli Tcherniaïev, *Six Years with Gorbachev*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2000 ; Alexandre Iakovlev, *Omout Pamiati*, Moscou, Vagrius, 2000.
9. Il s'agit du Fonds 89 du RGANI : <https://www.hoover.org/library-archives/collections/archives-soviet-communist-party-and-soviet-state-microfilm-collection> [lien consulté le 1^{er} février 2022].
10. Citons par exemple l'ouvrage de Sandrine Kott, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Seuil, 2021.
11. Sophie Momzikoff-Markoff, *Les hommes de Gorbatchev, influences et réseaux, 1956-1992*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020 ; Marie-Pierre Rey, « The "Mejdunarodniki" in the Sixties and Seventies : Background, Connections and Agenda of Soviet International Elites », dans Wilfried Loth, Georges-Henri Soutou (eds.), *The Making of Détente Eastern and Western Europe in the Cold War, 1965-1975*, Londres, Routledge, 2008.
12. Sur les parcours et les trajectoires politiques de ces hommes, voir Sophie Momzikoff, « Quatre experts internationaux du PCUS : formations et parcours politiques avant leur entrée au service de Mikhaïl Gorbatchev », *Relations internationales*, 2017/2 (n° 170), p. 91-106.
13. Keir Giles, « Russia's New Tools for Confronting the West », art. cit.
14. Alexei Yurchak, *Everything was Forever Until it Was No More : the Last Soviet Generation*, Princeton, Princeton University Press, 2006.
15. Nicolas Badalassi, *Adieu Yalta ? La France, la détente et les origines de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, 1965-1975*, thèse soutenue le 3 décembre 2008, sous la direction de Frédéric Bozo, Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle.

16. Angela Romano, Federico Romero, *European Socialist Regimes' Fateful Engagement with the West : National Strategies in the Long 1970s*, London, Routledge, 2021.
17. Voir aussi Stefen Kotkin, Jan T. Gross, *Uncivil Society 1989 and the Implosion of the Communist Establishment*, New York, Modern Library Edition, 2009.
18. Jacques Levesque, 1989 : *La fin d'un Empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
19. Marie-Pierre Rey, *Le dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale, d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002.
20. Andrey Tsygankov, *Russia's Foreign Policy : Change and Continuity in Russian National Identity*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2019.
21. Mark Kramer, « The Desmise of the Soviet Bloc », dans Vladimir Tismaneanu, Bogdan Iacob (dir.), *The End and the Beginning : the Revolutions of 1989 and the Resurgence of History*, Budapest, Central European University Press, 2012 ; Mark Kramer, « The Collapse of East European Communism and the Repercussions Within the Soviet Union » (Part 3), *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 1, 2005.
22. Vladislav Zubok, « New Evidence on the Soviet Factor in the Peaceful Revolutions of 1989 », dans *CWIHP Bulletin*, n° 12/13, 2001.
23. David Hoffmann, *The Dead Hand. Reagan, Gorbachev and the Untold Story of the Cold War Arms Race*, Londres, Icon Books, 2011.
24. Mary-Elise Sarotte, 1989 : *The Struggle to Create Post-Cold War Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2009 ; Frédéric Bozo, Andreas Rödder, Mary Elise Sarotte, *German Reunification: A Multinational History*, NYC, Routledge, 2017.
25. Silvio Pons, « Western Communists, Mikhail Gorbachev and the 1989 Revolutions », *Contemporary European History*, vol. 18, n° 3, 2009, p. 349-362.
26. Archie Brown, « Did Gorbachev as General Secretary Become a Social Democrat? », *Europe-Asia Studies*, 65, 2, 2013, p. 198-220.
27. Janice Gross-Stein, « Political Learning by Doing : Gorbachev as Uncommitted Thinker and Motivated Learner », *International Organization*, vol. 48, n° 2, printemps 1994, p. 156.
28. Jeffrey T. Checkel, *Ideas and International Political Change, Soviet/Russian Behavior and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press, 1997 ; Matthew Evangelista, *Unarmed Forces, the Transnational Movement to End the Cold War*, New York, Cornell University Press, 2002.
29. Jean Klein, « Les savants contre la guerre nucléaire, le mouvement Pugwash », dans *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Économica, 1994, p. 255-256.
30. Albert Bressand, « Le rapport de la commission Brandt : principaux éléments de l'analyse et des recommandations », *Politique étrangère*, n° 2, 1980, p. 321-337.
31. Sandrine Kott, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, op. cit.
32. Simon Godard, *Le laboratoire de l'internationalisme. Le CAEM et la construction du bloc socialiste*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2021.
33. Sari Autio-Saraso, Katalin Miklosy (eds.), *Reassessing the Cold War Europe*, London, Routledge, 2011.
34. Sandrine Kott, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, op. cit.
35. Ioana Popa, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Culture & Société », 2010.
36. Anne E. Gorsuch, *All this is your world : Soviet tourism at home and abroad after Stalin*, New York, Oxford University Press, 2011.
37. Anatoli Tcherniaïev, *Sovmestnyi iskhod, dnevnik dvoukh epokh, 1972-1991 gody*, Moscou, Rossiikaia polititicheskaya entsiclopedia, 2008.
38. Claude Dubar, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelle*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2015.

39. Robert Jervis, *The Logic of Image in International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1970 ; Frédéric Ramel, « Représentations, images et politique étrangère : anciens débats, nouveaux outils », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 3, juin 2000, pp. 531-538 ; Jean-François Dortier, « La perception, une lecture du monde », *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, vol. 7, n° 6, 2007, p. 7.
40. Benjamin Tromly, *Making the Soviet Intelligentsia: Universities and Intellectual Life under Stalin and Khrushchev*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
41. Juliane Fürst, *Stalin's Last Generation. Soviet Post-War Youth and the Emergence of Mature Socialism*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
42. Vladislav Zubok, *Zhivago's Children. The Last Russian Intelligentsia*, Cambridge, Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2009.
43. Pierre-Louis Six, « The Party Nobility : Cold War and the Shaping of an Identity at the Moscow State Institute of International Relations (1943-1991) », Florence, European University Institute, 2017, 15 décembre 2017, sous la direction de Stephen Anthony Smith (Oxford University) et de Michel Offerlé, École normale supérieure (Ulm).
44. Anatoli Tcherniaïev, *Izbrannoïe*, Moscou, Sobranie, 2011, p. 149 ; Piotr Tcherkassov, *IMEMO, portret na fonie epokhi*, Moscou, Ves' Mir, 2004, p. 145.
45. Voir par exemple les archives personnelles et en particulier le journal d'Alexandre Yakovlev, futur proche conseiller de Gorbatchev pour les questions internationales : Archives personnelles d'Alexandre Iakovlev « Amerikanskie zametki » (1958-1959), « Kolumbiiskiy Ouniversitet », novembre 1958.
46. Interview avec Anatoli Tcherniaïev, Moscou, 6 septembre 2011.
47. Nicolas Badalassi, *Adieu Yalta ?*, op. cit.
48. Mathieu Osmont, « La négociation de l'accord quadripartite sur Berlin (1969-1971) : le rôle du groupe de Bonn », *Relations internationales*, vol. 3, n° 135, 2008.
49. Jean-François Juneau, *Egon Bahr et la place de l'Allemagne dans le nouvel ordre européen, 1945-1975*, université de Montréal, avril 2009.
50. Oleg Grinevski, *Perelom*, op. cit., p. 18, 338.
51. Anatoli Tcherniaïev, *Sovmestnyi iskhod*, op. cit., p. 239.
52. Judith Bonnin, *Les voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde (1971-1981)*, Rennes, PUR, 2019.
53. FJJ 401 RI 21, « Notes manuscrites de 79 », sans doute avec l'écriture de Lionel Jospin.
54. OSCBL (Oxford, Special collections, Bodleian Library), Ms Eng.c.5682, G 69, Atelier de Pugwash sur la crise actuelle des forces nucléaires en Europe, Genève, Suisse, 19-20 janvier 1980, OSCBL, Ms Eng.c.5682, G.71, Lettre de M. Kaplan à V. Zagladine, 17 mars 1982.
55. ARAN (Arkhiv rossiiskoï akademii naouk, Archives de l'Académie des sciences de Russie), Archives de l'IMEMO, Sur la réduction des forces militaires en Europe centrale et ses conséquences possibles, juin 1971.
56. *Ibid.*
57. <https://www.koerber-stiftung.de/en/bergedorf-round-table> [lien consulté le 23 août 2021].
58. https://www.koerber-stiftung.de/fileadmin/user_upload/koerber-stiftung/redaktion/bergedorfer-gespraechskreis/pdf/import/bnd_75_de.pdf, Zukunft Europas: Probleme der politischen und militärischen Entspannung, 75 Bergedorfer Gesprächskreis in Moskau 1984, Doc. 75, Moscou, 1984, p. 5-7, [lien consulté le 23 août 2021].
59. AGF (Arkhiv Gorbatchev Fonda, Archives de la Fondation Gorbatchev), Fond 3, opis 1, doc. 4396, Note sur le bilan des rencontres internationales à Paris et à Bonn, décembre 1986.
60. *Ibid.*, p. 9.
61. Geoffrey Wiseman, « The Palme Commission, new thinking about security », dans Ramesh Thakur, Andrew F. Cooper, John English (dir.), *International Commission and the Power of Ideas*, United Nation Press, 2005, p. 46-50.

62. Voir par exemple Barry Buzan, Ole Waever, Japp de Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder, Lynne Rienner, 1998.
63. Geoffrey Wiseman, « The Palme Commission, New Thinking about Security », art. cit., p. 46-50.
64. Matthew Evangelista, *Unarmed Forces*, op. cit., p. 161.
65. Soviet Archives (Archives Boukovski), Sur la participation à la conférence de la commission internationale sur le désarmement et la sécurité, 3-9 décembre 1981, G. Arbatov, l. 23.
66. *Ibid.*, l. 24.
67. Gro Harlem Brundtland, *Madam Prime Minister: A Life in Power and Politics*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005, p. 160-161.
68. Vendulka Kubalkova, Andrew Cruikshank, *Thinking New About Soviet New Thinking*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1989.
69. Anatoli Tcherniaïev, *Sovmestnyi iskhod*, op. cit., p. 239.
70. *Ibid.*, p. 299.
71. *Ibid.*, p. 334.
72. *Ibid.*, p. 299.
73. AGF, Fond 2, opis 1, doc. 4818, Remarques à M.S Gorbatchev au sujet du travail du département international, avril 1986.
74. Archie Brown, *The Human Factor. Gorbachev, Reagan, and Thatcher, and the End of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2020.
75. SAPMO, Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR, Archives et fondation du Parti et des organisations de la RDA, DC/20/1/3/1908, Discours de Iouri Andropov à Prague, 4 janvier 1983.
76. INA Archives, JA2 20H, M^{me} Gorbatchev aux côtés du couturier Yves Saint-Laurent assistant à un défilé de sa dernière création de mode 4 octobre 1985, <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i00000014/mme-gorbachev-assistant-a-un-defile-yves-saint-laurent> [lien consulté le 5 avril 2017].
77. AGF (Archives de la Fondation Gorbatchev), Fond (Fonds) 1, opis 1, Conversation entre Gorbatchev avec le Secrétaire Général du parti communiste italien Alessandro Natta, 17 et 28 janvier 1986.
78. AGF, Fond 1, opis 1, Entretien avec le Premier ministre de Norvège Gro Harlem Brundtland, Moscou, 5 décembre 1986.
79. Frédéric Bozo, Marie-Pierre Rey, Berndt Rother (dir.), *The Euromissile crisis and the End of the Cold War, 1977-1987*, Stanford, Stanford University Press, 2015.
80. Marie-Pierre Rey, « Gorbatchev et "la maison commune européenne", une révolution mentale et politique ? », *Revue Russe*, n° 38, 2012, p. 101-110.
81. AGF, Fond 2, opis 2, Décision de Mikhaïl Gorbatchev sur la question allemande, 2 février 1987.
82. AGF, Fond 1, opis 1, Session du Politburo, 26 mars 1987.
83. *Ibid.*
84. Jacques Levesque, 1989 : *La fin d'un Empire...*, op. cit.
85. Vladimir Boukovsky, *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?*, Monaco, Éditions du Rocher, 2005, p. 179, p. 76-77.
86. Randall Schweller, William Wohlforth, « Power Test : Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War », *Security Studies*, vol. 9, n° 3, 2000.
87. Voir à ce sujet Stephen Kotkin, Jan T. Gross, *Unicivil Society, 1989 and the Implosion of the Communist Establishment*, New York, Modern Library Edition, 2009.
88. AGF, Fond 2, opis 1, doc. n° 1565, Note de Tcherniaïev et Faline sur les décisions concernant les forces armées, 10 novembre 1988.
89. AGF, Fond 2, opis 1, doc. n° 1168, l.3, Note de Gueorgui Arbatov à M.S Gorbatchev sur le bilan de la rencontre au sommet à Moscou et ses conséquences sur la politique extérieure des États-

Unis et les relations soviéto-américaines (sur le bilan de la visite de Reagan en mai-juin 1988, vers juin 1988).

90. AGF, Fond 2, opis 1, doc. n°1558, l.1, Sténogramme de la rencontre chez Mikhaïl Gorbatchev, extraits, 31 octobre 1988.

91. AGF, Fond 2, opis 1, Memorandum de Tcherniaïev à Zagladine, 4 février 1989, AGF Fond 2, opis 2, doc. n° 7998, Note d'Anatoli Tcherniaïev « sur l'idée d'A. Iakovlev au sujet de l'intervention à Strasbourg, 3 juillet 1989.

92. AGF, Fond 2, opis 1, Memorandum de Tcherniaïev à Zagladine, 4 février 1989.

93. Mémoire adressé à Alexander Iakovlev par la Commission Bogomolov (Marina Sylvanskaya), février 1989, Donation du Professeur Jacques Lévesque, reproduit dans Wilson Center Digital Archives, document traduit par Vladislav Zubok and Gary Goldberg, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/112484> [lien consulté le 23 mai 2014], RGANI, Fond 89, opis 9, delo 33, l.10, 12, Note de Iakovlev, Chevardnadze et Krioutchkov sur la situation en Pologne, les possibles variantes des futures relations polono-soviétiques, 20 septembre 1989.

94. RGANI, Fond 89, opis 9, delo 33, l.10, 12, Note de Iakovlev, Chevardnadze et Krioutchkov sur la situation en Pologne, les possibles variantes des futures relations polono-soviétiques, 20 septembre 1989.

95. GARF (*gosoudarstvennyi arkhiv Rossiiskoy federatskii*, Archives d'État de la Fédération de Russie), Fond 10063, op.2, delo 187, l.1-5, mémorandum d'Alexandre Iakovlev à Mikhaïl Gorbatchev, 18 août 1989.

RÉSUMÉS

Cet article a pour objectif d'examiner le rôle des principaux conseillers de Mikhaïl Gorbatchev dans la gestation et les évolutions apportées au projet de « Maison commune européenne » entre 1985 et 1991. Si le slogan de « maison commune » existait depuis des années déjà dans la rhétorique officielle soviétique, il se transforme en un véritable projet politique pour le Vieux Continent entre 1987 et 1989, visant officiellement à réconcilier « l'Est » et « l'Ouest » et à dépasser la division de l'Europe. Il conviendra de s'intéresser à la genèse de ce projet. Il faudra ensuite se pencher sur les arrière-pensées politiques et les objectifs stratégiques à long terme le sous-tendant : comment les concepteurs de la « Maison commune européenne » concevaient-ils réellement l'avenir de l'Europe ?

This article examines the role of Mikhail Gorbachev's main advisors with regard to the "Common European Home" project that was elaborated between 1985 and 1991. The concept of the "common home" had already been a part of official Soviet rhetoric for years. Nevertheless, between 1987 and 1989 it was transformed into a real political project for Europe, one which aimed to reconcile East and West and overcome the region's divisions. This article examines the genesis of this project and the influence of Eurocommunism on the notion of a European common home. It also looks at the political motives and long-term strategic objectives underpinning this project : how did the designers of the common European home truly envision the future of Europe ?

INDEX

Keywords : Gorbachev (Mikhaïl), Common European Home, Cold War, USSR, influence

Mots-clés : Gorbatchev (Mikhaïl), Maison commune européenne, guerre froide, URSS, influence

AUTEUR

SOPHIE MOMZIKOFF

Sophie Momzikoff est maître de conférences en histoire contemporaine à Sorbonne Université (UMR SIRICE 8138). Ses domaines de recherches portent sur la Nouvelle Pensée de Gorbatchev, la sortie de guerre froide et la démobilisation des troupes soviétiques d'Allemagne et des États baltes.

Sharing the Iberian Room in a “Common Home”? The Portuguese Communist Party and the Communist Party of Spain in a Changing Europe, 1985-1994

Partager la chambre ibérique dans la « maison commune » ? Le Parti communiste portugais et le Parti communiste d’Espagne dans une Europe en mutation, 1985-1994

Carlos Sanz and Emanuele Treglia

- 1 In Europe during the late Cold War, the Portuguese Communist Party (Partido Comunista Português, PCP) and the Communist Party of Spain (Partido Comunista de España, PCE) are an example of two sister organizations that, despite sharing a common ideology and being rooted in similar contexts, maintained for decades discordant conceptions on a series of fundamental questions, including the project of European construction and its role in the dynamics of blocs. In what Mikhail Gorbachev defined as the “common European home”, these two parties shared the “room” of the Iberian Peninsula. For years, however, this coexistence in the same geographical space did not result in a convergence of positions.
- 2 The purpose of this article¹ is to make a comparative analysis of the attitudes adopted by the PCP and the PCE towards the momentous changes that shook Europe’s political scene between the mid-1980s and mid-1990s.² Indeed, in 1985 Gorbachev assumed the leadership of the USSR and promoted several novel policies that had a powerful transformational impact on the Soviet bloc and on international dynamics, leading to the end of the Cold War and, unintentionally, to the resounding demise of “actually existing socialism” between 1989 and 1991. At the same time, the European integration project was taking large steps forward leading to the signing of the Maastricht Treaty in 1992.

- 3 How did the Iberian communists react to the unfolding of *perestroika*, the fall of the Soviet bloc, the birth of the European Union (EU), and the new international balances of the post-Cold War era? This study focuses on these key issues, emphasizing the interrelations between the evolution of the international scene and the political-ideological transformations undergone by the Spanish and Portuguese communists at that time³. The PCP and the PCE, that since 1986 was integrated into the United Left coalition (Izquierda Unida, IU), were at odds with one another until the end of the 1980s⁴. However, from 1990 onwards they experienced a rapprochement which, favoured by a “leftist turn” experienced by the Spanish party under the new leadership of Julio Anguita, led them in 1994 to jointly participate in the creation of a new group in the European Parliament: a group conceived as a “common home” in which PCP and PCE, paradoxically distancing themselves from Gorbachev’s vision, shared an “Iberian room” founded on Eurosceptic ideas.

Communists in a Changing Iberian Scenario

- 4 In the early 1970s both the PCP, led by Álvaro Cunhal, and the PCE under the secretariat-general of Santiago Carrillo, were focused on the clandestine struggle against the two dictatorships that were established in the 1930s and continued to rule in their respective countries. Although they faced similar challenges, many of their approaches were at odds.
- 5 The PCP was among the Western communist parties that most closely adhered to Moscow’s Marxist-Leninist orthodoxy. In the late 1950s, Júlio Fogaça made a tepid attempt to de-Stalinize the party but this reformist approach described as a “turn to the right” was quickly suppressed. Against the vision of Fogaça, who thought that the Salazar regime would fall alone and that the PCP should prepare for that moment by approaching the non-communist opposition, the thesis of Cunhal, the party’s general secretary since 1961, prevailed, who considered that the revolution was inevitable in Portugal and the PCP would lead it without alliances with the bourgeois forces. In the dynamics of the Cold War, the PCP was completely on-board with the so-called proletarian internationalism, faithfully abiding by the directives issued by the Communist Party of the Soviet Union (CPSU), despite the fact that Cunhal’s theses did not fit well with the “peaceful coexistence” adopted by Moscow. In 1968, for example, it was the first Western communist party to send a delegation to “normalized” Czechoslovakia, applauding the suppression of the Prague Spring by the Warsaw Pact troops. Likewise, since the birth of the European Economic Community (EEC), the PCP adopted a position that can basically be described as “ideological anti-Europeanism,” within the framework of an across-the-board rejection of the Western bloc based on the premise that the European integration project was driven and dominated by the forces of international monopoly capitalism.⁵
- 6 In comparison with the orthodoxy of its Portuguese counterpart, at the beginning of the 1970s the PCE could be considered a heretic within the international communist movement. Since the mid-1950s, it had been renewing its theories and *praxis*, gradually embracing the pluralistic and democratic principles typical of Western liberal systems. In 1956, the party adopted a policy of “national reconciliation” that sought the collaboration of all political forces, including the bourgeois parties, to end the dictatorship.⁶ At the same time, the PCE had distanced itself considerably from Moscow.

In 1968, it condemned the invasion of Czechoslovakia and, in the years that followed, repeatedly criticized the despotism and deformations that characterized the Soviet model, sparking bitter clashes with the CPSU. These positions clearly diverged from those held by the PCP in the same years, deepening the ideological and tactical distance between both parties.

- 7 Moreover, although in the 1950s and 1960s it shared an “ideological anti-Europeanism” with the PCP, in 1972 the PCE came out in favour of the process of European integration. Several factors had a bearing on the adoption of this new position: the idea that the Spanish economy would benefit from participating in the Common Market; the fact that Europeanism was a feature common to most of the Spanish democratic forces with which the communists aspired to forge closer alliances; and, last but not least, the perspectives that promised to open up thanks to *détente*. In this connection, it should be noted that the PCE believed that *détente* gave Western Europe an opportunity to extricate itself from both blocs contributing to the “democratization of international relations”. Spanish communists also believed that the project of European integration could lead to a new “authentically egalitarian” and democratic socio-political model capable of harmonizing “the democratic conquests achieved by the bourgeoisie when it was a revolutionary class” as well as “socialist conquests”.⁷ All of these ideas gave shape to what, since the mid-1970s, has been called Eurocommunism.
- 8 Far from bringing the PCP and PCE closer together, the triumph of the Carnation Revolution in Portugal in April 1974 and the end of the Franco dictatorship in Spain in November 1975 actually deepened their differences, widened by radically divergent national contexts: a revolutionary process of “construction of socialism” and the end of a long colonial war in the Portuguese case, in contrast to the gradual political transition, characterized by a high level of compromise between the Francoist ruling elite and the anti-Francoist political forces, and the careful avoidance of colonial warfare through a process of controlled decolonization, in the Spanish case.⁸ Actually, during the processes of democratic change taking place at that time in the Iberian Peninsula, the parties led by Cunhal and Carrillo launched forceful mutual attacks. The PCE, which pragmatically accepted the Monarchy of King Juan Carlos and cooperated with the other parties (including those who came from the Francoist establishment) to draw up the founding pacts for the new democratic system, criticized the PCP for its misgivings towards parliamentary pluralist democracy and for its attempts to establish an authoritarian leftist and anti-capitalist regime of sorts with the help of military support. In this regard, in August 1975 a Spanish communist leader told an American diplomat in Paris that:

“Cunhal has lived too long in Moscow and this is enough to turn one into an idiot”.⁹
- 9 Although both the orthodoxy of the PCP and the ideological imprint of the Muscovite years in the thought of Álvaro Cunhal – who lived a large part of his exile in Paris – must be assessed in the light of historical analysis, this phrase sums up well the perception of the Portuguese communist leader among his Spanish comrades.¹⁰ On the other end of the spectrum, the PCP, isolated in the Portuguese political scenario after the end of the “*Processo Revolucionário Em Curso*” (Ongoing Revolutionary Process) in November 1975, condemned Spanish Eurocommunism for its moderation, its tendency to collaborate with class enemies and its “willingness to ignore the experience of Lenin’s party”.¹¹ In this regard, it is worth mentioning that the PCP, due to its orthodoxy, became a reference and example for those Spanish communist groups that

split from the PCE during the seventies and early eighties in the name of loyalty to the USSR and Leninism.¹²

- 10 The decision taken by the governments of Portugal and Spain to request membership in the EEC in May and July 1977 respectively, confirmed the chasm that separated the PCE, which supported this measure, from the PCP, which rejected it. With regard to the Spanish case, it is important to note that the development of Eurocommunism throughout the transition was not without strong internal dissension and controversy that plunged the PCE into a major crisis in the early 1980s. After obtaining 9.3% and 10.7% of the vote in the 1977 and 1979 elections respectively, and unable to capitalize on the social discontent expressed in the numerous strikes that took place in the late Francoism and during the transition period,¹³ support for the PCE declined dramatically in 1982, when it recorded only 4%. This electoral disaster led to the resignation of Carrillo and the appointment of Gerardo Iglesias as the new general secretary.¹⁴ In any case, despite this crisis and the conclusion of *détente*, the new leader of the PCE continued to base party policy on the key postulates of Eurocommunism, including continued support for European integration. In fact, in the parliamentary debate on Spain's accession to the EEC held in June 1985, the communist spokesperson Fernando Pérez Royo affirmed the PCE's "resounding yes" with respect to "the construction of an economically and politically united Europe" that was "not subordinate to either the US or the USSR". And he notably added:

"Our European option makes sense on more than just the international level. [...] It makes a lot of sense for our nation. [...] Our secular isolation from European processes [...] has not done us a bit of good. [...] Spain's participation in the construction of a united Europe is an essential factor of democratic stability if we are to achieve far-reaching economic and social transformation".¹⁵

- 11 In contrast, for the Portuguese communists, integration into the EEC posed a threat to national sovereignty and the achievements of April 25: it was tantamount to surrendering to the "counter-revolutionary" forces that sought to ensure the dominance of global capitalism over Portugal and that were already at work in the country promoting an "anti-socialist" constitutional review, the reversal of the agrarian reform and the re-privatization of many nationalized companies.¹⁶ In this regard it has been pointed out that the PCP's opposition to the European project was part of its rejection of pluralist liberal democracy.¹⁷ The opposition to the EEC must be explained, however, both in a domestic and international perspective. Accused of having wanted to install a regime of popular democracy in 1974-1975, and isolated since then in the political scene by the Socialist Party and the moderate and conservative political forces, the PCP was left alone in its rejection of the EEC in the name of defence of national sovereignty, the preservation of the "conquests" of April 25 (nationalizations, the role of the State in the economy) and the rejection of a Europe organized on capitalist principles.¹⁸
- 12 During the long period of negotiation with the EEC between 1977 and 1985, PCP leaders focused on conveying the idea that the Community was not synonymous to Europe and on denying the inevitability of the accession process. For example, in the debate on Portugal's signing of the accession treaty to the Common Market, Carlos Carvalhas affirmed that:

"Europe is not the EEC ; the EEC is the Europe of monopolies and not the Europe of the workers".

- 13 During that same debate Carlos Brito again stressed that the PCP considered European integration a political ploy whose objective was “to undermine the democratic transformations achieved in Portugal after April 25” which were enshrined in the Constitution.¹⁹ Throughout this period, unlike the PCE, the PCP maintained significant support in legislative elections: after achieving 14.6% in 1976, 19% in 1979, 17% in 1980, and 18.2% in 1983, it received 15.6% of the vote in 1985.
- 14 In the mid-1980s, therefore, the politics of the PCP and PCE were substantially divergent. The two parties shared the same geographical area, but there was no shared Iberian communist identity.

The Iberian Communists in Times of *Perestroika*

- 15 Starting in 1985, the PCP and the PCE were confronted with profound changes in Europe. With the formulation of the “new thinking” in foreign policy, that complemented the internal reforms summed up in the concepts of *glasnost* and *perestroika*, Gorbachev entered into negotiations with the United States in search of a peaceful conclusion to the Cold War, while also gradually decreasing Moscow’s control over its satellite countries and loosening the CPSU’s “iron link” with the other communist parties, which he encouraged to find their own paths towards renewal. Gorbachev did not personally place a priority on cultivating transnational relations within the international communist movement but was rather more inclined to strengthen ties with socialist and social democratic parties. In fact, the Soviet leader showed little interest in the Iberian communists and, with regard to Spain, declared himself much closer to the President of the Government, the socialist Felipe González, whom he considered his favourite foreign politician.²⁰
- 16 Within the framework of the “new thinking,” Gorbachev no longer viewed Europe as an area of conflict between blocs. He now approached it as a “common home” which should be based on dialogue and cooperation between all the countries of the continent to peacefully implement shared solutions to collective needs and challenges.²¹ Based on this conceptualization, the Soviet leader embraced a positive vision of the European integration project which, among other things, led to the establishment of official relations between the EEC and COMECON in 1988.
- 17 The new winds blowing in from the Kremlin did not favour even the slightest rapprochement between the PCP and PCE. Indeed, a notable distance persisted between the Iberian communist parties until the end of the 1980s, not only because of their persistent differences regarding European integration but also because of their different assessments of Gorbachev’s proposals.
- 18 At least until 1989, the PCE expressed great admiration for and was encouraged by the policies promoted by the Kremlin’s new leader. Spanish communists viewed *perestroika* as a project potentially capable not only of revitalizing the Soviet model, freeing it from its authoritarian deformations, but also of providing renewed legitimacy to the emancipatory ideals born of the October Revolution. The PCE applauded the freeing of dissidents such as the Nobel Peace Prize laureate Andrei Sakharov and declared that the reforms promoted by Gorbachev had the indisputable merit of gradually democratizing the political, social and economic system of the USSR, pointing it “in the direction of greater pluralism”.²²

- 19 In this same vein, the Spanish party praised Gorbachev's foreign policy for having replaced "the balance of terror with the balance of trust",²³ ushering in "a new period in international relations where dialogue, détente and negotiated dispute resolution" were becoming the "dominant trend".²⁴ Consistent with this approach, the PCE applauded the 1988 EEC-COMECON agreement as an historic milestone and enthusiastically endorsed the "common home" concept. At its national conference held in January 1989 it declared that:
- "The idea of a European Common Home [...] is vital as a reference marker on the path towards a new order of stability which can only be achieved through increasing demilitarization and cooperation [...] which means going from coexisting back-to-back to living face-to-face, [...] from hostile deterrence that generates mistrust to shared security that generates trust".²⁵
- 20 The Spanish communists believed that rapprochement and interaction between the two Europes could generate a virtuous circle, stimulating democratic transformation in the East while at the same time favouring the progressive evolution of Western countries and community institutions. It should be noted that in the light of the clear similarities between the approach taken by *perestroika* and that of Eurocommunism, in 1987 the PCE resumed its relations with the CPSU and, taking advantage of the thawing of relations with Moscow, it managed to bring back into its ranks the main pro-Soviet factions that had broken away in the 1970s and early 1980s (especially the one that led to the founding of the Communist Party of the Peoples of Spain [Partido Comunista de los Pueblos de España, PCPE]).
- 21 The PCP was more cautious and ambivalent than the PCE in the way it approached *perestroika*. The Portuguese communists officially supported the reforms in the USSR out of loyalty to the CPSU, but from the outset Cunhal showed a degree of distrust towards the "ambitious" goals that Gorbachev had set.²⁶ In their public speeches and in the party press, PCP leaders selectively analysed the new Soviet roadmap, providing a clearly different treatment to each of its aspects: they emphasized the positive features of the Kremlin's new approach to foreign policy – particularly its proposals to reduce nuclear weapons in Europe – while ignoring internal reforms.²⁷ In any case, privately Cunhal was more explicit in expressing his unease and misgivings about *perestroika*. For example, after returning from a trip to the USSR in 1987 he told Zita Seabra and other Portuguese communist leaders that "he was shocked by what he had heard and seen there".²⁸ At its XIIth Congress held in December 1988, the PCP doubled down on an orthodox line and rejected the ideological influences coming from the reformist winds blowing in from Moscow. On that occasion Cunhal, while praising the ambition of *perestroika* to restructure socialist society in accordance with the "communist ideal", criticized both the weakening of the hegemony exercised by the Communist Party in Soviet society and the Soviet state, and the introduction of market mechanisms.²⁹
- 22 Hence, after Gorbachev came to power the views held by the PCE and PCP towards Moscow shifted 180 degrees: the Spanish, after years of dispute and confrontation with the CPSU were now sympathetic to Kremlin policies while the Portuguese, traditionally loyal to the party of the Soviet motherland, began to manifest, albeit cautiously, certain misgivings. At the same time, European politics continued to separate the Iberian Communists.
- 23 As demonstrated by its support for the ratification of the Single European Act in 1986, the PCE – and by extension the United Left – maintained its firm support for the

community integration process, although it did raise two essential criticisms against the existing EEC: its “democratic deficit” and the predominance of a neo-liberal conservative mindset that had been prioritizing the Community’s economic interests to the detriment of its social policy. In the view of the Spanish communists, highlighting these negative aspects should not lead to “total opposition” to integration, which would have been irrelevant and merely “testimonial”. The PCE believed that the EEC’s shortcomings could and should be overcome by fully developing the “progressive potential” of the European project.³⁰ In this connection, it called for the comprehensive democratization of community institutions which implied not only “endowing the [European] Parliament with much broader powers”, but also “transferring sovereignty” from the national to the European sphere.³¹ In short, the Spanish communists called for “more Europe”, embracing a supranational perspective of a federal nature, while demanding the extension and strengthening of cohesion measures and labour and civil rights. In the ranks of European communism, the PCE’s ideas were essentially shared by the Italian Communist Party (Partito Comunista Italiano, PCI).

- 24 The PCP, on the other hand, maintained its fundamental reticence towards European integration which, until 1986, it had fully rejected.³² Although from that year forward the party begrudgingly agreed to accept the *fait accompli* of Portugal’s membership in the EEC, it did continue to criticize the threat that membership in the European Common Market posed to the country’s independence.³³ Hence, the PCP rejected the Single Act, considering it “a symbol and banner of a triumphant ideology in the EEC expressed in the trilogy: Deregulation, Economic Darwinism (i.e. survival of the fittest) and Expropriation of powers from national parliaments (‘democratic deficit’)”. According to the Portuguese communists, this was “in short, the embodiment of the axiom: ‘big fish eat little fish’”.³⁴
- 25 Despite their differences, in 1987 both the United Left and the PCP joined the European Parliament’s Communist and Allies Group. However, after the 1989 European elections,³⁵ IU and PCI found that they could no longer work with the Portuguese and French communists as their views were too divergent. As a result, they created the Group for the European Unitarian Left which was also joined by the Socialist People’s Party of Denmark and the Greek reformist coalition Synaspismos. This new group, which stood for progressive and supranational Europeanism, no longer considered the other communist parties as its privileged partners, attaching more importance to collaboration with the Socialist Group. In contrast, the PCP, together with the French, Greek and Irish communists, formed the Left Unity group which was more critical of and unyielding towards the European project.³⁶
- 26 Hence, in 1989 Iberian communists occupied two different rooms in a common European home for which they proposed plans that were incompatible. Nevertheless, soon thereafter the views of the PCP and PCE began to converge.

The Challenges of 1989-1991

- 27 The response of the PCP and PCE to the events that threw Eastern Europe into turmoil in the second half of 1989 started to converge and significant points of agreement emerged. In his trip through Czechoslovakia, Hungary, Poland and the German Democratic Republic (GDR) (June 26-July 6, 1989), Cunhal treated Gorbachev’s reformism with scepticism, although for the time being he avoided publicly

condemning *perestroika*.³⁷ In reaction to the fall of the Berlin Wall on November 9, 1989, the PCP's Central Committee published a still very cautious note regarding events in the GDR and in other socialist countries. It asserted that these events could only be interpreted "in the light of the serious delays, errors and deficiencies now revealed in the socialism-building process" in East Germany. Interestingly, it expressed a conception of European security based on maintaining the *status quo*, warning of the danger that the Federal Republic of Germany (FRG)'s "retaliatory forces" could take advantage of the situation to question the sovereignty of the GDR and the borders that emerged in the aftermath of World War II, resulting in the destabilization of the continent. In other words, for the PCP the existence of the GDR remained a "decisive factor for security and peace in Europe".³⁸ Before long, the Portuguese party began to publicly express deeper criticism of *perestroika* as demonstrated by an article published by *Avante!* on December 7, 1989, which drew attention to the shortcomings that affected the Soviet State, the economy and the CPSU, and placed the blame on Gorbachev for having adopted a reformist approach inconsistent with "the standards, ideas and essential values of the communist ideal" passed down by Marx, Engels and Lenin.³⁹

- 28 Cunhal realized that the inevitable collapse of "actually existing socialism" had a delegitimizing effect on the PCP. In this context, in April of 1990 the Portuguese communist leader referred to the changes in Eastern Europe – the emergence of non-communist governments in countries such as Hungary and Czechoslovakia, and the abrogation of the CPSU's leading role in the USSR – as "disastrous defeats".⁴⁰ A month later, the PCP held its XIIIth Congress (extraordinary). On that occasion the party highlighted with concern the threat of a possible "restructuring of the economic, political and military map of Europe in favour of imperialism" as a consequence of the fall of the Berlin Wall and the crisis of the Soviet bloc. He warned that the instruments of Western imperialism, among which he included the "IMF, World Bank, EEC policy, NATO, bourgeois parties" and "secret services", were interfering in Eastern Europe to encourage the advance of anti-socialist forces.⁴¹
- 29 The PCE was similarly bitter and uneasy regarding the decline of the communist regimes in Eastern Europe and the repercussions this could have on international balances and dynamics. It is important to point out that in 1988 Julio Anguita, the former mayor of Cordoba, took over the leadership of the PCE and one year later would also become Coordinator-General of the United Left. Especially since 1989, Anguita abandoned the reformist approach of Eurocommunism which his predecessor, Gerardo Iglesias, had pursued, and shifted the party to the left with the adoption of policies and interpretative schemes based on the principles of class struggle. This change was supported and applauded by significant sectors of the party who considered that the moderation typical of Eurocommunism had been responsible for the party's decline since the late 1970s. The PCE's identity, after nearly two decades, again revolved around anti-capitalism and anti-imperialism, in a context of growing discontent with the social repercussions of the liberal modernization model promoted by the Spanish Socialist Workers' Party (Partido Socialista Obrero Español, PSOE), in government since 1982. Social unrest in Spain reached a peak when the two main trade unions, including the socialist General Union of Workers (Unión General de Trabajadores, UGT), declared in December 1988 a general strike against the government that paralyzed the country for 24 hours.⁴² Trying to take advantage of these dynamics, at national level the Spanish communists began to openly oppose the government of the PSOE, a tactic that

bore its first fruits in the general elections of October 1989 in which IU obtained 9% of the votes, doubling the result of 1986 (4.6%). Internationally, this “leftist turn” took the form of harsh criticism against the new international order of the post-Cold War era, characterized by the expansion of neo-liberalism and the consolidation of North American hegemony.⁴³

- 30 After the fall of the Berlin Wall, the PCE recognized that the “irreversible crisis” of the Soviet bloc was due to the deformations of a “totalizing” system, based on “doctrinarism” and “lack of freedom and democratic control”.⁴⁴ Nevertheless, Anguita lamented the fact that in the East, “the unyielding truths of the Party-State” were being replaced by the irrational celebration of the “virtues of a different dogma: the Capitalist Market”.⁴⁵ From the vantage point of their interpretative schemes, the Spanish communists could not understand how the citizens of what had been “actually existing socialism” could possibly long for an economic model where marginalization, “injustice and misery” flourished.⁴⁶ Like the PCP, the PCE observed with dismay and hostility the “absorption” of the GDR by the FRG. It believed that a reunified Germany would become the focal point of imperialism in Europe and, by clearly predominating continental balances, would favour a dynamic of integration “driven by a market controlled by the great oligopolistic powers”.⁴⁷ The Spanish party also criticized the fact that in the aftermath of bi-polarism, “liberation movements” that fought “against the despots propped up by the North American Empire” were deprived of the “support they used to receive from the USSR”. No longer was there any counterweight to US supremacy as demonstrated by the Gulf War (1990-1991).⁴⁸
- 31 The attempted coup in the USSR in August 1991 and the disintegration of the “homeland of socialism” in December of the same year, accentuated the debates among Iberian communists regarding *perestroika* and its legacy. The PCP, clearly stating its position against Gorbachev’s reformist course and in favour of the old Soviet establishment, immediately published a statement in support of the coup plotters.⁴⁹ While the failure of the coup was extremely embarrassing for the Portuguese party, its Central Committee ratified an orthodox line and, leaving no doubt about its assessment of *perestroika*, provided a “frankly negative evaluation of its results”.⁵⁰ As from the disappearance of the USSR, harsh criticisms of Gorbachev’s legacy by Cunhal and other leaders abounded in the publication *Avante!*.⁵¹ Miguel Urbano Rodrigues, for example, blamed the Soviet leader for a “political fragility” and a “vanity” that had been exploited by Ronald Reagan, Margaret Thatcher and Helmut Kohl to manipulate him.⁵²
- 32 The PCE condemned the August coup, characterizing it as violent and undemocratic. But at the same time, a significant part of the Spanish communist leadership openly expressed harsh animosity towards *perestroika*, describing it as a project that, regardless of its initial intentions, led to the abandonment of all revolutionary standards and favoured the advance of conservative and reactionary forces. Thus, the “leftist turn” promoted by Anguita put the PCE in line with the PCP in terms of its essentially negative assessment of Gorbachev’s legacy.⁵³ In the late summer of 1991, the promoter of the “new thinking” was being described as an opportunist who, yielding to the interests of imperialism and big capital, had dealt a death blow to the USSR and contributed decisively to the emergence of the reviled new world order. In this same vein, an article published in 1995 in *Nuestra Bandera* (the theoretical journal of the PCE) asserted that Gorbachev had “betrayed emancipatory politics” insofar as his proposals

and actions paved “Dante’s path to hell”, leading to the establishment of the “reign of capitalist oppression⁵⁴.”

- 33 It is interesting to note that during this period both the PCP and the PCE had similar dissents within their ranks led by sectors that demanded a reformist approach. In the case of the Portuguese party, from 1987-1988 those that disagreed with the official orthodox line formed two groups: *grupo dos seis* and *Terceira Via*. Both were inspired by Gorbachev, fully supported *perestroika* and proposed an ideological and organizational renewal of the PCP. They believed that it was absurd to move into the 21st century with principles and ideas dating back to the 1920s.⁵⁵ These dissidents criticized the democratic centralism of the PCP and demanded new leadership. They also supported Portugal’s membership in the EEC and the notion of a more integrated Europe. They did not view the world as a “struggle between two opposing systems” and therefore applauded the fact that, as a consequence of the changes in international relations brought about by the Soviet “new thinking”, the bi-polar logic was giving way to dialogue and “interaction” between East and West.⁵⁶
- 34 While *grupo dos seis* had a very short history, already falling by the wayside in 1989, the *Terceira Via* remained active until the end of 1991. Its criticism of the official party line set by Cunhal, and its firm condemnation of the August coup in the USSR, triggered the most profound crisis in the PCP since the days of clandestine activity; a crisis that, once again, resulted in the reaffirmation of orthodox positions and the defeat of reformist dissidents who were either expelled from or left the party.⁵⁷ In any case, the PCP found it increasingly difficult to overcome the shock waves caused by the loss of the long-standing Soviet model and, in light of its misgivings towards the European project, it virtually had no alternative for the future to offer its voters in the context of the post-Cold War. It was no coincidence that in the general elections held in October it obtained 8.8% of the votes, down more than three points with respect to the 1987 elections (12.2%); the worst result since the Carnation Revolution.
- 35 Since 1990, in the PCE the “leftist turn” promoted by Anguita met with the opposition of the so-called *renovadores* who supported the ideas of Eurocommunism and assessed Gorbachev’s work as essentially positive, believing that the crisis of “actually existing socialism” had irreparably de-legitimized communist identity. They therefore proposed the dissolution of the PCE and the transformation of the IU coalition into a modern and plural reformist party which would integrate different progressive points of view and abandon rigid ideologies. The *renovadores*, who rejected a political strategy anchored in anti-capitalism and anti-imperialism, also saw the need to seek collaboration with the parties of the Socialist International, including PSOE. The debate over whether or not to dissolve the PCE culminated in the XIII Party Congress held in December 1991. On that occasion the “hardliners”, with Anguita at the helm, prevailed. Upon seeing their ideas defeated, the *renovadores* eventually left the PCE but most of them remained in the IU forming the New Left faction (Nueva Izquierda, NI) in 1992.

A Eurosceptic “Common Home” ?

- 36 While international relations were still shaken by the earthquake caused by the collapse of the Soviet Union, the unification of Germany and the profound changes in Eastern Europe, in 1992 the members of the EEC took a further step in deepening their integration project by signing the Treaty of Maastricht. The Iberian communists stood

together in their opposition to this founding treaty of the European Union (EU) and this led to their rapprochement by accentuating the convergence of their interpretation of international events.

- 37 In 1992 the PCE declared its support for the opening of a supranational “constituent process” designed to culminate in a solidarity-based federal Europe characterized by “forward-thinking social policy” and the full democratization of its institutions and decision-making mechanisms, starting with the European Parliament. In this context, the party led by Anguita called for the implementation of strong economic cohesion measures such as, for example, the adoption of a social charter for all European workers and the creation of a European Finance Ministry that would be entrusted with executing a common fiscal policy. The Spanish communists also stressed the urgent need to endow the nascent EU with a fully autonomous shared foreign and security policy. This position was coherent with their demand for “more Europe”, in the sense that, in order to build a progressive Europe, it was necessary to provide it with an effective foreign policy independent from the US.
- 38 Based on these visions concerning the future of Europe, the PCE believed that Maastricht was “a step in the wrong direction and not at all conducive to a true union founded on solidarity” and the well-being of its citizens. Anguita argued that the EU Treaty had ratified an integration project based on a neo-liberal philosophy that opted for a monetarist policy and promoted aspects of free trade without sufficient cohesion measures which, in his view, would produce “perverse effects,” “growing imbalances” and “serious social injustice and marginalization.” The leader of the PCE also criticized the fact that a serious democratic deficit persisted in the new institutional architecture of the EU in light of the meagre expansion of the European Parliament’s powers. “We are aware”, – Anguita said in the Congress of Deputies, “that European construction entails yielding sovereignty, and we accept that. However, [...] we cannot accept that in vital matters such as monetary policy, states are expected to yield sovereignty to an institution that is practically out of the reach of political power: the European system of Central Banks and the European Central Bank.”⁵⁸
- 39 Lastly, it should be noted that the Spanish communists were unwilling to preserve the Western European Union (WEU), the European military alliance created in 1954 and which Spain had joined in 1990, as that would mean perpetuating subordination to the US and NATO.
- 40 In short, through interpretive schemes anchored in anti-capitalism and anti-imperialism, the PCE believed that the Maastricht agreements formed a key piece of the offensive that the continent’s conservative forces were waging, in the aftermath of the Soviet collapse, to put an end to all emancipatory perspectives. Consequently, the party opposed Spain’s ratification of the Treaty. Within the United Left, the party line towed by Anguita was challenged by the *renovadores* of the New Left faction and Initiative for Catalonia (Iniciativa per Catalunya, IC) who, calling for straightforward reformist Europeanism, voted in favour of Maastricht with a “critical yes”. Nevertheless, given that the PCE was the dominant force in IU, the coalition ended up opposing the Treaty and unsuccessfully urged the Government to call a referendum on it.
- 41 Hence, 1992 marked a decisive turning point in terms of the international stance of the PCE and IU which had moved towards a position of Euroscepticism. In any case, it was soft Euroscepticism insofar as the party’s questioning of Maastricht was not accompanied by rejection of European integration *per se*. In fact, the Spanish

communists continued to clamour for a “different” sort of Europe. Since the beginning of the 1990s, the PCE was also starting to interpret international reality through a new interpretive bi-polar prism which, “since the end of the East-West confrontation” viewed “relationships of domination” as being based on the “Centre versus Periphery” or “North versus South” dichotomy. “The lifestyle of the Centre”, declared the Manifesto approved at the XIV Party Congress in 1995, – “[is based] on the economic plunder and ecological ravaging of the Periphery. [...] In order to overcome injustice in today’s world, [...] we must overcome the limits of capitalism that has risen with political hegemony from [...] the North of the world.”⁵⁹

42 This perspective places the PCE’s position within the framework of the then incipient alter-Europeanism movement which was (and still is) characterized by the establishment of an explicit nexus between the criticisms of the model taken on board by the EU and opposition to neo-liberal globalization, i.e. the European version of the alter-globalization movement.⁶⁰

43 As for the PCP, it also called for (albeit in vain) a referendum on the Maastricht Treaty and voted against its ratification. Already in January 1991, the PCP’s Octávio Teixeira submitted ten proposals before the Assembly of the Republic focusing on European integration which included the rejection of an Economic and Monetary Union without economic cohesion and social harmonization, the rejection of a two-speed Europe and the call for “a whole Europe of cooperation, peace and collective security” based on the principles laid down in the Helsinki Final Act (1975) and the Charter of Paris for a New Europe, the two founding documents of a Europe without blocks and that had turned the page of the Cold War.⁶¹ In line with the Spanish communists and explicitly invoking their example, the Portuguese called for the elimination of the Western European Union and rejected the entry of their country into this organization which in their view was anchored in the Cold War. According to PCP parliamentary member João Amaral speaking before the Assembly of the Republic in 1990, the communists rejected joining the WEU because it dangerously overextended Portugal’s military commitments and because it was an outdated organization in the face of the radical changes that had taken place in Europe during the past year:

“In today’s circumstances, the WEU does not contribute to European construction but rather hinders it”!⁶²

44 The disintegration of the USSR would make these assertions more relevant.

45 In December 1992, the PCP held its XIVth Congress in which Álvaro Cunhal, nearly 80 years old, handed over the post of secretary-general to Carlos Carvalhas, although he continued to exert notable influence over party politics. On that occasion, a political resolution was approved in which the party lamented the “tremendous loss for workers and peoples around the entire world” in light of the advance of the exploitative and aggressive forces of imperialism. In the view of the PCP, “the reverses suffered by socialism in Eastern Europe, the dissolution of COMECON and the Warsaw Pact, the disintegration of the USSR” and “the disappearance of socialism as a world system” have complicated international relations by posing multiple “dangers to international peace and security” while at the same time ushering in “reactionary, racist, obscurantist and fascist forces.” Three major imperialist centres of power were described in this interpretation of the world: USA, “EEC/Germany” and Japan. According to the PCP, with the Maastricht Treaty and the persistence of the WEU, the EEC intended to operate “as a political-military bloc” coordinated with NATO as its

“European pillar”. This negative analysis of the “new world order,” nearly identical to the one formulated by the Spanish communists, also included a condemnation of the dismemberment of Yugoslavia and held Germany responsible for that debacle.⁶³

- 46 Interestingly, in January 1993 the PCE’s theoretical journal *Nuestra Bandera* published an article in which PCP’s Sergio Ribeiro explained the reasons why his party was opposed to Maastricht. The Portuguese communist emphasized that the EU Treaty was the embodiment of a “capitalist project based on worker exploitation” and “completely subordinated social progress to financial and monetary advances.” Ribeiro pointed out that the path to a “social Europe” was inevitably “blocked” by the “class and economic nature of the integration process,” and warned that the application of the Maastricht philosophy, among other things, entailed manipulative adjustments and “wage restraint.” Regarding foreign policy, the Portuguese communist also critically observed that perpetuating the WEU meant confusing “Europeanist and Atlanticist tendencies while remaining under the tutelage of the United States.”
- 47 The biggest difference between the two Iberian communist parties was that the PCP was extremely wary of the federalist perspective and of yielding national sovereignty; in lieu of a supranational model for the EU it preferred one based on “cooperation between States”.⁶⁴ In this connection, in 1992 the PCP voted against the constitutional reform that was needed to make Portugal’s legal framework compatible with the ratification of the EU Treaty. Octávio Teixeira argued that the changes made to the Constitution implied “a loss of national sovereignty in matters related to national independence” and “rendered the Assembly of the Republic void of any real power.”⁶⁵ In any case, as Marina Costa Lobo has pointed out, the PCP’s European discourse became “relatively more moderate” after Maastricht, evolving from an anti-European stance to a Eurosceptic one.⁶⁶
- 48 Despite certain differences that persisted, there is no denying that in 1992 the way the Iberian communists conceived the international scene had become remarkably similar. It was not by chance that in the Spring of that year the PCE attended a meeting of European communist parties organized by the PCP near Lisbon. The participants at that meeting, who shared “the concern that the bi-polar order” was “being replaced by a unipolar order predominated by the US,” aspired to jointly promote a “socialist alternative against predominant conservatism” which, as demonstrated by the Maastricht Treaty, was presiding over “the European construction project.”⁶⁷
- 49 The strongholds of European communism which had survived the Soviet collapse were thus beginning to join forces in the difficult task of promoting a new internationalism adapted to the post-Cold War scenario. In this same vein, in February and December 1993 the PCE and IU organized two meetings, one in Madrid and another in Barcelona, of the so-called New European Left Forum. In the second of these (in which the PCP also participated) a declaration was approved calling for “a radical transformation” of the “elitist political order” prevailing in Europe: an order that, “as a consequence of the liberal economy and right-wing politics,” was “increasingly characterized” by “social exclusion, systematic destruction of the environment, increasing marginalization of citizens from the political process, growing reactionary nationalism and xenophobia and the ruthless exploitation of workers and consumers.”⁶⁸
- 50 The process of rapprochement of the Iberian communists, who now converged on an anti-capitalist and anti-imperialist form of Euroscepticism, culminated in 1994. In the

European elections held in June of that year, IU achieved the best results in its history with 13.4% of votes, while the PCP, with 11.2%, fell three points compared to 1989. After the elections, in the European Parliament IU and PCP participated in the creation of the Confederal Group of the European United Left which overcame the existing division between the Group for the European Unitarian Left and the Left Unity group.⁶⁹ In its founding declaration, the new Confederal Group declared its “commitment to European integration, although in a different form from the existing model,” adding:

“We want to see a different Europe, without the democratic deficit which the Treaty of Maastricht served to confirm and free from the neo-liberal monetarist policies that go with it.”

- 51 As far as EU foreign policy was concerned, the group advocated strengthening the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) and the dissolution of “all those structures which, like NATO and the WEU,” were “a hangover from the political blocs of the Cold War.” Using the interpretive scheme “Centre versus Periphery” mentioned above regarding the international vision of the PCE, the declaration went on to say :

“A secure peace cannot be guaranteed by military instruments but rather by ensuring that democracy gains a firm hold throughout the world and, above all, by reducing the huge gap separating the ‘centre’ from the ‘periphery’.”⁷⁰

- 52 Thus, in 1994 the rapport between the Iberian communists was consummated in a “common home” built on a Eurosceptic and alter-Europeanist foundation, very different from the one that had been imagined by Gorbachev ten years earlier.

Conclusions

- 53 Despite sharing the geographic space of the Iberian Peninsula, the communist parties of Portugal and Spain diverged profoundly in their conceptions of the Cold War and the future of Europe for decades. Indeed, since the end of the 1960s the PCE, within the framework of the elaboration of the Eurocommunist formula, distanced itself from the USSR and embraced a pro-European line, while the PCP despite its problematic relationship with the idea of “peaceful coexistence” remained closely aligned with Moscow orthodoxy which meant its rejection of the integration project under way in Western Europe. The different position of the PCP and PCE in the political spectrum of their respective countries after the recovery of democracy in 1974-1975 had deepened the differences between the two at the height of 1986, when Portugal and Spain joined the European Communities. The end of the Revolutionary Process in Progress had left the PCP alone in the defence of the conquests of April 25 and the rejection of European integration as it was being carried out in the EEC, while the PCE saw no problem in reconciling its Eurocommunism with support for Spain’s participation in European integration.
- 54 The tremors caused by Gorbachev’s policies altered the international references of the Iberian communists. Although the PCP and the PCE held different views on *perestroika* and European integration up until the end of the 1980s, their perspectives converged as they entered the 1990s. Indeed, both parties had a negative overall opinion of Gorbachev’s work, harshly criticized the post-Cold War international order and opposed the Maastricht Treaty. Given that the PCP always staunchly defended an orthodoxy based on the principles of class struggle, the progressive rapprochement of

the Iberian communists was possible thanks to the “leftist turn” taken by the PCE under the leadership of Julio Anguita which led to the abandonment of the moderate approach of Eurocommunism and the adoption of a policy anchored in anti-capitalism and anti-imperialism.

- 55 It is worth noting that, although the “leftist turn” seemed to bear fruit over the short-term insofar as it enabled the party to capitalize on the wear and tear suffered by PSOE after more than a decade leading the government, at the end of the 1990s it led the PCE-IU to a marginal position. In contrast, the left-leaning Portuguese party continued to receive a degree of electoral support.⁷¹
- 56 In any case, in 1994 the convergence of their points of view led the PCP and PCE to share the “Iberian room” within the same European Parliamentary group ; a group forged around a shared Euroscepticism that was repeatedly confirmed in subsequent years when the Portuguese and Spanish Communists rejected the Treaty of Amsterdam (1997) and the European Constitution (2004).

NOTES

1. This article was written as part of the research projects *Spain and Portugal Facing the Second Enlargement of the European Communities: a Comparative Study, 1974-1986*, Ministry of Economy and Competitiveness (Spain), reference HAR 2017-84957-P, and *European Construction from the South. From the Mediterranean Enlargement to the Northern Enlargement (1986-1995): the Contours of Europeanization in Comparative Perspective*, reference PID2020-113623GB-I00. The authors wish to thank the two anonymous reviewers, as well as Céline Marangé, for their comments on the original manuscript.

2. In the period under study here, in addition to the PCE numerous independent personalities and parties such as the Republican Left (Izquierda Republicana, IR) and the Socialist Action Party (Partido de Acción Socialista, PASOC) participated in the United Left (Izquierda Unida, IU). The PCE, being the member with the greatest political and organizational weight, played a dominant role in the coalition. See Luis Ramiro, *Cambio y adaptación en la izquierda*, Madrid, CIS, 2004.

3. While the research on the PCE benefits from the accessibility of the party’s archives, the PCP’s archives remained closed to researchers at the time of writing. The authors have tried to compensate for this imbalance through the use of official PCP’s documents, press, speeches, statements and parliamentary debates. The monolithic image that these sources offer about the PCP, well cultivated by its cadres, could nevertheless hide internal debates whose reconstruction will only be possible with full access to the party’s archives.

4. There are no comparative studies on the policies of the PCP and the PCE in the time period under discussion here. In some collective works on the European communist parties, chapters have been devoted to the PCP or the PCE, sometimes overlooking one or the other and lacking a needed comparative analysis. See, for example, Francesco Di Palma (ed.), *Perestroika and the Party*, New York, Berghahn, 2019, which includes the chapter by Walther L. Bernecker, “The Spanish Communist Party and perestroika,” p. 298-322; and Francesco Di Palma, Wolfgang Mueller (eds.), *Kommunismus in Europa. Europapolitik und -vorstellungen europäischer kommunistischer Parteien im Kalten Krieg*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2016, with a chapter by Aurélie Denoyer entitled

„Die Kommunistische Partei Spaniens: aus dem sozialistischen Block in die europäische Gemeinschaft,” pp. 196-204. As for Portugal, see Pedro Miguel Ferreira Rios Pinto, *O PCP e a desagregação da URSS: (1985-2007)*, Lisbon, ISCTE-IUL, 2018 (Master's Thesis).

5. João Madeira, *Historia do PCP. Das origens ao 25 de Abril*, Lisbon, Tinta da China, 2013; Salvador Forner, Heidy-Cristina Senante, “El relato comunista de la integración europea: ideología y estrategia política,” *Revista de Estudios Políticos*, n° 187, 2020, p. 137-165.

6. Carme Molinero, “La política de reconciliación nacional. Su contenido durante el franquismo, su lectura en la Transición,” *Ayer*, n° 66, 2007, p. 201-225.

7. *II Conferencia Nacional del PCE*, 1975, Historical Archive of the PCE (AHPCE), Documentos PCE, box 56; José Faraldo, “Entangled Eurocommunism: Santiago Carrillo, the Spanish Communist Party and the Eastern Bloc during the Spanish Transition to Democracy,” *Contemporary European History*, vol. 26, n° 4, 2017, p. 647-668.

8. On Portugal, see Judith Manya, *Le Parti communiste portugais et la question coloniale, 1921-1974*, IEP Bordeaux, 2004 (PhD Thesis).

9. *Spanish Communist Leader on a Number of Issues*, 28 August 1975, National Archives and Records Administration (NARA), Central Foreign Policy Files, Telegrams.

10. On Álvaro Cunhal see the extensive biography written by José Pacheco Pereira: Vol. 1: “Daniel”, o Jovem Revolucionário, Lisbon, Temas e Debates, 1999; Vol. 2: “Duarte”, O Dirigente Clandestino, Lisbon, Temas e Debates, 2001; Vol. 3: O Prisioneiro, Lisbon, Temas e Debates, 2005; Vol. 4: O Secretário-geral, Lisbon, Temas e Debates, 2015.

11. “Duros ataques de Cunhal al eurocomunismo,” *El País*, 2 November 1977.

12. Eduardo Abad García, “Vecinos, camaradas y referentes. Los comunistas portugueses en el imaginario colectivo de la militancia leninista española,” *Ayer* (in press).

13. Arnaud Dolidier, *Tout le pouvoir à l'assemblée ! Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979)*, Paris, Éditions Syllepse, 2021; Emanuele Treglia, *Fuera de las catacumbas. La política del PCE y el movimiento obrero*, Madrid, Eneida, 2012.

14. Carme Molinero, Pere Ysàs, *De la hegemonía a la autodestrucción*, Barcelona, Crítica, 2017.

15. *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, 25 June 1985, p. 10210-10211.

16. João Madeira, “O PCP e a União Europeia,” in Alice Cunha (ed.), *Os Partidos Políticos Portugueses e a União Europeia*, Coimbra, Almedina, 2019, p. 122-131; Vasco Rato, “A negação da realidade: os comunistas e a Europa,” *Política internacional*, vol. 1, n° 1, January 1990.

17. António Costa Pinto, Marina Costa Lobo, “Portugal und die EU,” *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 46, 2006, p. 5-6; Carlos Cunha, “L'opposition du parti communiste portugais à l'adhésion à la CEE,” in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele (eds.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Brussels, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1993, p. 119-132.

18. José Neves, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal. Política, Cultura e História no Século XX*, Lisbon, Tinta da China, 2010.

19. Assembleia da República, III Legislatura, 2ª sessão legislativa (1984-1985), I Serie, n° 68. Plenary Meeting of 11 April 1985.

20. Archie Brown, *The Gorbachev Factor*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 116; William Taubman, *Gorbachev: his Life and Times*, London, Simon & Schuster, 2017, p. 571.

21. Marie-Pierre Rey, “Europe is our Common Home. A study of Gorbachev's diplomatic concept,” *Cold War History*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 33-65.

22. *Informe al CC*, 2 July 1988, AHPCE, Fondo PCE 1978-1991, box 401-5.

23. *La Perestroika*, 5 April 1989, Fundación 10 de Marzo (F10M), Archivo Santiago Álvarez (ASA), box 29.

24. *Informe al CC*, 26 November 1988, F10M, ASA, box 22.

25. *Un proyecto de izquierda para una Europa de progreso*, 1989, F10M, ASA, box 22.

26. *Avante!*, 14 November 1985, p. 15.

27. *O Militante*, n° 142, March 1987, p. 17; *Avante!*, 9 June 1988, p. 6-7.

28. Zita Seabra, *Foi assim*, Lisbon, Alêtheia Editores, 2007, p. 299.
29. Maria T. Patrício, Alan D. Stoleroff, "The Portuguese Communist Party: Perestroika and its Aftermath", in Martin Bull, Paul Heywood (eds.), *West European Communist Parties after the Revolutions of 1989*, Basingstoke, Macmillan, 1994, p. 97-99.
30. *Por la Unión Europea*, 1989, F10M, ASA, box 23.
31. *La Presidencia española y la cumbre europea*, 29 June 1989, F10M, ASA, box 23; Salvador Forner, Heidy-Cristina Senante, "La política europea del PCE (1972-1992): del viraje europeísta al euroescepticismo," *Historia y Política*, n° 41, 2019, p. 348-349.
32. João Madeira, "O PCP e a União Europeia," *op. cit.*, p. 134-137.
33. Carlos Cunha, "L'opposition du parti communiste portugais à l'adhésion à la CEE," *op. cit.*, p. 123.
34. *O Militante*, n° 164, January 1989, p. 20. Also see Grupo Comunista e Afins do Parlamento Europeu, *Factos e Documentos. Portugal e a CEE. Seminário sobre a CEE, o Acto Único e a Soberania Nacional*, Lisbon, 1987; and PCP, *Portugal e a CEE hoje. Contribuições para o XII Congresso do PCP*, Lisbon, Edições Avante!, 1988.
35. IU and the PCP obtained 6 % and 14.4 % respectively of the votes.
36. *Resumen de las intervenciones en el encuentro con el PCI*, 15-VI-1989, AHPCE, Fondo PCE 1978-1991, box 407-15.
37. *Avante!*, 13 July 1989, p. 3-6.
38. *Nota do Comité Central do PCP. Sobre os acontecimentos na RDA e noutros países socialistas*, 14 November 1989.
39. *Avante!*, 7 December 1989, 4° cuaderno, p. 6-7.
40. *Avante!*, 12 April 1990, 4° cuaderno, p. 5.
41. *Resolução Política do XIII Congresso do PCP (Extraordinário)*, 20 April 1990.
42. Sergio Gálvez, *La gran huelga general. El sindicalismo contra la "modernización socialista"*, Madrid, Siglo XXI, 2017.
43. This topic has been analysed in detail by Emanuele Treglia in his article: "Contra el nuevo orden mundial El comunismo español ante la posguerra fría," *Pasado y Memoria*, n° 19, 2019, p. 127-155.
44. *El PCE ante las nuevas realidades*, 1990, F10M, ASA, box 22.
45. *Informe al XIII Congreso*, 1991, AHPCE, Documentos PCE, XIII Congreso.
46. *Desde el PCE: un debate para la izquierda*, 1990, F10M, ASA, box 22.
47. Manuel Monereo, "El conflicto del Golfo, el nuevo orden internacional y el papel de la izquierda europea," *Nuestra Bandera*, n° 148, 1991.
48. *Manifiesto del PCE para la izquierda*, 1991, AHPCE, Documentos PCE, XIII Congreso.
49. *Resolução do Comité Central. A situação na União Soviética*, 29 August 1991.
50. Maria T. Patrício, Alan D. Stoleroff, "The Portuguese Communist Party: Perestroika and its Aftermath," *op. cit.*, p. 111-112.
51. *Avante!*, 23 January 1992, p. 3-4.
52. *Avante!*, 6 January 1994, p. 18.
53. Emanuele Treglia, "Surviving the collapse. Spanish communism and the decline of the Soviet system (1989-1991)," in José M. Faraldo (ed.), *Collapsed Empires*, Zurich-Münster, LIT Verlag, 2020, p. 188-189.
54. José Laso, "Los ideales del socialismo permanecen," *Nuestra Bandera*, n° 165, 1995.
55. Maria T. Patrício, Alan D. Stoleroff, "The Portuguese Communist Party: Perestroika and its Aftermath," *art. cit.*, p. 99-101.
56. Raimundo Narciso, *Álvaro Cunhal e a dissidência da terceira via*, Porto, Ambar, 2007, p. 145-155.
57. Maria T. Patrício, Alan D. Stoleroff, "The Portuguese Communist Party: Perestroika and its Aftermath," *art. cit.*, p. 111-112.
58. *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, 29 October 1992, p. 11088-11089.

59. *Manifiesto del PCE para la izquierda*, 1995, AHPCE, Documentos PCE, XIV Congreso.
 60. Birte Wassenberg et al. (eds.), *Contre l'Europe?*, Stuttgart, Franz Steiner, 2010.
 61. Assembleia da República, V Legislatura, I Sessão Legislativa (1990-1991), I Série, n° 33. Plenary session of 22 January 1991.
 62. Assembleia da República, V Legislatura, 3ª Sessão Legislativa (1989-1990), I Série, n° 52. Plenary session of 13 March 1990.
 63. *Resolução Política XIV Congresso do PCP*, 6 December 1992.
 64. Sergio Ribeiro, "Preguntas y respuestas sobre Maastricht," *Nuestra Bandera*, n° 154, 1993.
 65. *Intervenção de Octávio Teixeira na Assembleia de República*, 17 November 1992.
 66. Marina Costa Lobo, "Da consolidação democrática à qualidade da democracia: a União Europeia e os partidos políticos portugueses," Instituto Português de Relações Internacionais, *Working Paper*, n° 20, 2006, p. 9.
 67. "La reunión de Lisboa," *Mundo Obrero*, n° 10, June 1992.
 68. "Declaración del Foro de la Nueva Izquierda Europea," *Mundo Obrero*, n° 29, January 1994.
 69. In addition to IU and the PCP, the founders of the new group were the communist parties of France and Greece, the Italian Communist Refoundation (created in 1991 by the sector of the PCI that refused to accept the abandonment of the communist identity promoted by Occhetto) and the Greek coalition Synaspismos. Kate Hudson, *The New European Left*, London, Palgrave, 2012, p. 35-38.
 70. Confederal Group of the European United Left, *Constituent Declaration*, 14 July 1994.
 71. IU obtained 10.5 % of the vote in the 1996 general elections. However, after the right-wing People's Party rose to power, its results fell to 5.4 % in 2000. In the European elections of 1999, IU also suffered a notable decline in its results compared to 1994, obtaining 5.7% of the vote. In contrast, the PCP won 8.6 % in the general elections of 1995 and 9 % in 1999 and 10.3 % in the European elections that same year.
-

ABSTRACTS

The Portuguese Communist Party (PCP) and the Communist Party of Spain (PCE) evolved from divergence to convergence in the face of European integration between 1985 and 1994. Both parties started from opposite positions since the times of the struggle against the dictatorships of Salazar and Franco, when the PCP aligned itself with the Moscow orthodox line while the PCE opted for Eurocommunist heterodoxy. Gorbachev's theses on the "common European house", perestroika, the dissolution of the Soviet Union and the end of the Cold War forced the two Iberian communist parties to position themselves before vertiginous changes that also had their translation in European construction. The changes in the international relations, the form that European construction took with the 1992 Maastricht Treaty, and the anti-capitalist and third-world turn to the left that the PCE gave as of 1988 facilitated a convergence with the PCP that resulted in cooperation between both in the European Parliament. This article analyses the evolution of the ideological positions and the tactical decisions of two main Iberian communist parties through documents, press, speeches, statements, parliamentary debates of both organizations and, when possible, their historical archives.

Entre 1985 et 1994, les vues des Parti communiste portugais (PCP) et le Parti communiste espagnol (PCE) à l'égard de l'intégration européenne évoluent : elles commencent par diverger

mais finissent par converger. Les deux partis ont d'abord eu des positions opposées pour des raisons qui remontent à l'époque de la lutte contre les dictatures de Salazar et de Franco, le PCP s'étant aligné sur la ligne orthodoxe de Moscou, tandis que le PCE avait opté pour l'hétérodoxie eurocommuniste. Les thèses de Gorbatchev sur la « Maison commune européenne », la perestroïka, puis la dissolution de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide contraignent cependant les deux partis communistes ibériques à se repositionner face à des mutations vertigineuses qui trouvent aussi une traduction dans la construction européenne. Les changements dans les relations internationales, la forme que prend la construction européenne avec le traité de Maastricht de 1992, ainsi que le virage à gauche anticapitaliste et tiers-mondiste que le PCE opère à partir de 1988, facilitent une convergence avec le PCP qui se traduit par une coopération au Parlement européen. Cet article analyse l'évolution des positions idéologiques et des décisions tactiques des deux principaux partis communistes ibériques en s'appuyant sur des documents des deux partis, la presse, des discours, des déclarations, des débats parlementaires et, lorsque cela est possible, leurs archives historiques.

INDEX

Keywords: Portuguese Communist Party, Communist Party of Spain, Perestroika, Common European Home, Cold War

Mots-clés: parti communiste portugais (PCP), parti communiste d'Espagne (PCE), Perestroïka, Maison commune européenne, guerre froide

AUTHORS

CARLOS SANZ

Carlos Sanz, PhD in History, is Professor of Contemporary history at the Complutense University of Madrid and Head of Studies at the Diplomatic School of Madrid (Ministry of Foreign Affairs, European Union and Cooperation). He has been a visiting researcher at Harvard University, Freie Universität Berlin, Humboldt Universität Berlin and the Zentrum für Zeithistorische Forschungen Potsdam. His current research interests include international relations and Spanish foreign policy in the Cold War, and Southern Europe in European integration. Latest publication: "Europa del Sur en los años ochenta", special issue edited at *Historia del Presente* (37, 2021).

EMANUELE TREGLIA

Emanuele Treglia, PhD in Contemporary History, is Professor of Contemporary History at the Complutense University of Madrid and deputy director of the academic journal *Historia del Presente*. His main research has focused on the history of the Spanish left during the Franco dictatorship and the democratic era. His publications include the books *Fuera de las catacumbas. La política del PCE y el movimiento obrero* (2012), *Las convulsiones del 68*, with A. Mateos (eds.) (2019) and *Patria, pan... amore e fantasia. La España franquista y sus relaciones con Italia*, with J. Muñoz, (eds.) (2017), as well as numerous book chapters and articles published in journals such as *Ayer*, *Pasado y Memoria* and *Cuadernos de Historia Contemporánea*.

Le parti communiste français et l'avenir de l'Europe pendant la Perestroïka

The French Communist Party and the Future of Europe during Perestroïka

Céline Marangé

- 1 Quand Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en mars 1985, le Parti communiste français (PCF) qui a longtemps entretenu des liens organiques avec Moscou a pris ses distances depuis dix ans. La crise entre les deux partis a atteint son acmé au cours de l'année 1976¹. Dès l'été suivant cependant, la direction du PCF a fortement atténué sa critique de l'Union soviétique, tout en se refusant à revenir au *statu quo ante*². Dès lors et pendant toute la Perestroïka, elle met un point d'honneur à affirmer son autonomie d'action. En témoignent les entretiens que le secrétaire général Georges Marchais et d'autres représentants du PCF ont avec les dirigeants soviétiques, des diplomates de l'ambassade soviétique à Paris et des membres du Département international du parti communiste d'Union soviétique (PCUS). Les dirigeants du PCF accueillent avec enthousiasme la Perestroïka, du moins en apparence, y voyant une opportunité de donner une nouvelle légitimité au projet communiste et de conjurer le déclin électoral de leur parti. Dès cette époque, la sincérité de leur adhésion aux réformes gorbatchéviennes fait néanmoins débat. Prenant argument de leur indépendance vis-à-vis du modèle soviétique et de la singularité du « socialisme à la française », ils ne cherchent pas à s'en inspirer pour démocratiser leur parti ou réviser leur lecture des relations internationales. Cette attitude ambiguë attise plusieurs contestations internes qui, pour certaines, s'articulent autour des questions européennes.
- 2 Dans les années 1970 et 1980, le Comité central du PCF dispose de plusieurs sections exerçant des fonctions de conseil³. La section de politique extérieure, connue sous l'acronyme de « Poley », est dirigée par un membre du Bureau politique, l'instance suprême du parti. Elle comprend deux niveaux : l'un a un rôle politique, le « bureau » ; l'autre des fonctions d'organisation, la « direction », dont la tâche principale consiste à organiser des collectifs de spécialistes de pays étrangers et à leur commander des

notes. Discutées au sein de la sous-commission chargée de leur rédaction, ces notes peuvent ensuite « monter » suivant un système hiérarchique de production de l'expertise et de prise de décision, même si *in fine* le secrétariat du Bureau politique définit seul la ligne du parti. Longues et détaillées, elles exposent les positions antérieures du parti sur la question considérée. Ouverts par les archives du PCF pour les besoins de cette enquête, les fonds de la Poley et celui de Maxime Gremetz, responsable de la Poley de 1978 à 1991, de même que certains papiers de son prédécesseur Jean Kanapa, versés au département des archives de Sciences Po, apportent des éclairages nouveaux sur les relations du PCF avec le PCUS et sur sa compréhension de la Perestroïka et des affaires européennes, venant compléter les travaux pionniers de Nicolas Azam concernant les positions partisans du PCF sur l'Europe⁴.

- 3 À partir des archives du PCF conservées aux archives départementales de Seine-Saint-Denis à Bobigny et celles de la Fondation Gorbatchev consultables à Moscou⁵, l'article montre que les réformes gorbatchéviennes influencent assez peu la vision que la direction du PCF a des équilibres internationaux et de la sécurité européenne, alors que, dans l'esprit des artisans de la Perestroïka, la conduite de réformes internes nécessite un apaisement des relations internationales et une réconciliation du continent européen. Le PCF embrasse le projet gorbatchévien de « Maison commune européenne » sans se départir de son rejet de la construction européenne. Dans le même temps, l'article infirme la thèse selon laquelle Georges Marchais et la direction du parti auraient nourri très tôt une franche hostilité à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev et se seraient fermement opposés à sa politique de Perestroïka à partir de 1988-1989⁶. Plutôt que de duplicité, les dirigeants du PCF font preuve d'incompréhension et d'inconséquence : ils ne mesurent pas bien l'ampleur et les implications de ce qui se trame à Moscou et ne tirent aucune leçon pour eux-mêmes de la Perestroïka qu'ils conçoivent uniquement – et ce pratiquement jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991 – comme une tentative de régénération du communisme. Or le projet réformateur des dirigeants soviétiques évolue profondément au cours de cette période, les incitant à prendre leur distance.

Adhésion à la « Maison commune européenne »

- 4 Membre du Politburo du PCUS depuis 1980, Mikhaïl Gorbatchev commence à formuler ses idées pour l'Europe avant son arrivée au pouvoir, au contact de conseillers issus d'instituts de recherche et d'aide à la décision politique, tandis qu'il fait déjà figure de successeur probable⁷. Le 18 décembre 1984, en déplacement à Londres, il affirme devant le parlement britannique :
« L'Europe est notre maison commune. Une maison, et non un théâtre d'opérations militaires⁸. »
- 5 En accédant au poste de secrétaire général du PCUS, le 11 mars 1985, il entend mener des réformes profondes au plan économique, et cherche, pour mener à bien son projet, à réduire les tensions internationales. L'Europe ne figure pas alors parmi ses priorités. Il précise ses idées à ce sujet lors de sa première visite d'État en France qui est aussi sa première visite officielle à l'étranger, en déclarant, le 30 septembre 1985, à la télévision française :

« Nous vivons dans une seule et même maison, bien que certains entrent dans la maison par un côté et les autres par l'autre. Il nous faut coopérer et établir des communications dans cette maison⁹. »

- 6 Cette nouvelle approche en matière de politique étrangère, la « Nouvelle Pensée », vise à promouvoir une vision désidéologisée des relations internationales et à surmonter les deux antagonismes qui structurent la scène internationale, la guerre froide et la dispute sino-soviétique. D'un côté, la direction soviétique veut limiter la course aux armements avec les États-Unis ; de l'autre, elle s'efforce de restaurer l'unité du mouvement communiste international en renouant le dialogue avec le Parti communiste chinois (PCC) et le Parti communiste italien (PCI) dont Mikhaïl Gorbatchev veut empêcher le « ralliement à la social-démocratie », comme il s'en ouvre à Georges Marchais avant sa visite en France¹⁰. L'idée de « Maison commune européenne » participe au départ d'une opération de séduction vis-à-vis des pays d'Europe de l'Ouest. Moscou veut profiter de l'opposition de ces pays à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président américain Ronald Reagan pour faire pression sur les États-Unis. Le PCF qui fait, depuis des décennies, de la paix et du désarmement nucléaire la pierre angulaire de sa propagande ne peut que souscrire à cette vision et n'y voit aucune contradiction avec ses positions sur l'Europe. Opposé à la Communauté économique européenne (CEE) depuis sa création en mars 1957, il dénonce l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'influence américaine en Europe.
- 7 À partir de janvier 1987, la Perestroïka prend de l'ampleur et implique une réforme de tout le système soviétique, y compris sur le plan politique et sur celui de la démocratie. Dès lors, le concept de « Maison commune européenne » s'élargit pour traduire la volonté de dépasser la logique des blocs en Europe et de se rapprocher de l'Europe occidentale en mettant en avant des valeurs communes. Le 10 avril 1987, Mikhaïl Gorbatchev précise sa vision de la nouvelle Europe dans un discours prononcé à Prague. Le choix du lieu n'est sans doute pas le fruit du hasard : c'est dans cette ville qu'en 1968 avait débuté le Printemps des peuples, écrasé quelques mois plus tard par les chars du Pacte de Varsovie. Il déclare :

« Ce n'est pas une jolie fantaisie, mais le résultat d'une analyse sérieuse de la situation sur le continent. Le concept de "maison commune européenne" signifie avant tout de reconnaître une certaine intégrité, bien qu'il s'agisse d'États appartenant à des systèmes sociaux différents et entrant dans des blocs politico-militaires opposés¹¹. »
- 8 Dans son ouvrage *Perestroïka*, paru en français en novembre 1987, il clarifie ses vues pour l'Europe en utilisant la métaphore du foyer, symbole de stabilité et de sécurité¹².
- 9 La direction du PCF est d'autant plus satisfaite de ces changements qu'elle a l'impression d'avoir eu *a posteriori* gain de cause : ses critiques passées sur le « déficit de démocratie » en Union soviétique ont été entendues. Non sans une pointe de malice, Georges Marchais le fait remarquer, en mai 1987, à Vadim Zagladine, adjoint au directeur du Département international du Comité central du PCUS où il travaille depuis 1964¹³. Il rencontrait depuis les années 1970 cette figure marquante de l'action extérieure du PCUS qui devient proche conseiller de Mikhaïl Gorbatchev en 1988. Les dirigeants du PCF n'entendent cependant pas s'inspirer de la Perestroïka pour démocratiser leur parti ou remettre en cause la centralisation de la décision. En juillet 1987, Maxime Gremetz se félicite devant le même Vadim Zagladine de l'attrait nouveau exercé par l'Union soviétique du fait de la Perestroïka. Il remarque que le PCF se porte bien, ajoutant avec satisfaction que les « rénovateurs » sont de plus en plus

isolés. Engagé dans la défense des intellectuels soviétiques, favorable à une refonte du parti, leur leader Pierre Juquin est exclu du PCF en octobre 1987 après l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle¹⁴. Lors du 26^e congrès du PCF qui se tient en décembre 1987, juste après la signature du traité de Washington sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, Georges Marchais consacre un tiers de son discours à faire l'éloge de la Perestroïka.

- 10 Au printemps 1988, la politique de Perestroïka connaît une nouvelle accélération. Consolidée à la suite de l'éviction du conservateur Andreï Gromyko, l'équipe dirigeante soviétique annonce, en mai, le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan avant le 15 février 1989¹⁵. Elle s'engage en même temps sur la voie d'une démocratisation du régime en remettant en cause la tutelle du parti sur l'État et en proposant le principe des candidatures multiples et une nouvelle représentation parlementaire. Sur le plan extérieur, Mikhaïl Gorbatchev appelle de ses vœux la conclusion de partenariats Est-Ouest, notamment par le biais des institutions européennes¹⁶. En juin 1988, il soutient la « déclaration commune » qui établit des relations officielles entre la CEE et le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)¹⁷.
- 11 En ce même mois de juin, Achille Occhetto prend la tête du PCI et entame au cours de l'été des discussions avec le PCUS en vue de rédiger un document commun sur l'Europe¹⁸. Fraîchement réélu, François Mitterrand soutient lui aussi, à partir de 1988, le projet de « Maison commune européenne » qu'il jugeait au départ trop flou. En visite à Moscou en novembre 1988, le président français suggère à Mikhaïl Gorbatchev de lui donner plus de contenu par la signature d'accords sur le désarmement et par le renforcement de la coopération économique et technique. Quant à la direction du PCF, elle commence à douter. Il lui est désagréable de constater que son adversaire politique, François Mitterrand, et son concurrent, le PCI, entretiennent des relations plus nourries avec les dirigeants soviétiques.

Opposition à l'intégration européenne

- 12 Le projet de « Maison commune européenne » intervient à un moment où l'intégration européenne s'approfondit. Lors des élections européennes de 1979, les premières à se tenir au suffrage universel direct, le PCF a mené campagne contre. S'il a participé aux institutions européennes, c'est pour mieux prôner des positions eurosceptiques. Sa liste a remporté plus de 20 % des suffrages et Georges Marchais a été élu député européen, poste qu'il occupe jusqu'en 1989, en parallèle de son mandat de député de l'Assemblée nationale ; il est donc informé des débats qui animent le Parlement européen et des projets d'union et d'élargissement de la gauche européenne que le PCI tente de pousser à partir de 1988 en lançant des consultations avec les autres partis communistes ouest-européens¹⁹.
- 13 Après l'élection de François Mitterrand en mai 1981, quatre membres du PCF, dont Charles Fiterman, ministre d'État, siègent au gouvernement, ce qui n'empêche pas le PCF de s'opposer au processus d'intégration européenne, relancé en juin 1983 à Stuttgart. Les ministres communistes quittent le gouvernement en juillet 1984 sur décision de leur parti, plus d'un an après le tournant de la rigueur. Dès lors, l'opposition du PCF au gouvernement s'accroît et se cristallise notamment sur les questions européennes. Au sommet de Fontainebleau de juin 1984, les pays de la CEE décident de préparer l'Acte unique européen, signé en février 1986. Alors que le traité

de Rome se limitait aux échanges économiques et aux politiques sociales, celui-ci suppose un engagement sur la voie de la supranationalité. Parmi les mesures phares de l'Acte unique figurent la réalisation d'un marché intérieur d'ici à 1992, la libre circulation des marchandises et des capitaux, la mise en place d'une coordination en matière de sécurité européenne et la modification des règles de décision au sein du Conseil européen avec l'abandon de l'unanimité au profit de la majorité qualifiée.

- 14 Les dirigeants du PCF s'opposent vivement aux projets d'intégration européenne, refusant même de se résigner après l'entrée en vigueur de l'Acte unique, le 1^{er} juillet 1987, comme en témoigne ce rapport interne de septembre 1987 :

« Nous partons du principe, confirmé dans la pratique, que rien, absolument rien, n'est joué. Aussi nous refusons totalement le type capitaliste de construction européenne. Nous n'acceptons pas l'Acte unique, aussi voté soit-il, et nous luttons contre l'application des directives qui en découlent²⁰. »

- 15 Mais le parti peine de plus en plus à convaincre les électeurs. Aux élections législatives de mars 1986, il passe sous la barre des 10 %, alors que le parti de Jean-Marie Le Pen obtient de meilleurs résultats. Au premier tour des élections présidentielles de 1988, le PCF, représenté par André Lajoinie qui, comme Maxime Gremetz, est entré au Bureau politique en 1976 ne recueille que 6,4 % des voix contre 14,3 % pour le Front national²¹. Affaiblie par ces défaites électorales, la direction du PCF s'inquiète, à partir de l'automne 1988, de l'évolution prise par la Perestroïka sans pour autant la renier publiquement.

- 16 Un premier signe de crispation apparaît en décembre 1988 lorsque Georges Marchais s'entretient à Porto avec Vadim Medvedev qui appartient au cercle rapproché de Mikhaïl Gorbatchev. Nommé membre du Politburo du PCUS quelques semaines auparavant, Vadim Medvedev vient de prendre la tête de la commission idéologique du Comité central après avoir dirigé pendant deux ans son Département international, chargé des relations avec les partis communistes étrangers ; il cherche visiblement à comprendre pourquoi les négociations avec Mitterrand ont échoué sur la question des armes nucléaires en Europe et surtout à préparer Georges Marchais aux initiatives que Mikhaïl Gorbatchev s'apprête à annoncer, le 7 décembre, dans un grand discours à l'Organisation des Nations unies (ONU), en matière de réduction des armes conventionnelles et de réduction de la présence militaire soviétique en Europe.

- 17 Dans cet entretien privé, Georges Marchais assure Vadim Medvedev que le PCF soutient la Perestroïka et les efforts soviétiques en faveur du désarmement, tout en adoptant des positions orthodoxes sur tous les autres points abordés, notamment l'économie et l'histoire. Il se montre dubitatif sur la disposition de Mitterrand à accepter des compromis et sur la capacité des Soviétiques à obtenir des résultats par le dialogue. Le principal sujet de discorde concerne cependant le président français, sa personne et ses relations avec les autorités soviétiques. Difficile et tendu, cet échange témoigne d'un hiatus grandissant entre les artisans de la Perestroïka et les dirigeants du PCF qui ont du mal à accepter les implications des réformes gorbatchéviennes au plan international. Marchais assène son argument :

« Les problèmes de la paix et du désarmement sont des problèmes de classe, des problèmes de rapports de force. C'est dans la mesure où les forces de paix dans le monde se rassemblent et agissent que les pays capitalistes peuvent être conduits à des accords. C'est notre ligne depuis toujours. »

- 18 Medvedev objecte :

« Nous pensons que l'activité diplomatique est également un facteur. »

19 Marchais rétorque :

« Il est clair que les initiatives prises par Mikhaïl Gorbatchev ont joué un rôle positif, y compris pour la mobilisation des gens. Mais nous sommes communistes, et nous savons bien qu'en dernier ressort, c'est la lutte de classe qui décide de tout²². »

20 Il reproche aux Soviétiques d'entretenir une vision idéalisée des pays capitalistes et revient aux projets européens, notamment à l'Acte unique, y voyant « un projet d'une extrême gravité » et « une régression en tous domaines » :

« Toute notre vie économique, sociale, culturelle, politique risquerait de dépendre d'organismes supranationaux technocratiques²³. »

21 Les élections européennes de juin 1989 permettent au PCF de réaffirmer son opposition à l'intégration européenne. Devant le Comité central, Georges Marchais s'exprime sans ambages : il voit dans « l'Europe de 92 » une porte ouverte à des politiques d'austérité, à « la dictature des multinationales », au « surarmement » et à « l'aggravation de la spéculation financière ». Il considère en même temps « le développement des échanges et de la coopération à l'intérieur de la Communauté et sur l'ensemble du continent européen [comme] une absolue nécessité », reprenant, sans le mentionner, le projet de « Maison commune européenne » et les idées mises en avant par Gorbatchev en juin 1988. « Il n'y a que dans l'imagination de nos adversaires que le parti communiste ignore cet impératif et se prononce pour l'autarcie », conclut-il, avant de préciser que ces coopérations doivent reposer sur le « développement audacieux de l'identité et de la souveraineté de chaque nation et non sur des abandons et des dominations extérieures²⁴ ».

22 Le PCF entend désormais porter deux messages en même temps. D'un côté, il se livre à une critique sans concession de l'Acte unique ; de l'autre, il s'attache à dépasser le seul refus des institutions européennes et se dit, pour la première fois, favorable à une « construction alternative », à condition que les pays gardent « la maîtrise de leur développement économique, de leur marché national, des emplois dans leur pays et de leur niveau de protection sociale²⁵ ». Aux élections européennes, le parti essuie un nouveau revers électoral, ne recueillant que 7,7 % des suffrages exprimés. Philippe Herzog, membre du Bureau politique et tête de liste aux élections européennes, défend toutefois sa « ligne d'ouverture de perspectives concrètes pour une autre Europe²⁶ ». Au lendemain des élections européennes, le PCI constitue au Parlement européen un nouveau groupe baptisé Gauche unitaire européenne. Comme son nom l'indique, ce groupe vise à rassembler la gauche pro-européenne en s'alliant notamment avec des socialistes. Le PCF décline l'invitation du PCI à le rejoindre²⁷. On peut douter de la sincérité de cette invitation, les deux partis ayant des positions irréconciliables sur l'Europe. Giorgio Napolitano, député européen et futur président de l'Italie (2006-2015), note :

« Nous souhaitons pour notre part que se produise un changement réel dans les positions du PCF à l'égard de l'intégration européenne²⁸. »

23 Désabusé, il fait ainsi porter la responsabilité de la rupture au PCF.

Le choc du désaveu des sociétés est-européennes

24 Les élections européennes coïncident avec le début de grands bouleversements dans les pays socialistes. De Pékin à Varsovie, souffle sur le monde communiste un vent de liberté. Les régimes socialistes d'Europe de l'Est vacillent, puis s'effondrent, tandis

qu'au lendemain de la visite de Mikhaïl Gorbatchev, la répression s'abat sur les étudiants chinois rassemblés sur la place Tien An Men. Contrairement à ce qui s'était passé en 1956 à Budapest, en 1968 à Prague et en 1981 à Varsovie, le leader soviétique n'a opposé aucune résistance à ces mouvements populaires, restant fidèle à la « Nouvelle Pensée » qu'il a promue. Pour garder l'initiative, il centre son message sur la coopération et le dialogue Est-Ouest dans plusieurs grands discours prononcés en RFA en juin 1989, puis à la Sorbonne, le 5 juillet, et au Parlement européen le 6 juillet. Au cœur de l'été, Francis Cohen, ancien correspondant de *L'Humanité* à Moscou et membre de la Poles, analyse les changements intervenus dans la politique étrangère soviétique, notant que Mikhaïl Gorbatchev « pousse à ce que l'Europe joue un rôle pionnier dans l'établissement d'un monde pacifique²⁹ ». Dans une note destinée à informer Georges Marchais à la veille d'un nouveau voyage à Moscou, Francis Cohen remarque que la direction soviétique accorde une grande importance « à la propagande et à l'action pour la Maison commune européenne qui est vue comme une nécessité historique et comme la confirmation, à un degré plus élevé, du processus d'Helsinki³⁰ ».

- 25 Au cours de l'été et de l'automne 1989, la direction du PCF réaffirme son soutien à la Perestroïka. C'est en tous cas ce qu'on peut déduire des déclarations faites par Georges Marchais, en public et en privé à Moscou, puis, portes closes, à Paris devant le Comité central de son parti. Le 22 septembre 1989, il s'entretient longuement avec Mikhaïl Gorbatchev qui lui explique sa conception de « la révolution dans la révolution », la nécessité de rejeter « les déformations du socialisme » et la nature des difficultés auxquelles le pouvoir soviétique est désormais confronté³¹. D'après la transcription russe de l'échange, Georges Marchais tient à rassurer Mikhaïl Gorbatchev sur sa fidélité :

« Contrairement aux affirmations de nos opposants politiques, nous soutenons fermement et résolument la Perestroïka³². »

- 26 De retour de Moscou, Georges Marchais présente au Comité central du PCF le résultat de son entretien avec Mikhaïl Gorbatchev. En dépit des objections qu'il a exprimées à Porto moins d'un an plus tôt, il souligne à quel point l'entente et la compréhension mutuelles sont bonnes. Devant le Comité central qui approuve son rapport politique à l'unanimité, il apporte un soutien plein et entier à la Perestroïka et au projet de « Maison commune européenne », auquel il donne un contenu général, sans omettre une référence au général de Gaulle :

« Nous avons également constaté une identité de vue entre nous sur les questions européennes. Le concept de "maison commune", que notre parti a fait sien, exprime la volonté d'établir des relations de confiance et d'amitié entre toutes les nations de notre continent, de l'Atlantique à l'Oural, de développer leurs échanges et leurs coopérations en tout domaine. Cela suppose le respect de l'indépendance et de la souveraineté de chaque État, la reconnaissance du droit de chaque peuple à choisir son destin et donc le régime économique et social qui lui convient. Mikhaïl Gorbatchev a utilisé à ce propos une image parlante, en indiquant qu'il ne fallait pas chercher à appliquer un "fer à repasser" pour aplanir ces différences. Nous sommes bien placés avec nos quinze républiques, a-t-il dit en substance, pour savoir que ce n'est pas la bonne manière ! Nous avons déjà relevé dans les discours prononcés à Strasbourg en juillet une approche semblable à la nôtre sur ces questions de coopération européenne³³. »

- 27 Cependant, la Perestroïka continue à susciter des remous et à faire des émules dans le parti. En ce même mois d'octobre 1989, apparaît au grand jour une troisième tendance contestataire. Après les « rénovateurs » de Juquin exclus en 1987 sont apparus en

mars 1988, les « reconstruteurs » dont le nom même fait référence à la Perestroïka (« reconstruction » en russe). Voici maintenant venus, en ce début d'automne 1989, les « refondateurs », emmenés par Charles Fiterman, membre du Bureau politique et ancien ministre d'État, et par Anicet Le Pors, ancien ministre délégué³⁴. Leur critique du fonctionnement et des positions du PCF s'enracine dans une analyse des bouleversements à l'œuvre dans le monde socialiste. Un autre point de désaccord concerne les leçons à tirer de l'expérience de participation au gouvernement.

- 28 Quelques semaines plus tard, le mur de Berlin, symbole de la division de l'Europe, cède sous la poussée de manifestants. De nouveau, Mikhaïl Gorbatchev est resté fidèle à ses idées : il a laissé faire³⁵. Les révolutions populaires qui se succèdent en Europe de l'Est prennent le PCF par surprise. Dès lors, un sentiment d'urgence s'empare de sa direction. Il s'agit de sauver l'idée même du socialisme, mise à mal par le désaveu des sociétés est-européennes. S'ils condamnent, en interne comme dans la presse, les partis communistes d'Europe de l'Est reniés par leur peuple, les proches de Georges Marchais donnent une interprétation ambiguë des révolutions de velours : d'un côté, ils expliquent la désaffection pour le communisme dans les pays socialistes par l'absence de démocratie, sans eux-mêmes répondre aux demandes de démocratie qui s'expriment au sein de leur parti ; de l'autre, ils soulignent volontiers l'habileté des dirigeants ouest-allemands, ayant su tirer parti de la crise économique soviétique qui s'aggrave, notamment des problèmes d'approvisionnement. Vue de la place du Colonel-Fabien, la situation paraît d'autant plus grave qu'au même moment le PCI opte pour une stratégie radicalement différente : se débarrasser des oripeaux communistes pour améliorer le système existant de l'intérieur. Achille Occhetto propose de dissoudre le PCI et de constituer une nouvelle formation politique qui serait, selon la présentation qu'il en donne, plus dynamique, plus ouverte et plus apte à rassembler les forces de la gauche et à répondre aux enjeux de l'époque³⁶.
- 29 Enfin, la direction du PCF voit Mitterrand lancer l'idée d'une « confédération européenne » après sa rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev à Kiev, le 5 décembre 1989. Au soir du 31 décembre, le président français précise que cette confédération vise à « associer tous les États du continent européen dans une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité », qu'elle ne doit pas se substituer à la CEE, mais s'ajouter aux institutions européennes, tout en impulsant de nouvelles coopérations multilatérales. Alors que, quelques semaines auparavant, la direction du PCF renouvelait son soutien au projet gorbatchévien de « Maison commune européenne », elle rejette d'emblée le projet mitterrandien de « confédération européenne » censé la prolonger et adopte dès lors des positions diamétralement opposées à celles de ses homologues italiens et de ses compatriotes socialistes. Or l'Europe devient la préoccupation majeure des uns et des autres. Inquiet des risques de fragmentation territoriale et de la résurgence du nationalisme, François Mitterrand souhaite contrôler l'unification allemande, encadrer l'émancipation des pays de l'Est et surtout empêcher tout éclatement désordonné de l'Union soviétique. À cette fin, il évite de mettre en péril la politique de Mikhaïl Gorbatchev et de lui imposer trop de reculs, tout en renforçant la construction européenne, considérée comme un garde-fou contre la puissance de l'Allemagne³⁷.
- 30 La direction du PCF considère la réunification allemande non comme l'aspiration d'un même peuple à voir réunie sa destinée politique, mais comme un coup de force de la droite allemande, alliée aux socialistes. Elle continue d'analyser la situation

internationale en termes de blocs et d'appliquer une grille de lecture idéologique aux événements qui se succèdent à un rythme effréné. Alors que Charles Fiterman formule, en janvier 1990, d'acribes critiques, c'est à une femme, Francette Lazard, qu'est confiée la tâche de présenter au Comité central son analyse des bouleversements en Europe orientale :

« Depuis deux mois, les événements se succèdent, dramatiques, complexes, sur un rythme qui ne se ralentit pas. (...) À la mi-décembre, l'accent dominant était à l'évidence l'irruption des peuples sur la scène de l'Est européen. Tous les murs que leur opposait la conception caduque d'un socialisme étatique dérivé du stalinisme étaient emportés. Le drame roumain a donné à la fin de l'année la mesure du verrouillage totalitaire qui prévalait à Bucarest. (...) Depuis, comment ne pas être frappé par l'ampleur des réactions de rejet qui se manifestent à l'encontre de divers partis communistes à l'Est européen, et à travers eux, du "communisme", identifié non pas à la perspective historique ouverte par un socialisme rénové, mais à l'oppression et à la pénurie³⁸. »

- 31 Lucide, elle estime que ces partis, « à l'abri d'un monopole de pouvoir inscrit dans la constitution (...), étaient devenus sourds et aveugles aux besoins et aux aspirations de leur temps », et poursuit en se demandant « comment prétendre avoir une influence dirigeante dans un système qui stérilise la combativité politique, la créativité théorique, l'initiative personnelle³⁹ ».

- 32 Sur l'enjeu européen, Francette Lazard constate, dans ce même discours, que « tout s'accélère et incite à la plus grande détermination dans la défense des intérêts nationaux ». Dans un style typique de la rhétorique du parti, elle qualifie la réunification allemande de « processus d'annexion de fait de la RDA par la RFA » et déclare :

« Un bloc atlantique renforcé, sous hégémonie allemande en Europe, se met en place pour satelliser l'Est européen et si possible certaines républiques de l'URSS⁴⁰. »

- 33 Si Georges Marchais reconnaît l'aspiration des Allemands à la réunification lors d'une interview télévisée, cette question semble de peu d'importance à ses yeux au regard des intérêts de la France :

« C'est au peuple allemand qu'il appartient de décider de son avenir. On sent bien qu'il est dans sa majorité favorable à la réunification : elle se fera probablement. Mais la France est concernée (...). Il faut que le peuple français soit saisi de ce dossier, et de ce que cela représente pour notre pays à un double point de vue. Premier aspect : aux plans économique et financier. La grande Allemagne, c'est la France écrasée. (...) Le deuxième aspect, c'est que la grande Allemagne est la deuxième puissance militaire, après l'Union soviétique, du point de vue des forces conventionnelles en Europe. Par conséquent, je suis contre l'appartenance de la grande Allemagne à l'OTAN. Une Allemagne neutre, c'est une garantie non seulement pour le peuple français, mais pour l'ensemble des peuples européens. Cette non-appartenance à l'OTAN, je la vois dans un processus de développement du désarmement. Désarmement conventionnel, dissolution des blocs militaires et zéro arme nucléaire en l'an 2000. Voilà l'intérêt de la France⁴¹. »

- 34 La direction du PCF choisit, en somme, de revenir à un thème récurrent de la propagande communiste, à savoir que l'Allemagne de l'Ouest constitue une menace militaire, tout en refusant la perspective d'une réunification de l'Allemagne dans l'OTAN, suivant en cela les demandes initiales de la partie soviétique. La difficulté à penser la nouveauté n'est, au demeurant, pas propre au PCF. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand s'interrogent aussi sur neutralisation de l'Allemagne⁴².

L'atmosphère de grande incertitude favorise les réflexes de guerre froide, tandis que la crainte de la « grande Allemagne » est, à cette époque, un thème répandu dans le débat politique et intellectuel français.

La sidération face à la faillite soviétique

- 35 En arrière-fond de ces débats s'accélère à Moscou la transformation du régime soviétique. En février 1990, Mikhaïl Gorbatchev préconise et obtient l'abolition de l'article 6 de la constitution soviétique de 1977 sur le rôle dirigeant du PCUS. S'ensuivent des élections législatives au suffrage universel direct qui marquent un premier aboutissement du processus de démocratisation. Juste élu, le Congrès des députés du peuple vote une loi instaurant la fonction de président de l'URSS élu au suffrage universel direct, sauf pour le premier. À l'issue d'âpres débats, Mikhaïl Gorbatchev est élu au poste de président de l'Union soviétique à une courte majorité. Ce dernier qui reste Secrétaire général du PCUS se heurte désormais à trois oppositions : les réformateurs craignant un retour à un pouvoir personnel, les conservateurs s'opposant à la fin du rôle dirigeant du PCUS et les représentants des républiques aspirant à davantage de souveraineté, voire, pour certains d'entre eux, à l'indépendance. En avril 1990, une loi, adoptée à la hâte, pose les conditions de sécession d'une république de l'Union soviétique. Les rapports de la Poles trahissent dès lors une certaine alarme et notent que « la Gorby-catastrophe (a) succédé à la Gorbymania », même si l'optimisme est encore de bon aloi :

« Acteur premier, le Parti est en crise, c'est le plus grave. Et les Soviets n'ont pas eu le temps de se substituer à lui et d'exercer réellement le pouvoir. Bref, ça ne va pas ! Mais le peuple soviétique a beaucoup de ressources⁴³ ! »

- 36 En juin 1990, Boris Eltsine est élu président de la République de Russie (RSFSR). En juillet, Mikhaïl Gorbatchev accepte de renoncer à la neutralité de l'Allemagne réunifiée ; il conclut avec le chancelier allemand Helmut Kohl un accord qui entérine à la fois l'unification de l'Allemagne et son maintien dans l'OTAN. Le même mois, le PCUS, réuni en congrès, reconnaît le multipartisme et appelle à l'avènement d'un « socialisme démocratique ». Dans sa lettre au congrès du PCUS, le PCF choisit une formule ambiguë :

« Notre propre expérience nous confirme que le capitalisme est synonyme de société inégalitaire, violente, inhumaine. Notre époque appelle le dépassement de cette organisation sociale fondée sur l'exploitation, le profit, le pillage et la domination. Elle réclame des solutions vraiment modernes : une société faite par et pour l'homme, le socialisme⁴⁴. »

- 37 On peut considérer que, dans ce contexte, l'affirmation d'une fidélité au socialisme s'apparente à un désaveu des évolutions en Union soviétique.
- 38 La direction du PCF doit par ailleurs faire face à une contestation interne de plus en plus virulente. Lors du Comité central de juin 1990, Anicet Le Pors remet en cause le « centralisme démocratique » et exige que le Comité central cesse d'être une chambre d'enregistrement des décisions de la direction. Il s'en prend au rapport de Georges Marchais, notamment à son appréciation de la situation internationale, lui reprochant de se cantonner à « un raisonnement en termes de blocs, de camps », qui se révèle, selon lui, « bien insuffisant pour saisir aujourd'hui toutes les contradictions à l'œuvre sur la planète⁴⁵ ». La fronde au sein du PCF se nourrit ainsi de la faillite soviétique. En

septembre 1990, Charles Fiterman écrit à Georges Marchais pour lui demander de faire circuler son texte, puis envoie un rapport parallèle au sien à tous les membres du Comité central en prévision du congrès qui se prépare. Il souhaite que le PCF s'interroge sur les causes profondes de la crise que traverse l'URSS et en tire les conclusions qui s'imposent. Sans préciser les contours de son projet et sans faire de l'Europe un point central de sa critique, il plaide en faveur d'une autre politique européenne et « d'une France qui soit elle-même, présente, forte et fraternelle, dans une grande Europe rassemblée, une Europe des nations et des peuples unis pour un monde de coopération et de paix⁴⁶ ».

- 39 Au même moment, la situation s'aggrave encore en Union soviétique, ce dont le PCF est bien informé grâce aux notes de la Poles et aux rapports de maires qui se rendaient régulièrement en Union soviétique dans le cadre de jumelages entre communes. Au retour d'un voyage à Moscou, Léo Figuères, député-maire de Malakoff qui avait servi d'émissaire du PCF auprès du Vietnam en 1950, puis auprès des dirigeants nord-vietnamiens en 1964, donne son sentiment sur les évolutions en cours et il a la prescience de celles à venir :

« Cette visite [effectuée entre le 4 et le 7 octobre 1990] n'a fait que confirmer sur le terrain et à propos d'une collectivité concrète l'impression générale que me laissait le développement de la situation en URSS : beaucoup de difficultés de toutes sortes, du désordre dans l'économie, les institutions, et plus encore dans les esprits, un recul prodigieux de l'influence du parti et une fuite en avant dans le domaine économique dont personne ne peut dire ce qu'elle donnera. Je crains fort que le retour au marché, c'est-à-dire au capitalisme, ne soit générateur de grands maux et qu'en définitive nous obtenions là un îlot de capitalisme au rabais, qui peut ouvrir la voie à la colonisation économique par l'étranger⁴⁷. »

- 40 Le 3 octobre, Mikhaïl Gorbatchev se voit décerner le prix Nobel de la Paix pour son rôle dans la réunification allemande qui intervient le même jour. La lettre de félicitation de Georges Marchais, envoyée douze jours plus tard, se veut chaleureuse. Entre-temps, Maxime Gremetz, le chef de la Poles, s'est entretenu avec l'ambassadeur soviétique Iouri Doubinine. Ce dernier, auparavant en poste à Washington, dresse un constat accablant de la situation de son pays, énumérant les difficultés économiques avec une franchise déconcertante : non seulement la production accuse de fortes baisses, mais les émissions d'argent liquide se font sans contrôle ; sur le plan politique, le rôle des ministères a diminué, la discipline a reculé, car, explique-t-il, les « anciennes structures ont été trop vite cassées, les nouvelles ne sont pas créées ». D'un mot, « il en résulte une désorganisation galopante, le chaos économique ». Sans s'émouvoir de cette situation, Maxime Gremetz s'attache, comme à son habitude, à minimiser l'opposition interne au sein du PCF ; il précise que seuls dix membres du Comité central, dont deux du bureau politique n'ont pas voté le projet et que le deuxième texte proposé par Charles Fiterman s'est vu opposé un refus⁴⁸.

- 41 Quelques jours plus tard, le même Maxime Gremetz rencontre Karen Broutents qui n'occupe plus de fonction au sein du Département international du PCUS. Parlant en son nom, ce dernier lui expose sans fard les difficultés du pouvoir central soviétique, notamment les aspirations nationales, les implications de la politique de transparence et la rupture du système administratif de commande. Éclairante et troublante à la fois, la réponse de Maxime Gremetz atteste du soutien constant que la direction du PCF a apporté, au moins dans le discours, à la Perestroïka qu'elle a continué de concevoir jusqu'à une date tardive comme une entreprise de régénération du socialisme :

« Maxime indique que nous ne changeons pas d'attitude. Le modèle ancien (du système soviétique) ne pouvait se perpétuer. Nous le disons depuis des années. C'est le contenu de la divergence que nous avons, au plan économique, social, technologique, de la démocratie [à partir de 1975]. Nous avons apporté et apportons notre soutien à la Perestroïka comme porteur de réformes profondes, comme révolution dans la révolution, sans négation de la révolution précédente et avec le constat d'acquis sur lesquels s'appuyer pour réaliser la nouvelle révolution dans les conditions de notre époque. Nous soutenons tout ce qui est dans le sens du renforcement du socialisme. C'est à vous de trouver. Nous sommes très préoccupés par la situation et avons des raisons de l'être⁴⁹. »

- 42 La teneur de cet échange laisse à penser que Maxime Gremetz, décontenancé, se désole de l'évolution d'un processus de transformation auquel il a cru. En même temps, il n'est sans doute pas insensible au discours développé par les partis communistes désavoués et détrônés d'Europe de l'Est. Réunis le 15 novembre 1990 à Moscou, ceux-ci produisent un dossier complet de leurs échanges qui est envoyé à Paris. Ce document de 150 pages est immédiatement traduit en français dans sa quasi-intégralité, ce qui montre que le PCF tient à s'informer des choix faits par ses anciens partenaires d'Europe de l'Est.
- 43 Les initiatives destinées à matérialiser la réconciliation du continent européen se multiplient, tandis que se prépare la guerre du Golfe, Moscou échouant au cours de l'automne 1990 à trouver une solution politique au conflit par la voie diplomatique. En novembre s'ouvre à Paris, à l'initiative de la France, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui réunit trente-quatre pays. Le 19 novembre est signé le Traité sur les armes conventionnelles en Europe, bientôt suivi d'une déclaration commune de vingt-deux pays appartenant à l'OTAN et au Pacte de Varsovie. Le 21 novembre, la Charte de Paris pour une nouvelle Europe est conclue. Cet événement marque non seulement le couronnement de la politique étrangère mitterrandienne, qui, depuis 1981, cherchait à dépasser les effets de Yalta sur le continent européen, mais aussi le ralliement de l'URSS aux valeurs occidentales de pluralisme démocratique, de respect des droits de l'homme et des libertés individuelles.
- 44 Comme le note le rapporteur de la Poles Lin Guillou, le PCF s'en réjouit « sans optimisme excessif », voyant dans la Charte de Paris une « nouvelle architecture de la sécurité » qui accorde « un droit de regard » aux États-Unis « sur la sécurité des peuples de l'ensemble du continent européen⁵⁰ ». À la mi-décembre 1990, le Conseil européen décide, au sommet de Rome, d'accorder une aide alimentaire d'urgence à l'Union soviétique et d'enclencher un double processus d'union politique et d'union économique et monétaire. Sous l'impulsion de François Mitterrand et en accord avec le chancelier Kohl, l'idée du marché unique laisse place à un projet plus ambitieux dans trois domaines afin de préserver la paix et de favoriser la cohésion du continent : l'intégration économique et monétaire avec la création d'une banque centrale et d'une monnaie unique ; l'intégration politique avec la mise en œuvre d'une politique extérieure commune et d'institutions communautaires nouvelles ; l'intégration militaire avec l'établissement d'une politique de sécurité commune. Tout ce à quoi s'oppose le PCF de longue date.

La tentation du repli national

- 45 C'est dans ce contexte de changements tous azimuts que le congrès de Saint-Ouen s'ouvre en décembre 1990, soixante-dix ans après la fondation du parti à Tours. L'heure

n'est pas à la fête. Quelle position adopter face à cette nette accélération du projet européen, alors que la situation en Union soviétique, devenue incontrôlable, met en péril l'avenir du socialisme ? La résolution adoptée à l'issue du congrès indique que « le nouvel ordre international appelle une sécurité collective qui doit être l'affaire des nations européennes elles-mêmes, égales et souveraines, de l'Atlantique à l'Oural » et que le PCF suit désormais une « politique de défense et de reconquête de la souveraineté nationale⁵¹ ». De ce texte assez confus, il ressort que le parti se positionne contre l'intégration européenne et pour une politique souverainiste, sans avoir de ligne précise ni de tactique claire. D'après une enquête d'opinion menée au congrès, ces vues font cependant consensus : les délégués sont 91 % à se déclarer opposés à « l'impérialisme américain » et 89 % à rejeter « l'impérialisme allemand⁵² ».

- 46 Les dirigeants du PCF s'arc-boutent à une politique « de défense et de reconquête de la souveraineté nationale » en manifestant un fort rejet de l'Allemagne réunifiée et une opposition résolue à l'intégration européenne. Le parti italien fait exactement le choix inverse. Réuni pour son XX^e congrès à Rimini, il prononce, le 3 février 1991, sa dissolution et forme le Parti démocrate de la gauche qui s'engage résolument en faveur de l'Europe. Confronté à une crise existentielle, le PCF est forcé de constater le caractère irrémédiable des transformations en cours en Europe de l'Est et en Union soviétique. Les anciennes démocraties populaires créent de nouveaux groupes de pays, comme le groupe de Visegrad fondé le 15 février 1991 par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ; celles-ci envisagent dès cette époque de rejoindre, à l'instar de l'Allemagne réunifiée, l'OTAN et la CEE. Dans cette perspective, le projet gorbatchévien de « Maison commune européenne » qui devait à la fois favoriser un rapprochement progressif entre l'Est et l'Ouest de l'Europe et renouveler les relations de l'URSS avec ses alliés est-européens, perd tout son sens et n'a plus lieu d'être.
- 47 Partisan d'une « totale indépendance », le PCF refuse la perspective d'un élargissement de l'OTAN et de nouveaux transferts de pouvoir à l'Europe communautaire. Il insiste pour conférer à l'Allemagne un statut de neutralité dans un processus accéléré de désarmement, ainsi que pour enterrer le projet d'une armée européenne, alors que l'Allemagne réunifiée est d'ores et déjà membre de l'OTAN⁵³. Il appelle à mettre en œuvre une sécurité collective qui soit « sans supranationalité ni hégémonie d'aucune puissance européenne ou extra-européenne⁵⁴ ». Mais la direction soviétique fait de nouvelles concessions sur le plan militaire. Le 1^{er} juillet 1991, l'Union soviétique reconnaît à Prague que le Pacte de Varsovie dont les structures militaires ont été dissoutes le 25 février précédent a cessé d'exister ; le 31 juillet, les présidents Bush et Gorbatchev signent le traité Start I de réduction des armes stratégiques, ainsi que plusieurs accords économiques, notamment dans le domaine de la reconversion militaire.
- 48 Ces décisions, ainsi que la préparation d'un nouveau programme politique pour le PCUS et d'un nouveau traité de l'Union destiné à redistribuer les compétences entre le centre et les républiques, précipitent le putsch contre Mikhaïl Gorbatchev. Le 19 août, un Comité pour l'État d'urgence, dirigé par Guennadi Ânaev et composé notamment du chef du KGB et du ministre de la Défense, proclame l'état d'urgence. Le coup échoue, dès le 21 août, en raison de l'opposition de la rue et du retournement d'une partie des unités militaires déployées dans Moscou, mais affaiblit considérablement Mikhaïl Gorbatchev, tandis que Boris Eltsine sort conforté de l'épreuve de force et interdit le PCUS en Russie. Sans soutenir le putsch, Georges Marchais a tenu à son sujet des propos

équivoques. Sa prudence déclenche des critiques et provoque une convocation anticipée du Comité central au début du mois de septembre⁵⁵. Chargé de présenter le rapport politique, André Lajoinie évacue la question du « coup d'État » au plus vite⁵⁶.

- 49 Le putsch renforce la conviction des autorités françaises et allemandes qu'il est nécessaire d'aller vers un avenir européen commun. Le ministre allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher envisage dès ce moment de « renforcer la politique d'élargissement de la CEE » :

« Des accords d'association doivent rattacher les pays de l'Est et du Centre de l'Europe à la CEE avec, pour objectif final, leur appartenance à la communauté. (...) La nouvelle Union soviétique et ses républiques seront effectivement intégrées dans ce processus paneuropéen⁵⁷. »

- 50 Mitterrand partage ces vues qu'il exprime de manière lapidaire :

« Face aux changements à l'Est et à leurs conséquences : plus d'Europe. Face à la résurgence des nationalismes : plus d'Europe. Face aux besoins de solidarité des nouvelles démocraties : plus d'Europe. Face aux risques multiples de conflit : plus d'Europe⁵⁸. »

- 51 En novembre 1991, le président français annonce son intention d'approfondir l'intégration économique, politique, monétaire et militaire de l'Europe en créant un grand marché européen, une union économique et monétaire et une union politique. La Communauté européenne est, à ses yeux, la seule des grandes institutions qui sorte renforcée des bouleversements européens ; il conclut :

« Au-delà de l'Europe de Yalta qui achève de se défaire sous nos yeux, ne perdons pas de vue l'Europe qui se bâtit⁵⁹. »

- 52 L'équipe dirigeante du PCF a une interprétation diamétralement opposée des évolutions en cours : elle y voit, encore et toujours, le triomphe de l'OTAN et le renforcement de l'hégémonie allemande sur la France. Un membre de la Pollex note, non sans une certaine clairvoyance au regard des évolutions des années 1990, que « l'OTAN et ses nouvelles missions jouent le rôle le plus structurant dans les plans de construction de partenariats avec les pays de l'Europe centrale et de l'Est et avec l'Union soviétique⁶⁰ ». Leurs déclarations sur les dangers de la domination allemande sont légion à cette époque, dans les rapports internes comme dans la presse.

- 53 Le 8 décembre 1991, les présidents des républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie créent la Communauté des États indépendants. Le 25 décembre, Mikhaïl Gorbatchev n'a plus d'autre choix que de prononcer la dissolution de l'Union soviétique. Abasourdi, le PCF continue de camper sur des positions souverainistes. Après la signature du traité de Maastricht, le 7 février 1992, il prend l'initiative d'une pétition pour exiger que sa ratification soit soumise à un référendum. Une fois le principe de la consultation référendaire accepté, il mène campagne à corps perdu contre le traité. Le 20 septembre 1992, le « Oui à Maastricht » l'emporte à une courte majorité, avec 51,04 % des voix.

- 54 Pourtant un changement s'opère. Une époque prend fin : les voyages à l'Est et les relations personnelles s'estompent ; les relations financières avec Moscou s'interrompent. Francis Wurtz remplace l'inflexible Maxime Gremetz à la tête de la Pollex. Député européen depuis 1979, il était tout aussi opposé à Maastricht que les autres dirigeants du PCF. Cependant, il entend rompre avec l'image d'un parti anti-européen⁶¹. Suivant la ligne timidement tracée depuis 1989, le PCF se pose peu à peu en défenseur d'une « Europe sociale, démocratique, pacifique et solidaire » et d'une

« construction européenne qui réponde aux aspirations des peuples concernés », prônant une « coopération dans le respect de la souveraineté », une « Europe non alignée et ouverte sur le monde⁶² ». Les tendances souverainistes ne disparaissent pas pour autant ; elles heurtent certaines personnalités, notamment les « refondateurs ». Certains, comme l'historien Roger Martelli, le député Guy Hermier et l'ancien ministre Jack Ralite, restent malgré tout. D'autres quittent le parti. Européen convaincu, Charles Fiterman, dont les parents avaient fui la Pologne, rend sa carte en 1994 et rejoint le parti socialiste en 1998, s'engageant en faveur de l'Europe, d'abord au sein du Forum Alternatives européennes, puis au sein de l'association À Gauche, en Europe, fondée en 2003 par Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn⁶³. Promoteur de « l'Europe autrement » en 1989, Philippe Herzog, polytechnicien et professeur d'université, prend ses distances avec le parti en 1996, tout en poursuivant ses réflexions sur l'Europe, notamment au sein de l'association Confrontations Europe.

Conclusion

- 55 Les communistes français accueillent favorablement le changement de cap que Mikhaïl Gorbatchev propose pour réformer le socialisme. Cependant, l'équipe rassemblée autour de Georges Marchais ne comprend pas la nouveauté que le leader soviétique tente d'incarner. Peu portée à l'adaptation et au pragmatisme que suppose l'exercice du pouvoir, elle refuse les implications du renouvellement de la pensée auquel il invite. En témoignent tant ses vues sur les questions européennes que sa réticence à faire évoluer le fonctionnement du parti. Prise en défaut par certaines figures du parti, la direction du PCF se retranche d'abord derrière le refus du « modèle unique » – une question de principe depuis les années 1970. Au contraire du PCI qui remanie son corpus doctrinal et achève sa mue socio-démocrate entre 1985 et 1991, le PCF confirme son attachement à une vision bipolaire du monde. En ce sens, il ne contribue pas au dépassement de la guerre froide, malgré les nombreux contacts que certains de ses membres ont entretenus avec la dissidence de l'Est, y compris celle qui est restée fidèle au socialisme. De ce point de vue aussi, Georges Marchais n'a pas eu l'étoffe de son principal rival politique, François Mitterrand s'affirmant, malgré quelques hésitations somme toute assez compréhensibles étant donné la magnitude des changements à l'œuvre, comme un « passeur entre l'Europe de Yalta et l'Europe de Maastricht, entre la guerre froide et l'après-guerre froide⁶⁴ ». Les bouleversements induits par les révolutions de velours en Europe de l'Est, puis le délitement politique et économique de l'Union soviétique et l'accélération concomitante des projets d'intégration européenne, incitent néanmoins le PCF à infléchir par deux fois sa position sur l'Europe : en 1990, il durcit son discours antiallemand et antieuropéen ; après 1994, il cherche, sous l'impulsion d'une nouvelle direction, à proposer une « autre Europe ». Aussi les débats sur la « Maison commune européenne » et la promotion de personnalités ayant fréquenté les enceintes européennes, comme Philippe Herzog et Francis Wurtz, favorisent-ils *a posteriori* l'émergence d'un discours alternatif sur la construction européenne dans les années 1990. À en juger par la suite, ce changement, intervenu tardivement, n'a toutefois pas convaincu la base du parti.

NOTES

1. Je remercie Nicolas Azam et Sophie Cœuré de leurs suggestions avisées et stimulantes.
2. Christophe Batardy, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017/4, n° 136, pp. 115-129.
3. Nicolas Azam, « Entre "croyance économique" et contrainte partisane. Genèse et structuration de la section économique du PCF (1947-1961) », *Politix*, 2019/2, n° 126, p. 37-60.
4. Nicolas Azam, *Le PCF confronté à « l'Europe ». Une étude socio-historique des prises de position et des recompositions partisans*, Paris, Dalloz, 2017 ; Nicolas Azam, « Le parti communiste français et l'intégration européenne (des années 1970 à nos jours) », *Politique européenne*, 2011/1, n° 33, p. 255-261.
5. Site des archives de la Fondation Gorbatchev (AFG) : https://www.gorby.ru/en/archival/archive_library/ [lien consulté le 07/02/2022].
6. Silvio Pons, « Western Communists, Mikhail Gorbachev, and the 1989 Revolutions », *Contemporary European History*, vol. 18, n° 3, 2009, p. 349-362. Stéphane Courtois, *Le bolchevisme à la française*, Paris, Fayard, 2010, p. 503-543. Stéphane Courtois considère que la direction du PCF fait preuve d'une hypocrisie constante à l'égard de Gorbatchev. De manière subtile et étayée, Marie-Pierre Rey défend la thèse d'une opposition progressive à la Perestroïka. Marie-Pierre Rey, « La gauche française face à la perestroïka gorbatchévienne, 1985-1991 », *Communisme*, n° 76/77, 2003/2004, p. 141-167.
7. Sophie Momzikoff-Markoff, *Les hommes de Gorbatchev : influences et réseaux (1956-1992)*, Paris, La Sorbonne éditions, 2020.
8. Mihail S. Gorbačev (Mikhaïl Gorbatchev), *Sobranie sočinenij* (Recueil des œuvres), tome 19, note 121, en russe.
9. *Ibid.*
10. Les déclarations de Gorbatchev sont retranscrites *in extenso* dans ses œuvres complètes. Les propos de ses interlocuteurs sont parfois mentionnés en notes. M. S. Gorbačev (M. Gorbatchev), « Extrait d'une conversation avec G. Marchais, 2 septembre 1985 », *Sobranie sočinenij* (Recueil des œuvres), tome 2, Moscou, Éditions Ves' Mir, 2008, en russe, p. 451-459, p. 458.
11. M. S. Gorbačev (M. Gorbatchev), *Sobranie sočinenij* (Recueil des œuvres), tome 19, note 121, *op. cit.*
12. Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays*, Paris, Flammarion, 1987, p. 281-282.
13. AFG, fonds 3, document 7081 : Rapport sur les conversations avec G. Marchais (France) pendant son séjour à Moscou, mai 1987, en russe.
14. AFG, fonds 3, document non numéroté : Transcription de la conversation avec M. Gremetz (France, membre du Politburo du PCF), 16 juillet 1987, en russe.
15. Céline Marangé, « La guerre d'Afghanistan, tombeau de l'Union soviétique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2021/1, n°281, p. 97-110, numéro sur la Russie et les guerres au XX^e siècle dirigé par Marie-Pierre Rey.
16. Voir l'article de Valentine Lomellini et de Danilo delle Fave publié dans ce dossier et intitulé « Europe and Italian Communists in the 1980s. Threat, Challenge or Opportunity ».
17. Marie-Pierre Rey, « Gorbatchev et la "Maison Commune Européenne". Une opportunité manquée ? », article mis en ligne sur le site de l'Institut Mitterrand le 12 mars 2007.
18. Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, p. 325 ; Silvio Pons, « Western Communists, Mikhail Gorbachev, and the 1989 Revolutions », *op. cit.*, p. 355.
19. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000, p. 409.

20. Archives départementales de Seine-Saint Denis (AD93), Archives du parti communiste français (APCF), 261 J7 / 8d (1986-1988) : Porex, 25 septembre 1987, rapport de la section économique du Porex au Bureau du 25 septembre 1987 sur « le mouvement du capital en Europe et sur l'Europe », 45 p., non signé, p. 43.
21. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 419.
22. AD93, APCF, fonds Maxime Gremetz, boîtes 298 J, non classées : transcription des échanges lors de la rencontre de Vadim Medvedev et Georges Marchais, Porto, 2 décembre 1988, 29 p., p. 9.
23. AD93, APCF, fonds Gremetz, boîte 298 J, non classées : Medvedev et Marchais, Porto, 2 décembre 1988, doc. cité, p. 21.
24. AD93, APCF, 261 J2 / 65 (Archives de direction Comité Central, 1989) : Rapport de Georges Marchais au Comité central du 29 mars 1989, 52 p., p. 44-45.
25. René Le Guen, « Coopérer dans l'intérêt des travailleurs et des peuples », *Les Cahiers du communisme*, mai 1989, n° 5, p. 16-23, p. 19.
26. Philippe Herzog, « La montée des enjeux de coopération dans le monde et en Europe et la novation du PCF », *Les Cahiers du communisme*, septembre 1989, n° 9, p. 46-55, p. 49.
27. AD93, APCF, 261 J7 / 11f : Porex, Note de Maxime Gremetz au Secrétariat datée du 13 juillet 1989, 1 p. Voir le témoignage de Francis Wurtz, « La construction progressive d'un rassemblement progressiste au fil des mandatures », *Cause commune*, n° 14/15, janvier/février 2020.
28. AD93, APCF, 261 J7 / 11f : Porex, Note pour information au Secrétariat rédigée par Pierre Laroche, datée du 17 août 1989, 2 p.
29. AD93, APCF, 261 J7 / 69a (Relations de la Porex avec l'URSS/CEI, 1980-1993) : Porex, Note de Francis Cohen du 7 septembre 1989 sur « les principes de la politique extérieure soviétique », 13 p.
30. AD93, APCF, 261 J7 / 69a : Porex, Note de Francis Cohen du 7 septembre 1989 sur « les principes de la politique extérieure soviétique », 13 p.
31. AFG : « La rencontre de M. Gorbatchev avec G. Marchais », *Pravda*, 1989, n° 266, 23 septembre, p. 1, en russe.
32. *Otvečâ na vyzov vremeni. Vnešnáâ politika perestrojki : dokumental'nye svidetel'stva* (En réponse aux défis de notre temps. La politique étrangère de la Perestroïka : témoignages documentaires), Moscou, Ves Mir, 2010, p. 113, en russe.
33. AD93, APCF, 261 J2 / 65 : Rapport de Georges Marchais au Comité central du PCF, le 12 octobre 1989, doc. cité, p. 72.
34. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 421.
35. Jacques Lévesque, 1989, *La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.
36. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : « Porex, 22 février 1991, Rapport de Pierre Laroche BSP, intitulé « le 20^e congrès du PCI », 13 p.
37. Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 23. Frédéric Bozo, Andreas Rödder, Mary Elise Sarotte (dir.), *German Reunification: A Multinational History*, New York, Routledge, 2017.
38. AD93, APCF, 261 J2 / 66, Comité central du 12-13 février 1990 : Rapport de Francette Lazard au Comité central du 12-13 février 1990, 31 p., p. 3 et p. 4. Le rapport est publié dans *L'Humanité*, le 13 février 1990.
39. Déclaration au CC de février 1990, citée par Maxime Gremetz, « Les plus récents développements de la situation internationale », *Cahiers du communisme*, mai 1990, n° 5, p. 72-83, p. 76.
40. AD93, APCF, 261 J2 / 66, Comité central du 12-13 février 1990 : Rapport de Francette Lazard au CC du 12-13 février 1990, doc. cité, p. 10.
41. « Le débat nous convient. Georges Marchais à TF1 », *L'Humanité*, 15 février 1990.

42. Georges Saunier, « 1989, le retour de la question allemande : vers la réunification », Institut François Mitterrand, La Lettre n° 13, 9 octobre 2005. <https://www.mitterrand.org/1989-le-retour-de-la-question.html> [lien consulté le 07/02/2022].
43. AD93, APCF, 261 J7 /69a : Poley, Note pour information de J. Fabre datée du 28 mai 1990 et intitulée « URSS : éléments de la conjoncture économique et sociale, mai 1990 », 7 f.
44. AD93, APCF, 261 J7 /69a : Lettre du PCF datée du 2 juillet 1990 au 28^e congrès du PCUS.
45. AD93, APCF, 261 J2 /66, Comité central 20-22 juin 1990 : Intervention d'Anicet Le Pors au Comité central du PCF des 20-22 juin 1990, 13 p. Voir également « La Discussion », dans *L'Humanité* du 22 juin 1990, p. 4.
46. AD93, APCF, 261 J2 /66, Comité central 20-22 septembre 1990 : lettre de Charles Fiterman à Georges Marchais datée du 19 septembre 1990, suivie du « texte pour la préparation du 27^e congrès » de Charles Fiterman intitulé « Communistes d'un nouveau temps. Pour refonder une identité communiste moderne » et daté du 18 septembre 1990, 23 p. (texte distribué aux membres du CC pendant la réunion des 20-22 septembre 1990 et paru dans *L'Humanité* le 8 octobre 1990).
47. AD93, APCF, 261 J7 /69a : Poley, 8.10.1990, Note pour information de Léo Figuières sur la visite dans l'arrondissement Piervomaiski de Moscou (4-7 octobre 1990), 6 p.
48. AD93, APCF, 261 J7 /69a : « Poley, 11.10.1990, Note manuscrite de M. Peyret intitulée « PCF/PCUS : rencontre Maxime [Gremetz]/ Youri Doubinine, ambassadeur d'URSS en France du 11.10.1990 », 5 p.
49. AD93, APCF, 261 J7 /69a : « Poley, 21.10.1990, Note manuscrite pour information de M. Peyret intitulée « PCF/PCUS : Rencontre Maxime/Broutents (17.10.1990) », 5 p.
50. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Rapport au Bureau du 15 novembre 1991 rédigé par Lin Guillou et intitulé « La politique extérieure de la France », 45 p.
51. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Poley, rapport de Jacques Fath intitulé « Le point sur l'intégration européenne. Rapport au Bureau du 14 juin 1991 », fait le 13 juin 1991 et corrigé le 15 juillet 1991, 44 p, p. 39.
52. Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 429.
53. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Rapport de Jean Fabre daté du 4 avril 1991, présenté au Bureau de la direction de section du Poley du 22 mars 1991 et intitulé « L'Allemagne après la réunification », 29 p + annexes, p. 22.
54. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Rapport de Jacques Fath intitulé « Le point sur l'intégration européenne. Rapport au Bureau du 14 juin 1991 », fait le 13 juin 1991 et corrigé le 15 juillet 1991, 44 p., p. 39 (propos rapportés).
55. Nicolas Azam, « "Ni stalinien, ni social-démocrate". Le PCF face aux controverses sur la mort du communisme (1989-1994) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2019/2-3, n° 2-3, pp. 107-138, p. 129 et p. 130.
56. AD93, APCF, 261 J2/67 (1991) : Rapport au Comité central fait par André Lajoinie le 3 septembre 1991, 59 p., pp. 2-3.
57. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Rapport intitulé « Principaux événements de l'été » de Michel Peyret, 6 septembre 1991, p. 14.
58. Interview publiée dans *L'Expansion* le 17 octobre 1991. <http://discours.vie-publique.fr/notices/917015100.html> [lien consulté le 07/02/2022].
59. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Rapport au Bureau du 15 novembre 1991 de Lin Guillou, doc. cité, p. 6.
60. AD93, APCF, 261 J7 / 8f : Rapport de Michel Peyret, 6 septembre 1991, doc. cité, p. 6.
61. Nicolas Azam, « Européanisation et dynamique de changement partisan. Le Parti communiste français et l'Union européenne (1989-1999) », *Politique européenne*, 2014/1, n° 43, pp. 46-67.
62. Francis Wurtz, « Un nouveau projet européen », *Les Cahiers du communisme*, mai 1992, n° 6, p. 5-11.

63. « Charles Fiterman explique son choix », *L'Humanité*, 15 mai 1998 ; Charles Fiterman, *Profession de foi. Pour l'honneur de la politique*, Paris, Seuil, 2005.

64. Frédéric Bozo, « François Mitterrand et la fin de la guerre froide », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 101-102, 2011/1-2, p. 39-45, p. 45.

RÉSUMÉS

Cet article examine le positionnement du parti communiste français (PCF) à l'égard des deux projets pour l'Europe qui se sont affirmés pendant la Perestroïka : le projet gorbatchévien de « Maison commune européenne » et l'approfondissement de l'intégration européenne avec l'adoption de l'Acte unique. S'appuyant sur les archives du PCF à Bobigny et sur celles de la Fondation Gorbatchev à Moscou, il montre que la direction du PCF a fait preuve d'inconséquence et d'incompréhension. Contrairement à ce qu'affirme l'historiographie dominante, elle a bien soutenu la Perestroïka. Mais elle l'a uniquement conçue – et ce presque jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique – comme une tentative de régénération du communisme. N'en tirant aucune leçon, elle est restée attachée à une lecture bipolaire du monde et à une conception centralisée du fonctionnement du parti. Or le projet réformateur des dirigeants soviétiques a évolué avec le temps, impliquant d'abord un apaisement des relations internationales, puis une démocratisation du système soviétique. S'il est resté hostile à la construction européenne, le PCF a infléchi par deux fois son discours sur l'Europe après les révolutions de velours.

This article examines the positioning of the French Communist Party (FCP) with respect to the two projects for Europe that gained importance during Perestroika: Gorbachev's project of "Common European Home" and the deepening of European integration after the adoption of the Single European Act. Based on FCP archives in Bobigny and on the Gorbachev Foundation archives in Moscow, it shows that the FCP leadership displayed inconsistencies and misunderstandings. Contrary to what the dominant historiography asserts, the French party supported Perestroika. But it only conceived it – almost until the very collapse of the Soviet Union – as an attempt to regenerate communism. It did not draw any lesson from it, remaining faithful to a bipolar understanding of the world and to a centralized decision making within the party. Yet the Soviet reform project evolved with time, implying first an appeasement in international politics, then a democratization of the Soviet political system. However, while remaining hostile to the building of Europe, the FCP twice changed its discourse about Europe after the velvet revolutions.

INDEX

Mots-clés : parti communiste français (PCF), Perestroïka, Europe, Maison commune européenne, intégration européenne

Keywords : french communist party, Perestroika, Europe, Common European Home, European integration

AUTEUR

CÉLINE MARANGÉ

Céline Marangé est chercheuse au Service historique de la Défense, consultante permanente du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et membre associée du Centre de recherche en histoire des Slaves de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Docteure en science politique (Sciences Po), elle s'est intéressée à l'histoire internationale du communisme, publiant notamment *Le communisme vietnamien. Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin* (Paris, Presses de Sciences Po, 2012). Ces dernières années, ses recherches ont principalement porté sur la politique étrangère et de défense de la Russie et les questions stratégiques.

Europe as a Common Legacy: The European Integration Process and Italian Political Identities in the 1980s-1990s

L'Europe comme patrimoine commun : le processus d'intégration européenne et les identités politiques italiennes pendant les années 1980 et 1990

Valentine Lomellini and Danilo Delle Fave

- 1 The European Common Home represented the European dimension of Gorbachev's foreign policy. Like other aspects of the Soviet "New Thinking," it was not clearly articulated. Gorbachev's attempt to renew socialism and the Soviet state through Glasnost and Perestroika entailed addressing the reform of the Soviet bloc and its relations with the European Economic Community (EEC).¹ In the 1980s, Gorbachev's leadership fascinated the Italian Communist Party (PCI).² While the PCI still represented the most important actor in the Italian Left and an ideological and political point of reference for Western communism, it was looking for a new stance, given its difficult relationship with the Soviets in the previous decade.
- 2 Focusing on different levels of analysis, we will explain how the PCI apprehended Gorbachev's new path. Firstly, this article will focus on the PCI's renewed position on European integration and on its relationship with the International Communist Movement from the mid-1980s to the early 1990s. It shall then examine the perception of Europe in the Communists' ranks and the development of the Ulivo political project in the 1990s. Sources will include documents from the central archives of the Italian Communist Party at the Gramsci Foundation in Rome, parliament minutes and press sources.

The PCI between the Twilight of the International Communist Movement and the Search for New Partners

- 3 In the early 1980s, the PCI was in a peculiar situation: despite being the largest Western European Communist party, its relations with the Communist Party of the Soviet Union (CPSU) were disrupted by the Eurocommunist route chosen by party leader Enrico Berlinguer. Dissent toward the Soviet foreign policy must be traced back to the Soviet intervention in Czechoslovakia in 1968,³ during which the PCI had to reconcile two contradictory objectives: to avoid the worsening of relations with the Soviets, already strained after the condemnation of the invasion of Prague, and to maintain its dissent position on the Czechoslovakian events. The decision to sign the third chapter of the final document of the Moscow conference in June 1969 was an unprecedented decision in the history of the PCI, based on Togliatti's principle of unity in diversity, which was a consequence of that need. The strategy had avoided a rupture with Moscow but had forced Berlinguer to remain silent on the normalization process.⁴ With the "Historic Compromise" and the Eurocommunist initiative in the 1970s, the leadership further developed the autonomous position of the PCI in the International Communist Movement. The PCI's ruling class started to believe it could play a role in détente and in a future reform of communism, while maintaining its ties with the USSR.⁵ Furthermore, both the "Historic Compromise" and Eurocommunism represented a turning point for the PCI in its domestic and foreign policy. The PCI recognized that the European integration process was a positive and a long-lasting phenomenon, and that the European Economic Community was a real political actor, not a mere puppet of the United States.⁶ In this context, at the end of the 1960s, the European Parliament had opened its doors to communist representatives, bringing down the anti-communist prejudice.
- 4 Despite a renovated dialogue with the European socialist forces, the PCI did not dare to abandon its relations with the CPSU and the communist parties of both Western and Eastern Europe.⁷ At the same time, it did not forego its commitment to promote moderate and reformist movements in the Eastern bloc, even if it was seesawing. The PCI valued the fundamental connection between socialism and democracy and, in that context, supported freedom of expression for Eastern dissidents. Although PCI leaders considered that establishing official contacts with dissidents was impossible, especially with a protagonist like Dubček, individual cadres sensitive to the issue of dissent were allowed, with a certain freedom of action, to maintain informal relations with the dissidence.⁸
- 5 The new course conducted by the PCI collided with the aggressive foreign policy conducted by Brezhnev and Andropov: regarding both the 1979 invasion of Afghanistan⁹ and the military coup in Poland in 1981, the PCI leaders were the only Western communists to denounce Soviet behaviour, believing that it hindered rather than served the global cause of communism.¹⁰ Moreover, they asserted that in face of the crisis of "developed socialism" a new course was necessary to defend socialism from the offensive of neoliberalism.
- 6 Unsurprisingly, the PCI welcomed the election of Gorbachev. While the other communist parties were mostly hostile to the reformist plans of the new Soviet

leadership, the PCI was the only European communist party to support the new course. In the eyes of the PCI, Gorbachev's experience with Italian communists during the 22nd CPSU congress in 1961 and his contacts with the Italian communist ruling class made him look like the much-needed reformer of communism that could once again influence the Western European left. The sudden death of Enrico Berlinguer, on June 11th, 1984, left the party in the hands of Alessandro Natta, a former partisan and a member of the "centrist wing" of the PCI.¹¹ Nevertheless, Berlinguer's prestige and legacy endured, making the PCI a source of inspiration for the reformists in the USSR.¹²

- 7 During the meeting of the *Direzione* – the party's executive body – on March 20th, 1985, Natta, who had just returned from attending Chernenko's funeral in Moscow, underlined that the Soviets' attitude toward the PCI had changed positively. Gorbachev and Gromyko expressed their gratitude for the participation of the PCI secretary. Natta had expected a short meeting; instead, his conversation with Gorbachev lasted one hour. The latter praised the political initiatives of the PCI in favour of the demilitarization of Europe and mentioned his plan of liberalization of the USSR and his commitment for a diplomatic solution to the missile crisis.
- 8 Natta welcomed Gorbachev's attention, which was interpreted as the Soviet leader's intention to rebuild a "Communist internationalist consensus." Searching for a confirmation of their political status within the International Communist Movement, the Italian communists overemphasized the diplomatic schedule of comrade meetings, giving huge importance to the fact that Gorbachev had met the PCI as the first communist party of Western Europe.¹³ In view of the XVIIth congress of the PCI of 1986, two long-standing members in charge of foreign affairs, Giancarlo Pajetta and Gianni Cervetti, released their report to the Central Committee. In their opinion, one of the PCI's core interests was to build a strong Europe that could both be an ally of the United States and a friend of the Soviet Union, with the support of the European left-wing forces that welcomed European integration.¹⁴ Yet, the PCI still viewed the motherland of socialism as an essential reference point. Its attempt to develop further dialogue with other (non-communist) interlocutors was not intended as a substitute to its main legacy and international ties.

Europe and Détente : the PCI's understanding

- 9 During the early stages of the Cold War, the hostility toward the EEC was deeply rooted in the Western communist parties' political culture. In Italy, that attitude changed significantly in the 1960s and 1970s, but that development was not shared by all European Communist Parties. During the meeting between the Western European Communist Parties in June 1985, the Italian delegate registered an open opposition to the PCI's position from the delegates of the Greek KKE, the Portuguese PCP and the German DKP. On the contrary, the Finnish SKP, the Dutch CPN, the Swedish APK and the Spanish PCE appreciated the Italian proposal for new relations with the socialists and the Greens together with a positive appraisal of the EEC. The evaluation of the existing state of the Western European communist movement was pessimistic:

"Finally, I think it is superfluous to report the very depressing impression [...] about the current state of the international communist movement."¹⁵
- 10 The PCI leadership hoped that the party could play a significant role in revitalizing détente. However, the socialist parties' perception of a new phase of détente after 1986,

the evolving process of globalization and the crisis of the workers' movement, reduced its influence on both the communist and non-communist parties of both blocs. The struggle for "socialism with a human face" was shared by the Kremlin and some reformist factions in the European communist parties, but the ranks and the majority of the non-Italian communist leadership were sceptical if not hostile. The opening to the European left was seen as the abandonment of a specifically communist identity in favour of "socialdemocratization."¹⁶

- 11 A decisive watershed was the celebration of the 70th anniversary of the October Revolution: the anniversary was the opportunity for a revision of Soviet history by Gorbachev, which showed the strengthening of the reformist political line despite the difficulties of the Soviet economy and the internal opposition in the CPSU. The PCI reaffirmed its "strong identity in the European left".¹⁷
- 12 Despite the political triumph represented by a first limitation in the arms race in 1987, the PCI was aware that reform implementation in the USSR was in the throes of difficulties. It found itself in a stalemate. On the one hand, the party did not want to gamble on Gorbachev's success in the unification of all communist parties in a common effort, due to obvious obstacles of various natures such as: the hostility of some Eastern and Western communist parties who opposed the reformist agenda, the different positions inside Western communist parties on how to develop the International Communist Movement, and the absence of a social and economic model that could replace the old Soviet model. On the other hand, it did not dare to start an integration with the Socialist International. In fact, while the right wing of the party wanted to find a compromise with the Italian Socialist Party (PSI), the secretary's and the left wings of the PCI could not contemplate an alliance with socialist leader Bettino Craxi because, they held, he represented the interests of the crony bourgeoisie of northern Italy and challenged the communists' vanguard role.¹⁸
- 13 The meeting between Gorbachev and Natta on March 29th, 1988, was the opportunity to spell out a new European strategy: approving the establishment of formal relations between the Council for Mutual Economic Assistance (CMEA) and the EEC, Natta proposed a new programmatic platform the purpose of which was to co-opt left-wing forces in Europe. He believed that steering the European integration process away from neoliberalism was possible, thanks to an extension of the European Parliament's powers. This would further the integration of EEC economies and strengthen the welfare state against the "neoliberal offensive." In the end, the CPSU and the PCI decided to lay down a common document on Europe and a proposal for a pan-European roundtable which, however, had a modest impact. The reason lay in the divergence of aims. Given the uncertainties surrounding the International Communist Movement, the Soviets wanted to assure their control on Western communist parties. On the contrary, the PCI wished to affirm its leadership at the European level, assuring support for the reformist project in Europe and coordinating the efforts between socialist and communist parties.¹⁹ The existence (and the myth) of the International Communist Movement was at stake.²⁰ A European coalition between communist, socialist, social democratic and green parties, known as the "Euroleft," was the last attempt to overcome the old International Communist Movement in favour of a new international political subject.

Occhetto and the Euroleft Project

- 14 After Natta stepped down for health reasons, Achille Occhetto became the new party secretary on June 21st, 1988²¹. A supporter of the new course, he carried on the project to establish deeper relations with European left-wing parties and build a unified European left. The main issue remained the incompatibility between socialist and communist parties. The first test was represented by the Spanish Izquierda Unida, an electoral cartel formed by several left-wing parties, including the PCE. Occhetto participated in a meeting between the delegation of Izquierda Unida and the PCI in Rome: the PCE and Izquierda Unida leader Julio Anguita proposed a deeper cooperation between the left-wing parties of the EEC that should include an agreement between all Western communist party to build up a unified European left. Therefore, he proposed to the PCI the constitution of bilateral meetings to develop a common position on European issues. The Spanish communists were aware of Soviet developments and, given their previous support for the Eurocommunist project, they favoured the PCI's initiative to overcome the old International Communist Movement. Occhetto declared that he backed this proposal, adding that the meeting should not be limited to the communists, but to all left-wing forces "in the framework of a revival of Berlinguer's Eurocommunist spirit."²²
- 15 European communist leaders shared a prudent optimism: even those most hostile to the new course – the Greek communist party (KKE) and the Portuguese Communist Party (PCP) – were taking into consideration the creation of electoral cartels such as Izquierda Unida in a common effort to unify the left-wing political forces of their respective countries. That initiative was an attempt to exploit the existing political developments. The SPD had proposed a European manifesto that would build up a common platform of EEC socialist parties, aiming at creating the common market in 1992. Brandt launched this idea during the International socialist congress in June 1989.²³
- 16 During a *Direzione* meeting in July 1989, the leaders discussed the social democrats' support for reformist movements in Eastern Europe. It was considered a concerning threat for the survival of the International Communist Movement. Political actors that were "outside the international communist movement" led the reform movement in the Soviet bloc, which meant that "an international communist movement does not exist anymore." The role of the PCI in this process had to be an active initiative "of [political] elaboration at the highest levels, not only by us [PCI], but by all of the Euroleft."²⁴ The head of the PCI's international relations department, Antonio Rubbi, illustrated the current state of the European communist parties: those who supported the PCI's proposal for the constitution of a European group inspired by the Euroleft were the Irish Labour Party, the PCF, the Danish Popular Party, and the PCE. The Portuguese Communist Party (PCP) was the most hostile to that proposal and argued for the rebuilding of a communist group in the European Parliament. It regarded favourably some positions of the Euroleft, such as defending social rights, supporting the environmental and peace movements, but was against the Single European Act and the supranational powers of the EC which it viewed as inspired by the multinationals.
- 17 The PCF approved of the PCI's proposal but shared the PCP's criticisms. Moreover, the French Communist Party insisted on the necessity to give national parliaments the power to veto European Parliament's decisions when necessary. Both the PCF and PCP,

Rubbi stated, had continued to negotiate at the same time with the PCI and the Eastern Communist parties, aiming at acquiring the upper hand in the confrontation with the reformists inside the European communist parties. The KKE, despite its alliance with the Greek left and the acceptance of some European institutions, was mistrustful of the common market. Welcoming the PCP's proposal, some members suggested creating a group formed only by Western Communist parties. The PCE was closer to the PCI's position on the new name of the group, refusing the PCP's proposal, but it suffered from the internal weakness of the Izquierda coalition and the inner divisions between the Spanish and Catalan deputies.

- 18 The head of the PCI's international relations department, Antonio Rubbi, affirmed his scepticism on the possibility to take part in the Socialist group: the British Labour Party would oppose it and so would the PCF. The latter leant towards building a specific European communist group – though open to “heterogeneous political formations”. Not everybody in the *Direzione* supported the Euroleft project. For Lucio Magri and Luciana Castellina, a rupture with the communist parties that held on to traditional stances only to adapt to the new international developments would be “prejudicial”. They considered the Euroleft a sort of Trojan Horse that ultimately would lead the party to abandon its communist identity. They forecasted that the creation of the Euroleft would eventually entail joining the socialist group at the European Parliament and, later, the Socialist International. As a result, the specific identity of the communists would be dissolved into a broader “leftist” identity. Others, such as former secretary Natta, criticized some parts of Occhetto's speech but did not share Magri's view: the admission to the European Socialist group was an unavoidable choice, and the hesitation showed weakened the party's bargaining power. A long-term member of the *Direzione*, Gianni Cervetti added that the moment of rupture with other the communist parties in the European Parliament had occurred five years before when the party approved the Spinelli report, which promoted a deeper integration between European countries arguing in favour of cessions of sovereignty to supranational institutions.²⁵
- 19 Occhetto replied to the sceptics:
“Becoming a member of the socialist group in the European Parliament” would not necessarily “pave the way for joining the Socialist International.”
- 20 The Euroleft, instead, would be something different from “Berlinguer's Third Way or from a capitulation toward the social-democratic forces.” From the constitution of the “Euroleft” in the European Parliament, “a new type of International, with socialists, social democrats, and communists would form together in the future.”²⁶
- 21 With only two votes against, expressed by Gian Carlo Pajetta and Lucio Magri, the *Direzione* approved the final document. The PCI would “build a true European Union through a renewed European Parliament” that would act as a constitutional assembly for the reform of communitarian institutions. The party viewed the Europeanization of left-wing forces favourably. It endeavoured to articulate a policy directed at all the left-wing forces in the European Parliament that shared its support for the “political and economic integration of Europe.” As a result, the PCI committed itself to form a European group that could fulfil that ambitious project. In this framework of renovation and strengthening of the left, the collaboration with the socialist group would be crucial, even though the document underpinned the autonomy of the new group from the socialists.²⁷

- 22 A first step toward the constitution of this group, whose name would have been United Left or United European Left, was made with Izquierda Unida. In the meeting, which was held in Madrid on July 15th, both parties agreed to implement the same content, as agreed on the final document of 5th July 1989.²⁸
- 23 Meanwhile, the previous initiatives taken by Gorbachev were soon in a dead end. The Soviets affirmed that the PCI-CPSU common document on Europe, drafted in the aftermath of the Occhetto-Gorbachev meeting of February 1989, had become useless after Gorbachev's speech at the European Parliament on July 7th, 1989, because the PCI wanted to present itself as autonomous from Moscow.²⁹ That development irritated Rubbi: the Soviets revealed their true intention behind the common document discussed in 1988 during Natta's visit. Moscow never believed in the success of the PCI's Euroleft. The Kremlin rather preferred to garner the support of the social democratic forces, beginning with the SPD, thanks to a shared view on the European integration.³⁰

Looking Back to the Prague Spring : Old Interlocutors in a Renewed Context

- 24 At that point, the PCI looked back to history to find new political partners. It then became a benchmark for the Eastern European reformists of communist faith. Given the existing tie with the former ruling class of the Prague Spring, the PCI reactivated the traditional discourse on socialism and democracy to reaffirm its own particular identity and to support former Eastern reformist communists. The PCI welcomed the velvet revolutions in Eastern Europe, hoping that it would establish a kind of "socialism with a human face." Those events confirmed the PCI's stance on the necessity of reforming communism and were seen as the failure of the conservatives' dogmatism. Meanwhile, the party denounced the "bloody Chinese repression" in Tiananmen Square.
- 25 Relations between the PCI and Dubček had been intermittent.³¹ After the collapse of the Berlin Wall in November 1989 and the gradual crumbling of real socialism, the legacy of the Prague Spring and the figure of the former Czechoslovak secretary became central in redefining the PCI's identity. A recurring element was the centrality of the Czechoslovakian paradigm in the evolution of the positions of the PCI: the Prague Spring became – or re-emerged as – an essential identity marker supported by the PCI mainstream.³² Europe could become the new ground for setting forth an innovative socialist project.
- 26 In the aftermath of the fall of the Berlin Wall, there was a strong need to face the historical crisis of communism by placing the emphasis on one's own diversity. The pages of *L'Unità*, the party's main daily, presented the collapse of the communist regimes as a "new opportunity for the PCI," an opportunity to "rethink socialism in freedom."³³ Faced with the undeniable failure of the Eastern regimes, the newspaper emphasized the origin of the "Velvet revolution": the changes that occurred were rooted in the Prague legacy and the actions undertaken by the PCI since the years of Berlinguer's leadership.³⁴ As far as the action of the PCI was concerned, it proudly claimed the "rupture" with the Soviets on the Polish events of 1981, asserting that such a position had sanctioned the definitive break with the Soviet Union and its ruling class.³⁵

- 27 In Occhetto's view, the PCI had played three major functions in its recent history: it was the "most intelligent and dynamic" party of the International Communist Movement; it had made the "break", placing itself in an "autonomous and critical" position; and it had become part of the European left.³⁶ The "diversity of the PCI" was "for everyone to see" and it was "impossible to ignore it." It was rooted in the steps that Longo, with the condemnation of the events in Czechoslovakia, had made in full "awareness of the importance and irreversibility" of the decisions that were being taken in those summer months of 1968.³⁷ The link with the Prague Spring was the key to affirming the peculiarity of the PCI and its leading role within the former International Communist Movement. "Everything that is happening, the dramatic crisis of the socialist regimes, is the confirmation of what you and we have said, expected and foreseen," he wrote in a letter to Dubček.³⁸
- 28 Since PCI Secretary Luigi Longo had supported Dubček and his "new course" in May 1968, in the late 1980s, the former Czechoslovak secretary supported Occhetto's leadership.³⁹ A few days after the collapse of the Berlin Wall, Dubček – replying to the letter of the Italian secretary – offered his support to the proposed change of the name of the PCI, and to the prospect of an alliance with the forces of the left, progressives and liberals.⁴⁰
- 29 At stake was the need to save reform communism, extracting it from the rubble under which the image of the Soviet bloc countries was sinking. Dubček thus became the icon of a different communism, one based on both democracy and socialism; a project in which left-wing forces could invest again and make a common front in the face of the crumbling of Eastern systems. That explains, at least in part, why the PCI supported Dubček rather than the famous dissident Havel for president of Czechoslovakia.⁴¹ It bet on the reformists. However, Dubček was defeated in the Czechoslovakian elections, paving the way for the post-communist transition.
- 30 With the deep political and economic crisis that engulfed the Soviet Union, the PCI was clearly going to align itself with the European Socialist Left, which would lead the PDS to join the Socialist International in 1992. This evolution was due to several factors. Among those was the specificity of the Italian communist legacy, based on the assumption that each country could take a different path toward socialism.⁴² Moreover, the PCI had started to pay attention to new emerging topics since the 1970s: environmental and civil rights movements remained close to the mainstream Italian Communist platform thanks to the network of associations directly linked with the party, such as the Italian Cultural and Leisure Association (*Associazione ricreativa e culturale italiana*, ARCI).⁴³ That political and cultural evolution in the party was certainly important. Yet, the end of the Soviet model was the most critical factor in determining the change in Party identity. If only partially, European integration would grant a more stable, peaceful and equal world, compensating for the end of the Soviet model.

Europeism as an Alternative Paradigm for the Post-Cold War Left and the Origins of L'Ulivo

- 31 Despite the initial Euroscepticism, the attitude toward European integration in the Italian Communist culture witnessed a crucial evolution in the 1970s. The broad

consensus on European integration among Italian political parties became even more important due to the changed climate of international relations, which was characterized by the process of *détente*. In that context, the parliamentary debate on the issue of the direct election of the European Parliament assumed a particularly relevant meaning: an element of strong cohesion between Italian political cultures, based on convergence with respect to the theme of international politics. The narrative around European integration made by the Italian parliamentarians was that the integration process was articulated under a “slightly grey light,” which shadowed the debate on the direct election of the European Parliament, which would take place in June 1979.⁴⁴

- 32 Nonetheless, it was recognized that the election was not only “an ideal reaffirmation and an ideological declaration,” but also a “declaration of the political will of Europe.”⁴⁵ A more political step was needed: Altiero Spinelli, the well-known representative of the European federalist movement, elected as an independent among the ranks of the PCI, defined the new elections as the act of “birth of the European people.”⁴⁶ Spinelli argued that the election of a parliament would constitute a first step toward the European Union: that union would build a “more just, more peaceful” Europe, one that would not be subjugated to the “American imperial system.”⁴⁷ He spared no criticism regarding the existing European integration process, fearing that the Community could slide increasingly towards the ancient, sterile formula of the “concert of powers.”⁴⁸ The only desirable solution to consolidate the European construction was to increase the powers of Parliament and therefore of the “European people”. For Spinelli, a very broad consensus of social and political forces was critical:

“[Europe] will be desired by strong and conscious majorities in all countries, or it won't be.”⁴⁹

- 33 From Spinelli's point of view, therefore, a parliament directly elected by the citizens was to be “the organ of this simultaneous demand for European policy and a European constitution.” “The commitment to make the first elected Parliament, the first European constituent, will be the sign of political vitality and will give meaning to the rest of the political programs,” he asserted.⁵⁰ The idea that direct elections to the European Parliament could mark a turning point in the political action of a united Europe recurred as a frequent topic in parliamentary speeches.⁵¹ In short, the request was to have “more Europe” and to obtain a “more democratic” Europe. Clearly, nuances were associated with these themes differently, all rather instrumental for the purposes of internal politics,⁵² to highlight the validity of the pro-European and Atlantic choice.
- 34 With the new turn inaugurated by the so-called “svolta della Bolognina,”⁵³ the PCI was re-named, becoming the Democratic Party of Left (PDS). And the post-communist turn forced the new party to rebuild not only its alliances, but its own ideological universe and sense of belonging. Only in the 1970s had the Communist Party fully recognized itself as pro-European. After a phase of wavering Europeanism under the leadership of Enrico Berlinguer, it was with the implosion of the Soviet bloc that the PCI recognized European integration as a cornerstone of its political identity. This was also possible thanks to the presence, within the party, of people like Giorgio Napolitano, a prominent figure of the PCI's reformist wing who was particularly open to the European ideal.⁵⁴ Another element that paved the way in that direction was indeed the collaboration with the father of Italian pro-European federalism, Altiero Spinelli, who, in the late 1970s, became a member of the European Parliament. Although he was not a

party member, Spinelli supported the PCI's efforts to foster further integration between European states. The proposal of a constitutional charter for Europe in 1984, the strengthening of the Parliament's role in European affairs, were aligned with the political aims of the PCI, which saw the European Parliament as a perfect tool to find renewed trust.⁵⁵ Indeed, it was isolated at the international level because of its condemnation of the military coup in Poland; at the domestic level, it could neither revitalize "historic compromise" strategy, nor open to the Italian socialists. Europe, thus, could be the solution.

- 35 That new policy converged with a development among the Italian Christian Democrats. The European choice had been one of the pillars of the Christian Democrats' foreign policy from the Degasperian leadership onwards.⁵⁶ They fiercely depicted themselves as champions of the European integration and decried the "Europeist turn" of the Left-wing forces as instrumental, as mentioned in the parliamentary debate on the first direct elections to the European Parliament in 1979.⁵⁷ This legacy was collected and valued by the Catholics who had committed themselves to the Ulivo project, founded in 1995 as a left-wing political coalition. Romano Prodi, an economist and a senior official who belonged to the Christian Democrats, paved the way for this project jointly with the Agenzia di ricerche e legislazione (AREL), the research and legislation agency founded by Beniamino Andreatta, a professor of economics. The collaboration between some politicians, former members of the PCI and then of the PDS, and the progressive wing of the Christian Democrats, under the aegis of the Ulivo, laid down a new shared political identity even at the international level. For the post-cold war Italian Left, the European ideal became a fundamental identity marker.
- 36 The definition of a new composite political reality such as that of the Ulivo was prepared by a political-cultural operation developed during the 1990s by a part of the Italian ruling class that aimed at presenting Europe as a founding myth. In other terms, the faith in the European construction became the common ground on which progressives – former Communists and the left wing of the former Christian Democrats – could build a part of the identity of the new political formation on international issues. The European roots of the new political alliance were made explicit already by Prodi with L'Ulivo, an alliance that drew its own strength from some well-defined political cultures, Catholic humanism, secular reformism, and labour culture.⁵⁸
- 37 The main programmatic lines of L'Ulivo were developed in the mid-1990s with the publications of both the AREL Foundation and the Istituto Gramsci of Rome, as well as those of the publishing house Il Mulino and its magazine *Il Mulino Europa*.⁵⁹ The main pillars were: the definition of an international role for the European Union in the new multipolar world scenario; Europeanism as a fundamental policy for the international repositioning of Italy; and the salvific image of Europe. With respect to the international potential of Europeanism, the end of the bipolar world offered unprecedented possibilities to the continent. The creation of a united, democratic and sovereign Europe was considered a determining factor in the transition of the world to a multipolar order.⁶⁰
- 38 Europe lived a new phase, in which it could have assumed greater direct responsibility in the management of international relations.⁶¹ In particular, the crisis in Eastern Europe offered unprecedented opportunities: the importance and necessity of an enlargement to the East lay in the desire to strengthen the European integration

process and to prevent a destabilized area on the fringes of the EU. In that sense, the European Union provided that “bond of stability,” a positive bond of democracy, which was necessary for a peaceful redefinition of the international order. In other words, the enlargement was seen as an indispensable element to prevent the countries of the former Soviet bloc from falling into “spirals of poverty, dictatorship, and violence.”⁶²

- 39 While referring to the need to create a multispeed Europe, the scholar and politician Beniamino Andreatta, for example, emphasized the “thaumaturgy” value of European integration. He referred to the democratization of the Mediterranean countries who had transitioned to democracy during the 1970s, and a contemporary element of stabilization and democratization for the former Communist countries.⁶³ With Europe viewed as a new world power, Italy’s role was to be redefined. Andreatta believed Europe was the scenario that could offer new possibilities of a balance of power in the international arena. Prodi was able to point out the fundamental issue of Italy’s belonging to Western Europe as an intrinsic identity element of the peninsula, but under the profile of the Italian contribution to European identity.⁶⁴
- 40 Beniamino Andreatta’s political analysis coincided with Romano Prodi’s: the former identified Italy’s action in Europe as a lever allowing Italy to play an active role in the new world order⁶⁵. Enrico Letta, one of Andreatta’s main collaborators during the 1990s, pondered on the opportunity of (and the need to) make choices that revitalized the international role of Italy in Europe, a role diminished “by changes of geopolitical balance and the shift to the North-East of the centre of gravity of the EC.”⁶⁶ This idea was widely shared among the various political leanings that revolved around L’Ulivo, like that of *Il Mulino Europa*.⁶⁷

Post-Communists and Christian Democrats : Europeism as a Shared Political Ground

- 41 A direct corollary of the need to reposition Italy in the international arena thanks to the Europeanist anchorage was the notion that Europe would have a salutary influence on Italy. The ruling class of the Ulivo shared the view, typical of the Italian political and bureaucratic élites, that Italian society had to be corrected and reformed of its inherited flaws: the only way to get Italy out of its endemic state of crisis was through the exerting of the so-called external constraint.⁶⁸ One of the former PCI leader Massimo D’Alema agreed with Enrico Letta when he described the Europe of Brussels as an “element of attraction and integration,” “a secure anchor in the Western style” for the countries of the former Soviet bloc.⁶⁹
- 42 The year following the signing of the Treaty of Maastricht and the euphoria that it generated, was the moment of realism and of the request for a more convinced EU membership. In a contribution to the roundtable organized by *Limes* magazine, Beniamino Andreatta pondered on the fact that the Europeans were not “ready to assume the responsibility of creating a homogeneous Super State together.”⁷⁰ The influence of the federalist approach seemed to become more perceptible in those considerations. The possible enlargement of the European Union was addressed extending “the concept of Europe.” As stated by Beniamino Andreatta during a CSCE meeting, Europe was “a concept based on values, and which embrac[ed] hence an Atlantic and a Euro-Asian dimension.”⁷¹

- 43 For Andreatta, the necessity for enlargement to include Eastern European countries was clearly linked with the need to extend democracy to everything on the continent and with one traditional objective of Italian foreign policy: to recover and consolidate an important international role on the European scene. On a first analysis of the documentation collected, however, it is possible to detect a significant continuity regarding the role that Europe and the European integration process played in the redefinition of the two main Italian political cultures. At that stage, a full adhesion to the European ideal by the new political formation allowed the traditional Italian Europeanism to consolidate itself. More Europe would mean Italy's political evolution and economic modernization. This idea was the common point between the Ulivo's founding identities. It came into being through specific identity elements. Among those was the idea that European institutions were an undeniable point of reference for Italy, the new possibilities offered by the collapse of bipolarism regarding the creation of a more significant presence in the world scenario, the consequent new opportunities in a renewed European context for a country like Italy. For both political wings of the Ulivo, the successful support for Europeanism was, however, a fundamental trait in obtaining a new political credibility and a distinctive element towards the political class of the Berlusconi area.⁷² That approach worked satisfactorily until the end of the 1990s. Eventually, however, it did not prevent the decline of the Ulivo and the re-emergence of the former polarizations, which the Left has struggled with ever since.

Conclusions

- 44 The European Common Home represented the last Soviet attempt to allow the survival of the Eastern Bloc:⁷³ the cooperation between the CMEA and the EEC was intended to be a crucial piece in the much wider framework that led to the end of the Cold War and the renewal of Communism.⁷⁴ Despite the ambitious project, it remained vague and without a true implementation, except for the establishment of relations between the EEC and the CMEA.⁷⁵ The collapse of Eastern Communism and the failure of reforms in the Soviet Union paralysed the PCI, which reacted to the fall of Communism by searching for a new identity. However, neither Natta nor Occhetto dared to abandon the communist tradition: they believed that "Democratic Socialism," which was rooted in Dubček's Prague Spring and in Gorbachev's CPSU policy, was useful to relaunch the role of the PCI in Italy and in the European Parliament. The party's inability to devise other alternatives set the Italian communists on a dangerous course: not only did the last "myth" of Italian communism collapse before their eyes, but they also accepted to align with their historic enemy, the Christian Democrats. Deprived of a well-developed identity, the former communists of the PDS aligned themselves with the political positions and themes of European social-democratic parties. In the Ulivo, the christian-democratic contribution to the political identity of the Italian left was overwhelming, to the point that the PDS and the former communists adopted their definition of Europeanism as a pillar of their identity. The major cause of this was the course that the party had taken after Berlinguer's death: until the early 1980s, the major architect of the PCI's foreign policy was Sergio Segre, who tried to establish ties with the SPD and the socialist world. After him, Antonio Rubbi and, even more so, Giancarlo Pajetta led the party's foreign policy: they were part of the old guard and despised any opening to the socialists, preferring the new Soviet political course. That approach prevented

them from exploiting the opportunity to redefine its approach through the dialogue with the SPD.

- 45 The lack of political vision by the party leadership left the party in the muddle: it did not renounce its former ideological legacy, making a definitive choice in the socialist direction. As it abandoned its former myths, Italian communism made Europeanism its ultimate identity marker, and one may argue if this could be considered enough.

NOTES

1. For Gorbachev, reforming socialism was an inevitable step for the survival of the Soviet state. The Czechoslovak “Socialism with human face” and the Italian Eurocommunism were major sources of inspiration in order to define a “humanistic socialism,” which, in the intention of the reformers, would allow the renewal of the universal mission of Communism. See Michele Di Donato, Silvio Pons, “Reform Communism,” in Juliane Fürst, Silvio Pons, Mark Selden (eds.), *The Cambridge History of Communism*, Vol. III, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 194-196.
2. In the shaping of PCI perception toward Gorbachev’s reforms, the role played by Giulietto Chiesa, *L’Unità* correspondent in Moscow, was crucial. Through his reports, he became one of the most well-known experts of the USSR in Italy. See Giulietto Chiesa, Roy Medvedev, *L’Urss che cambia*, Rome, Editori Riuniti, 1987; Giulietto Chiesa, Roy Medvedev, *La rivoluzione di Gorbačëv. Cronaca della perestrojka*, Milano, Garzanti, 1989; Giulietto Chiesa, *Transizione alla democrazia. La nascita delle forze politiche in Urss*, Rome, Lucarini, 1990.
3. Alexander Höbel, *Il Pci di Luigi Longo*, Napoli, ESI, 2011, p. 517-550; Maud Bracke, *Which socialism whose détente? West European Communism and the 1968 Czechoslovakian Crisis*, Budapest, CEU Press, 2007; Valentine Lomellini, *L’appuntamento mancato: la sinistra italiana e il dissenso nei regimi comunisti*, Firenze, Le Monnier, 2010; Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Rome, Einaudi, 2006; Victor Zaslavsky, Tommaso Dell’Era, “La primavera di Praga: resistenza e resa dei comunisti italiani,” *Ventesimo Secolo*, no. 16, June 2008, p. 123-141.
4. Central archive of the Italian Communist Party [APCI], MF 305, p. 2686-2732, Discorsi di Berlinguer 1969.
5. The immediate consequence of this contradictory approach was the inability to build up an alternative to the Communist International movement, despite the intention of Eurocommunism: Silvio Pons, *La rivoluzione globale. Storia del comunismo internazionale 1917-1991*, Turin, Einaudi, 2012, p. 374-376.
6. Wolfram Kaiser, Antonio Varsori (eds.), *European Union History: Themes and Debates*, London, Palgrave Macmillan, 2010.
7. Michele Di Donato, *I comunisti italiani e la sinistra europea. Il PCI e i rapporti con le socialdemocrazie (1964-1984)*, Rome, Carocci, 2015; Adriano Guerra, *Comunisti e comunisti. Dalle svolte di Togliatti e Stalin del 1944 al crollo del comunismo democratico*, Milan, Dedalo, 2005.
8. Valentine Lomellini, *L’appuntamento mancato. La sinistra italiana e il Dissenso nei regimi comunisti (1968-1989)*, Milan, Le Monnier, 2010.
9. Artemy Kalinovsky, *A Long Goodbye: The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.

10. Despite the critical approach to Soviet policy, they continued to believe in the crucial role of the USSR as a great power and as defender of the conquests of the October Revolution. For a reconstruction of the PCI's policy during the Berlinguer leadership: Silvio Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Turin, Einaudi, 2006.
11. Under his leadership the party abandoned its previous stance against the participation in NATO and in Warsaw Pact, in favour of a re-evaluation of the Atlantic and European ties: Gregorio Sargonà (ed.), *Alessandro Natta, intellettuale e politico. Ricerche e testimonianze*, Rome, Ediesse, 2019, p. 81-103; Alessandro Natta, *I tre tempi del presente*, Cinisello, Edizioni Paoline, 1989.
12. At Enrico Berlinguer's funeral, he expressed his human and political admiration: Robert English, *Russia and the Idea of the West. Gorbachev, Intellectuals and the End of Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 315-316. On the political role of Berlinguer: Francesco Barbagallo, *Enrico Berlinguer*, Rome, Carocci, 2014.
13. APCI, MF 8506, p. 40-54 Riunione della Direzione 20 March 1985.
14. G. Bimbi, "Europa, Sinistra e sicurezza. Vivace dibattito nel PCI," *L'Unità*, 27 September 1985, p. 8.
15. The Italian delegate believed that the meeting was called by the PCF to enhance its position and prestige. However, due to scant press coverage of the event, he argued that it missed its aim: APCI, MF 8506, p. 216-218. Nota sull'incontro.
16. As an example of the sceptics' arguments: L. Magri, "Terza via e socialismo in Europa," *L'Unità*, 8 July 1987, p. 2.
17. APCI, MF 8804, p. 126-136, Riunione di direzione, 10 November 1987.
18. On the relations between socialists and communists in Italy, see Gennaro Aquaviva, Marco Gervasoni (eds.), *Socialisti e comunisti negli anni di Craxi*, Venezia, Marsilio, 2011.
19. Marco Di Maggio, "Tra socialdemocrazie e perestrojka. Le relazioni internazionali del Pci nelle carte di Alessandro Natta (1984-1988)," *Studi Storici*, no. 1, January-March 2020, p. 221-227.
20. Silvio Pons, "L'invenzione del 'post-comunismo': Gorbachev e il Partito Comunista italiano," *Ricerche di storia politica*, no. 1, March 2008, p. 28-31.
21. Achille Occhetto, *La gioiosa macchina da guerra. Veleni, sogni e speranze della sinistra*, Rome, Editori Internazionali Riuniti, 2013.
22. APCI, MF 8902, p. 67-70, Incontro Achille Occhetto e Julio Anguita, 30 September 1988.
23. Paolo Soldini, "Una 'nuova carta' del socialismo," *L'Unità*, 21 June 1989, p. 7.
24. APCI, MF 8906, p. 1-3, Verbale della riunione di direzione del 5 luglio 1989.
25. APCI, MF 8906, p. 4-22.
26. APCI, MF 8906, p. 23-35.
27. APCI, MF 8908, p. 132-134, Bozza Riunione, 5 July 1989.
28. APCI, MF 8908, p. 136-137, Nota interna.
29. Gorbachev delivered his speech at the Council of Europe in Strasbourg, affirming his commitment to the European Common Home and Perestroika. The conservatives, especially in the DDR, were furious: the speech was perceived as the liquidation of the Eastern bloc for the sake of Perestroika. For a conservative point of view on the speech, and in general on Perestroika and Gorbachev: Kurt Gossweiler, *Wider den Revisionismus, Aufsätze Vorträge, Briefe aus sechs Jahrzehnten*, München, Verlag zur Förderung der wissenschaftlichen Weltanschauung, 1997.
30. APCI, MF 8908, p. 138, Nota Riservata di Rubbi alla Segreteria, 14 July 1989.
31. Differing from what the PCI's leadership highlighted in the early 1990s, the PCI maintained an ambiguous position toward Eastern dissidents, because of its fear of jeopardizing the Italian-Soviet Parties' relationship: Valentine Lomellini, *L'appuntamento mancato*, op. cit.; Carlo Ripa di Meana, Gabriella Mecucci, *L'ordine di Mosca. Fermate la Biennale del dissenso*, Milano, Fondazione Liberal, 2007.

32. Valentine Lomellini, "I comunisti italiani e la 'rinascita' di Dubček. Una reciproca opportunità," in Francesco Leoncini (ed.), *L'Europa del disincanto. Dal '68 praghese alla crisi del neoliberalismo*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011, p. 175-192.
33. B. De Giovanni, "La storia si riapre," *L'Unità*, 12 November 1989, p. 1; " 'è un moto di libertà.' Occhetto, occasione per la sinistra," *L'Unità*, 12 November 1989, p. 1.
34. Massimo D'Alema, "L'orgoglio delle nostre idee," *L'Unità*, 15 November 1989, p. 1.
35. Giorgio Frasca Polara, "Un congresso straordinario," *L'Unità*, 15 November 1989, p. 3; with a more moderate tone: Nicola Tranfaglia, "Le idee e i nomi dei partiti," *L'Unità*, 13 November 1989, p. 2.
36. " 'Un nuovo inizio davanti a noi.' La relazione di Occhetto alla Direzione," *L'Unità*, 15 November 1989, p. 4. The same arguments were used in the relation with the central committee: "Una costituente per aprire una nuova prospettiva della sinistra. La relazione di Achille Occhetto al Comitato centrale del PCI," *L'Unità*, 21 November 1989, p. 6-7.
37. P. Betti, "Al convegno su Longo arrivano le passioni di oggi," *L'Unità*, 17 November 1989, p. 6.
38. "Lettera di Occhetto a Dubček," *L'Unità*, 16 November 1989. See also Federica Casanova Borca, *Dubček e l'Italia 1968-1992*, Master's Thesis, Ca' Foscari University, 2003, p. 250.
39. The party was shaken by the debate on the future name of the party, provoked by the events in Eastern Europe, see Giuseppe Chiarante, "Sulle radici della crisi del 'socialismo reale'," *Critica Marxista*, no. 28, 1990, p. 63-73; Umberto Ranieri, "Per uscire da sinistra dalla crisi del comunismo," *Critica Marxista*, no. 28, 1990, p. 72-82.
40. G. Muslin, "Dubček incoraggia il PCI: 'Sinistra nuova in Europa'," *L'Unità*, 19 November 1989, p. 5.
41. M. Reiman, "Le speranze dell'altra Praga," *Rinascita*, 10 December 1988, p. 31; "L'ambasciatore di Mosca: Dubček precursore della Perestroika," *L'Unità*, 11 September 1988, p. 1. M. Cavallini, "Praga verso il pluralismo. 'Aboliamo il Partito-guida'," *L'Unità*, 29 November 1989, p. 6; "Rubbi incontra Dubček. 'Il PCI per una sinistra europea aperta alle forze democratiche dell'Est'," *L'Unità*, 14 December 1989, p. 4; G. Pasquino, "Il potere nelle mani giuste," *L'Unità*, 30 December 1989, p. 1; L. Antonetti, "è un trionfo per Havel e Dubček," *L'Unità*, 10 June 1990, p. 1; L. Antonetti, "Dubček: 'Cerchiamo l'Europa lungo la via della democrazia'," *L'Unità*, 11 June 1990, p. 9.
42. On the survival in the Nineties and the XXIst century of the Italian Communist tradition: Salvatore Cannavò, *La rifondazione mancata. 1991-2008, una storia del Prc*, Rome, Edizioni Alegre, 2009; Paolo Favilli, *In direzione ostinata e contraria. Per una storia di Rifondazione comunista*, Rome, DeriveApprodi, 2011. For primary sources on this issue see Luigi Cortesi, *Le ragioni del comunismo. Scritti e interventi per la rifondazione*, Rome, Teti Editore, 1991.
43. On the Italian Recreational and Cultural Association's general history: Luigi Martini (ed.), *ARCI una nuova frontiera*, Rome, Ediesse, 2007.
44. As an example: Atti parlamentari (AP), VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 febbraio 1977, p. 5151, Approvazione ed esecuzione dell'atto relativo all'elezione dei rappresentanti nell'Assemblea a suffragio universale diretto, firmato a Bruxelles il 20 September 1976, allegato alla decisione del Consiglio delle Comunità europee, adottata a Bruxelles in pari data. On the historical dimension of European Integration during the seventies: Antonio Varsori (ed.), *Alle origini del presente. L'Europa occidentale nella crisi degli anni Settanta*, Milano, FrancoAngeli, 2007.
45. AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 febbraio 1977, p. 5151.
46. AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 febbraio 1977, p. 5162.
47. AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 febbraio 1977, p. 5162.
48. AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 febbraio 1977, p. 5162.
49. AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 febbraio 1977, p. 5166.
50. AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 February 1977, p. 5166. For a biography on Altiero Spinelli: Piero Graglia, *Altiero Spinelli*, Bologna, Il Mulino, 2008.

51. As can be seen in the speech of the liberal politician Malagoli: AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 February 1977, p. 5182.
52. As an example, see Pino Romualdi's speech: AP, VII Legislatura, Discussioni, seduta del 10 February 1977, p. 5167-5170. About the issue of propaganda and the instrumentalization of the European integration in Italian politics: Doriana Floris, *Europei al voto. Politica, propaganda e partecipazione in Italia, Francia e Regno Unito, 1979-1989*, Milan FrancoAngeli, 2017, p. 78-85.
53. The name "Bolognina" came from a neighbourhood of the communist stronghold of Bologna, in the region of Emilia Romagna.
54. Giorgio Napolitano, *Dal PCI al socialismo europeo. Un'autobiografia politica*, Rome, Laterza, 2011.
55. Piero Graglia, "Altiero Spinelli, tra atlantismo e terza forza. De Gasperi, Eisenhower, Nenni (1948-1969)," in Pietro Craveri, Gaetano Quagliariello (eds.), *Atlantismo ed europeismo*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003, p. 293-330; Victor Zaslavsky, "L'atteggiamento sovietico verso l'integrazione europea," dans Pietro Craveri, Gaetano Quagliariello (eds.), *op. cit.*, p. 49-54; Severino Galante, *Il Partito comunista italiano e l'integrazione europea: il decennio del rifiuto, 1947-1957*, Padova, Liviana, 1988, p. 62; Andrea Guiso, *La colomba e la spada. "Lotta per la pace" e antiamericanismo nella politica del Partito comunista italiano (1949-1954)*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.
56. Guido Formigoni, *Storia d'Italia nella Guerra fredda*, Bologna, Il Mulino, 2016. On the DC as a political party: Agostino Giovagnoli, *Il partito italiano: la Democrazia cristiana dal 1942 al 1994*, Rome, Laterza, 1996.
57. Hilde Reiding, Joachim Wintzer, Thorsen Borring Olesen, Marloes Beers, Valentine Lomellini, "The intricate question of European democracy: national parliamentary debates on the European Elections Act of 1976," *Journal of European Integration History*, vol. 24, no. 1, 2018, p. 115-142.
58. Romano Prodi, "Governare l'Italia. Manifesto per il cambiamento," *Quaderni di Micromega*, no. 30, Milan, 1994, p. 15-16.
59. For an in-depth analysis of this part: Valentine Lomellini, "L'Europa nelle culture politiche italiane tra la 'Prima' e la 'Seconda' Repubblica: tracce di una ricerca," in Maurizio Ridolfi, Sante Cruciani (eds.), *L'Unione Europea e il Mediterraneo nel mondo globale: interdipendenza politica e rappresentazioni mediatriche (1947-2017)*, Milan, Franco Angeli, 2018, p. 129-142.
60. Giuseppe Vacca, *Tra Italia e Europa. Politiche e cultura dell'alternativa*, Milano, Franco Angeli, 1991, p. 195.
61. Romano Prodi, *Un'idea dell'Europa. Il valore Europa per modernizzare l'Italia*, Bologna, Il Mulino, 1999, p. 33.
62. Romano Prodi, *op. cit.*, p. 33.
63. See Andreatta's speeches at Seminario del Gruppo Ambrosetti in Cernobbio on September 4th, 1993, and at Tavola rotonda della rivista *Limes*: Nino Andreatta, "Un anno per l'Italia. Tra economia e politica estera," *Arel: Agenzia di Ricerche e Legislazione*, Rome, 1994, p. 117-122. Also see Romano Prodi's preface: Adriano Ossicini, *Il fantasma cattocomunista e il sogno democristiano*, Rome, Editori Riuniti, 1998, p. X.
64. Adriano Ossicini, *op. cit.*, p. X.
65. See Andreatta's speech at Bologna University on July 12th, 1993 in Nino Andreatta, "Un anno per l'Italia. Tra economia e politica estera," *art. cit.*, p. 109.
66. Enrico Letta, *Passaggio a Nord-Est. L'Unione Europea tra geometrie variabili, cerchi concentrici e velocità differenziate*, Bologna, Il Mulino, 1994, p. 1.
67. Pier Virgilio Dastoli, "Fra il magnete tedesco e il diluente britannico," *Il Mulino Europa*, 1994, n° 2, p. 8-19; Sergio Romano, "La Germania e l'Europa: niente di nuovo sul fronte occidentale," *Il Mulino Europa*, 1994, n° 2, p. 55.
68. Massimo D'Alema, "La nostra politica europea," *Europa Europe*, June 1998.
69. Enrico Letta, *op. cit.*, p. 7-8.

70. See Andreatta's speech at Tavola rotonda della rivista *Limes* on October 1993: Nino Andreatta, "Un anno per l'Italia. Tra economia e politica estera," art. cit., p. 120.
71. See Andreatta's speech at the ministerial meeting of CSCE on December 1st, 1993 in Nino Andreatta, "Un anno per l'Italia. Tra economia e politica estera," art. cit., p. 115.
72. Giovanni Orsina, *Il berlusconismo nella storia d'Italia*, Venice, Marsilio, 2013.
73. Anthony D'Agostino, *Gorbachev's Revolution 1985-1991*, London, MacMillan, 1998, p. 139-141; Archie Brown, *The Gorbachev Factor*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 242-247; Nicholas Riasanovsky, Mark Steinberg, *A History of Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 558-632.
74. Mikhail Gorbachev, *Perestroika New Thinking for Our Country and the World*, New York, Harper & Row Publishers, 1987. Marie-Pierre Rey, "Gorbachev et 'la maison commune européenne,' une révolution mentale et politique ?," *La Revue russe*, no. 38, 2012, p. 101-110.
75. David Shumaker, *Gorbachev and the German Question Soviet-West German relations 1985-1990*, Westport, Praeger Publisher, 1995, p. 30-32; 132-135.

ABSTRACTS

The article aims at analysing the evolution of the Italian Communist Party's stance on the International Communist Movement and on European integration during the Gorbachev era and the early 1990s. After the electoral failures of the previous decade and the fall of the Berlin Wall, the PCI's élite had to reassess its own identity focusing on some specific issues. Those included the relationship with the Soviets and the PCI's attitude toward Gorbachev's European Common Home, the relaunching of the dialogue with former interlocutors such as the former protagonists of the Prague Spring, and the attitude toward the European integration process. The authors argue that the collapse of the Soviet bloc, and later of the Italian political system, made compulsory the choice of an alternative political identity: Europe became more and more the new point of reference for the PCI's heirs, laying the groundwork for the future convergence with the Christian Democrats and the constitution of the contemporary Italian Left-Wing identity in the Nineties, embodied in L'Ulivo.

Cet article vise à analyser l'évolution de la position du Parti communiste italien (PCI) concernant le mouvement communiste international et l'intégration européenne pendant la période gorbatchévienne et au début des années 1990. Après les échecs électoraux de la décennie précédente et la chute du mur de Berlin, l'élite du PCI a dû repenser sa propre identité en se focalisant sur certaines questions. Celles-ci incluaient la relation avec l'Union soviétique et l'attitude du PCI vis-à-vis du projet gorbatchévien de Maison commune européenne, la relance d'un dialogue avec d'anciens interlocuteurs comme les protagonistes du Printemps de Prague et, enfin, l'attitude à l'égard du processus d'intégration européenne. Les auteurs défendent l'idée selon laquelle l'effondrement du bloc soviétique et, plus tard, celui du système politique italien ont rendu impératif le choix d'une identité politique alternative : l'Europe est devenue de plus en plus un nouveau point de référence pour les héritiers du PCI, ce qui a ouvert la voie d'une convergence avec les démocrates-chrétiens et donné lieu, dans les années 1990, à la constitution d'une nouvelle identité de gauche incarnée dans l'Ulivo.

INDEX

Keywords: Italian Communist Party, Italian Christian Democrats, European integration, Gorbachev (Mikhaïl), italian left

Mots-clés: parti communiste italien (PCI), démocratie chrétienne, intégration européenne, Gorbatchev (Mikhaïl), gauche italienne

AUTHORS

VALENTINE LOMELLINI

Valentine Lomellini is associate professor in history of international relations at the University of Padua, where she teaches Terrorism and Security in International History. She holds a PhD in Political Systems and Institutional Changes (IMT, Institute for Advanced Studies) and she has been awarded by the President of the Italian Republic for her studies. Among her most recent publications: *La grande paura rossa. L'Italia delle spie bolsceviche (1917-1922)*, (Francoangeli, 2015); (ed.), *The Rise of Bolshevism and its Impact on the Interwar International Order* (Palgrave-MacMillan, 2020). Her latest book is *Il lodo Moro. Terrorismo e ragione di Stato (1969-1986)* (Laterza, Rome-Bari, 2021).

DANILO DELLE FAVE

Danilo delle Fave is a PhD student in Political Science with a Curriculum in “Geopolitics and History of International Relations” at the University of Pisa. He is currently working on the reaction to Palestinian political violence in the Seventies and the Eighties by institutional and political actors in Italy and Germany. His latest book is *La sinistra italiana e il conflitto israelo-palestinese. Dalla nascita dello Stato d'Israele agli attentati di Settembre Nero* (Intermedia Edizioni, Perugia, 2021).

Varia

Les origines de la devise anarchiste « Ni Dieu ni maître » : une généalogie discutable

*The Origins of the Anarchist Motto “No Gods, No Masters”: A Questionable
Genealogy*

Romain Broussais

- 1 *Ni Dieu ni maître* est le titre choisi par Auguste Blanqui (1805-1881) pour le journal qu'il fonda en 1880¹. Devenu devise, le titre devient rapidement populaire dans les milieux anarchistes. Dès 1885, un périodique bruxellois le reprend d'ailleurs à son compte².
- 2 Au XX^e siècle, ce titre est repris par Daniel Guérin (1904-1988) pour son anthologie historique du mouvement anarchiste dont la première édition paraît en 1965³. En 1970, une nouvelle édition⁴ comporte un avant-propos – inchangé dans les éditions ultérieures – qui évoque la devise « Ni Dieu ni maître »⁵ :

« Dans son ouvrage paru en 1957, *Les Idées politiques et sociales* d'Auguste Blanqui, Maurice Dommanget, dont on sait l'infatigable érudition, affirme, d'après *l'Histoire mondiale de l'anarchisme* de Louis Louvet, que la formule serait l'adaptation d'un proverbe allemand du XV^e siècle, repris à l'acte I, scène II d'une tragi-comédie de 1659 : *Le Festin de Pierre* ou *L'athée foudroyé*, de De Villiers, une sorte d'avant *Don Juan* de Molière. En 1870, au moment du plébiscite impérial, un des plus jeunes disciples d'Auguste Blanqui, le D^r Susini, avait fait paraître une brochure intitulée : *Plus de Dieu, plus de Maître*. Blanqui à son tour, au soir de sa vie (1805-1881), fonda, en novembre 1880, un journal auquel il donna pour titre : *Ni Dieu ni maître*. Après la mort du grand révolutionnaire, ajoute Dommanget, divers groupements et journaux s'emparèrent de la formule. Elle figura sur les murs de la Maison du Peuple, rue Ramey, à Paris. Elle devint alors la devise du mouvement anarchiste dont, pourtant, l'inspiration était si différente, sinon antinomique, de celle du blanquisme⁶. »
- 3 Dans cet avant-propos, Daniel Guérin souhaite inscrire la devise dans une tradition antérieure à l'émergence du mouvement anarchiste au XIX^e siècle. Pour cela, il s'appuie sur un passage de l'ouvrage de Maurice Dommanget (1888-1976) : *Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui* paru en 1957⁷ :

« Selon Gaston Da Costa, elle aurait été lancée par Blanqui "longtemps après l'amnistie de 1879". Cette affirmation est juste mais trop vague. On n'est sûrement pas loin de la vérité en disant que Blanqui a lancé sa formule quand il la choisit comme titre de son journal au mois de novembre 1880. Jusque-là, il ne semble pas que le "Vieux" ait énoncé expressément cette "belle devise qui est celle de l'avenir" aux yeux de J.-B. Clément. On ne la trouve pas sous la plume avant cette date et il est significatif que le célèbre manifeste blanquiste de la *Commune révolutionnaire* (juin 1874) ne la renferme point. Assurément, si Blanqui avait déjà mis en circulation sa célèbre formule à cette époque, ses plus chauds partisans réfugiés à Londres n'eussent pas manqué de synthétiser leurs vues en l'utilisant. Une chose qui mérite d'être mentionnée, c'est qu'en 1870, au moment du plébiscite, le docteur Susini fit paraître une brochure intitulée *Plus de Dieu, plus de Maître*. Cette brochure, écrite par un de ses jeunes disciples, ne resta pas, à coup sûr, inconnue de Blanqui et l'on peut penser que son titre déjà plein de sève et de vigueur a suggéré au "Vieux" l'idée d'une formule plus simple et partant plus saisissante. Il est d'ailleurs probable que Susini et Blanqui ignoraient les quartiers de noblesse de la formule, adaptation d'un proverbe allemand du XV^e siècle et d'un passage d'une tragi-comédie de 1659, espèce d'avant Don Juan de Molière. Si l'on va au fond, l'aphorisme "Ni Dieu, ni Maître" n'est que l'expression brève et synthétique, frappée en médaille, des vues de Blanqui en philosophie sociale⁸. »

- 4 Tout l'intérêt du propos de Maurice Dommanget est d'offrir des pistes de réflexion afin de déterminer l'origine de la devise « Ni Dieu ni maître ». Pour cela, l'auteur, repris par Daniel Guérin, offre trois hypothèses : une allemande de la fin du Moyen Âge, une française moderne et enfin, une française contemporaine.

L'origine médiévale de la devise « Ni Dieu ni maître »

- 5 Le point de départ de l'origine médiévale de la devise est le propos de Daniel Guérin qui présente Louis Louvet comme la source de Maurice Dommanget⁹, ce qui est effectivement le cas, puisque l'ouvrage est cité en note de celui sur *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui* :

« L. Louvet : *Histoire mondiale de l'Anarchisme*, I. Aux sources de l'anarchie, p. 80¹⁰. »

- 6 Louis Louvet est donc la source bibliographique de l'origine médiévale de la devise. Cependant, ce dernier s'est lui-même inspiré de l'article d'un autre auteur français : Raoul Allier.

L'article de Louis Louvet

- 7 *L'Histoire mondiale de l'anarchie* de Louis Louvet (1899-1971) paraît en 1950 dans la revue *Contre-Courant* dont il est le créateur¹¹. En janvier 1951 paraît un numéro spécial : « Histoire mondiale de l'anarchisme, les origines de la pensée et de l'action libertaires : 1, "aux sources de l'anarchie" ». En mars 1951, le premier numéro de la deuxième série comporte un article de Louis Louvet lui-même intitulé « Les anarchistes du Moyen Âge¹² ». Dans cet article, l'auteur précise à propos des Frères et Sœurs du Libre Esprit que :

« La lutte qui va s'engager, et qui durera trois siècles, a provoqué une abondante littérature et donna même naissance au XV^e siècle, en Allemagne, à un proverbe qui eut cours par la suite et qui s'exprime ainsi : "Il n'y a ni Dieu au ciel, ni maître sur la terre." La formule adoptée par les anarchistes : *Ni Dieu ni maître*, paraît donc n'être

qu'une transposition de ce proverbe vieux de cinq siècles et prouve suffisamment la filiation avec les Frères et Sœurs du Libre Esprit¹³. »

- 8 À l'appui de ses propos, Louis Louvet cite en note :
 « Pasteur Jundt, *Histoire du Panthéisme au Moyen Âge*¹⁴. »
- 9 L'ouvrage d'Auguste Jundt (1848-1890), intitulé *Histoire du panthéisme populaire au Moyen Âge et au XVI^e siècle*¹⁵, est la version enrichie d'une thèse soutenue par l'auteur pour le grade de bachelier en théologie protestante à la Faculté libre de théologie protestante de Montpellier¹⁶. L'ouvrage édité, qui comporte en plus par rapport à la thèse un appendice incluant des annexes¹⁷, contient un chapitre consacré aux XIV^e et XV^e siècles qui évoque successivement « Les Béghards et les Béguines, les Frères et les Sœurs du libre esprit », « Maître Eckhart » et « Les Frères du libre esprit (fin) »¹⁸.
- 10 Pour autant, ces passages, pas plus que les suivants du chapitre ou le reste du livre, annexes comprises, ne font référence à un tel adage¹⁹. Cela ne doit pas surprendre car l'adage cité ne vient pas de cet ouvrage d'Auguste Jundt mais plutôt d'un article de Raoul Allier (1862-1939), « Les anarchistes au Moyen Âge », publié dans *La Revue de Paris*²⁰. En effet, au milieu d'un développement consacré aux Béghards et aux Frères du Libre Esprit, Raoul Allier s'interroge :
 « Le mystique du Moyen Âge, élevé à l'ombre de l'Église, ne peut avoir le même langage que le compagnon anarchiste nourri hâtivement des bribes d'une science de second ordre. Est-on bien sûr, d'ailleurs, que l'homme du peuple d'alors comprenait parfaitement la métaphysique panthéiste du système et qu'il ne l'interprétait pas à travers le prisme de ses désirs ? Que lui importaient les arguments ontologiques par lesquels on l'invitait à ne plus croire ni à l'enfer ni au purgatoire ? Il trouvait plus intéressant de déduire sans retard les corollaires pratiques de ces négations²¹. »
- 11 À l'appui de ses propos, il précise en note :
 « Un proverbe qui est courant, au XV^e siècle, parmi les paysans de l'Allemagne occidentale, rappelle une devise de nos révolutionnaires : Il n'y a ni Dieu au ciel ni maître sur la terre²². »
- 12 C'est par un jeu de reprise et de confusion de références que cette assertion est reprise dans l'article de Louis Louvet. En effet, dans l'article de Raoul Allier, la note qui accompagne le titre de son article précise :
 « Sur les sectes dont nous allons nous occuper, voir l'excellent ouvrage de M. A. Jundt, *Histoire du Panthéisme populaire au Moyen Âge et au XVI^e siècle*, Paris, 1875²³... »
- 13 Raoul Allier a donc eu recours à l'ouvrage d'Auguste Jundt pour son article mais il est très probable que Louis Louvet se soit, quant à lui, appuyé uniquement sur l'article de Raoul Allier. Cette hypothèse est renforcée par la citation de l'article de Raoul Allier par Louis Louvet dans son propre article au début de son propos sur les Frères et Sœurs du Libre Esprit :
 « Mais nous n'en avons point fini avec les hérésies chrétiennes, qui se prolongeront durant plusieurs siècles et prendront de plus en plus un aspect social. Sous le titre "Les Anarchistes au Moyen Âge", une étude très documentée parue dans la *Revue de Paris* du 15 août 1894. Elle était signée M. Raoul Allier et se référait à l'ouvrage d'un historien, fort éloigné des idées anarchistes, M. le pasteur A. Jundt. Cet auteur a étudié particulièrement cette hérésie qui pointe au début du XIII^e siècle : les Frères et Sœurs du Libre Esprit²⁴. »
- 14 Louis Louvet s'est donc contenté de reprendre la note de Raoul Allier, dans le corps de son propre article et d'y accoler une référence bibliographique utilisée par ce dernier.

Si Louis Louvet avait utilisé l'ouvrage d'Auguste Jundt pour son article, il aurait pu y constater l'absence d'une telle devise – dans sa forme « adaptée » (« ni Dieu ni maître ») ou « originale » (« Il n'y a ni Dieu au ciel ni maître sur la terre »). De plus, quand bien même Louis Louvet aurait voulu ne pas faire état de l'article de Raoul Allier, à aucun moment ce dernier n'indique qu'il tire l'adage de l'ouvrage d'Auguste Jundt. En effet, les propos de Raoul Allier en note sur l'adage ne comportent aucune référence bibliographique.

- 15 Dès lors, ni l'article de Louis Louvet ni celui de Raoul Allier n'apportent la preuve de l'origine médiévale du proverbe « Il n'y a ni Dieu au ciel ni maître sur la terre ». Maurice Dommanget et Daniel Guérin se sont eux contentés de reprendre les propos de Louis Louvet. L'étude de l'article de Raoul Allier ouvre une nouvelle piste pour essayer de déterminer si l'un des ouvrages qu'il a utilisés est à l'origine de sa note sur ce proverbe allemand.

L'article de Raoul Allier

- 16 Raoul Allier précise à propos de la devise « Il n'y a ni Dieu au ciel ni maître sur la terre » qu'il s'agit d'« un proverbe qui est courant, au XV^e siècle, parmi les paysans de l'Allemagne occidentale ». Pour autant, malgré deux éléments nouveaux – le fait que le proverbe ait pour origine l'Allemagne occidentale et qu'il s'agisse d'un proverbe paysan –, l'auteur n'en dit pas plus sur ce point.
- 17 Il faut donc se pencher sur les ouvrages utilisés par Raoul Allier pour voir si certains font référence à un tel proverbe. L'ouvrage d'Auguste Jundt repris par Louis Louvet n'apporte aucune information sur ce point²⁵. Mais Raoul Allier indique que pour l'écriture de son article, il a également utilisé à titre principal deux autres ouvrages :
- « Sur les sectes dont nous allons nous occuper voir [...] [l'ouvrage] de M. Preger, *Geschichte der deutschen Mystik im Mittelalter*, tome I, Leipzig 1875, et les trois premiers chapitres du livre si vivant de madame Mary Darmesteter, *The End of the Middle Ages*, Londres, 1889²⁶. »
- 18 Cependant, après examen, ni l'ouvrage de Johann Wilhelm Preger (1827-1896)²⁷ ni celui de Mary Darmesteter (1857-1944)²⁸ ne font allusion à la devise. Il faut alors se pencher sur les autres sources citées en note par Raoul Allier. Il mentionne ainsi, encore à propos des frères et sœurs du Libre Esprit :
- « Jundt, *Les amis de Dieu au XIV^e siècle*, p. 86²⁹. »
- 19 Cet ouvrage est une thèse d'Auguste Jundt pour, cette fois, le doctorat de théologie protestante, soutenu en 1879 à la Faculté de théologie protestante de Paris³⁰. Elle fait l'objet d'une publication la même année, sans ajouts³¹. Mais là encore, la thèse de doctorat d'Auguste Jundt ne fait pas référence au proverbe, ni à la page indiquée, ni ailleurs. Raoul Allier utilise également une œuvre allemande :
- « Doellinger, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, München, 1890, p. 384³². »
- 20 Ignaz von Döllinger (1799-1890) ne fait, lui non plus, pas référence à un tel proverbe dans son œuvre³³. Une dernière référence ayant éventuellement pu évoquer ce proverbe est cité par l'auteur :
- « Haupt, *Beiträge zur Geschichte der Sekte vom freien Geiste und der Beghardentums* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1884-1885, p. 544)³⁴. »

- 21 Mais là encore, Herman Haupt (1854-1935) est muet sur ce point³⁵. Dès lors, rien ne semble attesté qu'il existât un tel proverbe à l'époque médiévale. Il semble plutôt que l'origine médiévale d'une telle devise, avérée uniquement à l'époque contemporaine, des plumes successives de Raoul Allier, Louis Louvet, Maurice Dommanget et Daniel Guérin, ne soit que l'avatar du médiévalisme de l'époque³⁶.
- 22 L'hypothèse médiévale définitivement écartée sauf à apporter la preuve contraire, il faut s'interroger sur l'hypothèse de l'origine moderne de la devise « Ni Dieu ni maître ».

L'origine moderne

- 23 Daniel Guérin et Maurice Dommanget évoquent un même auteur français pour cette origine moderne, même si la piste étrangère se doit d'être étudiée en raison de l'origine non française du mythe de Don Juan.

La piste française

- 24 Cette piste est fournie par les propos de Daniel Guérin concernant le XVII^e siècle³⁷. Il reprend en cela les propos³⁸ et la note de Maurice Dommanget :
- « n. 123 : *Le Festin de Pierre ou l'athée foudroyé* de De Villiers, act. I, scène 5³⁹. »
- 25 Il convient dans un premier temps de remarquer une petite transformation du propos de Maurice Dommanget par Daniel Guérin. Alors que Daniel Guérin laisse entendre qu'il existe une tradition de la devise : le propos moderne serait une reprise du propos médiéval, Maurice Dommanget, plus prudent, laisse entendre que la devise anarchiste possède une double origine médiévale et moderne sans s'avancer aucunement sur la relation entre les deux. Il est également intéressant de noter l'existence d'une coquille. Alors que Daniel Guérin évoque la scène II de l'acte I, Maurice Dommanget se réfère à la scène V du même acte. Enfin, les deux se trompent d'une année, puisque la pièce date de 1660⁴⁰.
- 26 Malgré cela, ils n'ont pas tort en affirmant que des propos de la pièce constituent une sorte de précédent de la devise. En effet, Claude Deschamps de Villiers (1600-1681), dramaturge français, publie en 1660 *Le Festin de Pierre ou le Fils criminel* dont l'acte I, scène V comporte ce passage :
- « Je ne veux plus souffrir de père ni de maître,
Et si les dieux voulaient m'imposer une loi,
Je ne voudrais ni dieux, père, maître, ni roi [souligné par nous]⁴¹. »
- 27 Selon l'hypothèse de Daniel Guérin, il serait alors possible d'imaginer la tradition suivante : Il n'y a ni Dieu au ciel ni maître sur la terre → Ni dieux, père, maître, ni roi → Ni Dieu ni maître.
- 28 Cependant, rien ne permet d'affirmer que de Villiers se soit inspiré du proverbe allemand. En revanche, la similarité forte de son texte avec celui d'un autre dramaturge, Nicolas Drouin dit Dorimon (c. 1628-1673), laisse entendre que c'est vers ce dernier qu'il faut se tourner pour y chercher une éventuelle inspiration.
- 29 En effet, Dorimon publie l'année précédente, en 1659, une œuvre au titre identique, plagiée par de Villiers⁴² dont les propos de la scène V de l'acte I sont très proches :
- « Que le destin se bande ou pour ou contre moi,
Père, princes ni dieux ne me feront la loi [souligné par nous]⁴³. »

- 30 Ainsi de Villiers ne s'est pas inspiré du proverbe allemand mais a simplement remanié le texte de Dorimon. Le premier élément de l'hypothèse de Daniel Guérin, celle d'une reprise, est donc invalide. De plus, l'origine putativement moderne de la devise doit être précisée en rendant à Dorimon la paternité première du propos, bien que le terme « maître » n'apparaisse pas encore.
- 31 Avant d'être adaptée par Molière, l'œuvre est reprise et modifiée par Claude de La Rose dit Rosimond (c. 1640-1686) qui lui donne un nouveau titre *Le nouveau festin de Pierre ou l'athée foudroyé*⁴⁴, mais celle-ci ne reprend pas le passage escompté. Les deux scènes supplémentaires n'évoquent pas non plus une telle devise de près ou de loin. Molière reprend ce dernier titre, *Le Festin de Pierre ou l'athée foudroyé*, avant de l'adapter pour *Don Juan*. Un premier texte de l'œuvre, encore en vers, est publié en 1679⁴⁵. Si Molière s'inspire avec certitude de Dorimon, cela est moins sûr pour de Villiers⁴⁶. En lieu et place du propos de Dorimon, voici ce que proclame le Don Juan de Molière toujours dans l'acte I, scène V :
- « Je suis dans un état d'être tout seul mon Maître, [souligné par nous]
Le Ciel jusqu'à l'enfance a fait que les humains
Auroient besoin d'un Père, et seroient en ses mains,
Mais depuis qu'un rayon de grâce suprême,
Nous donne la raison, il nous tend à nous même,
Et c'est injustement qu'un Père veut régner
Quand l'enfant par raison ne peut tout enseigner⁴⁷. »
- 32 Ici, l'évocation de Dieu disparaît bien que le terme de maître soit présent, laissant à penser que Molière aurait pu, au moins pour ce passage, s'inspirer ou se souvenir du texte de De Villiers. En revanche, la construction du propos en « Ni, ni » disparaît. Dans une seconde version, en prose cette fois, *Le Festin de Pierre* a pour co-titre *Dom Juan* et toute référence, à Dieu ou à un maître disparaît⁴⁸. Molière a donc fait disparaître ce qui constitue une des origines putatives de la devise anarchiste.
- 33 En raison de cette disparition et en l'absence d'éléments supplémentaires, rien ne permet d'attester l'existence d'une tradition même par adaptation du propos moderne vers le texte définitif de la devise anarchiste. Le second élément de l'hypothèse de Daniel Guérin est donc invalidé également.
- 34 Maurice Dommanget ne s'y trompait pas car il précisait bien dans son propos que Blanqui ignorait probablement cette origine moderne de la devise⁴⁹.
- 35 Mais le mythe de Don Juan est antérieur aux œuvres de Dorimon et de de Villiers et il peut être intéressant de se demander si les expressions qui évoquent la non-soumission à Dieu ou à un maître sont des propos originaux ou s'ils ont été traduits d'œuvres antérieures.

La piste étrangère

- 36 La première adaptation du mythe de Don Juan est une pièce de théâtre espagnole. *El Burlador de Sevilla y convidado de piedra* de Tirso de Molina (1579-1648)⁵⁰ est publiée en 1630 mais ne comporte rien qui s'approche de près ou de loin de la devise.
- 37 En revanche, une autre piste est à évoquer, la piste italienne. En effet, cette pièce espagnole et le mythe en général ont été repris par des auteurs italiens, ce qu'indique par exemple le titre complet de l'œuvre de de Villiers : *Le Festin de Pierre ou le Fils criminel, tragi-comédie, traduite de l'italien en français, par le sieur de Villiers*⁵¹. Selon

Gendarme de Bévotte, les deux œuvres ont pour origine un auteur italien Onofrio Giliberto di Solofra (1606-1665), auteur d'une œuvre en prose de 1652 mais aucun exemplaire n'ayant été retrouvé, cette piste est invérifiable⁵². Une autre piste italienne aurait pu être l'œuvre de Giacinto Andrea Cicognini (1606-1651) dont la pièce *Il convitato di pietra* a inspiré la future œuvre de Molière de manière avérée⁵³. Mais cette pièce ne fait pas référence à la devise⁵⁴.

- 38 Il semble donc que le texte qui se rapproche le plus de la future devise soit d'origine française et qu'on puisse en attribuer la paternité à Dorimon et de Villiers. De plus, ces deux auteurs se sont inspirés directement ou indirectement d'œuvres italiennes qu'ils ont traduites et transformées. L'origine étrangère, allemande ou italienne, paraît être une fausse piste.
- 39 Tous restent en revanche unanimes sur l'origine contemporaine de la devise. Il est donc nécessaire de se pencher sur l'hypothèse plus sérieusement défendue par Maurice Dommanget.

L'origine contemporaine

- 40 C'est encore en s'appuyant sur l'avant-propos de Daniel Guérin que l'on peut suivre la tradition de la devise⁵⁵. Là encore, il s'est fondé sur les propos de Maurice Dommanget⁵⁶. Cependant, cette hypothèse soulève plusieurs difficultés. Tout d'abord l'existence de cette brochure n'est pas certaine. En effet, celle-ci n'a pas été conservée jusqu'à nous et les indices de son existence sont maigres. Maurice Dommanget lui-même précise en note à propos de cette brochure :

« n. 123 : *Le Cri du Peuple*, 3 oct. 1885 [Notice sur Susini] – La brochure n'est pas à la Bibliothèque Nationale⁵⁷. »

- 41 Outre son absence dans les bibliothèques et les archives françaises, le numéro du *Cri du Peuple*, postérieur au premier numéro du journal *Ni Dieu ni Maître* (1880)⁵⁸, évoque seulement l'existence de la brochure et non son contenu. L'existence de cette brochure n'est d'ailleurs pas évoquée par *Le Maitron* dans sa notice sur Susini⁵⁹. En supposant même que cette brochure ait existé, rien ne permet d'affirmer qu'Auguste Blanqui s'en soit inspiré. Durant la période entre sa parution, en 1870, et celle du premier numéro du journal, en 1880, la formule, sous la forme « Plus de Dieu, plus de maître » ou « Ni Dieu ni maître », n'a jamais été utilisée par Blanqui, comme le précise Maurice Dommanget en s'appuyant notamment sur les travaux de Gaston Da Costa⁶⁰. De plus, le premier numéro du journal *Ni Dieu ni Maître* n'évoque pas la brochure de Susini comme étant à l'origine de son titre⁶¹. La seule certitude est que le titre du journal n'a pour origine que Blanqui lui-même.
- 42 En revanche, il est possible d'affirmer *a minima* que l'utilisation de la formule comme devise est antérieure à la parution du journal éponyme paru le 20 novembre. En effet, alors que Daniel Guérin date la première utilisation de la formule « Ni Dieu ni maître » comme devise anarchiste au 1^{er} janvier 1881⁶², en s'appuyant sur les propos de Maurice Dommanget qui ne remontent jamais avant la mort d'Auguste Blanqui⁶³, le premier numéro de *Ni Dieu ni Maître* raconte une autre histoire. La rédaction et l'administration du journal sont situées au 18, passage de l'Opéra, galerie de l'Horloge – aujourd'hui détruite – à Paris⁶⁴. Alors même que le journal est en phase d'impression au 19 du même passage, l'imprimeur, Richard Berthier décide de procéder à un affichage public sous

forme d'enseigne du titre du futur journal. Une action qui n'est pas du goût de ses voisins, comme le rapporte le journal :

« L'an mil huit cent quatre-vingt, le 13 novembre, à la requête de M. le comte de Rohan-Chabot [...] J'ai, Rémy-Édouard Richard, huissier [...], soussigné et déclaré au sieur Richard Berthier, imprimeur, demeurant à Paris, galerie de l'Horloge, 19 [...]. Que le sieur Richard Berthier a fait imprimer comme enseigne sur un bandeau, au-dessus de sa boutique et sur des vitres, des inscriptions portant : *Ni Dieu, ni Maître*, sans aucune autorisation de droit [...]. Et je lui ai laissé cette copie⁶⁵... »

- 43 Or, c'est bien le titre du journal qui a inspiré Richard Berthier et non l'inverse. En effet, c'est sans doute lui qui a confié à Blanqui la copie que l'huissier lui a remis et c'est probablement à partir de cette copie que le constat a été recopié dans le journal. De plus, Blanqui ne laisse pas planer le doute quant à l'inspiration du titre par l'enseigne puisqu'il précise immédiatement à la suite du constat :

« Le titre de notre journal vient d'allumer les fureurs catholiques de M. le comte de Rohan-Chabot⁶⁶. »

- 44 La requête du comte étant datée du 13 novembre, l'affichage de l'enseigne est donc datée au plus tard du 13 novembre, ce qui conduit naturellement à penser que Blanqui avait trouvé le titre du journal avant cette date. Pour autant, le 13 novembre reste une date importante puisqu'elle est celle de la première source, le constat d'huissier, qui fait état de la mention de la devise et cela avant même le premier numéro du journal daté du 20 novembre.
- 45 Cette enquête permet de retracer l'histoire de la naissance de la devise anarchiste et peut-être de revenir sur certains éléments trop facilement admis.
- 46 Premièrement, la devise « Ni Dieu ni maître » n'a pas, sauf à amener un jour la preuve du contraire, d'origine médiévale ou moderne. Le proverbe allemand ne semble pas avoir d'existence avérée et si *Le Festin de Pierre* ou *le Fils criminel* de de Villiers semble évoquer la devise, il n'existe aucune tradition de ce texte jusqu'aux écrits anarchistes. Il faudrait, de surcroît, si l'on souhaite évoquer la similarité formelle de l'extrait de la pièce et de la devise, rappeler l'antériorité du *Festin de Pierre* ou *le Fils criminel* de Dorimon. Cet auteur ne doit pas être oublié alors même que, sans lui, la pièce de de Villiers n'existerait pas.
- 47 Deuxièmement, l'histoire de l'origine contemporaine de la devise doit être sérieusement questionnée. La brochure d'Étienne Susini, sauf à amener là aussi la preuve du contraire, ne semble pas avoir existé. En revanche, le fait que son auteur ait connu Blanqui ne peut empêcher d'imaginer l'hypothèse d'une inspiration de l'un par l'autre. Mais rien ne permet de démontrer la réalité de cette hypothèse et il est fort probable que Blanqui ait trouvé seul cette devise.
- 48 L'action de Richard Berthier permet seulement de faire reculer la date de l'origine de la devise au 13 novembre ou quelques jours avant, faisant ainsi démarrer la tradition de l'utilisation de la devise avant le journal qui la rendra célèbre.
- 49 La devise anarchiste trouve donc son origine pleinement et uniquement dans son siècle et dans une pensée politique du XIX^e siècle, le socialisme autoritaire, qui n'a, elle, rien d'anarchiste.

NOTES

1. *Ni Dieu, ni maître*, Paris, s. n., 1880-1885 et 1899-post. 1906.
2. *Ni Dieu, ni maître*, Bruxelles, Organe communiste anarchiste, 1885-1886.
3. Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître : anthologie historique du mouvement anarchiste*, Paris, Éditions de Delphes, 1965, 673 p. L'ouvrage est réédité l'année suivante, cf. Daniel Guérin, *Ni Dieu, ni maître : anthologie historique du mouvement anarchiste*, Lausanne, La cité éditeur, 1966, 671 p.
4. Plus massif, l'ouvrage est scindé en quatre volumes, cf. Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître : anthologie de l'anarchisme*, Paris, Maspéro, coll. « Petite collection Maspéro », t. 66-69, 1970], 4 vol. : *Les pionniers : Sitner, Proudhon, Bakounine* (t. 1), *Bakounine (suite), Controverse de Paepe et Schwitzguédél, James Guillaume, Kropotkine* (t. 2), *Malatesta, Émile Henry, Les anarchistes français dans les syndicats, Les collectivités espagnoles, Voline* (t. 3), *Makhno, Constadt, Les anarchistes russes en prison, L'anarchisme dans la guerre d'Espagne* (t. 4).
5. Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître : anthologie de l'anarchisme*, nouv. éd., Paris, La Découverte, coll. « La Découverte-poche. Essais », 2012, 768 p.
6. Daniel Guérin, « Avant-propos de l'édition de 1970 », *Ni Dieu ni maître...*, op. cit., 2012, p. 7.
7. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, coll. « Bibliothèque des sciences politiques et sociales », 1957, 429 p.
8. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, op. cit., p. 295.
9. Daniel Guérin, « Avant-propos... », op. cit., p. 7 et cf. supra.
10. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, op. cit., p. 295, n° 123 bis.
11. *Contre-courant Cahiers mensuels d'études sociales, pacifistes et libertaires*, Paris, s. n., 1950-1968. Le premier numéro du mensuel paraît en 1950 et compte 155 numéros.
12. Louis Louvet, « Les anarchistes au Moyen Âge (extrait d'Aux sources de l'anarchie) », *Contre-courant...*, mars 1951, p. 17-29.
13. *Ibid.*, p. 24.
14. *Ibid.*, p. 24, n. 1.
15. Auguste Jundt, *Histoire du panthéisme populaire au Moyen Âge et au XVI^e siècle*, Strasbourg, typographie de G. Fischbach, 1875, iv-310 p.
16. Auguste Jundt, *Histoire du panthéisme populaire au Moyen Âge et au XVI^e siècle*, th. bacc. théologie protestante, Montauban, 1875, éd. Strasbourg, G. Fischbach, 1875, 208 p.
17. *Ibid.*, p. 209-308.
18. *Ibid.*, p. 42-109.
19. *Ibid.*, p. 109-119 : eux sont consacrés successivement à « Marguerite Porrette, Jeanne Dabenton et les Turlupins », « Les Hommes de l'intelligence, de Bruxelles », « Les Adamistes ou Picards de Bohème ».
20. Raoul Allier, « Les anarchistes au Moyen Âge », *La Revue de Paris*, 1^{ère} an., t. 4, juillet-août 1894, p. 807-838.
21. *Ibid.*, p. 823.
22. *Ibid.*, p. 823 dont n.°1.
23. *Ibid.*, p. 807, n. 1.
24. Louis Louvet, « Les anarchistes au Moyen Âge... », art. cit., p. 23.
25. Auguste Jundt, *Histoire du panthéisme populaire...*, op. cit., *passim*.
26. Raoul Allier, « Les anarchistes... », art. cit., p. 807, n. 1.
27. Johann Wilhem Preger, *Geschichter der deutschen Mystik im Mittelalter, I : Theil, Geschichte der deutschen Mystik bis zum Tode Meister Eckhart's nach den Quellen untersucht und dargestellt*, Leipzig, Dörffling und Franke, 1874, vii-488 p.

28. Mary F. Robinson (madame James Darmesteter), *The End of the Middle Ages. Essays and questions in history*, London, T. F. Unwin, 1889, 164 p.
29. Raoul Allier, « Les anarchistes... », art. cit., p. 814, n. 2.
30. Auguste Jundt, *Les amis de Dieu au quatorzième siècle*, th. doc., théologie protestante, Paris, 1879, éd. Strasbourg, typographie de G. Fischbach, 1879, 445 p.
31. Auguste Jundt, *Les amis de Dieu au quatorzième siècle*, Paris, Librairie Sandoz et Fischbacher, 1879, 445 p.
32. Raoul Allier, « Les anarchistes... », art. cit., p. 815, n. 1.
33. Ignaz von Döllinger, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, I : *Geschichte der gnostisch-manichäischen Sekten im früheren Mittelalter*, II : *Dokumente vornehmlich zur Geschichte der Valdesier und Katharer*, München, O. Beck, 1890, 2 vol.
34. Raoul Allier, « Les anarchistes... », art. cit., p. 820, n. 1.
35. Herman Haupt, « Beiträge zur Geschichte der Sekte vom freien Geiste und der Beghardentums », *Zitschrift für Kirchengeschit*, 1884-1885, p. 503-576.
36. Sur ce concept et en particulier sur la résurgence du Moyen Âge allemand au XIX^e siècle, voir Florent Gabaude, Aline Le Berre, Andrea Schindler (dir.), *Actualité du médiévalisme : la réception du Moyen Âge germanique dans la France contemporaine*, Limoges, PULIM, coll. « Espaces humains », t. 30, 2020, 270 p. La partie II traite spécifiquement du médiévalisme et de l'historiographie au XIX^e siècle. Sur ce concept, voir aussi Vincent Ferré (dir.), *Médiévalisme : modernité du Moyen Âge*, Paris, L'Harmattan, 2010, 196 p. (n° 3 de la revue *Itinéraires. Littératures, textes, cultures* de 2010).
37. Daniel Guérin, « Avant-propos... », op. cit., p. 7 et cf. supra.
38. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, op. cit., p. 295 et cf. supra.
39. Ibid., n. 123 bis.
40. Claude Bourqui, *Les sources de Molière. Répertoire critique des sources littéraires et dramatiques*, Paris, SEDES, 1999, p. 375.
41. Claude Deschamps de Villiers, *Le Festin de pierre ou le Fils criminel*, Paris, Sercy, 1660, voir aussi : http://moliere.huma-num.fr/base.php?Le_Festin_de_pierre_de_Villiers [consulté le 11/10/2021].
42. Claude Bourqui, *Les sources de Molière...*, op. cit., p. 375.
43. Nicolas Dorimon, *Le Festin de Pierre ou le Fils criminel*, Lyon, Antoine Offray, 1659, voir aussi : http://moliere.huma-num.fr/base.php?Le_Festin_de_pierre_de_Dorimon [consulté le 11/10/2021].
44. Claude de la Rose dit Rosimond, *Le nouveau festin de Pierre ou L'athée foudroyé*, Paris, Chez Pierre Bienfait, 1670.
45. J. B. P. de Molière, *Le Festin de Pierre ou l'athée foudroyé*, Paris, Sur l'Imprimé à Paris, 1679.
46. Claude Bourqui, *Les sources de Molière...*, op. cit., p. 374 et p. 382.
47. J. B. P. de Molière, *Le Festin de Pierre...*, op. cit.
48. J. B. P. de Molière, *Don Juan ou Le Festin de Pierre*, Paris, Denis Thierry, Claude Barbin et Pierre Trabouillet, 1682.
49. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, op. cit., p. 295. Devant le caractère fortement spéculatif de cette tradition médiévale et moderne, certains éditeurs contemporains n'ont d'ailleurs pas repris ces propos de Maurice Dommanget sur l'origine de la devise, cf. M. Dommanget, « La formule "Ni Dieu ni Maître". Son origine, sa signification », dans Auguste Blanqui, *Ni Dieu ni maître*, Bruxelles, Éd. Aden, coll. « Opium du peuple », 2009, p. 6 où le passage suivant des *Idées politiques et sociales* d'Auguste Blanqui est absent : « Il est d'ailleurs probable que Susini et Blanqui ignoraient les quartiers de noblesse de la formule, adaptation d'un proverbe allemand du XV^e siècle et d'un passage d'une tragi-comédie de 1659, espèce d'avant don Juan de Molière. », cf. op. cit., p. 295.
50. Tirso de Molina, *El Burlador de Sevilla y convidado de piedra, comedia famosa del maestro Tirso de Molina*, s. l., s. n., 1630.

51. http://moliere.huma-num.fr/base.php?Le_Festin_de_pierre_de_Villiers, *op. cit.*, [consulté le 11/10/2021].
52. Gendarme de Bévotte, *La Légende de Don Juan, son évolution dans la littérature, des origines au romantisme*, t. 1, Paris, Hachette, 1911, p. 97-112.
53. Claude Bourqui, *Les sources de Molière...*, *op. cit.*, p. 374 et 388-389.
54. G. A. Cicognini, *Il convitato di pietra*, Venetia, s. d., voir aussi : http://moliere.huma-num.fr/base.php?Il_convitato_di_pietra [consulté le 11/10/2021].
55. Daniel Guérin, « Avant-propos... », *op. cit.*, p. 7 et *cf. supra*.
56. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, *op. cit.*, p. 295 et *cf. supra*.
57. *Idem*, p. 295, n. 123.
58. *Ni Dieu ni maître*, n° 1, Paris, s. n., 1880.
59. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social comportant notamment une section consacrée aux anarchistes, *cf.* <https://maitron.fr/spip.php?article71375>, notice Susini Étienne, mise en ligne le 26 juillet 2009, dernière modification le 22 juin 2018 [consulté le 22 octobre 2021].
60. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, *op. cit.*, p. 295 et *cf. supra*.
61. *Ni Dieu ni maître*, n° 1, Paris, s. n., 1880, p. 1. Les numéros suivants sont aussi muets sur ce point.
62. Daniel Guérin, « Avant-propos... », *op. cit.*, p. 7 et *cf. supra*.
63. Maurice Dommanget, *Les idées politiques et sociales...*, *op. cit.*, p. 298-303.
64. *Ni Dieu ni maître*, n° 1, Paris, s. n., 1880, p. 1.
65. *Ibid.*
66. *Ibid.*

RÉSUMÉS

Alors que certains auteurs affirment que la devise « Ni Dieu ni maître » est antérieure au journal éponyme d'Auguste Blanqui, il n'en est rien. L'origine médiévale de la devise est infondée et constitue un avatar du médiévalisme. L'origine moderne bien qu'elle paraisse séduisante n'a pas été prouvée non plus. Enfin, l'origine contemporaine de la devise qui proviendrait d'un disciple ne semble pas avoir de réalité. C'est donc à Blanqui seul que nous devons la devise « Ni Dieu ni maître ».

While some authors may claim that the motto “No Gods, No Masters” (in French, “ni Dieu ni maître”) predated Auguste Blanqui’s eponymous newspaper, this is a false claim. The medieval origin of the motto is unproven and is merely another example of medievalism. Although it is tempting, a modern origin has not been identified, either. Finally, the argument that the motto stems from the mouth of an anarchist disciple has no basis in reality. It is therefore to Blanqui alone that we owe the motto “No Gods, No Masters”.

INDEX

Thèmes : Varia

Keywords : anarchy, medievalism, political motto, Blanqui (Auguste), history of political ideas

Mots-clés : anarchie, médiévalisme, devise politique, Blanqui (Auguste), histoire des idées politiques

AUTEUR

ROMAIN BROUSSAIS

Romain Broussais a soutenu en 2021 sa thèse de doctorat en histoire du droit à l'université Paris II Panthéon-Assas et travaille actuellement comme enseignant-chercheur contractuel à l'université de Rouen. Ses recherches portent sur l'histoire du droit et des institutions urbaines médiévales, l'histoire des idées politiques et la méthodologie juridique. Outre sa thèse portant sur *Le scripteur urbain : notaires et clercs au service de la ville médiévale (XI^e-XIV^e siècle)*, ses principales publications sont : « Autonomie juridique et autonomie scripturale des villes médiévales : la lente résorption d'une dissonance institutionnelle » (*Lenteur et droit*, Mare & Martin, février 2022) ; « La désignation des dirigeants urbains médiévaux : idéal démocratique ou illusion participative ? » (*La participation à la chose publique de l'Antiquité à la fin de la III^e République*, 2022) ; « Les exemptions d'impôts des officiers locaux au Moyen Âge (XIII^e-XV^e siècle) : iniquité fiscale ou justice financière ? » (*Justice fiscale (X^e-XXI^e siècle)*, Larcier, 2020) ; « Comparer les statuts urbains médiévaux » (*Historia & Ius*, t. 13, fasc. 17, 2018).